



Les Deux dernières années

- Rapport du président national*
- Rapport du secrétaire-trésorier national*
- Rapports des syndicats nationaux*
- Rapport sur les tutelles*

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Rapport du président national	1
Rapport du secrétaire-trésorier national	35
décembre 2014	
Rapport sur la Caisse générale	55
Rapport sur la Caisse nationale de défense	105
Rapport sur la Caisse nationale de grève	137
décembre 2013	
Rapport sur la Caisse générale	157
Rapport sur la Caisse nationale de défense	207
Rapport sur la Caisse nationale de grève	239
Rapports des syndicats nationaux	
du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2014	259
du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2013	263
Rapport sur les tutelles	
Section locale 21, Saskatchewan	269
Section locale 61, Nouveau-Brunswick	269
Section locale 408, Alberta	269
Section locale 416, Ontario	269
Section locale 558, Nouveau-Brunswick	270
Section locale 1004, Colombie-Britannique	270
Section locale 1044, Nouveau-Brunswick	270
Section locale 1184, Alberta	270
Section locale 1461, Alberta	271
Section locale 1483, Ontario	271

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Page
Section locale 1637, Manitoba.....	271
Section locale 1961, Alberta.....	271
Section locale 2020, Colombie-Britannique.....	272
Section locale 2191, Ontario.....	272
Section locale 2268, Saskatchewan.....	272
Section locale 2283, Manitoba.....	272
Section locale 2509, Manitoba.....	272
Section locale 2756, Québec.....	273
Section locale 2771, Alberta.....	273
Section locale 3197, Alberta.....	273
Section locale 3234, Colombie-Britannique.....	273
Section locale 3341, Alberta.....	274
Section locale 3421, Alberta.....	274
Section locale 3907, Ontario.....	274
Section locale 4091, Québec.....	275
Section locale 4214, Manitoba.....	275
Section locale 4228, Nouveau-Brunswick.....	275
Section locale 4242, Manitoba.....	275
Section locale 4443, Nouveau-Brunswick.....	275
Section locale 4519, Manitoba.....	275
Section locale 4537, Québec.....	276
Section locale 4558, Nouveau-Brunswick.....	276
Section locale 4593, Manitoba.....	276
Section locale 4666, Saskatchewan.....	276
Section locale 4780, Nouveau-Brunswick.....	276
Section locale 4822, Alberta.....	277
Section locale 5042, Ontario.....	277
Section locale 5067, Ontario.....	277
Section locale 5082, Nouveau-Brunswick.....	277
Section locale 5103, Nouveau-Brunswick.....	277
Section locale 5119, Nouveau-Brunswick.....	277
Section locale 5130, Alberta.....	278
Section locale 5136, Manitoba.....	278
Section locale 5241, Alberta.....	278
Section locale 5959, Québec.....	278



*Rapport du
président national*

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL

LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES – 2011-2013

Conscœurs et confrères,

Conformément aux dispositions du paragraphe 9.2 (d) des statuts du SFCP, je sou mets le présent rapport au 27^e congrès national de notre syndicat.

Depuis le congrès de notre 50^e anniversaire qui a eu lieu dans la magnifique ville de Québec en octobre 2013, notre syndicat a continué de croître malgré un environnement de négociation très difficile, dans un climat d'austérité générale.

Ce rapport comprend de nombreux extraits des rapports trimestriels que je présente à chaque réunion de notre Conseil exécutif national et qui sont ensuite envoyés à tous les organismes à charte.

Je suis toujours conscient que dans un syndicat comme le nôtre, mes rapports ne présentent qu'une fraction des réalisations quotidiennes à d'innombrables tables de négociation et des activités découlant de l'administration de ces ententes au nom des membres que nous servons.

Notre syndicat a été mis à l'épreuve de différentes façons partout au Canada, notamment :

- Lors d'un certain nombre de conflits difficiles entre des petits groupes dans des petites collectivités, comme Bonfield (Ontario), Naramata (Colombie-Britannique) et Happy Valley Goose Bay (Terre-Neuve-et-Labrador) pour n'en nommer que quelques-unes.

C'est lors de tels conflits que nos membres constatent le pouvoir du SFCP en voyant les dons et les messages de solidarité qui proviennent de tout le pays.

- Nous avons été mis à l'épreuve sur le plan politique avec les mesures législatives rétrogrades qui ont touché les régimes de retraite dans la province de Québec, et dont les attaques contre le secteur municipal ont été très médiatisées. Les membres du SFCP se sont joints à 50 000 travailleurs dans les rues de Montréal en septembre 2014, ce qui a donné lieu à un moment fort, une preuve visible de leur solidarité et de leur engagement à appuyer la riposte.

- L'engagement des membres du SFCP dans l'action politique a abouti à de nombreux résultats positifs au cours des deux dernières années, dont le plus important : l'élection en 2015 du premier

gouvernement néo-démocrate de l'Alberta, sous la direction avisée de Rachel Notley.

En Colombie-Britannique, au Manitoba et en Ontario, nous avons fait des gains importants lors des élections municipales et scolaires.

Au moment de la rédaction du présent rapport, à l'été 2015, nous ne connaissons pas encore les résultats de l'élection fédérale, mais je peux dire sans hésitation que je suis incroyablement fier du soutien indéfectible de notre syndicat envers Thomas Mulcair et le parti néo-démocrate fédéral qui sont sur le point de marquer l'histoire au mois d'octobre.

- Deux événements nationaux importants ont eu lieu au cours des deux dernières années.

Notre toute première conférence du Conseil national des secteurs, en octobre 2014, à Toronto, réunissant environ 1 200 délégués et membres du personnel, a démontré que la décision que nous avons prise lors de notre congrès national 2013 de concentrer nos efforts sur nos secteurs clés était appuyée par les membres.

Notre deuxième conférence nationale des droits de la personne a eu lieu à Winnipeg en février 2015. Grâce aux nombreux participants, nous avons pu faire progresser nos efforts en matière d'équité lors d'un rassemblement comprenant un large éventail d'orateurs reconnus et lors d'une visite très émouvante au Musée canadien des droits de la personne.

- En janvier 2015, la Cour suprême du Canada a soutenu une contestation syndicale de la législation sur les services essentiels de la Saskatchewan qui avait éliminé la libre négociation collective des travailleurs des soins de santé (et autres).

Pour la première fois, la Cour a jugé que le paragraphe 2(d) de la Charte protège notre droit à la libre négociation collective et que le droit de grève est un élément fondamental de nos droits à la libre négociation collective.

Je suis extrêmement fier du rôle qu'ont joué les travailleurs de la santé du SFCP de la Saskatchewan et notre syndicat national dans cette victoire syndicale cruciale.

- Les attaques contre les régimes de retraite se sont poursuivies au cours des deux dernières années aux tables de négociation du SCFP et dans tout le pays.

Nous avons eu des victoires et certains reculs, dont nous devons tirer des leçons. Nous devons redoubler d'efforts pour protéger nos bons régimes de retraite et pour étendre la protection de ces régimes à des milliers de membres du SCFP qui ont une protection insuffisante ou nulle.

Il est également essentiel que nous poursuivions notre campagne pour bonifier le RPC/RRQ afin que tous les travailleurs aient une retraite décente.

- Tout au long des deux dernières années, nous avons poursuivi notre travail crucial de coalition auprès d'alliés comme le Conseil des Canadiens, la Fédération canadienne des étudiants et diverses coalitions de soins de santé.

Au cours de nos tournées sur l'Accord sur la santé et « Aller voter », nous avons sillonné le pays pour parler aux Canadiens moyens de ces questions politiques clés. Les antécédents du SCFP en matière de syndicalisme fortement social illustrent l'importance de continuer le travail. Nos ressources et notre voix doivent faire partie de ces grands débats politiques.

- Le Service de la recherche du SCFP continue de contribuer considérablement à des enjeux comme la santé, l'éducation, les services de garde et les questions commerciales.

Le travail que nous avons fait en 2014 relativement aux promesses électorales des progressistes conservateurs de l'Ontario d'éliminer 100 000 emplois du secteur public a contribué à la défaite de Tim Hudak et au programme le plus à droite et le plus antisyndical que nous ayons jamais vu.

Tout au long de notre histoire, les travaux de recherche du SCFP ont eu une renommée mondiale, et nous maintenons cette réputation hors du commun.

- Notre travail en matière de justice mondiale continue de croître, et nous entretenons des relations étroites avec divers pays sur des enjeux importants, notamment les accords commerciaux et les droits des travailleurs migrants.
- Le recrutement et la négociation collective continuent d'être nos responsabilités fondamentales à titre de syndicat. L'austérité dans le secteur public a créé un

climat de négociation difficile, mais chaque jour au cours des deux dernières années, la solidarité et la détermination des membres du SCFP a continué de donner des résultats positifs pour les membres que nous servons.

Comme le démontrent les détails du présent rapport, nos efforts syndicaux ont eu un impact. Notre base syndicale militante et notre personnel forment une équipe puissante dans les collectivités du Canada.

Notre défi collectif consiste toujours à reconnaître les forces de la droite que nous devons affronter ainsi que les défis internes que nous devons relever en communiquant directement avec chacun de nos membres.

Notre campagne « Ensemble pour un monde plus juste » donne de bons résultats, mais c'est un projet à long terme. Il est essentiel de rétablir nos liens avec nos membres de la base syndicale si nous voulons combattre le programme d'austérité auquel nous sommes confrontés et orienter nos efforts vers des gains réels en matière de salaires et d'avantages sociaux pour tous les membres du SCFP.

Le SCFP fonctionne mieux lorsque nous travaillons tous ensemble et lorsque nous nous souvenons que nous sommes soutenus par les efforts des confrères et consœurs qui ont construit notre syndicat au cours des dernières décennies.

Dans tous les rapports trimestriels, je rends hommage aux membres et au personnel qui sont décédés, et j'offre mes remerciements à ceux et celles qui prennent leur retraite.

Je tiens à saluer et à remercier tous les militants syndicaux des sections locales et tous les militants de notre division et des conseils régionaux. Votre dévouement fait toute la différence, et je vous remercie au nom des membres.

Je tiens aussi à remercier tout le personnel du SCFP pour leurs loyaux services.

Je remercie spécialement notre Conseil exécutif national, un groupe de confrères et consœurs hors du commun qui travaille fort pour notre syndicat chaque jour. Comme toujours, je remercie tout spécialement mon ami et confrère, Charles Fleury, avec qui j'ai le plaisir de travailler à titre de dirigeant national depuis les quatre dernières années. Merci, mon ami!

Être à votre service à titre de président national de notre syndicat est un honneur et un privilège incroyable. Le travail de nos membres fait du Canada un meilleur pays pour tous les citoyens.

Notre objectif commun doit être d'accorder la priorité aux intérêts des membres et de continuer à soutenir la prestation de services publics de qualité pour tous les Canadiens.

Veuillez agréer, consœurs et confrères, l'expression de mes sentiments les plus solidaires.

Le président national,

A handwritten signature in black ink that reads "Paul Moist." The signature is written in a cursive, flowing style.

PAUL MOIST

DEUX AUTRES ANNÉES DYNAMIQUES POUR LE PLUS GRAND SYNDICAT DU CANADA

Congrès national – du 21 au 25 octobre 2013 (ville de Québec)

J'offre mes sincères remerciements à toutes les sections locales qui ont envoyé des délégués à notre congrès du 50^e anniversaire, qui a marqué l'histoire. C'était une semaine rempli d'événements, notamment :

- l'augmentation des indemnités de grève du SFCP de 50 %, à 300 \$ par semaine, notre première augmentation en 16 ans;
- l'établissement du nouveau Conseil national des secteurs du SFCP afin d'offrir à nos principaux secteurs une rencontre nationale pour chaque année sans congrès, à partir de l'automne 2014;
- un rassemblement dynamique pour appuyer les membres de la section locale 1638 du SFCP (les cols bleus de la Ville de Québec) qui étaient confrontés à un maire et à un conseil hostile lors des négociations;
- l'adoption d'un document de politique sur les orientations stratégiques pour guider notre syndicat pendant les deux prochaines années. Il comprend des dispositions pour poursuivre le maintien du financement de nos projets pour les travailleurs, de notre campagne « Ensemble pour un monde plus juste » et de notre engagement à élire Thomas Mulcair à titre de Premier ministre néo-démocrate au niveau fédéral en 2015.

Les détails complets de tous les aspects du congrès sont offerts en ligne à <http://scfp50.ca>.

Congrès du travail du Canada (CTC)

Ensemble pour un monde plus juste

Le CTC, avec l'appui entier de tous les affiliés, a diffusé une campagne de publicité de six millions de dollars dans tout le Canada avec deux campagnes publicitaires différentes; une au printemps de l'année 2014 et une autre à l'automne 2014. La réaction de tous les membres des syndicats et du public a été positive.

Les sondages du CTC et les commentaires des affiliés ont tous reflété une réaction favorable à la publicité, qui projette une image positive du mouvement syndical.

Lorsque vous cliquez sur l'icône « Être juste », la publicité apparaît dans une nouvelle fenêtre avec les liens vers les projets « Ensemble pour un monde plus juste » du SFCP (ensemblepourunmondeplusjuste.ca) et « Être juste » sur le site Web du CTC (etrejuste.ca/). Sur le site du SFCP, vous trouverez des renseignements sur notre projet de communication avec les membres, ainsi que de la documentation pour les sections locales. Quant au site du CTC, il offre de l'information de base sur les grands thèmes de la campagne : salaires, équité salariale, régimes de retraite, santé et sécurité et congés parentaux.

Au congrès de mai 2014 du CTC, les délégués ont discuté de la poursuite de la campagne « Ensemble pour un monde plus juste » ainsi que de la campagne d'image du mouvement syndical. De plus, les 55 syndicats affiliés du CTC se sont engagés à poursuivre la campagne en s'engageant dans des conversations individuelles avec des membres des syndicats en milieu de travail.

CTC – Collège syndical du Canada

Le Comité exécutif du CTC a décidé de ne pas offrir de programme en résidence en 2014 et de déterminer avec les affiliés les futurs programmes du Collège syndical.

Le nouveau programme en résidence, mis en œuvre il y a quatre ans, bien que très apprécié, compte malheureusement moins de 30 étudiants. Le seuil de rentabilité est de 40 étudiants. Le congrès a rencontré les affiliés en 2014 afin de déterminer l'orientation à prendre pour cette très importante formation syndicale avancée. Notre syndicat appuie sans réserve le Collège syndical du Canada et nous continuerons à participer à l'examen.

Le congrès triennal du CTC s'est déroulé à Montréal du 5 au 9 mai 2014

Au cours des mois précédant le congrès, sous la direction de Ken Georgetti, les membres ont atteint un large consensus sur les principales priorités du CTC, dont les suivantes, qui ont été adoptées à Montréal :

- Deux prélèvements spéciaux de 1,50 \$ par membre (1^{er} juin 2014 et 1^{er} janvier 2015) pour financer le projet du CTC « Être juste », qui inclut notre campagne d'image syndicale et les conversations individuelles établies avec les membres par chaque affilié du CTC.
- Poursuite des campagnes sur le RPC, « Les municipalités, ça compte! » et le travail électoral et de

promotion de la campagne nationale sur les services de garde à l'enfance.

- Hausse générale de la capitation de 0,05 \$ par membre pour le CTC, la première augmentation générale de la capitation en 12 ans.

J'ai rendu compte des enjeux ci-dessus à notre réunion du Conseil exécutif national (CEN) de la mi-mars 2014. J'ai également fait part de l'intention des quatre titulaires des postes de direction du CTC de se représenter aux élections, et notre Conseil a adopté une motion de les appuyer.

Le 12 avril 2014, trois semaines avant le congrès, le secrétaire-trésorier du CTC, Hassan Yussuff (UNIFOR), a annoncé sa candidature à la présidence du CTC. Peu après, les vice-présidentes directrices du CTC, Barb Byers (SNEGSP) et Marie Clarke-Walker (SCFP), ont annoncé leur intention de se présenter comme « candidates indépendantes ».

Jamais rien de tel ne s'était produit au cours des 57 années d'histoire du CTC. Notre Conseil exécutif national a tenu un certain nombre de conférences téléphoniques d'urgence et une série d'assemblées téléphoniques avec les dirigeants des sections locales.

Notre Conseil a voté pour le confrère Ken Georgetti et pour la nouvelle équipe qui se présentait avec lui.

Le confrère Georgetti a été défait par une très faible marge, et l'équipe qui se présentait avec le confrère Yussuff, c'est-à-dire les consœurs Byers et Clarke-Walker, a été élue. En fin de compte, il n'y a pas eu de candidatures indépendantes.

Le SCFP est resté fidèle au CTC. L'assemblée générale a adopté un programme très bien pensé que nous appuyons et, à titre de plus grand affilié du CTC, il est important que le SCFP demeure en première ligne de ces projets.

En votre nom, j'ai transmis mes sincères remerciements à l'équipe qui s'est jointe au confrère Ken Georgetti et au confrère Ken lui-même pour ses 15 années de service dans le mouvement syndical, à la tête du Congrès du travail du Canada.

Nouveau lancement de la campagne pour la bonification du Régime de pension du Canada (RPC)

Le CTC a relancé sa campagne pour la bonification du RPC pour tirer profit des déclarations de Thomas Mulcair et du parti néo-démocrate fédéral voulant que la sécurité de la retraite reste un enjeu prioritaire pendant la campagne électorale de 2015.

Notre syndicat a joué, et joue toujours un rôle important dans le soutien de cette importante initiative.

Conférences du CTC sur l'action politique

Au cours du premier trimestre de 2015, le CTC a organisé une série de conférences régionales sur l'action politique.

Le but de ces rassemblements avait deux volets : premièrement, informer les affiliés sur le programme « Être juste »; et, deuxièmement, préparer des bénévoles à appuyer les campagnes néo-démocrates pendant la campagne électorale fédérale de 2015.

Pour moi, il n'y a pas de tâche plus importante que de se préparer pour les élections fédérales de 2015.

Le CTC et l'Université Western Ontario – Sondage sur la violence conjugale

Le 27 novembre 2014, le CTC a publié les conclusions du sondage sur la violence qu'il a mené en collaboration avec l'Université Western Ontario. Tous les affiliés du CTC ont été invités à distribuer cet important sondage à leurs membres. Visitez le site Web du CTC pour en savoir plus sur ce sondage.

www.congresdutravail.ca/enjeux/violence-conjugale-au-travail.

Scène fédérale

Élections fédérales

Le SCFP avait une stratégie de grande envergure pour l'élection fédérale. Notre objectif était de fournir autant de bénévoles à la campagne du NDP que possible pour faire élire des néo-démocrates à Ottawa. À chacun de nos dix congrès de divisions provinciales ce printemps, nous avons organisé un déjeuner ou un dîner portant sur les élections fédérales.

Ces séances ont attiré beaucoup de participants, et nous avons obtenu de nombreux engagements à voter pour le NDP et à faire du bénévolat pour la campagne néo-démocrate.

Thomas Mulcair a pris la parole aux congrès de l'Ontario et du Québec, et d'autres députés néo-démocrates ont pris la parole lors des autres congrès.

Pour la première fois dans l'histoire du Canada, trois partis s'affronteront pour prendre le pouvoir et notre parti, le NDP, sous la direction de Thomas Mulcair, a conçu un programme très progressiste, qui comprend ce qui suit :

- Services de garde à 15 \$ par jour
- Salaire minimum fédéral de 15 \$ l'heure
- La bonification du RPC et le retour à l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse à 65 ans
- Un financement adéquat de l'assurance-maladie et l'adoption d'un programme national d'assurance-médicaments

En plus de l'appui direct au parti, nous avons fait campagne auprès de nos membres et nous avons eu une forte présence des médias sociaux tout au long de la campagne.

Projet de loi C-4

Le gouvernement Harper a eu recours à une loi budgétaire omnibus pour faire adopter une série de lois non budgétaires qui lui accordent notamment le droit exclusif de déterminer si un service est essentiel ou non et de fixer le nombre d'employés nécessaires pour offrir un service en cas de grève.

Le *Toronto Star* a qualifié, avec raison, cette mesure de coup bas aux travailleurs. Dès que le gouvernement Harper est devenu majoritaire, il a imposé une loi qui éliminait les droits de négociation des travailleurs d'Air Canada, de Postes Canada et du Canadien Pacifique. Les conservateurs veulent maintenant s'armer d'une loi qui leur permettra de détruire le droit à la libre négociation sans passer par le Parlement.

Le projet de loi C-4 change aussi radicalement les dispositions relatives à la santé et la sécurité du Code canadien du travail. Les travailleurs régis par le code fédéral ont le droit de refuser d'effectuer un travail dangereux, mais la nouvelle loi stipule que le danger qui menace le travailleur doit être « imminent ». Le projet de loi C-4 doit être lu avec le projet de loi C-525. Il rend la syndicalisation plus difficile et l'annulation de l'accréditation plus facile dans le secteur fédéral.

Projet de loi C-377

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (exigences applicables aux organisations ouvrières).

Si vous vous en souvenez, en 2012, le Sénat l'avait renvoyé au Parlement avec d'importantes modifications proposées par l'ex-sénateur Hugh Segal.

Mais le Parlement a été prorogé, et le projet de loi est mort au Feuilleton. Le gouvernement Harper l'a présenté de nouveau dans sa forme originale, sans ses modifications, et l'a renvoyé au Sénat.

Nous étions en contact étroit avec des sénateurs libéraux opposés au projet de loi C-377. Nous sommes comparus à nouveau devant le Sénat lorsque le projet a été envoyé au comité.

La déclaration qui suit, de l'honorable sénateur James Cowen (chef de l'opposition), montre bien les préoccupations que soulève ce projet de loi antisyndical dans le mouvement syndical et ailleurs :

« À ma connaissance, il n'y a actuellement au Canada aucune personne et aucun organisme, public ou privé, qui soit tenu par la loi de publier le genre de renseignements qu'exigerait le projet de loi C-377. Le Cabinet du premier ministre n'est pas soumis à une telle exigence de divulgation publique, les organismes de bienfaisance non plus, ni les partis politiques. Les sociétés publiques et privées, qui bénéficient elles-mêmes de généreuses déductions d'impôt, n'ont pas à publier de tels renseignements. Dans ce contexte, comment pourrait-on justifier de soumettre les organisations ouvrières et les fiduciaires de syndicat à de telles exigences de divulgation? »

Le 30 juin 2015, le Sénat a adopté le projet de loi C-377. En collaborant avec le CTC, les syndicats et d'autres organismes, nous remettons en question la validité constitutionnelle de ce projet de loi. Nous nous engageons aussi à tenir tout le SFCP informé sur ce dossier.

Questions fédérales diverses

Au Parlement, le gouvernement Harper a dû battre en retraite sur d'importantes modifications qu'il voulait imposer à la *Loi électorale* du Canada. C'est la première fois depuis des décennies qu'un gouvernement cherche à modifier la *Loi électorale* sans obtenir l'accord de tous les partis.

Le programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) a encore une fois fait les manchettes avec l'immense controverse qu'a suscitée son utilisation dans le secteur des services peu spécialisés. Un moratoire a été imposé à l'expansion du PTET dans le secteur de la restauration parce qu'il devenait clair que la mauvaise utilisation du programme faisait grimper le taux de chômage dans certaines régions, en plus d'exercer une pression à la baisse évidente sur les salaires.

À la fin de mars 2014 et 2015, l'Institut Broadbent a organisé son premier et deuxième « Sommet sur le progrès » à Ottawa.

J'ai eu le plaisir d'y être invité, avec 600 autres participants, pour une fin de semaine de débats et d'information sur les

principaux défis que doivent relever les partis sociaux-démocrates.

L'Institut, nommé en l'honneur de l'ancien chef du NPD fédéral Ed Broadbent, joue un important rôle de contrepoids progressiste aux groupes de droite comme l'Institut Manning et l'Institut Fraser.

Le SCFP a organisé un petit déjeuner au congrès annuel de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU) soit en 2014 et 2015. En 2015, la consœur Marle Roberts, vice-présidente générale du SCFP, a transmis les salutations du syndicat aux 500 délégués réunis à Edmonton pour discuter de logements et d'itinérance au Canada. J'ai eu le plaisir de prendre la parole à la conférence de 2014 qui s'est tenue à Ottawa.

Notre syndicat a condamné les compressions imposées par le gouvernement fédéral aux programmes d'alphabétisation. Le but du gouvernement était de financer des projets d'alphabétisation et d'acquisition de compétences essentielles qui devaient atteindre au moins l'un des objectifs suivants :

- augmenter l'employabilité
- résoudre des problèmes au travail
- combler le manque de connaissances

Le Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE), autrefois le Secrétariat national à l'alphabétisation, a fourni un financement de base à plus de 20 organisations nationales situées dans toutes les provinces et tous les territoires.

Ces compressions réduiront à néant près de trois décennies de direction du gouvernement fédéral dans l'appui à l'important travail d'alphabétisation et au réseau qui s'était formé d'un océan à l'autre.

De toute évidence, le gouvernement fédéral voulait réduire les dépenses pour atteindre le déficit zéro avant les élections fédérales de 2015, au détriment des organismes d'alphabétisation et des Canadiens vulnérables qui ont besoin de bons emplois.

Le SCFP compte plus de 20 000 membres qui sont régis par le Code canadien du travail, y compris tous les agents de bord dont la sécurité sera compromise par ces changements régressifs.

Projet de loi C-525

Loi modifiant le Code canadien du travail, la Loi sur les relations de travail au Parlement et la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique.

Le projet de loi C-525 constitue la deuxième attaque législative du gouvernement conservateur contre le mouvement syndical en utilisant des moyens détournés et le recours à des projets de loi d'initiative privée. Ce projet de loi ouvre aussi la porte aux provinces qui pourront intenter une action judiciaire.

Le projet de loi C-525, une loi qui modifie le *Code canadien du travail*, a franchi l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes le 9 avril 2014. Le projet de loi C-525 est conçu pour rendre l'accréditation des syndicats plus difficile et pour faciliter l'annulation de leur accréditation.

Il facilite aussi la désignation par l'employeur des services essentiels et impose l'arbitrage de différend aux employés fédéraux lorsque plus de 80 % des services d'une unité sont déclarés essentiels.

Projet de loi S-221

Les travailleurs du transport en commun du SCFP au Québec ont applaudi l'adoption unanime du projet de loi S-221 par le parlement fédéral. L'objectif de ce projet de loi est de mieux protéger les conducteurs du transport en commun contre la violence en constante croissance au travail.

Accord économique et commercial global (AECG)

Le gouvernement fédéral a annoncé un projet d'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne (UE), mais bien peu de détails sont connus et il pourrait falloir jusqu'à deux ans avant que le Parlement vote sur cette entente.

Entre autres aspects inquiétants, il y a la spéculation sur la hausse des prix des médicaments qui découlera d'une prolongation de deux ans des brevets des multinationales pharmaceutiques et de l'ouverture des appels d'offres municipaux aux entreprises européennes.

À notre congrès national de 2013, les délégués ont adopté une résolution d'urgence sur l'AECG qui demande au SCFP de maintenir son opposition aux aspects négatifs de l'AECG et d'exiger un débat public ouvert sur l'entente.

Alors que le Parlement canadien attend toujours l'occasion de débattre du contenu détaillé de l'AECG, il y a eu quelques progrès encourageants.

En janvier, les gouvernements de l'Allemagne et de la France ont demandé la réouverture des discussions en raison des inquiétudes liées à la clause de Règlement des conflits entre investisseurs et États (RDIE). Le nouveau

gouvernement Syriza de la Grèce avait indiqué qu'il utiliserait son droit de veto pour bloquer l'AECG.

Le gouvernement conservateur de Terre-Neuve-et-Labrador a aussi menacé de rejeter l'AECG en raison d'un différend portant sur les indemnités du fédéral pour les pertes de revenus de la province dans le domaine de la transformation du poisson.

Déclaration du SCFP sur la loi russe anti-LGBTI et les Jeux olympiques d'hiver de 2014 de Sochi

Notre syndicat a écrit au gouvernement fédéral et au Comité olympique canadien au sujet de la loi anti-LGBTI en Russie, qui interdit par exemple la distribution de « propagande en faveur de relations sexuelles non traditionnelles ».

Le SCFP s'est joint à plus de 100 organisations canadiennes qui ont signé une lettre ouverte exigeant une action décisive de la part du Canada et des autorités internationales avant, pendant et après les Jeux olympiques de 2014 de Sochi (voir <http://egale.ca/all/lgbt-rights-under-attack-in-russia-canadian-civil-society-demandscollective-action-on-sochi-olympics>.)

Veillées des Sœurs par l'esprit

Le SCFP a apporté leur présence et du soutien financier à l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) et aux Familles des Sœurs par l'esprit (FSE) qui ont organisé quelque 200 veillées partout au Canada le 4 octobre 2014.

J'ai eu le privilège de prendre la parole à la veillée de la Colline du Parlement, avec des membres de notre Conseil national autochtone. Merci et félicitations à la section locale 3550 du SCFP (conseil scolaire public d'Edmonton) qui a encore une fois parrainé un membre d'une famille autochtone à la manifestation d'Ottawa.

Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)

Le gouvernement Harper a exigé des concessions des employés fédéraux, s'en prenant notamment à leurs congés de maladie. Au congrès des conservateurs fédéraux tenu à Calgary à la fin d'octobre 2013, les délégués ont particulièrement ciblé les régimes d'avantages sociaux et de retraite des employés fédéraux.

Le 2 novembre 2013, j'ai eu le plaisir d'être invité à prendre la parole à une manifestation de l'AFPC à Calgary, et notre Conseil exécutif national a accueilli dernièrement la présidente nationale de l'AFPC, la consœur Robyn Benson,

à qui nous avons promis notre appui pour les négociations de 2014.

Négociations dans le secteur public fédéral

Le gouvernement Harper, mené par le président du Conseil du Trésor, Tony Clement, a déposé auprès des employés fédéraux d'importantes concessions au régime de congés de maladie.

Le gouvernement veut remplacer l'actuel système d'accumulation de 15 jours par année de congés de maladie par un régime d'invalidité de courte durée qui accorderait un soutien financier moindre aux employés en congé de maladie.

M. Clement a affirmé à tort que le fait d'abandonner le système de crédits accumulés de congés de maladie permettrait au fédéral de s'harmoniser aux pratiques déjà en cours dans le reste de la fonction publique. Ce n'est pas vrai et j'ai remis à l'AFPC nos recherches indiquant que dans les secteurs des municipalités, des conseils scolaires et des soins de santé, c'est encore l'accumulation des congés de maladie qui demeure la norme.

Nous devons appuyer tous les syndicats fédéraux qui pourraient se retrouver sur les piquets de grève pour défendre cet enjeu.

Canadien Pacifique

Le gouvernement Harper a laissé planer la menace d'une loi de retour au travail, une journée après le déclenchement d'une grève par les Teamsters. Les parties se sont entendues pour avoir recours à la médiation ou à l'arbitrage. C'est un nouvel exemple du mépris affiché par le gouvernement Harper pour le droit des travailleurs à la libre négociation.

Réseau canadien des maisons d'hébergement pour femmes

Notre syndicat appuie de nombreux groupes progressistes et organisations non gouvernementales (ONG).

Parmi ces organisations, le Réseau canadien des maisons d'hébergement pour femmes, un groupe parapluie représentant plus de 350 maisons d'hébergement au Canada (dont un certain nombre sont représentés par le SCFP).

Leur initiative sheltersafe.ca a mené à la création de la première carte électronique canadienne des ressources en matière de maisons d'hébergement pour les femmes et les familles cherchant à se mettre à l'abri d'un milieu familial violent.

Le don de 10 000 \$ consenti par le SCFP pour cette grande initiative constitue pour notre syndicat un important premier pas vers le respect et la mise en œuvre des nombreuses résolutions qu'il a adoptées au fil des ans dans l'important dossier de la violence faite aux femmes.

Budget fédéral

- Le budget préélectoral de 2014 a préparé le terrain pour que le gouvernement Harper élimine le déficit pour se placer en position de surplus budgétaire en 2015 pour offrir des réductions d'impôt et utiliser d'autres stratégies pour obtenir des votes.

Les mesures d'austérité et les attaques envers les employés fédéraux étaient au centre du budget. Ils comprenaient les mesures suivantes : les retraités du fédéral devront payer davantage pour leurs prestations de santé, et les régimes de retraite des sociétés de la couronne fédérale établiront un système de cotisations de 50 % - 50 % et élèveront l'âge de la retraite à 67 ans.

En 2015, la chute des prix du pétrole et la récession subséquente n'as pas permis au gouvernement Harper de remplir sa promesse et a fait de l'économie une question centrale dans la campagne électorale fédérale.

Accord sur la santé

- Au printemps 2014, j'ai participé à un certain nombre d'assemblées publiques avec notre bonne amie, Maude Barlow, présidente nationale du Conseil des Canadiens.

Notre tournée comprenait les villes suivantes :

- Winnipeg, Manitoba – le 17 avril
- Moncton, Nouveau-Brunswick – le 23 avril
- South Shore, Nouvelle-Écosse – le 29 avril
- Regina, Saskatchewan – le 26 mai
- Oshawa, Ontario – le 11 juin
- Scarborough, Ontario – le 12 juin
- Le 31 mars 2014, l'accord sur la santé fédéral-provincial précédent a expiré. Vous vous souvenez tous qu'à la fin de 2011, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il n'y aurait pas de négociations avec les provinces, au moment où il a imposé un nouveau contrat de dix ans comportant moins d'augmentations liées à l'inflation.
- Les premiers ministres et dirigeants des territoires du Canada ont tenu leur rencontre annuelle estivale à

Charlottetown, à l'Î.-P.-É., du 27 au 29 août 2014, et du 15 au 17 juillet 2015.

En 2014, j'ai eu le plaisir d'y être avec d'autres dirigeants et membres du personnel du SCFP pour faire du lobbying dans des enjeux clés comme la santé, l'AECG et la bonification du RPC et de la RRQ. Notre syndicat a organisé une assemblée publique sur l'Accord sur la santé avec Maude Barlow, du Conseil des Canadiens. Nous avons appuyé sans réserve la déclaration des premiers ministres en faveur d'une enquête nationale sur la tragédie de l'assassinat ou la disparition de près de 1 200 femmes et filles autochtones.

Je me suis également joint aux dirigeants du CTC et des fédérations du travail pour faire pression directement sur les premiers ministres. (On peut trouver la lettre du SCFP aux premiers ministres sur les enjeux d'importance pour nos membres à <https://scfp.ca/reunion-du-conseil-de-la-federation-2014-lettre-de-paul-moist-aux-premiers-ministres>.)

La dernière année, notre travail avec la Coalition canadienne de la santé a vu les premiers ministres faire appel au gouvernement fédéral d'engager le financement de 25 % dans une déclaration commune.

- Le tout premier Forum social des peuples du Canada a eu lieu à Ottawa du 21 au 24 août 2014.

Environ 3 000 militants de syndicats, étudiants, personnes âgées et membres d'autres mouvements progressistes se sont réunis dans le cadre de centaines d'ateliers tenus dans le but général d'exiger un plan progressiste pour notre pays et de nous opposer au programme néolibéral des conservateurs de Stephen Harper.

J'ai eu le plaisir de prendre la parole au début du rassemblement ainsi qu'à un forum sur les services publics. Des membres clés du personnel du SCFP ont aussi présenté des exposés aux ateliers sur l'eau, la santé et le commerce.

- Nous avons maintenu la pression sur le gouvernement Harper pour qu'il revienne sur les compressions dévastatrices qu'il a imposées aux organismes d'alphabetisation.

Ces compressions ont obligé le Centre pour l'alphabetisation à démanteler sa bibliothèque, la plus importante collection d'ouvrages en éducation permanente de langue anglaise au pays.

Nous avons reçu d'excellents commentaires de divers groupes d'alphabétisation sur notre travail. Nombre d'entre eux hésitent à protester de peur de subir des représailles du gouvernement fédéral.

- Notre syndicat s'est joint à de nombreux autres pour offrir un soutien financier et humain à la Coalition pour la santé de la Colombie-Britannique et aux médecins canadiens pour le régime public. Nous voulons les aider à assurer la défense de l'assurance-maladie dans la contestation en vertu de la Charte intentée par le Dr Brian Day sur la question du financement public des services de chirurgie offerts par des cliniques privées.
- Le dernier enjeu national d'intérêt est un communiqué du CTC qui confirmait que l'adhésion syndicale au Canada s'est accrue de 71 000 travailleurs. En 2013, elle est passée à 4 735 367 travailleurs. La densité syndicale a aussi augmenté, passant de 29,9 % en 2012 à 30,0 %. En juillet 2014, le SCFP comptait 628 000 membres.

Notre syndicat national a poursuivi la campagne pour le renouvellement de l'Accord sur la santé et a organisé d'importantes activités à Winnipeg, à South Shore, en Nouvelle-Écosse, à Moncton et dans le sud de l'Ontario.

Dans le cadre de la campagne, nous avons fait du porte-à-porte et nous avons organisé des activités communautaires dans dix circonscriptions fédérales que les conservateurs ont remportées par de faibles marges en 2011. En plus de deux semaines de porte-à-porte, nous avons tenu des assemblées publiques communautaires avec Maude Barlow du Conseil des Canadiens, moi-même, ainsi qu'une troisième personne membre de la collectivité où nous nous arrêtons.

Politique environnementale

Je suis fier de souligner que le SCFP a été invité, avec divers groupes de défense de l'environnement, à une séance spéciale du chef du NPD fédéral, Thomas Mulcair, et des députés clés du NPD en 2014.

Le confrère Matthew Firth, notre agent national de la recherche spécialisée en environnement, faisait partie du groupe d'éminents experts qui ont offert des conseils au NPD fédéral sur tous les aspects d'une politique environnementale.

Changement climatique

Le 11 avril 2015, 25 000 syndicalistes et militants sont descendus dans les rues de Québec pour demander aux ministres provinciaux de l'environnement (qui s'étaient réunis dans la capitale du Québec) de renforcer

l'engagement du Canada à réduire les émissions de gaz à effet de serre. De nombreux membres du SCFP étaient présents à ce rassemblement.

À la mi-mai, les environnementalistes et les progressistes se sont rassemblés sous la bannière *This Changes Everything*. Le sous-titre de la conférence, organisée par l'auteure et militante Naomi Klein, était : *From oil shock to energy shift: Building the next Canadian economy*. Le rassemblement s'est terminé sur un engagement envers une alliance progressive sur les emplois, la justice et le climat.

Le changement climatique est sans doute le principal problème mondial de notre temps. Notre participation active avec tous les progressistes est donc essentielle.

L'ARC inspecte les organismes de bienfaisance

L'Agence du revenu du Canada (ARC) a ciblé des organismes sélectionnés en vue de vérifications en raison de leur statut d'organismes de bienfaisance. On a accordé beaucoup d'attention aux groupes progressistes, comme le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), Oxfam, Greenpeace, Amnistie Internationale et EcoJustice (pour n'en nommer que quelques-uns).

Le gouvernement Harper a ciblé les groupes progressistes tout en ignorant les organismes de droite, comme l'Institut Fraser ou l'Institut économique de Montréal.

De nombreux groupes ciblés prévoient en faire un enjeu lors des élections fédérales.

Élections provinciales

Je remercie sincèrement les personnes ci-dessous de s'être présentées aux élections au Québec et en Ontario.

Québec (candidats de Québec solidaire)

- La consœur Annick Desjardins, conseillère à l'égalité (Notre-Dame-de-Grâce)
- Le confrère Mathieu Dumont, conseiller syndical (Beauce-Nord)
- La consœur Édith Laperle, conseillère syndicale (Outremont)
- Le confrère Claude Généreux, ancien secrétaire-trésorier national (Bourassa-Sauvé)

Ontario (candidats du NPD)

- Le confrère Henri Giroux, vice-président régional pour le Nord de l'Ontario (Nipissing)
- Le confrère Ric Dagenais, membre du personnel du bureau national (Nepean-Carleton)

- Le confrère Brian McCormack, conseiller syndical retraité (Niagara West-Glanbook)
- La consœur Bobbi Stewart – section locale 4325 du SCFP (Cambridge)

Alberta

Le 5 mai 2015, le parti NPD de l'Alberta, sous la direction de Rachel Notley, a marqué l'histoire en gagnant 53 des 87 sièges et en accédant au pouvoir, détrônant ainsi les conservateurs de l'Alberta qui régnaient depuis 1971.

Le confrère Ricardo Miranda, conseiller à la recherche au SCFP, a gagné dans la circonscription de Calgary-Cross. Le confrère Don Monroe (section locale 37 du SCFP et vice-président régional de l'Alberta à notre Conseil exécutif national) a manqué d'être élu de peu, suivant de près en deuxième position dans la circonscription de Calgary-Greenway.

Cette victoire montre ce qu'on peut atteindre grâce à un dur labeur et une solide direction. Comme le disait le regretté Jack Layton : « Ne les laissez pas vous dire que ça ne peut pas être fait. »

Rapport sur le recrutement

Pendant la période du 1^{er} mars au 30 novembre 2014, le SCFP a recruté 4 646 nouveaux membres dans 54 unités de négociation.

Dans tout le pays, au cours de cette période, 1 216 nouveaux membres du secteur de la santé se sont joints au SCFP, 1 200 du secteur des communications, 575 des municipalités, 575 des services sociaux, 350 de divers secteurs, 299 de l'enseignement de la maternelle à la 12^e année, 250 de l'enseignement au postsecondaire, 145 du domaine de l'énergie et 36 du secteur des bibliothèques.

Pendant la période du 1^{er} décembre 2014 au 31 mai 2015, le SCFP a recruté 2 066 nouveaux membres dans 38 unités de négociation.

Ces nouveaux membres provenaient de divers secteurs, dont 756 du secteur de la santé, 601 des services sociaux, 398 de l'enseignement au postsecondaire, 236 des municipalités, 63 de l'enseignement de la maternelle à la 12^e année, neuf de lieux de travail de compétence fédérale et trois du secteur des communications.

Les militants, les recruteurs de membres et le personnel ont aussi été actifs dans les votes de représentation en raison de la restructuration gouvernementale et pour combattre les activités de maraudage.

Négociations collectives / grèves / lock-out

Négociations collectives

- Section locale 1136 du SCFP – District de Summerland (Colombie-Britannique)

Les membres du district de Summerland, en Colombie-Britannique, ont une nouvelle convention collective de cinq ans qui prévoit des hausses pour chaque année qui équivaut à une augmentation globale de 9,75 %. La nouvelle entente offre aussi des bonifications dans d'autres secteurs.

- Section locale 1004 du SCFP – Ville de Vancouver (Colombie-Britannique)

La section locale 1004, du Pacific National Exhibition de Vancouver, a conclu une entente de trois ans avant le début de la foire annuelle. L'entente de principe, qui prendra fin le 31 décembre 2016, prévoit des hausses salariales de 4,5 % pour la durée de l'entente, de nouvelles clauses de primes de disponibilité et de nouvelles dispositions relatives aux congés parentaux, d'adoption et de grossesse.

- Section locale 3085 du SCFP – L'Association pour l'intégration communautaire de Selkirk (Manitoba)

La preuve que l'action politique est efficace, la section locale 3085, qui représente les employés de l'Association pour l'intégration communautaire de Selkirk, a reporté une grève qui devait commencer le 8 août 2014. Le gouvernement provincial a pris la décision très appréciée de soutenir les employés de l'Association pour l'intégration communautaire (AIC) du Manitoba et a annoncé, le 7 août, qu'un nouveau financement de six millions de dollars permettrait à tous les travailleurs de l'AIC de la province de recevoir un salaire équitable pour l'important travail qu'ils font auprès des Manitobains ayant des déficiences intellectuelles. Ce nouveau financement permettra à la section locale 3085 d'atteindre son objectif en matière de salaire équitable.

- Section locale 402 du SCFP – Ville de White Rock (Colombie-Britannique)

Les travailleurs de la Ville de White Rock en Colombie-Britannique, ont déclenché la grève pour exiger une convention collective équitable. Les 100 cols blancs et cols bleus étaient sans contrat de travail depuis décembre 2011. Ils ont décroché une nouvelle entente de quatre ans, rétroactive au 1^{er} janvier 2012, reflétant les règlements conclus dans la région

du Grand Vancouver, qui prévoit des hausses salariales annuelles de 1,25 %, 1,75 %, 1,75 % et 2 %.

De plus, les primes tenant lieu d'avantages sociaux pour les employés à temps partiel et les travailleurs occasionnels augmentent à 11 %. La Ville facilitera la mise en place et le suivi d'un régime d'invalidité de longue durée administré par le syndicat et payé par les employés, et l'indemnité de congé sera ajustée pour tenir compte des gains annuels.

- Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) – (Colombie-Britannique)

Aussi en Colombie-Britannique, l'Association de négociation des établissements, dirigée par le Syndicat des employés d'hôpitaux, a conclu un accord de principe avec l'Association des employeurs de la santé de la Colombie-Britannique. La nouvelle entente de cinq ans, dont la ratification avait été recommandée, régit 47 000 travailleurs de la santé, dont 85 % sont membres du SFCP, notamment de la section locale 873 des ambulanciers paramédicaux de la C.-B.

L'entente prévoit une hausse générale des salaires de 5,5 % au cours des cinq années de l'entente, ainsi que de modestes majorations des primes différentielles de soir, de nuit, de fins de semaine et de travail sur appel ainsi que des allocations de déplacement. Deux journées de vacances seront restaurées pendant la durée de l'entente (avec rémunération forfaitaire ajustée en conséquence pour les occasionnels). La sous-traitance est limitée à 100 équivalents temps plein par année. Un nouveau financement de 3,75 millions de dollars est accordé au Fonds d'éducation de la FBA. Les rotations de six jours sont limitées dans les horaires nouveaux ou révisés. Les employés occasionnels peuvent s'inscrire au travail dans deux services au lieu d'un seul. La responsabilité et la participation des membres à l'administration du régime d'avantages sociaux sont accrues grâce à une fiducie mixte des avantages sociaux pour les établissements. De nouvelles dispositions sont ajoutées pour les ambulanciers paramédicaux afin de soutenir un programme communautaire et de régler certains problèmes d'échelle salariale.

- Section locale 1997 du SFCP – Centre d'accès aux soins communautaires (Ontario)

En Ontario, les employés des centres d'accès aux soins communautaires ont conclu une entente centrale pour la deuxième fois. La hausse salariale générale obtenue se compare à celle qui a

récemment été négociée par le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario. Pendant la convention de quatre ans, les salaires augmenteront de 2,8 %, et des sommes forfaitaires équivalant à 2,8 % seront versées. L'entente vise les travailleurs des centres d'accès aux soins communautaires de sept sections locales du SFCP.

- Section locale 338 du SFCP – Ville de Kelowna (Colombie-Britannique)

Les membres de la section locale 338 du SFCP de la Ville de Kelowna ont ratifié une entente de cinq ans avec des hausses salariales de 8,5 % pour la durée de la convention. Ils ont aussi négocié de nouvelles clauses relatives aux congés familiaux et bonifié les clauses relatives à l'allocation d'outillage et aux congés annuels. L'entente se termine en décembre 2018.

- Section locale 4193 du SFCP – Commission de gestion des déchets (Nouveau-Brunswick)

Les membres de la section locale 4193, employés de la Commission de gestion des déchets solides du Nouveau-Brunswick, ont conclu un accord de principe pour une convention de cinq ans, avec augmentation économique générale de 2,5 % par année pour la durée du contrat qui se termine en décembre 2017. Le comité des négociations a pu obtenir des rajustements salariaux pour « le poste de pesée » et celui de secrétaire. L'entente comporte aussi une bonification de clauses de la convention collective et d'autres gains financiers.

Grèves

- Section locale 1764 du SFCP – Région de Durham, Ontario

Les membres de la section locale 1764 ont dû dresser une ligne de piquetage lorsque l'employeur a exigé des concessions des ambulanciers paramédicaux seulement. Après 21 jours de grève, les employés sont rentrés au travail avec une nouvelle entente de quatre ans assortie de hausses de 6 % et d'avantages sociaux bonifiés. Les ambulanciers paramédicaux ont un nouveau régime de congés de maladie qui comprend des prestations de courte durée après la troisième journée de maladie et qui prévoit 96 heures de congé de maladie (les journées non utilisées sont payées à 50 %). De plus, l'employeur paie maintenant toutes les prestations de courte durée au lieu d'obliger les employés à utiliser l'assurance-emploi

pour être admissibles aux prestations d'invalidité de longue durée.

- Secteur de l'enseignement maternel – 12^e année (Colombie-Britannique)

Les membres du SCFP du secteur de l'enseignement de la maternelle à la 12^e année de la Colombie-Britannique continuent à se joindre au piquet de grève des enseignantes et enseignants de la province. La grève vise à convaincre le gouvernement et l'Association des employeurs des écoles publiques d'offrir une convention collective raisonnable. Les discussions n'ont mené à aucune véritable entente jusqu'à maintenant.

- Section locale 4616 du SCFP – Canton de Bonfield (Ontario)

Nous avons obtenu une nouvelle entente de trois ans, ratifiée par la très grande majorité des membres de la section locale 4616. La solidarité des membres et l'appui qu'ils ont reçu de partout au Canada ont été très encourageants.

Je remercie sincèrement le confrère Steve Boyle (conseiller syndical) pour le leadership constant dont il a fait preuve pendant tout ce long différend.

- Section locale 76 – Ville de Campbellton (Nouveau-Brunswick)

Les 43 membres de la Ville de Campbellton ont traversé une difficile ronde de négociation pour protéger leur régime de retraite à prestations déterminées et repousser la sous-traitance des services de déneigement. L'accord garantit désormais un minimum de 25 postes et une augmentation de salaire de 2 % chaque année sur la durée du contrat de sept ans.

- Section locale 2262 – Ville de Castlegar (Colombie-Britannique)

Les 34 membres de la section locale 2262 ont entrepris des moyens de pression afin de lutter contre les demandes de concessions et protéger leur sécurité d'emploi. Après 90 jours sur le piquet de grève, la section locale a conclu une entente d'une durée de six ans prévoyant une augmentation de 0,35 \$ la première année, de 1,5 % les deux années suivantes et de 2 % les trois dernières années. Il était important pour la section locale d'obtenir la clarification des clauses portant sur les postes exemptés et le travail de l'unité de négociation. Elle a maintenant obtenu une clarification concernant ces

clauses. Ils ont aussi réglé l'enjeu du temps rémunéré pour effectuer des recherches sur les griefs.

- Sections locales 227 et 1431 du SCFP – Halifax Water Commission (Nouvelle-Écosse)

L'employeur a l'intention d'apporter des changements au régime de retraite à prestations déterminées en indiquant que ses coûts nuisent à la viabilité du régime. Les membres de la section locale des cols blancs et de la section locale des cols bleus ont dressé une ligne de piquetage pour protéger leur régime de retraite. Une entente qui conserve un régime de retraite à prestations déterminées a été atteinte à la mi-juillet 2015.

- Section locale 101 du SCFP – Ville de London (Ontario)

Les 650 cols blancs la Ville de London ont été forcés de faire la grève lorsque l'employeur a refusé de retirer les concessions de la table de négociation. L'employeur cherchait à obtenir des concessions concernant les horaires de travail, les avantages sociaux et l'évaluation des emplois. Les salaires ont aussi fait l'objet d'un différend. L'employeur avait envoyé à la table de négociation une équipe incapable de prendre des décisions et exigeait constamment des discussions avec ses supérieurs. Les demandes répétées pour obtenir des décideurs à la table de négociation sont tombées dans l'oreille d'un sourd. Une entente a été finalisée à la mi-juillet 2015.

- Section locale 608 du SCFP – Centre Naramata, (Colombie-Britannique)

Nous avons été informés au début de janvier que l'établissement fermait ses portes définitivement, mettant fin ainsi à une relation de près de 40 ans avec le SCFP. Lors de l'annonce, l'employeur, l'Église Unie du Canada, a offert des indemnités de départ minimales selon les normes de travail. Tout au long de ce différend, les représentants de l'Église Unie ont refusé de parler au SCFP, malgré nos tentatives répétées.

Le 15 mai 2014 les membres de la section locale 608 se sont retrouvés sur la ligne de piquetage. Après 318 jours sur la ligne de piquetage, ce conflit a pris fin lorsque nous avons pu négocier de meilleures dispositions relatives aux indemnités de départ qui tiennent compte des années de service et de la précieuse contribution des employés du Centre.

- Section locale 3902 du SFCP – Université de Toronto (Ontario)

Le 2 mars 2015, les membres de la section locale 3902 se sont retrouvés sur la ligne de piquetage. Après 29 jours sur la ligne de piquetage, le seul enjeu non réglé dans le conflit est l'offre financière, au sujet de laquelle le conseil d'administration de l'Université a refusé de bouger jusqu'à maintenant. Les parties ont convenu de soumettre cette dernière question litigieuse à l'arbitrage exécutoire.

- Section locale 3903 du SFCP – Université York (Ontario)

Trois unités représentant 4 000 assistants à l'enseignement, des enseignantes et enseignants contractuels et d'autres ont déclenché la grève le 3 mars 2015, lorsque l'employeur a refusé d'accéder à d'importantes demandes de la section locale 3903. La section locale a essayé de régler le problème des emplois mal payés, incertains et précaires qui sont trop nombreux à l'Université York. Après 29 jours sur la ligne de piquetage, la section locale 3903 a pu négocier la sécurité qu'elle avait demandée à l'origine pour ses membres.

Lock-outs

- Section locale 1281 du SFCP – Association étudiante de l'éducation continue de Ryerson

Après des mois de négociations très difficiles, nos deux membres de l'Association étudiante de l'éducation continue de Ryerson se sont retrouvés en lock-out en mai 2015 pendant 62 jours. Deux enjeux sont au centre de ce différend : l'élimination des postes vacants et la demande de l'employeur d'une double grille de salaires dans laquelle les nouveaux membres seraient payés 10 % de moins que les membres actuels.

- Section locale 1393 du SFCP – Université de Windsor (Techniques, métiers et entretien) (Ontario)

Les membres de la section locale 1393 du SFCP ont été forcés de faire la grève le 8 septembre 2013 lorsque l'université leur a proposé de faire d'importantes concessions qui réduiraient leur salaire par suite de modifications au programme d'évaluation du travail. Leur sécurité d'emploi était aussi menacée, car l'université leur a proposé une clause qui toucherait leur ancienneté. Après 33 jours sur les piquets de grève, les membres ont voté pour accepter un mémoire d'entente qui ne contenait aucune

concession et de modestes augmentations de salaire et des avantages sociaux au cours des trois années suivantes.

- Section locale 734 du SFCP – Ville de Truro (Nouvelle-Écosse)

Soixante-trois membres de la Ville de Truro, en Nouvelle-Écosse, ont une nouvelle entente de quatre ans comportant une augmentation de 3 % pour chacune des deux premières années, puis de 2,5 % pour chacune des deux dernières. L'entente prévoit aussi d'autres bonifications dont elle se termine en avril 2017.

- Section locale 1490 du SFCP – Canton de Black River Matheson (Ontario)

Après 54 jours sur la ligne de piquetage suivant un lock-out déclaré par l'employeur depuis le 11 août 2014, le conflit a pris fin. Les parties ont pu régler les enjeux litigieux relatifs aux heures et journées de travail. La dernière semaine du lock-out n'a pas été sans controverse, l'employeur ayant d'abord rejeté le protocole d'entente, pour ensuite ratifier la même entente à une autre réunion du conseil dans la même semaine.

- La section locale 2099 du SFCP – Ville de Mount Pearl (Terre-Neuve)

Les 140 membres de la section locale 2099 ont été mis en lock-out le 30 septembre 2014 par leur employeur en raison d'un conflit portant sur les salaires et le régime de retraite. Après une certaine période, le maire a demandé à la section locale de recourir aux services d'un médiateur. Grâce à ce médiateur, la section locale a pu résoudre la question des salaires et réaliser quelques gains au chapitre du régime de retraite. Les prestations du régime avaient été changées unilatéralement en janvier 2013, et les parties ont convenu de travailler ensemble à les ramener à leur niveau d'avant 2013.

- Section locale 2019 – Happy Valley-Goose Bay (Terre-Neuve et Labrador)

La Ville de Happy Valley-Goose Bay a mis les 43 membres de la section locale 2019 en lock-out le 13 janvier 2015 parce qu'ils ont refusé un régime de retraite à double palier prévoyant que tous les employés à venir seraient membres d'un régime à cotisations déterminées. Le régime à prestations déterminées existant est en bonne santé financière, ce qui fait dire aux membres que la proposition de

modification du régime n'est motivée que par une question d'idéologie.

Après 34 jours sur le piquet, les membres s'apprentent à revenir au travail avec un régime de retraite à prestations déterminées intact, pour les employés actuels comme pour les futurs employés. L'entente prévoit aussi une augmentation de 11,5 % sur trois ans et une prime à la signature de 1 500,00 \$.

- Section locale 7000 du SFCP – Southern Railway of British Columbia (Colombie-Britannique)

Après avoir rejeté l'offre finale de l'employeur au cours d'un vote supervisé, les 126 membres de la section locale 7000 ont été mis en lock-out le 5 janvier 2015. L'enjeu était l'attitude de l'employeur à la table de négociation, qui réclamait des concessions alors qu'il devait négocier. Sur une période de six mois, l'employeur n'a accepté de venir à la table que six fois.

Les membres ont approuvé une entente après 119 jours sur la ligne de piquetage. L'entente est d'une durée de sept ans, avec des augmentations de salaire et aucune concession. Les prestations de soins de santé après la retraite demeurent intactes.

- Section locale 4893 du SFCP – Ville de Kensington (Île-du-Prince-Édouard)

Six membres civils des services de police de Kensington ont été mis en lock-out de façon imprévue par leur employeur le 4 décembre 2013. Les concessions ne sont pas mises en cause, toutefois ils ont ratifié une nouvelle convention collective qui se termine maintenant en avril 2016.

Affaires juridiques

Fédération du travail de la Saskatchewan c. Saskatchewan

Les droits du travail aux termes de la Charte canadienne des droits et libertés poursuivent leur évolution, alors que la décision rendue par la Fédération du travail de la Saskatchewan confirme que l'article 2(d) de la charte (Liberté d'association) protège le droit de grève des travailleurs.

En invalidant la *Loi sur les services essentiels* du gouvernement de la Saskatchewan, la cour a donné aux parties un an pour élaborer une nouvelle loi respectant les services publics essentiels et les droits des travailleurs à la libre négociation collective et à la grève.

La juge Rosalie Abella, a écrit, au nom de la majorité :

« Le droit de grève n'est pas seulement dérivé de la négociation collective, il en constitue une composante indispensable. Le temps me paraît venu de le consacrer constitutionnellement. »

La cour a conclu que là où l'intérêt public demande des services essentiels complets qui sont incompatibles avec la négociation collective et le droit de grève, un mécanisme concret de résolution des conflits doit être mis en place. La cour a conclu que la loi de la Saskatchewan n'avait pas prévu de tel mécanisme.

La décision est fondée sur des décisions précédentes, qu'elle met à profit, comme celles qui ont été rendues dans la cause des Services de santé de Colombie-Britannique (2007) et la cause de la GRC (2015). Il y a donc une tendance claire à l'application de la Charte aux droits des syndicats et en ce sens, la cour a déclaré : *« Il est clair que la balance penche de plus en plus du côté de la justice en milieu de travail. »*

C'est une décision capitale pour laquelle nous devons souligner le rôle joué par les travailleurs de la santé du SFCP Saskatchewan et notre conseiller juridique à l'externe (et ancien avocat du SFCP), Peter Barnacle.

La cour a rejeté la partie du recours qui contestait l'élimination de l'accréditation automatique, de la *Loi sur les syndicats ouvriers*, par la Saskatchewan.

Meredith c. Canada

Cette cause portait sur la *Loi sur le contrôle des dépenses* du gouvernement fédéral conservateur, qui annulait les augmentations de salaire à la GRC (entre autres).

La Cour suprême du Canada a établi que la *Loi sur le contrôle des dépenses* ne contrevenait pas à l'article 2(d) de la charte (Liberté d'association) parce que les salaires ont été ramenés à une hausse correspondant aux taux conclus par d'autres groupes à la suite d'une négociation collective.

La section locale 675 du SFCP (employés de Radio-Canada au Québec) est intervenue dans cette cause afin d'obtenir que la Société Radio-Canada soit forcée de respecter la convention collective négociée en octobre 2007 avec la section locale 675. La Cour suprême du Canada a tranché en faveur de la section locale 675 et a renvoyé la cause devant la Cour d'appel du Québec. Félicitations à la conseillère à l'égalité du SFCP, la consœur Annick Desjardins, qui a plaidé cette cause au nom de la section locale 675.

Association de la police montée de l'Ontario c. Canada

La Cour suprême du Canada a cassé un jugement précédent et a invalidé des clauses de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* qui empêchait les membres de la GRC de se joindre au syndicat de leur choix.

La Cour suprême a établi que le système actuellement en place n'accordait pas aux membres de la GRC un processus concret de négociation collective et en conséquence, violait les droits des membres prévus à l'article 2(d) de la Charte des droits (Liberté d'association).

En résumé, la Charte évolue au rythme des droits des syndicats, et la Cour suprême actuelle maintient la tendance à l'évolution de ses interprétations, trois décennies après l'adoption de la charte.

Le point sur les régions et les divisions de services

Terre-Neuve-et-Labrador

Des élections municipales ont eu lieu cet automne à Terre-Neuve-et-Labrador. Les membres du SCFP suivants ont été élus conseillers municipaux :

- Patricia Cullihall (présidente, section locale 4934) – Rock Harbour, T.-N.;
- Todd Strickland (trésorier, section locale 4937) – Port-aux-Basques, T.-N.

Les négociations de notre entente-cadre pour les deux tiers environ de nos membres de la province (conseils scolaires, hôpitaux, société du logement et d'autres) se sont conclues par une nouvelle entente de quatre ans sans concessions. Les discussions avec le gouvernement provincial concernant le maintien des mesures du régime de retraite provincial se sont conclues sur un accord qui protège ce régime à prestations déterminées.

Le 2 juin 2014, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a présenté le projet de loi 22, ce qui constitue un important changement d'orientation pour ce gouvernement. En effet, il y a à peine 18 mois, l'accréditation avec vérification des cartes a été instaurée dans la province après des mois de consultation. Même si rien n'indiquait que l'accréditation basée sur des cartes était problématique, le gouvernement a changé de cap abruptement, sans consultation. Avec la Fédération du travail de Terre-Neuve-et-Labrador et d'autres affiliés, le SCFP exige une rencontre immédiate et la tenue d'une consultation avant l'entrée en vigueur de toute modification au Code du travail et au processus d'accréditation.

Félicitations à la section locale 4732 du SCFP, de la maison de transition Hope Haven à Labrador City, une section locale relativement petite qui a obtenu un bon règlement qui se termine en juin 2016, après une longue et difficile ronde de négociations.

La chef du NPD de Terre-Neuve-et-Labrador, Lorraine Michael, a quitté son poste en mars 2015. Lorraine Michael a fait beaucoup pour le parti et s'est avérée une bonne amie du SCFP. Nous lui souhaitons la meilleure des chances.

Il y aura deux élections en automne 2015, c'est-à-dire à Terre-Neuve-et-Labrador, les élections fédérales du 19 octobre et les élections provinciales prévues pour la mi-novembre. Ryan Cleary, député néo-démocrate de St. John's-South-Mount Pearl, s'est adressé aux délégués, tout comme Earl McCurdy, nouveau chef du NPD de la province (et ancien dirigeant du Syndicat des pêcheries).

Les délégués ont adopté une résolution constitutionnelle pour enchâsser l'affiliation entre le SCFP de Terre-Neuve-et-Labrador et le parti NPD de la province. Une résolution d'urgence d'opposition aux restrictions budgétaires à l'Université Memorial a été adoptée à l'unanimité. Le mardi 5 mai 2015, tous les participants au congrès se sont joints à une manifestation de la Fédération du travail, à la Chambre d'assemblée à St. John's.

Nouvelle-Écosse

Le confrère Danny Cavanagh, président du SCFP-Nouvelle-Écosse, a été élu à la présidence du conseil d'administration d'Alphabétisation Nouvelle-Écosse.

Le SCFP-Nouvelle-Écosse a mené sa grande campagne provinciale d'opposition aux projets de loi 30 et 37 qui réduisent le droit à la libre négociation collective des travailleuses et travailleurs communautaires, des soins à domicile et de la santé.

En juillet 2014, un service commémoratif a eu lieu pour le confrère Gareth Drinnan, ancien président de longue date de la section locale 1867 (travailleurs de la voirie provinciale).

L'enjeu prioritaire pour notre syndicat en Nouvelle-Écosse depuis les deux dernières années était le projet de loi 1, qui confirme les restructurations dans le secteur de la santé. Ces restructurations ont des répercussions sur la représentation des unités de négociation du secteur de la santé de la province. La loi prévoyait un processus de médiation, mais après deux jours de médiation, les parties ne sont pas arrivées à conclure une entente pour définir les unités de négociation. Un médiateur a été nommé en vertu

de la loi. Les syndicats de la santé de la Nouvelle-Écosse ont trouvé un terrain d'entente qui respecte les restructurations du gouvernement et les droits de représentation des syndicats. C'est cette position que nous avons défendue dans la médiation. La décision provisoire de l'arbitre Dorsey aurait pu avoir un impact désastreux sur les syndicats. Par conséquent, nous avons été en mesure de négocier avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse un modèle de négociation semblable à celui qui est utilisé en Colombie-Britannique dans le secteur de la santé. Tous nos membres sont demeurés avec le SCFP. Nos dirigeants syndicaux, les dirigeants de notre Division et les membres de notre personnel ont travaillé très fort et ont fait la fierté de notre syndicat.

Près de 300 délégués et invités se sont réunis à Sydney, en Nouvelle-Écosse, pour le congrès annuel du SCFP de la Nouvelle-Écosse, du 26 au 29 avril 2015. Les questions portant sur la loi adoptée par le gouvernement MacNeil, qui annule les droits du travail, y compris nos droits à la libre négociation collective, étaient omniprésentes. La dernière attaque est liée au projet de loi 100, qui vise le secteur de l'enseignement postsecondaire, selon lequel si un déficit est réputé « important », les droits de négociation collective, y compris le droit de grève, peuvent être annulés. Une résolution d'urgence et une manifestation à l'Université du Cap-Breton ont été organisées au cours de la première journée du congrès. Les délégués ont également débattu et adopté une résolution contre le remplacement du système provincial de soins à domicile par un modèle d'appel d'offres concurrentiel. Une campagne à l'échelle de la province est prévue pour s'opposer à ce plan du gouvernement.

Île-du-Prince-Édouard

Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a réexaminé le régime de retraite provincial, et le SCFP a collaboré avec d'autres syndicats pour que toute mesure prise pour assurer la viabilité du régime fasse d'abord l'objet de discussions avec nous et soit acceptée par nous. Des centaines de travailleurs ont participé à une manifestation dans la capitale provinciale le 15 novembre 2013.

Tard en septembre 2014, j'ai eu le plaisir de me joindre avec des travailleurs à une assemblée publique à Summerside sur le renouvellement de l'Accord sur la santé. Les militants du SCFP ont frappé à plus de 2 000 portes dans la circonscription fédérale de la ministre Gail Shea, dans le cadre de notre campagne nationale sur la santé. Nos efforts ont été si fructueux que la ministre Shea a écrit à ses électeurs pour les avertir que le SCFP colportait des « faussetés ».

À la mi-novembre, j'ai fait parvenir une lettre de félicitations particulière à la consœur Elaine Fagan, travailleuse de la santé et membre de la section locale 805, qui a pris sa retraite dernièrement, après 48 ans de service. Elle avait été embauchée en 1966!!! La consœur Elaine est une militante de longue date et je lui ai souhaité, de la part de notre syndicat, une longue et heureuse retraite.

J'ai encore une fois eu le plaisir de participer à la rencontre des présidentes et présidents du SCFP-Î.-P.-É. au début de décembre 2014. Notre syndicat était visiblement actif et très occupé à l'Île-du-Prince-Édouard. Lori McKay, présidente du SCFP de l'Î.-P.-É., et moi-même avons rencontré le premier ministre Robert Ghiz (qui a démissionné au début de 2015) pour discuter des régimes de retraite dans le secteur des universités de l'Î.-P.-É.

Le 21 février 2015, les libéraux de l'Î.-P.-É. ont élu Wade MacLauchlan comme leur nouveau chef et donc premier ministre. Nos dirigeants provinciaux ont rencontré monsieur MacLauchlan, un ancien dirigeant de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, afin de discuter des enjeux importants pour nos membres de l'Î.-P.-É.

Félicitations à la consœur Ann Ramsey, membre de la section locale 1770 et membre du Comité national des personnes ayant un handicap, qui a reçu le prix de l'accessibilité 2014 du *PEI Council of People with Disabilities* pour son travail bénévole et son mentorat auprès des travailleurs handicapés.

Nouveau-Brunswick

Le SCFP-Nouveau-Brunswick a activement appuyé les Premières Nations et d'autres groupes qui exigent un moratoire sur la fracturation hydraulique dans cette province.

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a proposé une loi pour remplacer l'actuel régime de retraite à prestations déterminées prévu dans la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFL) par le prétendu « modèle à risques partagés » (régime de retraite à prestations cibles). J'ai rencontré le président du SCFP-Nouveau-Brunswick et lors d'une réunion avec le gouvernement provincial, nous avons répété qu'il existe d'autres solutions que celle qui est proposée et à laquelle le SCFP s'oppose.

Le confrère Mathieu Chayer, ambulancier paramédical et membre de la section locale 4848, est candidat néo-démocrate, tout comme le confrère Phil Comeau, membre de la même section locale. Le confrère Daniel Anderson, de la section locale 1655 (Société canadienne du sang), se présente aussi pour le NPD du Nouveau-Brunswick.

Notre syndicat a été très visiblement actif aux défilés de la fête du Travail organisés partout au Nouveau-Brunswick.

Le SCFP-Nouveau-Brunswick était toujours occupé sur plusieurs fronts, notamment à aider la section locale 1251 qui représente les agents correctionnels de la province, qui étaient sans contrat de travail depuis plus de trois ans. Une entente a été finalement conclue le 5 décembre 2014.

Nous cherchons également à obtenir une rencontre avec le nouveau premier ministre libéral de la province qui a promis, à la dernière campagne électorale, de s'asseoir avec le SCFP du Nouveau-Brunswick pour discuter de la réforme des régimes de retraite de 2012-2013.

Le grand enjeu auquel sont confrontés nos membres du Nouveau-Brunswick est le plan d'austérité et l'intention du gouvernement d'éliminer le déficit de 600 millions de dollars (un déficit attribuable aux baisses d'impôt massives des dernières années).

Le président de la section locale 1418, le confrère Stephen Drost, a démissionné de son poste de vice-président régional de notre Conseil exécutif national pour le Nouveau-Brunswick, en raison d'une charge de travail trop lourde dans sa section locale. Mes remerciements les plus sincères au confrère Drost pour son travail dévoué au sein du Conseil exécutif national.

Québec

Le Conseil général du SCFP-Québec a adopté en septembre une résolution sur le projet de Charte des valeurs du Québec. La résolution affirme l'appui général du SCFP au principe de la séparation de l'Église et de l'État par la laïcité, mais affirme également notre détermination à représenter sans réserve les membres qui font l'objet de mesures disciplinaires en raison de leurs vêtements.

Les régimes de retraite sont un enjeu fondamental au Québec. En effet, le maire réélu de Québec veut que les municipalités obtiennent les pouvoirs nécessaires pour changer les obligations en matière de régime de retraite. Comme nous l'avons mentionné, tous les délégués du congrès national de 2013 sont allés manifester en faveur des travailleurs municipaux de la Ville de Québec, représentés par la section locale 1638.

À la mi-mars 2014, les syndicats du Québec représentant environ 500 000 employés du secteur public ont annoncé qu'ils joignaient leurs forces pour continuer le Front commun qui négociera de nouvelles ententes en 2015. Les syndicats participants ont conclu un « pacte de non-maraudage » pendant les négociations. Plus de 500 000 employés du secteur public se regrouperont sous la

bannière du « Front commun » à un moment où le gouvernement libéral semble obsédé par les déficits et l'austérité.

Le SCFP a dirigé une coalition municipale massive représentant plus de 65 000 travailleurs, afin de présenter une réponse unifiée à un examen provincial des régimes de retraite municipaux. Comme dans le secteur de la santé en Alberta, notre message était clair au Québec, « négocier, ne pas légiférer ». À la mi-mai 2014, quelque 12 000 travailleurs municipaux ont organisé une manifestation avec succès à la rentrée de la session de printemps de l'Assemblée nationale du Québec.

Deux sections locales ont signifié un avis de grève limitée pour soutenir leurs demandes de négociations.

Les membres de la section locale 1294 (2 000 employés des métiers, des services et de bureau, ainsi que des employés techniques et professionnels de l'Université du Québec à Montréal) ont déclenché un arrêt de travail de 24 heures. Ils étaient sans contrat de travail depuis mai 2012.

Le gouvernement libéral a depuis présenté le projet de loi 15, qui vise à accroître le contrôle du gouvernement sur les niveaux de dotation en personnel et les dépenses des ministères et du secteur parapublic. Le projet de loi sent l'austérité et les réductions à plein nez.

Le SCFP a aussi été invité à des rencontres pour discuter de régimes de retraite dans le secteur universitaire. L'objectif était la « viabilité » des régimes.

L'Assemblée nationale du Québec vient aussi d'adopter le projet de loi 10 qui forcera la tenue de votes de représentation dans la foulée de la restructuration du secteur de la santé. Les votes auront sans doute lieu en 2016, soit après que le Front commun ait terminé la négociation.

Ontario

À la mi-novembre 2013, le SCFP-Ontario a organisé une journée de lobbying très efficace à Queen's Park (l'Assemblée législative provinciale, à Toronto).

Les problèmes constants du maire Rob Ford ont attiré l'attention du monde entier sur la ville de Toronto. Il est ironique qu'à la mi-octobre, le maire et un conseiller municipal aient exigé le congédiement d'un employé municipal qui aurait dormi au travail. Le maire Ford aurait affirmé qu'un employé surpris à dormir au travail était une grande honte et « projetait une mauvaise image de notre ville ». Bel exemple de celui. Parlons d'ironie!

Sous la bannière du SCFP-Ontario, de nombreux membres et sections locales ont participé au Défilé mondial de la fierté gaie à Toronto, le point culminant de la Conférence mondiale de la fierté. On estime à plus de deux millions le nombre de personnes présentes le long du trajet du défilé.

Pendant le congrès, tenu en pleine campagne électorale provinciale, les délégués ont élaboré des plans pour défaire les conservateurs de Tim Hudak et ont discuté d'enjeux clés, comme l'augmentation des salaires des travailleurs de la santé. Kathleen Monk, experte en communication et en stratégie au NPD, a aussi pris la parole devant les délégués. Ces derniers ont rendu hommage aux membres de la section locale 4616, du Canton de Bonfield, en grève depuis le 1^{er} août 2013.

Des élections scolaires et municipales ont eu lieu partout en Ontario le 27 octobre 2014. Le SCFP-Ontario et de nombreux militants et membres de sections locales ont joué un rôle très visible tout au long de la campagne. Le CTC a déclaré qu'un total de 225 candidats endossés par les conseils du travail ont été élus dans la province (13 maires, 154 conseillers et 58 conseillers scolaires).

En tout, dix membres du SCFP et deux retraités ont été élus. Je félicite les candidats et les militants qui ont travaillé si fort pendant cette campagne.

À la fin d'octobre 2014, j'ai parlé à la consœur Jan Tutton, présidente de la section locale 132 du SCFP. Grâce à ses membres du foyer Fairview Lodge, à Whitby, 194 pensionnaires ont pu échapper sains et saufs à un incendie qui a détruit l'établissement. Comme je l'ai dit à la consœur Jan, ses 247 membres sont des héros, et le SCFP est reconnaissant et fier de leurs efforts.

Je suis fier d'avoir livré le discours principal au congrès du NPD de l'Ontario, à Toronto, le 15 novembre 2014. J'ai parlé de l'importance de l'harmonisation des efforts du syndicat et du NPD et de la nécessité d'un plan pour les travailleurs dans notre parti.

Le 21 novembre 2014, je me suis joint aux dirigeants du SCFP-Ontario pour participer à une manifestation à Queen's Park organisée par la coalition ontarienne de la santé pour « éliminer les cliniques privées et sauver les hôpitaux locaux ».

Les travailleurs des conseils scolaires ont tenu une conférence afin d'établir des plans de négociation officiels. Au nombre de 55 000, les travailleurs des conseils scolaires de l'Ontario représentent la plus importante table de négociation individuelle de notre syndicat national.

La mise en œuvre du système de gestion de l'aide sociale de l'Ontario a été un désastre. Beaucoup de problèmes,

trop nombreux pour les mentionner, ont causé de grandes souffrances aux citoyens vulnérables de l'Ontario qui ont besoin d'aide. La mise en œuvre a été tout aussi désastreuse pour les membres du SCFP qui ont été chargés de la responsabilité d'administrer une technologie en panne avec des dépassements de coûts énormes. Les municipalités se sont jointes au SCFP-Ontario pour demander au gouvernement de revenir au service précédent, qui répondait aux besoins des clients.

Le SCFP-Ontario a déposé un mémoire sur le projet de Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO).

Le SCFP-Ontario a dirigé le mouvement d'opposition contre la vente partielle (privatisation) d'Hydro-One.

Manitoba

Le SCFP-Manitoba et les membres de plusieurs foyers de soins infirmiers privés ont organisé une manifestation très réussie sur les marches de l'Assemblée législative du Manitoba pour exiger une meilleure dotation en personnel dans les établissements de soins de longue durée.

La toute première Semaine des travailleurs de soutien de l'éducation a eu lieu au Manitoba, du 18 au 22 novembre 2013. On doit cette proclamation au lobbying entrepris par le SCFP-Manitoba pour faire reconnaître le rôle important des travailleurs de soutien membres du SCFP dans le système d'éducation de la province.

Le SCFP-Manitoba a accueilli le président de COURAGE, le confrère Ferdinand Gaité, et l'a invité à de nombreuses activités au travail et dans la communauté au début d'octobre. Le confrère Ferdinand était l'un des invités à notre congrès national de 2013.

Dans le cadre des négociations collectives, le SCFP-Manitoba a activement appuyé les groupes suivants :

- Section locale 3085 – Association pour l'intégration communautaire – District de Selkirk
- Section locale 2180 – Foyers de soins personnels Tuxedo Villa

Dans les deux cas, plusieurs manifestations ont beaucoup aidé à faire démarrer les négociations et, jusqu'à maintenant, ont abouti à un bon règlement pour les membres de la section locale 3085.

Des élections municipales et scolaires ont eu lieu en octobre 2014 et, par notre affiliation avec le Conseil du travail, les sections locales du SCFP ont joué un rôle très actif, notamment dans la course très médiatisée à la mairie de Winnipeg. L'ancienne députée néo-démocrate Judy Wasylycia-Leis, avait notre appui, et était en tête des intentions de vote, toutefois elle est arrivée en deuxième place.

La section locale 500 du SCFP a appuyé une résolution présentée au conseil municipal de Winnipeg demandant que la ville entreprenne une étude du rendement des entrepreneurs privés de déneigement. L'objectif avoué est de rapatrier à l'interne davantage de services de déneigement.

Des militants néo-démocrates du SCFP ont été très engagés dans la campagne 2015 à la direction du NPD à l'issue de laquelle Greg Selinger a été réélu chef du NPD.

Le SCFP-Manitoba a tenu son 52^e congrès annuel à Dauphin, au Manitoba, du 9 au 11 avril 2015. Les délégués ont entendu Greg Selinger, premier ministre du Manitoba et le député du NPD, Pat Martin (Centre de Winnipeg), qui ont tous deux fait l'éloge des membres du SCFP, tant pour leur militantisme politique que pour les services publics clés qu'ils fournissent quotidiennement pour servir tous les citoyens.

Saskatchewan

Avec le gouvernement de Brad Wall, la Saskatchewan est devenue une espèce d'incubateur pour les PPP.

Le SCFP-Saskatchewan a continué de réagir au programme de privatisation du gouvernement Wall. Les PPP étaient omniprésents en Saskatchewan, et certains de ces projets affecteront nos membres du secteur des soins de santé.

Le gouvernement de Brad Wall impose ce modèle de privatisation aux conseils scolaires et à certains secteurs du système de santé. Le gouvernement parle aussi d'une possible privatisation, totale ou partielle, de la Liquor Crown Corporation (Société des alcools).

J'ai été heureux de prendre la parole à deux importantes réunions sur les PPP en Saskatchewan :

- Assemblée publique à North Battleford sur l'hôpital en PPP le 22 octobre 2014;
- Groupe d'experts sur les PPP au congrès de la Fédération du travail de la Saskatchewan le 31 octobre 2014.

Des discussions se sont poursuivies avec la Ville de Regina et avec tous les syndicats civiques concernant le régime de retraite de la ville. Notre objectif était bien sûr de maintenir le régime à prestations déterminées et d'obliger la Ville à respecter l'entente conclue en mai 2013 pour soutenir le régime. Au moment d'imprimer le présent rapport, un accord de principe pourrait permettre de préserver la nature des prestations déterminées du régime.

Comme nous l'avons mentionné, le débat sur les régimes de retraite à la Ville de Regina a occupé le devant de la scène, et notre syndicat national et notre division provinciale ont accordé leur appui total aux membres de Regina. À l'assemblée publique à laquelle j'ai participé le 8 septembre 2014, environ 1 000 participants actifs et retraités étaient venus pour en savoir plus sur les efforts déployés par la Ville pour renier notre entente sur le régime de retraite à prestations déterminées. Pour plus de renseignements sur cette question et sur notre campagne de coalition, veuillez consulter www.honourdeal.ca.

Sur une note plus positive, les syndicats participants en sont venus à une entente avec la ville de Regina, qui préserve le régime de retraite à prestations déterminées. Cette entente doit maintenant être approuvée par le surintendant des régimes de retraite de la province.

Alberta

Les travailleurs de l'éducation et des municipalités membres du SCFP travaillent toujours en coalition avec d'autres syndicats à contrer les projets de loi qu'a annoncés le gouvernement de l'Alberta pour « stabiliser » le régime de retraite des administrations municipales (Local Authorities Pension Plan ou LAPP).

J'ai eu le plaisir de prendre la parole à la fin d'octobre 2013, à Calgary, à la « Conférence pour et contre » de Causes communes et à la manifestation de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC). Les deux activités étaient associées au congrès du parti conservateur fédéral. Des militants du SCFP ont participé aux deux activités.

Le gouvernement albertain a présenté deux projets de loi régressifs le 27 novembre 2013. Le projet de loi 46 accorde à la province l'autorité voulue pour imposer une entente de quatre ans aux 100 000 membres du Syndicat de la fonction publique de l'Alberta (Alberta Union of Public Employees). Quant au projet de loi 45, il augmente les sanctions, qui peuvent aller jusqu'à la suspension de la formule Rand, pour les unités sans droit de grève qui entreprennent des activités de grève.

Le gouvernement conservateur doit élire son troisième chef de parti et premier ministre en trois ans. La province a fait volte-face et a renoncé au modèle des PPP pour la construction de nouvelles écoles, ce qui est une victoire pour le SCFP-Alberta et la campagne menée contre les écoles en PPP.

La section locale 38 (cols blancs de Calgary) a obtenu une solide entente de quatre ans après avoir reçu un mandat de grève de ses membres, mettant ainsi en place un bon modèle pour d'autres sections locales de Calgary.

J'ai eu le plaisir de participer au congrès à la direction du parti du NPD de l'Alberta à la mi-octobre 2014. Rachel Notley, députée à l'Assemblée législative, a été élue chef, et je prévois un bel avenir pour le parti NPD de l'Alberta.

Le premier cabinet NPD de l'Alberta a été assermenté sur les marches de l'Assemblée législative de l'Alberta le 24 mai avec une cérémonie qui était ouverte au public et un événement familial avec musique en direct et friandises glacées gratuites. La cérémonie a marqué le changement radical que l'élection du NPD va apporter à l'Alberta. Au cours des 100 premiers jours de pouvoir, le gouvernement Notley a interdit les dons syndicaux et d'entreprise, augmenté l'impôt des sociétés et l'impôt sur les riches Albertains, et restauré le financement aux services de la santé et d'éducation. La ministre a également présentée des excuses publiques pour le fait que le gouvernement de l'Alberta ne s'est pas dressé contre les pensionnats et a ajouté la voix de l'Alberta à l'appel pour une enquête sur femmes autochtones disparues et assassinées.

Le SCFP a présenté un mémoire au gouvernement dans le cadre de sa consultation de budget pour un nouveau budget provincial qui devrait être publié cet automne.

Le 5 mai 2015 a marqué l'histoire en Alberta, avec l'élection d'un gouvernement néo-démocrate majoritaire et de sa nouvelle chef, Rachel Notley.

La négociation demeure difficile en Alberta, avec les règlements des conseils scolaires qui reflètent l'entente de quatre ans des enseignantes et enseignants de l'Alberta qui comprend trois années de gel salarial. Les négociations se poursuivent entre la Ville d'Edmonton et tous les syndicats municipaux, y compris notre propre section locale 30, toujours à la table de négociation.

Colombie-Britannique

Les dirigeants, les membres et le personnel du SCFP-Colombie-Britannique ont joué un rôle très visible au congrès du NPD de la province, qui portait sur le processus de renouvellement menant à une course à la direction à l'automne 2014.

Le confrère Paul Faoro, secrétaire-trésorier du SCFP-Colombie-Britannique, a été élu vice-président du parti NPD de la Colombie-Britannique.

Les employés du secteur de la maternelle à la 12^e année ont poursuivi le processus de ratification de leur nouvelle entente de deux ans cet automne. De nombreux conseils scolaires protestent contre le manque de financement accordé par le gouvernement provincial. Les négociations demeurent difficiles pour les sections locales 389 et 1048 du SCFP de Prince George, en Colombie-Britannique.

Les négociations étaient toujours très difficiles, notamment avec la Ville de Castlegar où les membres de la section locale 2262 ont obtenu un mandat de grève et ont tenté de régler une ronde de négociations très ardue.

Félicitations au confrère Gerry Shmon, président du conseil régional de Kootenay, qui a pris sa retraite après de nombreuses années de dévouement pour tous les membres de Kootenay.

Le SCFP-Colombie-Britannique a joué un rôle très actif dans les élections municipales et scolaires. Le maire de Vancouver, Gregor Robinson, soutenu par le mouvement syndical, a été réélu, ainsi qu'une majorité de conseillers progressistes.

Les lock-out à la section locale 608, au Centre Naramata et à la section locale 7000, Southern Rail, ont tenu notre syndicat très occupé sur les piquets de grève et devant la Commission des relations de travail de la Colombie-Britannique, en raison d'une série de questions juridiques.

Les membres du Lower Mainland étaient très occupés par le référendum sur l'augmentation de 0,5 % de la taxe de vente pour le financement des améliorations au système de transport en commun de la région de Vancouver et Lower Mainland en 2015. Bien que ce ne soit pas notre méthode de gouvernance privilégiée, le SCFP-Colombie-Britannique a appuyé ce référendum afin de permettre une amélioration de l'infrastructure du transport collectif. Malheureusement, le référendum a mis fin au plan de financement du renouvellement du transport en commun.

Le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Les dirigeants du SEH continuent à résister aux tentatives de maraudage du Syndicat des infirmières de la Colombie-Britannique (British Columbia Nurses Union) auprès des infirmières auxiliaires autorisées, ainsi qu'aux tentatives de maraudage des PPWC (travailleurs de l'industrie des pâtes et papiers) qui veulent représenter les travailleurs des métiers du SEH.

La consœur Bonnie Pearson, secrétaire et agente d'affaires du SEH, a pris sa retraite du mouvement syndical, après une longue carrière avec distinction. La consœur Jennifer Whiteside a été nommée nouvelle secrétaire et agente d'affaires du SEH. Jennifer a travaillé précédemment au SEH et au SCFP. Nous nous réjouissons de son retour et l'accueillons à ce poste important.

Le SEH s'est penché principalement sur les négociations en 2014. Le 10 mai, l'Association de négociation des établissements, dirigée par le SEH, a conclu un accord de principe de cinq ans.

Cette table de négociation comprend également les ambulanciers paramédicaux de la Colombie-Britannique, membres de la section locale 873 du SFCP.

Le SEH a récemment organisé sa deuxième Conférence de négociation du secteur privé indépendant dans le cadre de laquelle 130 militants du SEH ont établi les priorités en vue des négociations avec les établissements privés de soins de longue durée, de services d'assistance et de logement et de services de soutien contre la toxicomanie. Le thème de la conférence de deux jours était « Unis pour de meilleurs soins ».

Les membres du SEH ont été confrontés à de nouveaux défis avec le projet des directions de la santé de l'intérieur de confier les services de buanderie à des sous-traitants. Ce serait peut-être aussi le cas pour 175 emplois de chargés du soutien à la famille dans 11 collectivités.

Le SEH continue de s'occuper d'un enjeu important concernant la Vancouver Coastal Health Authority, dont les membres employés par Aramark perdront leur emploi lorsque la multinationale Compass prendra la relève cet automne. Nous continuons de traiter les questions de représentation et de conflits potentiels chez les travailleurs de l'acier.

Division du transport aérien

Les dirigeants de la Division du transport aérien ont tenu leur conférence biennale le 20 octobre 2013, juste avant le début du congrès national. La rencontre a été fructueuse, et toutes les composantes y étaient représentées.

Le SFCP national, en collaboration avec la Division, a poursuivi sa campagne contre l'exemption que veut accorder le gouvernement Harper à certaines compagnies aériennes qui souhaitent faire passer le ratio d'un agent pour 40 passagers (1:40) à un agent pour 50 passagers (1:50). Il s'agit d'un important enjeu de santé et de sécurité, et notre syndicat conteste cette exemption devant les tribunaux. Les agents de bord ont organisé une manifestation réussie devant les bureaux de la ministre des Transports, Lisa Raitt, le vendredi 29 novembre 2013 à Milton, en Ontario, à laquelle j'ai eu le plaisir de participer.

Le SFCP a entrepris une contestation judiciaire en réponse à l'exemption accordée par le gouvernement fédéral aux Lignes aériennes Sunwing leur permettant d'augmenter le ratio à 1:50.

À la fin de mai 2014, les agents de bord du SFCP se sont présentés au comité des transports du Parlement pour dénoncer l'intention du gouvernement de passer du ratio de 1:40 passagers à celui de 1:50.

Notre délégation, dirigée par le président de la composante d'Air Canada, le confrère Michel Cournoyer, a cité de nombreuses études sur les problèmes de santé et de sécurité associés à l'augmentation du ratio des passagers pour chaque agent de bord.

À la fin mars 2014, le Bureau de la sécurité des transports du Canada a publié son rapport sur l'écrasement de l'appareil de First Air en 2014 où huit passagers, deux agents de bord du SFCP de First Air et deux pilotes ont perdu la vie. Il n'y a eu que trois survivants.

Une fusion possible entre les transporteurs régionaux First Air et Canadian North a été abandonnée (les travailleurs des deux transporteurs aériens sont membres du SFCP).

Un accord de principe a été conclu entre la section locale 4088 et Cathay Pacific. Il prévoit des hausses salariales de 10 % sur quatre ans, ainsi que d'autres bonifications des avantages sociaux.

Au cours des préparatifs de notre composante d'Air Canada en vue de la ronde actuelle de négociations avec Air Canada, j'ai eu le plaisir de participer à des assemblées publiques téléphoniques avec le président d'ACCES, le confrère Michel Cournoyer. La compagnie aérienne est dans une meilleure situation, puisque le déficit lié au régime de retraite est éliminé. Nos membres se réjouissent donc de la situation avantageuse laissant prévoir une négociation positive.

Le 31 mai 2015 était la Journée internationale des agentes et agents de bord, et les agents de bord du SFCP ont célébré à Toronto avec l'appui du SFCP national.

Le président de la Division du transport aérien du SFCP, le confrère Michel Cournoyer, a fait l'éloge des braves membres d'équipage à bord du vol AC 624 qui s'est écrasé à Halifax, à la fin mars 2015.

Justice mondiale – solidarité internationale

Comme toujours, notre syndicat a entrepris de nombreuses activités en faveur de la justice dans le monde.

- Le Conseil exécutif national a approuvé un don de 25 000 \$ pour Oxfam Canada et un don de 5 000 \$ pour notre syndicat affilié, COURAGE, après le typhon dévastateur qui a déferlé sur les Philippines au début de novembre 2013.
- Notre syndicat a émis une déclaration de solidarité en appui aux travailleurs de soutien en éducation en Corée, qui font la grève pour exiger la reconnaissance du syndicat et le droit à la libre négociation collective.

- Nous avons reçu une note de remerciements du cinéaste et militant canadien John Greyson, l'un des deux Canadiens détenus par les autorités égyptiennes pour avoir participé aux manifestations de la place Tahir. Le SCFP a ajouté sa voix à celles qui exigeaient la libération des Canadiens détenus sans accusation.
- La consœur Kalpona Akter, directrice générale du Bangladesh Centre for Worker Solidarity, est venue au Canada (Vancouver, Ottawa, Québec, Montréal et Toronto) pour attirer l'attention sur les souffrances des travailleuses de l'industrie du vêtement au Bangladesh. J'ai été heureux que notre syndicat appuie cette tournée et j'ai participé au déjeuner offert par le SCFP en l'honneur de la consœur Akter à notre bureau national.

Conférence régionale interaméricaine de l'Internationale des services publics (ISP) - avril 2015

L'ISP, notre syndicat mondial, a tenu sa conférence régionale à Mexico en avril dernier. Le thème de la conférence était « Faire progresser les droits syndicaux dans la lutte pour des services publics de qualité! ».

Le plan d'action Inter-Amériques s'articule autour des importants enjeux suivants :

- Lutter contre la privatisation
- Faire progresser les droits syndicaux
- Influencer la politique et la gouvernance mondiale
- Renforcer l'adhésion syndicale et la croissance en égalité des chances

Le confrère Charles Fleury a dirigé la délégation du SCFP à cette importante conférence internationale des services publics. Notre délégation comprenait des consœurs Lily Chang (local 79) et Betty Velenzuala (UHE), et le confrère Denis Bolduc (SCFP-Québec).

Oxfam

Robert Fox a quitté ses fonctions de directeur général d'Oxfam Canada, poste qu'il occupait depuis neuf ans. Il a été remplacé par Julie Delahanty à compter du 1er octobre 2014. Notre syndicat est fier de représenter le personnel d'Oxfam et continue à appuyer la direction d'Oxfam dans de nombreux dossiers mondiaux.

Caravane pour l'eau du SCFP-Conseil des Canadiens, en appui au People's Water Board – Détroit, Michigan – 24 juillet 2014

J'ai eu le plaisir de me joindre à Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, et à des militants du SCFP de Windsor pour

transporter 200 gallons d'eau publique destinée aux citoyens de Détroit aux prises avec des coupures d'eau dans leur ville.

La Ville de Détroit, dont la population a diminué de moitié en 50 ans, est sous la protection de la loi sur les faillites. Les tarifs d'eau y sont les plus élevés, et de loin, des États-Unis. Plus de la moitié des ménages de la ville ont pris du retard dans le paiement de leurs factures d'eau, non pas parce que ce sont des citoyens irresponsables, mais parce qu'ils sont pauvres.

Notre syndicat, le Conseil des Canadiens et même les Nations Unies croient que l'eau est un droit fondamental, et notre appui aux citoyens de Détroit a suscité une attention médiatique nécessaire dans cet incroyable drame qui se déroule si près de nos frontières.

Congrès de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME) – Du 15 au 18 juillet 2014 – Chicago, Illinois

Notre syndicat affilié américain, l'AFSCME, a tenu son congrès biennal dans le cadre duquel 3 000 délégués se sont rassemblés à Chicago.

J'ai été heureux d'accepter leur invitation à venir saluer les délégués représentant leur 1,6 million de membres (l'AFSCME est le plus grand affilié de l'AFL-CIO).

L'AFSCME est particulièrement intéressé par notre projet « Ensemble pour un monde plus juste » et par les nombreuses campagnes de riposte que nous menons pour protéger nos régimes de retraite. Il est intéressant de constater que, depuis janvier 2014, le syndicat a recruté plus de 90 000 membres grâce à des conversations individuelles et à son programme de membres-organisateurs bénévoles. Le site Web de l'AFSCME [www.afscme.org] comprend des détails sur le programme et sur les faits saillants du congrès, dont mon discours aux délégués et celui du révérend William Barber, l'un des conférenciers les plus inspirants qu'il m'ait été donné d'entendre en personne.

Conflit au Moyen-Orient

La guerre a encore éclaté au Moyen-Orient. Les conflits semblent inévitables malgré les efforts déployés par la communauté internationale pour obtenir un cessez-le-feu et mettre fin au blocus imposé par Israël à Gaza.

Notre syndicat a publié deux déclarations conformément à notre politique sur le Moyen-Orient adoptée au congrès national de 2003. Ces déclarations, ainsi que notre politique, se trouvent sur notre site Web, à www.scfp.ca.

Nous avons aussi remis un don de 25 000 \$, à la demande de la Confédération syndicale internationale (CSI), au Fonds d'aide humanitaire pour Gaza, dirigé par la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIOT).

Entente sur le sida au Nigeria

Le Congrès du travail du Canada (CTC) a joué un rôle clé, avec d'autres syndicats mondiaux, dans l'aide apportée au Congrès du travail du Nigeria (Nigerian Labour Congress ou NLC) pour en arriver à une entente avec le gouvernement et les employeurs sur un plan complet de lutte contre le sida au Nigeria.

Notre syndicat a étroitement collaboré avec le CTC, partenaire de la CSI depuis cinq ans, à cette importante initiative.

Ouganda

En mars 2014, nous avons écrit au premier ministre Harper pour lui demander de dénoncer la loi anti-homosexualité adoptée par le gouvernement ougandais.

Philippines

Le 4 avril 2014, le confrère Charles et moi-même avons eu le plaisir de nous joindre à notre Comité national de la justice mondiale pour remettre des cartes postales signées aux représentants de l'ambassadeur des Philippines au Canada, afin d'exiger la libération de deux prisonniers politiques, Randy Vegas et Raul Camposano, membres de notre syndicat affilié aux Philippines, COURAGE.

Le 26 mai 2014, nous avons organisé un lunch en l'honneur de Marie Hilao-Enriquez, présidente de Karapatan, une alliance de défenseurs des droits de la personne aux Philippines.

Bangladesh

Il y a un an, le 24 avril 2014, s'effondrait l'édifice du Rana Plaza au Bangladesh, tuant 1 200 travailleuses du vêtement et en blessant 2 500 autres.

La consœur Kelti Cameron, coordonnatrice nationale de la justice mondiale au SCFP, s'est jointe à une délégation canadienne dirigée par le député néo-démocrate Matthew Kellway. Ils se sont rendus au Bangladesh pour rencontrer des travailleuses du vêtement et souligner l'anniversaire de la tragédie du Rana Plaza. Bien sûr, nous poursuivons nos efforts en faveur d'une juste indemnisation de toutes les victimes du désastre du Rana Plaza et de leurs familles.

Ukraine

En mars 2014, notre Conseil exécutif national a remis un don à la Fédération des syndicats d'Ukraine pour aider à reconstruire la « Maison syndicale », détruite pendant les hostilités qui ont fait rage à Kiev, au début de l'hiver.

Colombie

À la fin d'avril 2014, nous avons écrit au ministre des Affaires étrangères du Canada au sujet de l'attaque à la bombe dont a été victime le bureau de notre syndicat affilié Sintraemcali, à Cali, en Colombie.

À la fin de mai, le député néo-démocrate Wayne Marston, critique fédéral en matière de droits de la personne, a publié un communiqué de presse pour souligner les violations constantes des droits de la personne perpétrées en Colombie, violations que le troisième rapport du Parlement découlant de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie passe sous silence.

Cuba

Le 8 avril 2014, nous avons organisé un lunch pour Anibal Melo Infante, secrétaire général de la Central de Trabajadores de Cuba (CTC) de la province de Santiago de Cuba. Nous avons fait le point sur différents enjeux, dont le dossier des « Cinq Cubains », dont trois étaient toujours incarcérés aux États-Unis à ce moment-là.

UNISON – Journée nationale d'action des travailleuses et travailleurs de la santé – le 13 octobre 2014

UNISON, notre syndicat affilié du Royaume-Uni, a tenu sa deuxième grève de quatre heures pour protester contre les mesures d'austérité et les faibles offres salariales présentées aux travailleurs du National Health Service, le système public de santé du pays.

Un sondage mené auprès des membres d'UNISON a révélé que 54 % des travailleurs de la santé n'arrivent pas à joindre les deux bouts sans un deuxième emploi. Aussi à cause des faibles salaires, 80 % des membres ont dû limiter leurs plans de vacances, et 51 % avaient de la difficulté à se nourrir convenablement.

Manifestations pour la démocratie à Hong Kong

Le monde a été témoin d'immenses manifestations de citoyens organisées à Hong Kong pour protester contre le refus de la Chine de leur permettre de voter pour les candidats municipaux de leur choix. Notre syndicat s'est joint à de nombreux autres pour offrir sa solidarité aux manifestants de Hong Kong.

Épidémie d'Ebola

J'ai été immensément fier que notre Conseil exécutif national ait autorisé deux dons de 10 000 \$ pour aider les populations d'Afrique de l'Ouest à contrôler l'épidémie d'Ebola. Le SCFP-Québec a aussi fait un don supplémentaire de 5 000 \$.

De plus, nous avons insisté auprès de notre gouvernement fédéral pour qu'il en fasse plus, que ce soit en offrant un soutien financier, du personnel de la santé ou des vaccins, pour aider les populations d'Afrique de l'Ouest.

Consultez scfp.ca pour prendre connaissance de nos fiches d'information sur la prévention de l'Ebola destinées aux travailleurs de la santé.

Aids-Free World

Notre Fonds pour la justice mondiale, en association avec le Fonds Colleen-Jordan du SCFP-Colombie-Britannique, appuie pour la troisième année l'organisme AIDS-Free World (un monde sans sida), un groupe de défense des droits établi à Boston et cofondé par le Canadien Stephen Lewis.

Au cours des derniers mois, AIDS-Free World a incité tous les pays du monde à soutenir les populations de l'Afrique de l'Ouest aux prises avec la crise de l'Ebola.

L'organisme a aussi dénoncé les Nations Unies et l'Organisation internationale du travail parce qu'elles ne font rien contre les mariages forcés des enfants.

Enfin, Stephen Lewis a dénoncé la création d'un comité de haut niveau de l'ONU sur les opérations de paix qui, même si l'ONU soutient être pour l'égalité homme femme, est formé de onze hommes et de trois femmes seulement.

AIDS-Free World est un groupe relativement nouveau pour nous, mais son travail est à la fois déterminé et progressiste, et je suis fier que le SCFP appuie son important travail.

Stephen Lewis a participé à notre réunion du Conseil exécutif national de décembre 2014 afin de faire le point avec nous sur cet important dossier et de remercier le SCFP.

Davos 2015

L'élite mondiale s'est une fois de plus réunie en janvier 2015 à Davos, en Suisse. Oxfam international a publié un rapport sur l'accroissement des inégalités dans le monde. L'organisme a aussi proposé que les dirigeants de la

planète adoptent un programme progressiste préconisant :

- la répression de l'évasion fiscale par les particuliers et les entreprises;
- l'augmentation des investissements dans les soins de santé universels et les services éducatifs;
- un transfert du fardeau fiscal des travailleurs et des consommateurs vers les riches et le capital.
- La réalisation de progrès concrets vers l'établissement d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et l'adoption d'un objectif commun en matière de réduction des inégalités.

Les cinq Cubains

En décembre 2014, le président des États-Unis, Barack Obama, a annoncé un plan visant à faire un premier pas vers la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis. Les trois derniers membres des « Cinq Cubains » ont été libérés après 16 ans d'emprisonnement.

Notre syndicat national et de nombreux militants de la justice mondiale ont écrit un nombre incalculable de lettres et ont participé à des vigiles et des manifestations afin de réclamer la libération des cinq Cubains.

États-Unis – Lois sur le droit au travail

Le glissement vers la droite qui a suivi les élections de mi-mandat de novembre 2014 s'est manifesté par l'adoption de lois sur le droit au travail en Illinois et au Missouri.

Notre syndicat affilié, l'AFSCME, a tenu une réunion d'urgence de ses principaux dirigeants en décembre 2014 afin de discuter d'une stratégie destinée à combattre les nouvelles lois inspirées par la droite, comme l'élimination attendue, dans un certain nombre d'États, de la déduction automatique des cotisations syndicales pour les employés du secteur public.

Conférence mondiale de l'ONU sur la réduction des risques de catastrophes (14 au 18 mars 2015 – Sendai, Japon)

En janvier 2015, nous avons écrit au ministre des Affaires étrangères afin de demander instamment que notre pays se dise en faveur que les conducteurs d'ambulance, les techniciens médicaux d'urgence, les professionnels de la santé et tous les autres travailleurs de première ligne soient reconnus comme des intervenants de premier plan lors de cette conférence de l'ONU.

Avec son syndicat mondial allié, l'Internationale des services publics (ISP), le SCFP a réclamé les changements suivants au document des Nations Unies :

« Les donateurs multilatéraux et bilatéraux devraient reconnaître le rôle important des premiers intervenants et des travailleurs de première ligne lors de la réaction à une catastrophe pour la réduction des risques et ils devraient contribuer à assurer que ces travailleurs, qui œuvrent majoritairement dans le secteur public, disposent des outils et de la formation nécessaires pour effectuer leur travail, dans l'intérêt de tous. »

Honduras et Colombie

En janvier 2015, la consœur Kelti Cameron, agente de la solidarité internationale, a rencontré les partenaires latino-américains du Fonds pour la justice mondiale du SCFP en Colombie (SINTRACUAVALLE, NOMADESC), au Nicaragua (MEC) et l'Honduras (CODEMUH).

Le but de la visite était de déterminer les moyens à prendre pour consolider les relations de solidarité avec nos partenaires dans le but de soutenir notre travail respectif de protection et de soutien du mouvement syndical au Canada et en Amérique latine.

Nous comprenons maintenant mieux la situation politique, économique et des droits de la personne dans nos pays respectifs et leurs effets sur le travail de nos partenaires comme organisations et militants de la défense des droits du travail.

Japon

En janvier 2015, le Congrès du travail du Canada a été invité par la Confédération des syndicats japonais (RENGO) à envoyer un représentant à un forum sur le rôle des syndicats dans la prestation de services publics de qualité. Cette demande nous a été transmise à titre de plus grand syndicat au Canada. J'ai demandé au conseiller à la recherche Keith Reynolds de nous représenter au forum, le 24 février 2015.

Les syndicats du secteur public japonais ont bien des problèmes en commun avec les syndicats du secteur public dans le reste du monde. Les droits des syndicats sont restreints, et l'austérité est utilisée comme excuse pour imposer des compressions dans les services publics.

Notre représentant du SCFP et un représentant du Trade Union Congress (TUC) au Royaume-Uni ont présenté des renseignements sur les syndicats de leurs pays et les moyens pris pour relever les défis. Le forum a été suivi d'un rassemblement et d'une manifestation devant le Parlement japonais à laquelle ont participé 3 000

personnes. Les manifestants ont présenté une résolution aux parlementaires.

Le Tribunal de Jakarta annule le projet de privatisation de l'eau le plus important au monde

Le 24 mars 2015, le tribunal de district du Centre de Jakarta a annulé les contrats de privatisation de l'eau de SVWZ (PT Pam Lyonaise Jaya-Palyja) et Aetra. La Cour a constaté que les prétendus PPP ont fait preuve de négligence en matière de respect des droits de la personne, relativement à l'accès à l'eau des résidents de Jakarta.

La décision de la Cour est l'aboutissement d'un mouvement de résistance de 18 ans de la part des résidents, des syndicalistes et d'autres militants de la justice en matière d'eau.

Guatemala - Élimination des droits de libre négociation collective

Nous avons écrit au président de la République du Guatemala dans le but d'appuyer les affiliés du secteur public de l'ISP dans ce pays, en opposition à l'élimination par le gouvernement des droits de libre négociation collective dans le secteur public en raison des difficultés liées à la dette publique.

59^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies

Le SCFP était représenté par la coprésidente de notre Comité national des femmes, la consœur Sheryl Burns, et notre directrice de l'égalité, la consœur Elizabeth Dandy, qui faisaient partie de la délégation canadienne à ce mouvement de pression annuel des Nations Unies en 2015.

Les principaux enjeux prioritaires étaient la promotion de l'égalité entre les sexes et la nécessité d'emplois acceptables partout dans le monde. Les délégués ont tenté de modifier la déclaration politique qui a été faite quelque 20 ans après le Programme d'action de Beijing sur l'égalité des femmes.

Tremblement de terre au Népal

Le tremblement de terre survenu le 25 avril 2015 au Népal a été le pire en 80 ans, ayant fait plus de 10 000 morts et des milliers de blessés. Un tiers des 27 millions de citoyens du pays ont été directement touchés par ce désastre. Un second tremblement de terre est survenu en mai.

Le SCFP a envoyé 25 000 \$ à OXFAM-Canada et 10 000 \$ au Fonds de réserve mondial en cas de catastrophe de l'ISP.

Les deux groupes offrent un soutien direct sur le terrain, dans les régions touchées du Népal.

La réponse du SCFP au Rapport du Canada sur la Convention des Nations Unies relatives aux droits des personnes handicapées

J'ai le plaisir de déclarer que, sous la direction de la consœur Conni Kilfoil, conseillère à l'égalité de Colombie-Britannique, notre syndicat a offert des commentaires détaillés à la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies.

Notre Comité national des personnes ayant un handicap a aidé la consœur Kilfoil dans cet important travail.

Régimes de retraite

Les régimes de retraite demeurent l'enjeu le plus important auquel a été confronté notre syndicat au cours des deux dernières années. Comme nous en avons discuté à notre dernier congrès national, notre syndicat doit résister fermement à toute transition vers des salaires, avantages sociaux et régimes de retraite à double palier. Les futurs membres du SCFP ne méritent rien de moins de leur syndicat. Voici une brève récapitulation de la situation :

- En juillet 2014, nous avons présenté le mémoire du SCFP au gouvernement fédéral en réponse au document de consultation intitulé « Innover en matière de pensions, dans l'intérêt des Canadiennes et des Canadiens : les régimes à prestations cibles ».

Le SCFP compte environ 20 000 membres travaillant dans un secteur réglementé par le gouvernement fédéral, dont les agents de bord, les débardeurs et le personnel des communications (en grande partie au Québec). Vous pouvez consulter notre mémoire à <https://scfp.ca/innover-en-matiere-de-pensions-dans-linteret-des-canadiennes-et-des-canadiens-les-regimes>.

- J'ai assisté à une réunion spéciale des participants au régime de retraite des employés municipaux de Regina (Regina Civic Employees Pension Plan). L'autorité de réglementation des régimes de retraite de la Saskatchewan a menacé de liquider le régime en raison de sa capitalisation. Le SCFP a dirigé une coalition de syndicats municipaux qui préconisent des solutions de rechange pour les problèmes de régimes de retraite afin de préserver les actuels régimes à prestations déterminées (PD).

- En Alberta, le SCFP et d'autres intervenants qui adhèrent au régime de retraite local (Local Authorities Pension Plan ou LAPP) ont mené une campagne efficace pour empêcher le gouvernement provincial d'instaurer des changements législatifs au régime. Des audiences législatives ont eu lieu, et la campagne de la coalition syndicale a fonctionné. Nous voulions obtenir des changements modestes pour assurer la préservation et le renforcement du régime à prestations déterminées (PD).

- Le régime de retraite de la fonction publique de Terre-Neuve (Public Service Pension Plan ou PSPP), présentement sous-capitalisé, a fait l'objet d'intenses consultations et négociations entre le gouvernement provincial et divers syndicats, dont le SCFP. Le gouvernement et la coalition syndicale ont annoncé une entente qui préserve la nature des PD du régime, avec certaines modifications et un pas vers la fiducie conjointe.

- C'est au Québec que la campagne la plus visible en matière de régimes de retraite a eu lieu. Le projet de loi 3, présenté par le nouveau gouvernement libéral majoritaire, est destiné à restructurer tous les régimes de retraite municipaux à prestations déterminées de la province. La loi impose :

- un partage à 50 % - 50 % pour les prestations antérieures
- un partage à 50 % - 50 % des coûts des prestations de services courants
- interdit les clauses d'indexation automatique et suspend l'indexation pour les retraités actuels
- limite les coûts des prestations de services courants

D'importantes manifestations ont eu lieu, et la coalition de tous les syndicats était dirigée par le SCFP. D'importantes manifestations ont été organisées par des membres actifs et des retraités et leurs familles.

En terminant, on peut dire que le résumé qui précède effleure à peine le sujet. Notre syndicat devra affronter de nombreux autres problèmes au cours de l'année qui vient.

Mais en plus de ces défis immédiats, je pense que le plus grand problème au Canada en matière de régimes de retraite est le fait que plus de 60 % des travailleurs canadiens n'ont aucun régime au travail et ont peu de chance d'en obtenir un dans le contexte actuel.

Nous maintenons donc la pression en faveur de la bonification du RPC et de la RRQ, une campagne que nous devons garder à l'avant-plan grâce à notre voix et à nos ressources.

Conférences, réunions et campagnes du SFCP

Réunion des comités nationaux du SFCP (Ottawa, du 1^{er} au 4 avril 2014)

Environ 250 militants et membres du personnel, tous membres de nos 17 comités nationaux, se sont réunis à Ottawa avant d'entamer leur mandat de deux ans (2014-2015).

Les membres de comités ont pu entendre différents conférenciers, dont Alexandre Boulerice, député néo-démocrate et critique du NPD en matière de travail, ainsi que Jane MacAlvery, militante syndicale américaine, et Kevin Millsip, organisateur communautaire.

Fédération canadienne des municipalités (FCM) et Association canadienne des bibliothèques (ACB)

Notre syndicat a assuré une présence aux importants rassemblements de ces deux organisations.

Près de 2 000 maires et conseillers municipaux ont participé au congrès annuel de la FCM tenu à Niagara Falls, en Ontario, à la fin de mai 2014. Dans le cadre d'un atelier commandité par le SFCP, nous avons publié notre nouvelle étude sur les options de revenus qui s'offrent aux municipalités canadiennes.

La conférence annuelle de l'Association canadienne des bibliothèques a eu lieu à Victoria, en Colombie-Britannique, du 28 au 31 mai 2014. Les leaders du secteur des bibliothèques du SFCP, les consœurs Maureen O'Reilly (section locale 4948 du SFCP) et Dawn Lahey (section locale 2329 du SFCP), ont participé à une discussion d'experts sur l'augmentation du travail précaire dans le secteur des bibliothèques.

Sections locales des services médicaux d'urgence du SFCP (Ajax, du 4 au 7 juin 2014)

Quelque 75 ambulanciers paramédicaux et travailleurs des services d'urgence se sont réunis à Ajax, en Ontario, du 4 au 7 juin 2014. Les délégués ont discuté d'enjeux de négociation dans leur secteur et d'autres défis que doivent relever les travailleurs des services médicaux d'urgence.

Réunion stratégique sur la solidarité internationale et la justice dans le monde (les 26 et 27 juin 2014 – Ottawa)

Environ 50 militants et membres du personnel se sont réunis pour élaborer des stratégies visant à faire avancer notre important travail de justice dans le monde.

Cette réunion découlait d'une résolution adoptée à notre congrès national de 2013. Notre but était de présenter une vision d'avenir dans cet important travail à nos congrès de divisions provinciales du printemps de 2015.

Je remercie sincèrement toutes les sections locales pour la formidable réponse qu'elles ont réservée à ce projet. J'en discuterai avec les présidentes et présidents des sections locales lors d'une prochaine série d'assemblées publiques téléphoniques.

Conférence du Conseil national des secteurs – du 6 au 9 octobre 2014 (Toronto, Ontario)

Notre toute première Conférence du Conseil national des secteurs a eu lieu à Toronto, et 1 200 membres, invités et membres du personnel y étaient présents. Le SFCP comprend les secteurs suivants :

- Transport aérien
- Services de garde
- Éducation
- Services d'urgence
- Énergie
- Soins de santé
- Bibliothèques
- Municipalités
- Postsecondaire
- Gouvernements provinciaux et sociétés d'État
- Services sociaux

Les délégués ont consacré la majeure partie des trois jours de la Conférence à la discussion d'enjeux spécifiques à leurs secteurs sous l'angle des négociations collectives. Ils ont aussi parlé de sous-traitance, de privatisation et des attaques menées contre nos régimes de retraite à prestations déterminées.

Quant aux plénières, elles portaient sur les régimes de retraite, les négociations et les nouvelles techniques de recrutement. La députée néo-démocrate fédérale Peggy Nash est venue saluer les délégués, et nous avons eu droit à un puissant discours de Lee Saunders, président de l'AFSCME, un syndicat avec lequel nous entretenons des liens très étroits aux États-Unis.

J'incite toutes les sections locales à nous transmettre les coordonnées du principal membre de leur exécutif et de leur conseiller syndical afin que nous puissions inclure votre section locale dans les assemblées publiques téléphoniques qui auront lieu pour chaque secteur.

Conférence 2020 sur les services de garde à l'enfance – novembre 2014

Près de 600 militantes et militants, dont beaucoup du SCFP (notamment notre Groupe de travail national sur la garde à l'enfance), se sont réunis à Winnipeg en novembre pour discuter de l'état actuel des services de garde à l'enfance au Canada.

Notre syndicat a été l'un des principaux commanditaires de la conférence et a participé de manière visible tant aux plénières qu'aux ateliers. Thomas Mulcair, chef du NPD fédéral, a été bien reçu, et les délégués ont exprimé leur appui au projet du parti de faire du programme de services de garde à l'enfance un élément principal de son programme national électoral pour les élections de 2015.

Stephen Lewis a déclaré dans son discours que des services de garde à l'enfance universels sont la condition préalable à l'égalité homme femme et ils sont un bien public, comme l'éducation et les soins de santé publics.

Conférence nationale des droits de la personne – 5 au 8 février 2015 (Winnipeg, Manitoba)

Ma ville natale de Winnipeg a accueilli la deuxième Conférence nationale sur les droits de la personne du SCFP.

La conférence portait sur les principaux objectifs du document d'orientation stratégique adopté à notre congrès national de 2013, notamment :

- la tenue d'un sondage auprès des membres du SCFP sur nos changements démographiques et la diversité de notre effectif;
- l'application d'une optique d'équité à notre important travail sur les régimes de retraite, les avantages sociaux, les services publics, la santé-sécurité et l'économie.

En plénière comme en atelier, les délégués se sont concentrés sur l'égalité dans les négociations et l'obtention de l'égalité par l'action politique et l'engagement des membres et des collectivités. De nombreux orateurs invités de l'extérieur de notre syndicat ont pris la parole devant les délégués, dont :

- Romeo Saganash, Député du NPD – Québec
- Alexa Conradi – Fédération des femmes du Québec
- Niigaanwewidam James Sinclair – Université du Manitoba
- Kevin Chief – ministre de l'Emploi et de l'Économie (NPD Manitoba)
- Kent Wong – UCLA Labour Centre

Moment important de cette conférence, la visite du Musée canadien pour les droits de la personne qui a ouvert ses portes l'an dernier à Winnipeg. En bref, les délégués ont clairement balisé le parcours que doit suivre le SCFP pour poursuivre sa quête de l'égalité, en négociation, dans nos collectivités et de façon générale.

Caucus des maires des grandes villes – 5 février 2015 (Toronto)

J'ai été ravi de prendre part à une discussion de groupe devant les 22 membres du caucus des maires des grandes villes. La réunion, qui a eu lieu à Toronto, portait surtout sur l'infrastructure et la nécessité d'un meilleur soutien de la part des hauts fonctionnaires.

Notes personnelles et in memoriam

In memoriam

Veillez prendre note que la liste ci-dessous des membres du SCFP, du personnel retraités ou décédés est incomplète. Beaucoup d'autres membres de la famille du SCFP sont décédés au cours des deux dernières années. Nous les saluons et offrons un message de solidarité collective et remercions leurs familles et leurs proches.

- Le confrère Tom Mayo, personnel retraité (Terre-Neuve-et-Labrador)
- La consœur Isabelle Noseworthy, personnel retraité (Terre-Neuve-et-Labrador)
- La consœur Joan Rowlands, section locale 2033 (Terre-Neuve-et-Labrador)
- Le confrère Gareth Drinnen, section locale 1867 (Nouvelle-Écosse)
- La consœur Sharon Gallant, section locale 3876 (Nouvelle-Écosse)
- Le confrère Daniel MacLean, personnel retraité (Nouvelle-Écosse)
- Le confrère Kevin MacNeil, personnel retraité (Nouvelle-Écosse)
- Le confrère John MacLeod, section locale 1867 (Nouvelle-Écosse)
- Le confrère William Mallock, section locale 4848 (Nouveau-Brunswick)
- Le confrère Jacques Sirois, personnel retraité (Nouveau-Brunswick)
- La consœur Bonnie Robson, section locale 1880 (Ontario)
- La consœur Zahra Mohamoud Abdille, section locale 79 (Ontario)
- La consœur Margaret Barclay, personnel retraité (Ontario)

- Le confrère Alain Bissonnette, section locale 503 (Ontario)
- Le confrère Rick Bryson, section locale 5167 (Ontario)
- La consœur Muriel Collins, section locale 79 (Ontario)
- La consœur Julie Davis, personnel retraité (Ontario)
- La consœur Charlene Ellis, agente de bord d'Air Canada (Ontario)
- La consœur Diane Jones, personnel de bureau (Ontario)
- La consœur Radika Nankisoor, section locale 1356 (Ontario)
- Le confrère Roger Neeley, personnel retraité (Ontario)
- La consœur Dea Pasini, conseillère syndicale (Ontario)
- La consœur Gail Prieur, section locale 5678 (Ontario)
- Le confrère Chris Sax, conseiller syndical (Ontario)
- La consœur Leslie Stewart, section locale 29 (Ontario)
- La consœur Rhonda Ward, section locale 3902 (Ontario)
- La consœur Helen Coemtzis, section locale 3744 (Ontario)
- Le confrère James Scott, personnel retraité (Ontario)
- La consœur Lanette Bowman, personnel retraité (Manitoba)
- Le confrère Murray Craddock, personnel retraité (Manitoba)
- La consœur Donna Nagus, section locale 1975 (Saskatchewan)
- Le confrère Nilo Tamang Sanchez, section locale 59 (Saskatchewan)
- Le confrère Clare Powell, personnel retraité (Saskatchewan)
- Le confrère Harl Hawley, section locale 30 (Alberta)
- Le confrère Dellis Partridge, section locale 4946 (Alberta)
- La consœur Jean Ross, personnel retraité (Alberta)
- La consœur Shirley Spivak, personnel retraité, (Alberta)
- Le confrère Howard Atkinson, personnel retraité (Colombie-Britannique)
- Le confrère Mike Coleman, section locale 382 (Colombie-Britannique)
- Le confrère Lyle Homey, section locale 407 (Colombie-Britannique)
- La consœur Jane Inkman, personnel de bureau (Colombie-Britannique)
- Le confrère Scott Johnson, section locale 116 (Colombie-Britannique)
- Le confrère Tim Jones, section locale 873 (Colombie-Britannique)
- La consœur Beth Kastelan, section locale 748 (Colombie-Britannique)
- Le confrère Alex Krnasty, SEH (Colombie-Britannique)
- La consœur Bev Lapointe, section locale 339 (Colombie-Britannique)
- Le confrère Peter Matthews, section locale 50 (Colombie-Britannique)
- La consœur Linda McCourt, section locale 606 (Colombie-Britannique)
- La consœur Veronika Sophie Weaver, section locale 3479 (Colombie-Britannique)
- La consœur Kimberly Hahn, section locale 728 (Colombie-Britannique)
- Le confrère Hans Engelberts, «Internationale des services publics (ISP) »
- La consœur Donna Felder, directrice adjointe, Direction de l'organisation et des services régionaux (bureau national)
- Monique Fleury, mère du confrère Charles Fleury, secrétaire-trésorier national (Québec)

Départ à la retraite

J'offre mes sincères remerciements aux membres du personnel qui ont pris leur retraite entre octobre 2013 et octobre 2015. Les services qu'ils ont offerts aux membres du SCFP sont grandement appréciés.

- Le confrère Lawrence Power – bureau régional de l'Atlantique – 1^{er} octobre 2013
- Le confrère Thomas Steep – bureau régional des Maritimes – 1^{er} octobre 2013
- La consœur Lise Giroux – bureau national – 1^{er} décembre 2013
- La consœur Karen McNama – bureau régional de l'Ontario – 1^{er} décembre 2013
- La consœur Constance (Connie) Credico – bureau régional de l'Alberta – 1^{er} janvier 2014
- La consœur Sylvie Jones – bureau local du Québec – 1^{er} janvier 2014
- Le confrère Stephen Edwards – bureau régional du Manitoba – 1^{er} janvier 2014
- La consœur Anna Sweet – bureau local de Sudbury – 1^{er} janvier 2014
- La consœur Kathrine Hutton – bureau local Trail – 1^{er} janvier 2014
- La consœur Judy Barry – bureau régional de l'Alberta – 1^{er} février 2014
- Le confrère Gordon Black – bureau régional des Maritimes – 1^{er} février 2014
- Le confrère Robert Cull – bureau local d'Oshawa – 1^{er} février 2014
- La consœur Ann-Margaret (Margaret) Evans – bureau national – 1^{er} février 2014
- La consœur Danielle Letarte – bureau national – 1^{er} février 2014
- Le confrère Doug McLaughlin – bureau local de Brandon – 1^{er} février 2014

- La consœur Sylvie St-Pierre – bureau régional du Québec – 1^{er} février 2014
- Le confrère Jean-Pierre Cabana – bureau régional du Québec – 1^{er} mars 2014
- La consœur Maria Wiwchar – bureau local de Victoria – 1^{er} mars 2014
- Le confrère Brian Ellis – bureau régional du Manitoba – 1^{er} avril 2014
- Le confrère René Fréchette – bureau régional du Québec – 1^{er} avril 2014
- Le confrère Richard Balnis – bureau national – 1^{er} mai 2014
- La consœur Shirley Mathieson – bureau régional de la C.-B. – 1^{er} mai 2014
- Le confrère Pierre Thériault – bureau régional du Québec – 1^{er} mai 2014
- La consœur Maureen Morrison – bureau régional du Manitoba – 1^{er} juin 2014
- Le confrère James Keenan – Bureau local de Barrie – 1^{er} juin 2014
- La consœur Daunine Rachert – Bureau local de Calgary – 1^{er} juin 2014
- La consœur Cora-Lee Skanes – bureau local de Sudbury – 1^{er} juillet 2014
- La consœur Susan Ruffo – bureau national – 1^{er} juillet 2014
- Le confrère Sylvain Blanchette – bureau national – 1^{er} juillet 2014
- La consœur Ann Robins – bureau régional du Manitoba – 1^{er} août 2014
- Le confrère Alain J. Anglehart – bureau local de Rouyn-Noranda – 1^{er} août 2014
- La consœur Danielle Laramée – bureau régional du Québec – 1^{er} août 2014
- La consœur Diane Lamoureux – bureau national – 1^{er} octobre 2014
- La consœur Bonnie Ferguson – bureau régional de l'Alberta – 1^{er} octobre 2014
- La consœur Paulette Charbonneau – bureau national – 1^{er} octobre 2014
- La consœur Patricia Daley – bureau national – 1^{er} octobre 2014
- La consœur Rhonda Spence – bureau régional de la C.-B. – 31 octobre 2014
- Le confrère Don MacAskill – bureau régional de l'Alberta – 1^{er} décembre 2014
- La consœur Diane Thériault – bureau local de Sudbury – 1^{er} janvier 2015
- Le confrère Robert Hickes – bureau national – 1^{er} janvier 2015
- La consœur Paula Larocque – bureau local de Niagara – 1^{er} janvier 2015
- La consœur Linda Craig – bureau régional du Québec – 1^{er} janvier 2015
- La consœur Edith Wolfe – bureau de Grande Prairie – 1^{er} janvier 2015
- Le confrère Joe Badali – bureau régional de la C.-B. – 1^{er} février 2015
- Le confrère Robert Bellerose – bureau régional du Québec – 1^{er} février 2015
- La consœur Colette Proctor – bureau régional de l'Ontario – 1^{er} février 2015
- La consœur Mary Catherine McCarthy – bureau national – 1^{er} février 2015
- La consœur Denise Harder – bureau local de Dauphin – 1^{er} février 2015
- La consœur Patricia Beaudoin – bureau local de Rouyn-Noranda – 1^{er} mars 2015
- Le confrère Matthew Graves – bureau régional de l'Ontario – 1^{er} mars 2015
- La consœur Heather Inglis – bureau régional de la C.-B. – 1^{er} mars 2015
- La consœur Heather Hibbard – bureau local de Peterborough – 1^{er} mars 2015
- La consœur Nicole Chénier – bureau national – 1^{er} mars 2015
- Le confrère James Squires – bureau local de Cornwall – 1^{er} mars 2015
- La consœur Helen Manning – bureau local de Peel – 1^{er} avril 2015
- La consœur Johanne Touchette – bureau national – 1^{er} avril 2015
- La consœur Kelly Murray – bureau régional de l'Atlantique – 1^{er} avril 2015
- La consœur Lise Therrien – bureau local de Québec – 1^{er} mai 2015
- La consœur Lorna E. Myers – bureau local de New Glasgow – 1^{er} mai 2015
- La consœur Monique Drapeau – bureau local de North Bay – 1^{er} juin 2015
- La consœur Kathleen E. Corrigan – bureau régional de la C.-B. – 1^{er} juin 2015
- Le confrère William Sumerlus – bureau régional du Manitoba – 1^{er} juillet 2015
- Le confrère Donald E. Devine – bureau régional de la C.-B. – 1^{er} juillet 2015
- La consœur Jill Allyson Currie – bureau régional du Manitoba – 1^{er} juillet 2015
- La consœur Sylvie Pépin – bureau régional du Québec – 1^{er} juillet 2015
- La consœur Elaine Ehman – bureau régional de la Saskatchewan – 1^{er} août 2015
- La consœur Ruth Scher – bureau régional de la C.-B. – 1^{er} août 2015
- Le confrère Derek Blackadder – bureau régional de l'Ontario – 1^{er} septembre 2015
- Le confrère Frederick Blake – bureau local de London – 1^{er} septembre 2015

- La consœur Pierina DeBellis – bureau local de Windsor – 1^{er} septembre 2015
- Le confrère Sylvain Pilon – bureau régional du Québec – 1^{er} octobre 2015

Comme mentionné, le rapport national portant sur les deux dernières années touche à peine l'ampleur du travail que fait notre syndicat. Je veux remercier tous les militants et le personnel, présents et passés, pour leur appui inébranlable envers nos membres.



*Rapport du
secrétaire-trésorier national*

RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Conscœurs et confrères,

C'est avec grand plaisir que je sou mets aux délégués du 27^e congrès national du SCFP mon deuxième rapport à titre de secrétaire-trésorier national. Je suis extrêmement fier du travail que nous avons accompli ensemble au cours des deux dernières années. Je me sens stimulé par l'immense engagement que nous voyons dans le travail quotidien d'un si grand nombre de nos dévoués leaders, militants et membres du personnel.

Tout au long de mon deuxième mandat, j'ai été en mesure d'approfondir ma compréhension de nos forces sur les plans financier et administratif ainsi que des défis auxquels nous sommes confrontés au SCFP.

Le syndicat national continue de faire face à une baisse de la croissance des revenus, tout comme les sections locales, les divisions et les organismes à charte. (Voir tableau p. 38) Cela a changé la réalité concernant nos ressources. Malgré tout, nous avons été en mesure de réaliser des progrès importants dans de nombreux domaines, au syndicat national. Nous avons entrepris d'importantes améliorations des processus administratifs et financiers de notre syndicat. Nous sommes bien engagés sur la voie d'un remaniement dans de nombreux domaines de notre travail, comme notre technologie, notre système de capitation, le dépôt des rapports des syndics, les programmes de base de données sur les membres et les procédures de paiement des indemnités de grève. Nous avons également conçu une toute nouvelle version de notre site Web du SCFP national.

De plus en plus de sections locales utilisent maintenant le grand livre électronique fourni par le SCFP national. Les sections locales sont plus nombreuses à s'équiper pour mieux gérer leur livre comptable et soumettre des rapports sur leur finance à leurs membres et à leurs syndics.

Nous continuons d'offrir une assistance grâce à notre cours de l'agent financier, à notre personnel du bureau national et à notre ligne 1-800. Notre cours de l'agent financier est présentement mis à jour, et fournira une aide particulière aux sections locales. En 2013, 696 membres, pour la plupart des secrétaires-trésoriers et des syndics, se sont inscrits à ce cours, et 672 l'ont fait en 2014. C'est un résultat qui est bien, mais les sections locales doivent s'assurer que tous les nouveaux secrétaires-trésoriers et

tous les nouveaux syndics prennent le temps de s'inscrire à ce cours important.

Notre processus de remise de capitation s'améliore également, car nous continuons à perfectionner le traitement électronique des versements de la capitation. Au cours des deux dernières années, nous avons réaffecté de nouvelles ressources importantes et nous avons réévalué notre capacité à répondre aux besoins en constante évolution de notre syndicat.

En facilitant aussi les échanges électroniques, nous avons en tête notre politique nationale sur l'environnement adoptée par le Conseil exécutif national en mars 2013, après l'adoption de la résolution 94 au congrès national de 2011. Le SCFP a pris de nombreuses mesures pour améliorer son rendement sur le plan environnemental. La politique recommande particulièrement au SCFP de prêcher par l'exemple en diminuant ses émissions de gaz à effet de serre qui sont responsables des changements climatiques.

Les congrès nationaux biennuels du SCFP ont, à travers les années, mis en place des mesures écologiques qui ont finalement rendu ces événements carboneutres. Aux congrès nationaux de 2011 et 2013, le SCFP a engagé une société externe de compensation carbone pour quantifier les émissions de carbone et faciliter le processus de compensation. Entre autres, toutes les données sur les déplacements, l'utilisation de l'électricité, l'utilisation du papier et la production de déchets ont été recueillies pour obtenir le nombre de tonnes d'émissions équivalentes en carbone générées par l'événement. Sur les lieux du congrès du SCFP, l'utilisation réduite du papier et du matériel d'affichage et de distribution dans le village du SCFP a permis de créer un programme d'écodélégués visant à encourager les délégués à recycler, à faire du compostage, à conserver l'énergie, à utiliser le transport en commun et à se déplacer à pied pendant la durée du congrès. C'est également le cas pour le présent congrès national.

Nous obtenons également d'excellents résultats grâce à des mesures environnementales en ce qui concerne les propriétés du SCFP. Nous sommes heureux d'annoncer que le nouveau bureau régional de l'Ontario à Markham s'est vu décerner la certification or de la norme LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) du Conseil du bâtiment durable du Canada. Nous avons visé haut avec ce projet, et cette réalisation est une importante

validation des efforts considérables du SCFP envers la réduction de son empreinte environnementale et de son engagement en matière de responsabilité environnementale. L'espace de travail du projet est doté d'un certain nombre de caractéristiques de conception progressive saine et durable, allant des commandes d'éclairage et des systèmes de ventilation automatisés à un aménagement intérieur innovateur qui permet à tous les employés de profiter de la lumière naturelle.

Nous sommes également très fiers d'annoncer que l'agrandissement de l'édifice du Bureau national, situé sur la rue Triole, à Ottawa, s'est vu accorder la certification argent de la norme LEED par le Conseil du bâtiment durable du Canada. D'autres bonnes nouvelles pour nos membres, notre personnel et notre planète. La construction écologique est importante pour de nombreuses raisons. Ce n'est non seulement logique mais c'est la bonne chose à faire. En utilisant moins d'énergie, non seulement les bâtiments certifiés LEED permettent d'économiser de l'argent et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais ils contribuent aussi à rendre les collectivités et l'environnement de travail plus sains, et à améliorer la qualité de vie.

Ces mesures écologiques que nous prenons en tant que syndicat national trouveront un écho jusqu'à Paris en décembre 2015, où le SCFP, avec le CTC et d'autres affiliés, prendront part à la COP21, la 21^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Je serai à la tête d'une délégation à cette conférence qui s'avère cruciale, puisqu'elle vise à atteindre un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, avec l'objectif de maintenir le réchauffement climatique sous de 2 degrés Celsius.

Sur le plan international, le SCFP continue d'appuyer le travail des syndicats et organismes affiliés grâce à son Fonds pour la justice mondiale et à son affiliation à l'Internationale des services publics (ISP). En fait, j'ai eu l'honneur de mener une délégation du SCFP à la Conférence Inter-Amériques de l'ISP, en avril 2015. Lors d'ateliers et de plénières, notre délégation a été en mesure de partager la situation ayant cours au Canada tout en apprenant des délégués d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud. Malheureusement, la situation est la même partout : mesures d'austérité, privatisation du travail et des ressources naturelles ainsi que des lois antisyndicales visant à affaiblir notre mouvement.

Même si nous avons encore besoin de voyager par avion pour de tels événements, le SCFP national a aussi diminué les déplacements pour réduire les émissions de carbone causées par les déplacements en faisant appel à la

technologie de vidéoconférence dans nos bureaux régionaux partout au pays.

Comme vous pouvez le constater, nous continuons à bâtir un meilleur mouvement syndical, malgré les attaques continues du gouvernement conservateur contre celui-ci. La loi C-377 en est un excellent exemple. Présenté pour la première fois en 2011, ce projet de loi antisyndical qui modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* et contraint les syndicats, alors qu'aucun autre organisme semblable n'est tenu de le faire, à divulguer tous leurs renseignements financiers aux employeurs et au grand public, a été passé de force au Sénat le 30 juin 2015.

Les conservateurs ont dû défier leur propre président de la Chambre des communes et transgresser les règles de débat du Sénat pour que ce projet de loi soit adopté avant les prochaines élections fédérales.

Le SCFP et l'ensemble du mouvement syndical affirment que cette loi est clairement destinée à être invalidée. Le mouvement syndical s'exprimera d'une seule voix contre la loi C-377. Le Congrès du Travail du Canada contestera cette loi devant les tribunaux, avec l'aide du SCFP et de tous les affiliés du Congrès.

Le mouvement syndical n'est pas le seul à contester cette loi erronée. Le NPD et tous les partis d'opposition ont promis d'abroger la loi C-377. Sept provinces s'opposent à cette loi, en indiquant qu'elle viole la constitution en empiétant sur la compétence provinciale. D'autres experts s'accordent pour dire que cette loi est anticonstitutionnelle pour cette raison et pour d'autres, et qu'elle ne pourra pas survivre à une contestation devant les tribunaux.

Étant donné les contestations judiciaires et les plans des partis d'opposition de l'abroger, il est peu probable que la loi C-377 ne soit jamais mise en vigueur. D'ici à ce que la réglementation de cette loi soit publiée, nous ne savons pas quand il est censé entrer en vigueur. Nous surveillons la situation et nous tiendrons toutes les sections locales au courant. Pour connaître les dernières nouvelles et l'historique de cette loi, veuillez consulter scfp.ca/projet-de-loi-c-377-information-et-mises-jour.

En attendant, nous tenons à vous assurer que les sections locales doivent continuer de fonctionner normalement. Nous demandons également à toutes les sections locales de soumettre leurs rapports des syndicats au SCFP, conformément à l'alinéa B.3.12 (c) des statuts du SCFP. Ces renseignements nous aideront à nous préparer à relever les défis juridiques et à soutenir nos arguments selon lesquels nous faisons déjà preuve de transparence et de responsabilité dans nos finances.

Compte tenu de l'accroissement des attentes en matière de transparence et de responsabilité financière, il est plus important que jamais que les organismes à charte envoient leur rapport de syndics chaque année. En le faisant, vous maintenez la preuve importante que vos rapports financiers sont à jour, vérifiés et présentés à vos membres. Vous faites également en sorte que, en cas de fraude dans votre section locale, le régime national d'assurance-cautionnement vous couvrira.

Au cours des dernières années, nous avons constaté beaucoup de changements dans les exigences de cautionnement des compagnies d'assurance pour plusieurs raisons, comme les lois internationales anti-blanchiment et les nouveaux principes de comptabilité internationaux. Ces modifications s'appliquent aussi à notre régime national d'assurance-cautionnement. Par conséquent, la compagnie d'assurance-cautionnement a maintenant établi une franchise de cinq mille dollars pour chaque réclamation.

De plus, depuis 2015, la compagnie d'assurance exige que le SCFP national conserve dans ses dossiers le rapport à jour des syndics pour toutes les sections locales qui soumettent une réclamation. Ce rapport des syndics doit être déposé dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier de la section locale pour être accepté par la compagnie d'assurance-cautionnement. Ce changement renforce la nécessité de comprendre qu'à chaque échelon du SCFP, il faut faire preuve de transparence et de responsabilité lorsqu'il s'agit de nos dépenses. C'est ce que nos membres attendent de nous. Toutefois, en 2013, seulement 49 % des sections locales ont présenté leur rapport des syndics. Dans certaines régions, le taux de présentation du rapport a baissé jusqu'à 19 %. En 2014, la moyenne d'ensemble au pays a chuté à 31 %. Je vous demande de prêter attention à ce problème, car nous devons démontrer à nos membres que nous prenons soin de chacun des dollars qui proviennent de leurs salaires et qui nous sont confiés.

Compte tenu des attaques croissantes lancées par les gouvernements et employeurs de droite, nous savons que la manière dont nous communiquons et les outils technologiques que nous utilisons doivent être appropriés. Pour répondre à ces exigences, nous apportons de grandes améliorations à notre technologie.

Nous avons considérablement augmenté notre capacité de communiquer avec les dirigeants régionaux et locaux en commençant à utiliser la technologie de l'assemblée téléphonique. En 2013, nous avons fait quatre assemblées téléphoniques, et en 2014 nous en avons fait huit. Nous avons reçu des commentaires très positifs des dirigeants du SCFP, qui peuvent accéder à ces appels de n'importe quel endroit. Il y a une participation importante des

sections locales petites ou rurales. Nous sommes de plus en plus à l'aise avec cet outil et nous sommes à identifier ce qui fonctionne le mieux pour nous au SCFP, et avec l'augmentation du nombre de dirigeants qui se joignent aux appels.

Nous avons fait beaucoup de progrès avec notre technologie, notamment :

- *Notre nouveau site web du SCFP a été lancé.*
- *Nos bases de données sur les membres ont été élaborées et sont en voie d'être intégrées.*
- *Le nouveau SISL (Système d'information sur les sections locales) a été mis à jour et sera lancé vers la fin de cette année.*
- *Le SICC (Système d'information sur les conventions collectives) est en voie de mise à jour cette année, afin de le rendre plus convivial.*
- *Notre Système de gestion électronique des documents et dossiers subit d'importants perfectionnements et sera prêt à être testé vers la fin de l'année. Le personnel sera en mesure de stocker des documents, d'y accéder et de les partager hors du bureau, et nous aurons dorénavant un mécanisme sécurisé pour sauvegarder les renseignements précieux du SCFP.*
- *Notre Direction des ressources humaines a amélioré le système AVANTI de sorte que les membres du personnel peuvent désormais mettre à jour leurs propres données personnelles, à voir leurs talons de paie, accéder à leur banque de congés et à d'autres renseignements.*
- *Chaque année, le service informatique s'assure que tous les ordinateurs de plus de trois ans sont remplacés, et que les équipements obsolètes sont éliminés de façon écologique.*
- *Nous pouvons maintenant tenir des vidéoconférences dans nos bureaux d'Halifax, de Fredericton, de St. John's, du Québec, de Sudbury, de Winnipeg, de Regina, de Saskatoon, d'Edmonton, Calgary, du bureau national du SCFP, des bureaux régionaux de l'Ontario et de la Colombie-Britannique,*

En ce qui concerne nos bureaux à travers le pays, je suis heureux de déclarer qu'au cours des deux dernières années nous avons terminé l'achat et l'aménagement du bureau régional de l'Ontario à Markham. Aussi, nous sommes en processus d'achat d'un nouveau bureau régional de la Colombie-Britannique, situé à Burnaby. Avec l'achat du bureau de Burnaby, nous serons bientôt propriétaire de 18 des 68 bureaux que nous occupons dans l'ensemble du Canada, tout en poursuivant notre stratégie de propriété afin d'en acquérir dix autres par le biais d'un contrat de location-acquisition pour nos bureaux au Québec.

La valeur nette de nos propriétés au 31 décembre 2014 était de 95 millions de dollars, avec des hypothèques et

contrats de location-acquisition à payer de 37 millions de dollars. Dans l'ensemble, notre investissement net dans des biens immobiliers au 31 décembre 2014 était de 57 millions de dollars.

Nous avons donc l'obligation de veiller à ce que nos investissements actuels dans nos propriétés soient protégés et maintenus. Nous mettrons maintenant l'accent sur l'élaboration d'un programme d'entretien complet pour toutes les propriétés au pays.

Croissance - Forces et défis

Malgré la volatilité des marchés, les réductions dans les dépenses publiques, les pertes d'emplois et la lente croissance des salaires, les finances du SCFP sont demeurées stables et sûres, grâce à l'approche stratégique et responsable que nous continuons d'appliquer à notre planification budgétaire et à nos décisions.

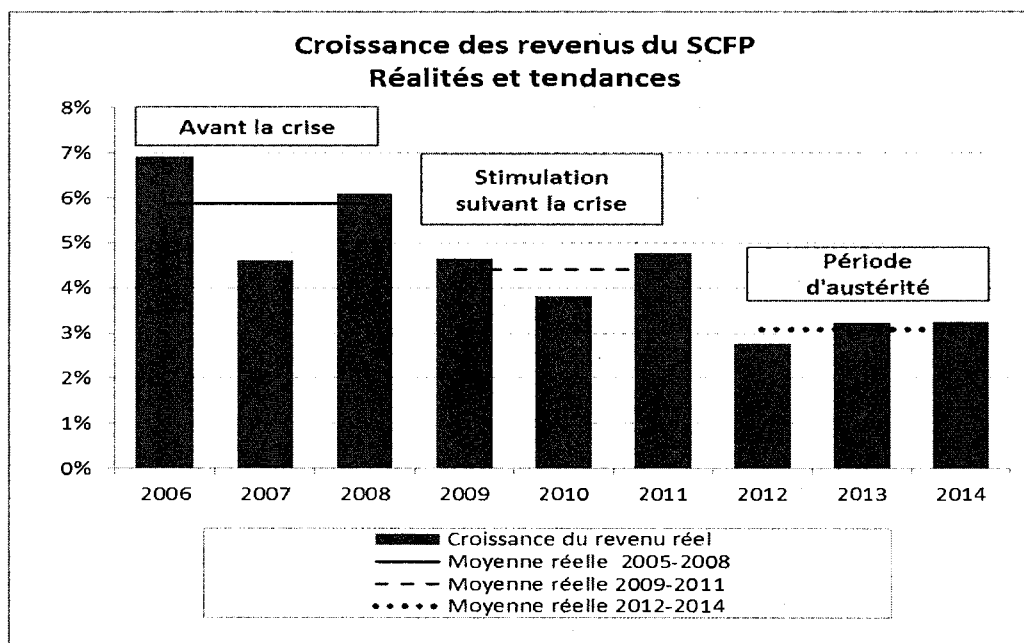
Les gouvernements de droite et les intérêts des entreprises continuent de miner notre filet de sécurité sociale, de nuire aux droits des travailleurs et d'imposer des politiques d'austérité qui réduisent les services publics, diminuent les salaires et tentent d'affaiblir les syndicats.

Comme dans tous les foyers et les organismes, nos coûts d'exploitation continuent d'augmenter chaque année. Nous devons relever le défi de travailler dans la mesure de nos moyens, mais, en même temps, les pressions qui poussent notre syndicat à se lever debout pour résister au programme d'austérité et à toutes ses retombées n'ont jamais été aussi fortes.

Partout au pays, de nombreux employés du secteur public subissent un gel des salaires imposé par le gouvernement. Nous avons maintes fois vu le gouvernement légiférer un gel des salaires ou une réduction de prestations d'un trait de plume.

Le nombre accru des départs à la retraite a pour résultat que les jeunes travailleurs remplacent les travailleurs âgés à de plus faibles salaires. La croissance des revenus est également touchée par le ralentissement de la croissance des effectifs, puisque les postes vacants non comblés mais comptabilisés comme des postes à temps plein et la sous-traitance sont de plus en plus courants dans nos lieux de travail.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les revenus du SCFP ont augmenté en moyenne de 5,9 % au cours des trois années précédant la crise financière (2006-2008), puis ont chuté à une moyenne de 4,4 % au cours des trois ans pendant et immédiatement après la crise, de 2009 à 2011. Depuis lors, comme divers gouvernements ont adopté des mesures d'austérité, diminuant à la fois les salaires du secteur public et la croissance des emplois, la croissance des revenus du SCFP a ralenti à une moyenne d'à peine 3,1 % par année de 2012 à 2014 et devrait s'accroître à un rythme beaucoup plus lent en 2015. Notre croissance de revenus en 2014 et à la fin de 2013 a été fortement touchée par la perte de membres au Manitoba et au sein du Syndicat des employés d'hôpitaux. Nous estimons que sans les pertes dans ces deux divisions, la croissance des revenus du SCFP aurait été plus élevée de 0,6 % en 2014.



Tout au long de 2013 et 2014, plus de membres se sont joints au SCFP : de 627 000 en 2013, à 633 000 aujourd'hui. Toutefois, la plupart de ces nouveaux emplois sont des emplois à temps partiel, occasionnels ou auxiliaires qui ont été créés dans nos lieux de travail, souvent par la conversion de postes vacants à temps plein en emplois précaires. La tendance à l'accroissement des emplois occasionnels ou à temps partiel signifie que beaucoup de nos nouveaux membres demeurent sous-employés et ne travaillent pas à temps plein. Il est regrettable que le terme « travailleurs précaires » nous soit maintenant familier. Il y a dix ans à peine, ce terme n'était pas très bien connu.

Nous savons maintenant qu'un nombre croissant de nos membres, dans tous les secteurs, sont maintenant confrontés à des emplois instables, incertains, non sécuritaires, et plus dangereux, à des salaires inférieurs, souvent sans avantages sociaux ni régime de retraite.

Nous devons utiliser nos ressources de façon judicieuse et efficace pour résister à cette tendance croissante et pour protéger nos membres, leurs conditions de travail et leurs droits. Nous savons aussi que lorsque nous luttons pour obtenir plus d'emplois à temps plein ou permanents, nous luttons pour un meilleur niveau de vie pour tous les travailleurs.

Avec la constante pression vers la privatisation et la sous-traitance des services publics, il deviendra plus difficile de maintenir la croissance des effectifs, et nous devons compter davantage sur le recrutement, les fusions et l'action politique pour inverser la pression vers la privatisation.

Caisse générale

Dans le budget de 2013 nous avons changé notre approche pour nous attaquer à l'évolution des tendances en allouant la plus grande partie des nouveaux revenus pour l'année à des campagnes visant à protéger nos droits de négociation. En 2013, le revenu total de la Caisse générale s'élevait à 178,1 millions de dollars, dont 175,5 millions de dollars provenant de la capitation, et 2,5 millions de dollars des placements. En 2014, le revenu total de la Caisse générale s'élevait à 184,8 millions de dollars, dont 181,2 millions de dollars provenant de la capitation, et 3,6 millions de dollars des placements et de gains divers.

Dans le budget de 2013, nous avons ajouté un nouveau poste budgétaire d'un million de dollars dans la Caisse générale pour créer un fonds de riposte budgété, en plus du fonds de riposte distinct qui a été créé en 2008 à partir du surplus de 2007.

En vertu de la formule du un dollar par membre approuvée par le Conseil exécutif national pour le renforcement des divisions, nos trois plus grandes divisions ont tiré profit de la croissance dans leur région, alors que les plus petites régions ont bénéficié d'un montant forfaitaire de 80 000 \$, même si le nombre total de leurs membres était inférieur à ce taux forfaitaire. En 2013, nous avons également prévu une hausse de ce taux pour tenir compte des exigences croissantes envers les divisions et de la croissance du nombre de membres.

Nous avons également inclus une augmentation du montant alloué aux projets spéciaux des conseils régionaux du SCFP. C'est avec plaisir que nous déclarons que ce poste budgétaire a été entièrement dépensé pour la première fois en 2012, ce qui reflète une augmentation des activités des sections locales se réunissant au niveau régional. C'est un travail qui renforce notre syndicat.

En raison du déclin de la croissance des revenus, nous avons déterminé que 2013 serait une année de vache maigre avec le maintien de la dotation en personnel au même niveau dans les régions, tout en accordant la priorité à l'augmentation de notre important travail dans le cadre de campagnes.

Cependant, nous avons légèrement augmenté le personnel administratif au Bureau national afin de suivre le rythme de croissance du nombre des membres, des employés et des biens immobiliers.

Conformément à nos propres principes syndicaux, le Conseil exécutif national a rapatrié à l'interne les tâches de nettoyage du bureau national, une mesure qui exige la création de sept nouveaux postes de nettoyeurs à temps plein. Une fois le coût de notre contrat de nettoyage tenu en compte, il en résulte une augmentation de dépenses relativement modeste qui en valait la peine.

De plus, le budget de 2013 comprenait 3,5 postes au total, dont trois postes permanents à compter du 1^{er} janvier 2013 et un poste temporaire pendant six mois. De nouveaux postes étaient plus que nécessaires pour soutenir nos besoins croissants en gestion des biens, en gestion de la paie, en administration des téléphones cellulaires et en édition de pages Web.

Le coût total de ces nouveaux postes s'est élevé à 683 282 \$ au budget annuel. Ce montant a été compensé en partie par l'annulation du contrat de nettoyage et d'entretien du bureau national. L'augmentation nette des coûts a donc été établie à 483 606 \$ au SCFP.

Les augmentations des dépenses en 2013 comprennent ce qui suit :

- augmentation du montant de base à 80 000 \$ du poste budgétaire consacré au renforcement des divisions provinciales pour toutes les régions;
- augmentation du budget des dépenses électorales de 330 000 \$ à 980 000 \$;
- augmentation du poste budgétaire du renforcement des conseils régionaux de 20 000 \$ à 70 000 \$;
- augmentation prévue de 900 000 \$ pour un nouveau total de 6,1 millions de dollars du passif pour la provision des prestations futures, conformément à la « feuille de route » approuvée par le Conseil exécutif national;
- paiements spéciaux pour combler le déficit de solvabilité du régime de retraite des employés.

Le total des dépenses dans le budget de 2013 a été de 177,2 millions de dollars. En comparant toutes les dépenses aux projections de revenus disponibles pour 2013, le surplus budgétaire prévu s'est établi à 11 839 \$.

À la suite de ces augmentations des dépenses, le Conseil exécutif national a maintenu un poste budgétaire permanent au budget pour des campagnes contre la privatisation. En 2013, nous avons dépensé plus de 2,3 millions de dollars pour une large gamme de campagnes couvrant toutes les régions du pays. En 2014, les dépenses dans ce domaine ont été de 1,8 million de dollars.

En 2013, en plus des paiements habituels de capitation, le SCFP national a contribué plus de 995 000 \$ au CTC pour participer au financement de son projet " Un monde plus juste ", plus particulièrement aux populaires annonces télévisées sur l'équité. En 2014, nous avons versé 767 000 \$ pour ce projet. De plus, la capitation du CTC a été augmentée de 0,5 cent par membre à compter de janvier 2015.

Les résultats réels de 2013 ont produit un déficit global de 800 000 \$ ou 0,04 % du total des revenus. Cela est principalement attribuable aux revenus de capitation qui ont été inférieurs d'un million de dollars par rapport au budget.

En 2014, alors que notre syndicat continuait de croître, il en était de même des besoins pour les services aux membres et pour la mobilisation. De plus, en raison du roulement du personnel que nous avons connu alors que les anciens employés prenaient leur retraite, un grand nombre de nouveaux conseillers syndicaux sont entrés au SCFP, ce qui a accru le besoin de formation, de mentorat et d'attention de la part des directeurs régionaux.

Encore une fois, les membres du Conseil exécutif national et les directeurs des régions et du bureau national ont adopté une approche réaliste lors des consultations

budgétaires de 2014, en formulant clairement les priorités. Le budget qui en est résulté était centré sur les besoins les plus urgents, même si la plupart des nouveaux postes étaient temporaires.

Le budget 2014 comprenait un total de quatre nouveaux postes, dont l'un était permanent. Un poste de directeur régional adjoint a été ajouté ainsi que trois postes de conseillers syndicaux temporaires, dont deux seulement pour une partie de l'année. De plus, un poste de conseiller syndical à Brandon, au Manitoba, a été éliminé en raison de la perte de membres en santé alors d'un vote de représentation. Un poste d'employé de bureau à temps partiel a été converti en poste à temps plein. Le coût prévu au budget pour ces postes était de 351 949 \$.

Les autres dépenses en 2014 comprenaient ce qui suit :

- la création d'un budget d'un million de dollars pour le projet " Ensemble pour un monde plus juste " du SCFP;
- l'adoption d'un nouveau budget de près de 700 000 \$ pour le Conseil national des secteurs;
- une augmentation de 900 000 \$ du passif pour un nouveau total de sept millions de dollars pour la provision des avantages sociaux futurs, conformément à la « feuille de route » approuvée par le Conseil exécutif national;
- paiements spéciaux pour combler le déficit de solvabilité du régime de retraite des employés.

Le total des dépenses du budget de 2014 a été de 180 millions de dollars. En comparant toutes les dépenses aux projections de revenus disponibles pour 2014, le surplus budgétaire prévu a été établi à 16 903 \$.

Les résultats réels de 2014 ont produit un excédent global de deux millions de dollars ou 0,1 % du total des revenus. Ce résultat est dû principalement aux revenus de capitation plus importants que prévu au budget.

Tout en maintenant des mesures pour éviter que le SCFP ne se trouve en situation de déficit, nous avons continué à lutter contre le programme d'austérité et les attaques simultanées contre nos droits en tant que travailleurs et syndicats, même si nous avons dû réduire légèrement le fonds de riposte de 2014 afin d'allouer des sommes à notre projet Ensemble pour un monde plus juste. Pour créer le budget ce projet, nous y avons non seulement réaffecté une partie du budget du Fonds de riposte, mais aussi une partie de celui des orientations stratégiques (qui comprenait les travaux contre la privatisation et nos efforts concernant RPC/RRQ, pour ne nommer que deux des principales priorités stratégiques). Nous y avons aussi consacré de nouveaux revenus. Nous continuerons de consacrer des ressources à l'action politique par le biais de

notre budget des élections, en aidant à élire les gouvernements qui appuient les travailleurs et les services publics.

Comme nous l'avons mentionné, le budget comprenait également les fonds nécessaires pour mettre en œuvre le nouveau Conseil national des secteurs du SCFP, qui a été approuvé au congrès national de 2013, avec la première rencontre qui a eu lieu à l'automne de 2014, à Toronto. Avec plus de 1 200 participants, ce fut un énorme succès. Les participants ont apprécié les rencontres sectorielles. L'enjeu de la négociation collective était omniprésente dans chaque secteur, ainsi que la sous-traitance et les attaques contre nos régimes de retraite à prestations déterminées. Les séances plénières portaient principalement sur les régimes de retraite, la négociation et de nouvelles techniques de recrutement, avec la participation de conférenciers vedettes, entre autre, Lee Saunders, président de l'American Federation of State and County Municipal Employees (AFSCME).

Au début de 2015, le SCFP a tenu sa deuxième conférence sur les droits de la personne, à Winnipeg. Encore une fois, les participants ont eu la chance d'entendre de grands panélistes et de participer à d'intéressants ateliers au cours de la conférence de deux journées et demie.

Avantages sociaux futurs et régime de retraite du personnel

Au cours de 2013 et 2014, nous avons également fait d'importants placements pour couvrir nos engagements envers notre personnel quant à leurs avantages sociaux futurs et les versements de pension. Nous continuons de verser les cotisations nécessaires pour payer les coûts des avantages sociaux à venir, des cotisations que nous n'avons pas été en mesure de verser pendant les années où le SCFP n'avait pas de solides assises financières.

En 2005, une feuille de route a été créée pour commencer à financer les avantages sociaux promis aux employés pendant leurs années de retraite. Un montant de base a été défini, avec un plan visant à l'augmenter chaque année. Dans le budget de 2010, nous avons approuvé une augmentation de la provision annuelle, conformément à notre objectif d'inscrire tout le passif à notre bilan. Cette provision était de 7 080 000 \$ pour 2014 et augmentera de 900 000 \$ chaque année à venir. Dans les états financiers vérifiés du 31 décembre 2013, il y avait toujours un écart de 177,8 millions de dollars entre le passif réel et ce que nous avons inscrit dans ces états financiers.

En raison d'un changement fondamental dans les principes comptables et d'une nouvelle déclaration de notre passif conformément à ces règles à partir des états financiers

vérifiés du 31 décembre 2014, l'écart a été réduit à 87,4 millions de dollars.

Tant que nous continuerons à établir le budget en tenant compte de ces dépenses, selon la feuille de route, et pourvu que les coûts annuels réels correspondent à ce qu'avait prévu l'actuaire, l'écart entre le passif réel et le passif inscrit devrait commencer à diminuer dans les prochaines années.

Caisse nationale de grève

Je suis très fier d'annoncer que, pour la première fois dans notre histoire, notre Caisse nationale de grève a dépassé 80 millions de dollars. C'est une réalisation importante pour le SCFP, étant donné qu'il y a eu des moments au cours de notre histoire où nos fonds ont été épuisés, et où il n'y avait pas d'argent disponible pour les indemnités de grève.

Depuis la séparation de la Caisse de grève et de la Caisse de défense en 2001, nos statuts nationaux prévoient que 6 % des fonds provenant de la capitation reçus au bureau national sont versés à la Caisse de grève pour payer les indemnités de grève, les campagnes pour éviter et appuyer la grève et avantages sociaux pendant la grève, ainsi que les frais juridiques liés à la gestion d'une grève et les frais d'arbitrage de différends pour les membres du SCFP qui sont privés du droit de grève. Une section locale qui à recours à l'arbitrage pour régler une première convention collective peut aussi demander de l'aide.

Le SCFP a bâti une solide Caisse de grève, qui est là pour subvenir aux besoins de nos membres. Grâce à l'accroissement sécuritaire des ressources dans la Caisse de grève, lors de notre dernier congrès national en 2013, nous avons voté pour une augmentation des indemnités de grève de 50 %, en haussant le salaire hebdomadaire de 200 \$ à 300 \$. De plus, nous avons tenu notre promesse de produire des documents et ressources afin d'aider un plus nombre de sections locales à comprendre le processus nécessaire pour présenter une demande pour toutes les ressources liées aux Caisses nationales de grève et de défense. Ces ressources sont offertes sur le site Web du SCFP national. On peut également les obtenir auprès du personnel du SCFP national.

À ce congrès, le Conseil exécutif national a soumis aux délégués un amendement statutaire afin qu'ils discutent de la pertinence de modifier la répartition entre la Caisse de grève et la Caisse de défense, de sorte que, dorénavant, 5 % des revenus de la capitation soient alloués à l'une, et 5 % à l'autre. Grâce à des mesures de contrôle veillant à ce que le solde de la Caisse de grève ne descende jamais sous 50 millions de dollars, la Caisse de grève demeurera solide

et tout en permettant de dégager des sommes supplémentaires fort nécessaires pour soutenir les campagnes à frais partagés, le recrutement et mener à bien nos initiatives stratégiques nationales.

À la fin de décembre 2013, le solde de la Caisse de grève était de 73 millions de dollars après le paiement de 2,5 millions de dollars des frais connexes aux grèves, aux campagnes visant à éviter et à appuyer la grève, aux coûts juridiques liés aux grèves et aux coûts d'arbitrage de différends pour l'année.

À la fin de décembre 2014, le solde de la Caisse de grève était de 79,3 millions de dollars après le paiement de 10,8 millions de dollars de frais connexes aux grèves, aux campagnes visant à éviter et à appuyer la grève, aux coûts juridiques liés aux grèves et aux coûts d'arbitrage de différends pour l'année.

Je tiens à souligner l'engagement profond que nos consœurs et confrères en grève ont montré sur les lignes de piquetage. Ces membres méritent notre gratitude et notre respect pour avoir pris position contre les nombreuses permutations des mesures d'austérité qui ont émergé dans nos lieux de travail et nos collectivités.

En allant des 16 membres de la section locale 4616-02 du SCFP du canton de Bonfield qui ont tenu bon pendant dix mois sur les lignes de piquetage et qui ont réussi à éliminer toutes les concessions, aux 6 000 travailleurs à temps partiel de l'Université de Toronto qui, ensemble, ont réussi à mettre un frein aux augmentations des frais de scolarité, aux travailleurs des conseils scolaires de la Colombie-Britannique qui ont passé des mois sur les piquets de grève non pas à cause de leur propre conflit lié à la convention collective, mais parce que les enseignants se battaient pour une nouvelle convention collective : nous vous remercions de vous tenir debout et de lutter pour vous-mêmes et en notre nom à tous, ainsi que pour les générations à venir.

Les grèves, les lock-out et les règlements 2013-2014

2013	
Section locale 4964, Quilchena Golf et Country Club (Colombie-Britannique)	Après avoir été en lock-out pendant presque 100 jours, du 4 février au 11 mai 2013, 19 membres qui maintiennent le terrain de golf ont réussi à bonifier les clauses du contrat de l'unité de négociation.
Section locale 5051, Club Optimiste de Lafleche (Québec)	Six membres en lock-out du 4 au 22 avril 2013 après que l'employeur ait fait volte-face sur une entente de principe conclue en décembre 2012.
Section locale 4616-02, Canton de Bonfield (Ontario)	En grève depuis le 1 ^{er} août 2013, après dix mois sur la ligne de piquetage, 16 membres ont ratifié une convention collective le 6 juin 2014, qui a confirmé le retour au travail de cinq travailleurs licenciés et le retrait de toutes les principales concessions de la table de négociation.
Section locale 389, North Shore Winter Club (Colombie-Britannique)	16 membres en lock-out du 3 mai au 24 décembre 2013.
Section locale 1281, Association des étudiants en éducation continue de Ryerson (Ontario)	Deux membres en lock-out du 30 septembre 2013 au 6 février 2014.
Section locale 4893, Ville de Kensington (Île-du-Prince-Édouard)	Six membres en lock-out depuis le 3 décembre 2013 sont parvenus à un règlement le 13 décembre 2013.

2014	
Section locale 3890, Conseil scolaire régional central de Chignecto (Nouvelle-Écosse)	420 membres le 27 janvier 2014; un jour de grève.
Section locale 402-01, Ville de White Rock (Colombie-Britannique)	100 membres en grève du 3 mai au 2 juin 2014. Les enjeux comprennent les heures de travail, le traitement équitable des employés occasionnels et à temps partiel et la nécessité d'un régime d'invalidité à long terme.
Section locale 1294, Université du Québec à Montréal (UQAM) (Québec)	2 000 personnes en grève pendant une journée, le 3 septembre 2014.
Section locale 957, Hydro-Québec (Québec)	15 techniciens ont été en grève du 5 septembre au 23 décembre 2014.
Section locale 1764, Municipalité régionale de Durham (Ontario)	873 membres en grève du 19 juin au 11 juillet 2014.
Écoles de la maternelle à la 12 ^e année, sections locales des Conseils scolaires du SFCP de la Colombie-Britannique	(représentant 8 512 membres) sont parvenus à un règlement provincial, et la négociation locale a été conclue avec succès au cours de l'automne 2014. Les sections locales des écoles de la maternelle à la 12 ^e année ont également honoré les lignes de piquetage de la Fédération des enseignants de la C.-B. (FECB) qui ont été en grève de juin 2014 jusqu'à la fin de septembre 2014. (Sections locales du SFCP concernées : 15, 173, 379, 382, 389, 401, 407, 409, 411, 440, 476, 523, 593, 606, 716, 779, 788, 801, 847, 947, 1091, 1260, 1851, 2020, 2769, 3234, 3523, 3570, 3742, 4165, 4227, 4653, 4990, 4991, 4992, 5101, 5150).
Section locale 1490, Canton de Black River-Matheson (Ontario)	19 membres en lock-out du 11 août au 6 octobre 2014.
Section locale 2262, Ville de Castlegar (Colombie-Britannique)	30 membres du SFCP en grève du 8 novembre 2014 au 2 janvier 2015.

Caisse nationale de défense

La Caisse nationale de défense reçoit 4 % des revenus de capitation.

En décembre 2013, le solde de la caisse était de 1,6 million de dollars après la fin de l'année, avec un déficit de 642 000 \$.

Les fonds ont été dépensés comme suit :

Campagnes à frais partagés	2,8 millions de dollars
Grandes campagnes de recrutement	2,5 millions de dollars
Initiatives nationales en matière de stratégie	2,2 millions de dollars
Initiatives régionales en matière de stratégie	1,7 million de dollars

En 2013, nous avons augmenté les budgets disponibles pour les initiatives régionales aux grandes divisions pour leurs campagnes régionales.

En décembre 2014, le solde de la caisse était de 2,1 millions de dollars après la fin de l'année, avec un surplus de 530 000 \$.

Les fonds ont été dépensés comme suit :

Campagnes à frais partagés	2,4 millions de dollars
Grandes campagnes de recrutement	2,3 millions de dollars
Initiatives nationales en matière de stratégie	2,1 millions de dollars
Initiatives régionales en matière de stratégie	1,6 million de dollars

En 2012 et 2013, nous avons dépassé notre budget pour les campagnes à frais partagés. En 2014, les campagnes approuvées aussi ont dépassé le budget. Toutefois, en raison de l'argent non dépensé des campagnes précédentes, nous avons respecté le budget dans ce domaine. Dans le budget de 2015, le Conseil exécutif national a approuvé une augmentation de 95 000 \$ de ce poste budgétaire. Même si ces sommes ont été bien dépensées, elles ne suffisent pas pour assurer le financement des nombreux combats qui ont lieu dans les sections locales du pays.

À ce congrès, nous devons parler de la façon dont nous pouvons augmenter les montants que nous consacrons aux campagnes à frais partagés, au recrutement et aux initiatives stratégiques. C'est notre moyen direct pour augmenter notre force, combattre l'austérité et soutenir nos sections locales. Ce sera une chose à garder à l'esprit lorsque le Comité des statuts soumettra la modification de la répartition de la capitation entre les caisses nationales de grève et de défense aux fins de discussions. Nous avons besoin d'une Caisse nationale de défense forte pour combattre les mesures d'austérité et les plans de la droite que nos membres doivent affronter quotidiennement.

Fonds de riposte

Il y a cinq ans, en 2008, le Conseil exécutif national a adopté une motion pour utiliser 2,5 millions de dollars du surplus de 2007 pour créer un fonds de riposte spécial afin de soutenir les régions dont les droits syndicaux et de négociation fondamentaux étaient menacés par la législation ou les interventions du gouvernement. Avec l'appui du Conseil exécutif national, nous avons créé le Fonds de riposte à titre de poste budgétaire permanent d'un million de dollars de la Caisse générale. Ainsi, nous nous assurerons que ce budget est disponible année après année, sans avoir à se soucier d'un possible surplus pour le reconstituer.

Le SCFP national a appuyé les campagnes suivantes grâce au Fonds de riposte au cours des deux dernières années :

- Ontario – Attaque contre le droit à la libre négociation collective (projet de loi 115, qui élimine le droit à la libre négociation collective de tous les travailleurs de l'éducation) 2012-2013;
- Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario – Attaque contre le système indépendant d'arbitrage visant à favoriser les employeurs;
- Nouvelle-Écosse – Attaque contre la libre négociation collective (projet de loi 37, qui impose la désignation de services essentiels);

- Saskatchewan – Élimination du régime de retraite des employés municipaux de Regina (municipalité, bibliothèques, conseils scolaires, établissements locaux de santé) mobilisation des membres, des retraités, des alliés de la collectivité; pressions politiques intensives;
- Québec, projet de loi 3 – Attaque contre le régime de retraite des travailleurs municipaux – Détruire le régime à prestations déterminées pour le remplacer par un régime à cotisations déterminées – Construire une coalition de plus de 65 000 membres syndiqués pour résister aux assauts (transports municipaux et urbains).

De plus, grâce à nos différents postes budgétaires nationaux et régionaux, nous avons participé à la lutte pour défendre le droit de grève en Saskatchewan. Nous avons éliminé la réduction des pensions en Alberta. Nous avons défendu les droits de négociation de Radio-Canada au Québec, et nous avons gagné chacun de ces combats. Il faut une quantité importante de ressources pour faire tout cela. Ça valait la peine de payer chacun de ces dollars, parce que nous avons mené ces combats et beaucoup d'autres au nom de tous les membres du SCFP dans tout le pays. C'est notre pouvoir juridique à l'œuvre.

Action politique

Depuis notre dernier congrès, nous avons poursuivi notre engagement dans de vastes initiatives communautaires et syndicales pour une large gamme d'enjeux. Au Québec, nous avons appuyé nos consœurs et confrères, qui ont passé la majeure partie de 2014 dans les rues à combattre les mesures d'austérité du gouvernement libéral provincial. Nous avons fourni des ressources pour appuyer de nombreuses initiatives progressistes, telles que : le Forum social des peuples, l'Institut Broadbent, les événements de la Fierté, les rassemblements de la fête du Travail, l'initiative des Sœurs par l'esprit de l'Association des femmes autochtones et d'autres organismes qui appuient la réclamation d'une enquête sur la disparition et l'assassinat de femmes autochtones.

Nous avons organisé d'innombrables rassemblements, des marches, des réunions communautaires et des activités de lobbying. Nous avons appuyé les efforts de solidarité internationale, notamment en participant à des marches sur le changement climatique et à des manifestations internationales syndicales.

Élections

Au cours des deux dernières années, nous avons dépensé 1,5 million de dollars pour appuyer les efforts des divisions, des conseils régionaux et des sections locales visant les

campagnes électorales à l'échelle municipale, provinciale ou fédérale. L'importance de bâtir notre capacité à influencer la politique électorale est primordiale pour atteindre le succès dans nos lieux de travail, nos services et nos collectivités.

Dans le budget de 2013, nous avons consacré plus de 741 000 \$ aux élections et pour mobiliser nos membres dans les campagnes locales.

Dans le budget 2014, nous avons consacré plus de 774 000 \$ à des projets liés aux élections.

Le SCFP s'est également engagé à faire élire des candidats néo-démocrates qui appuient et lutte pour nos valeurs à tous les niveaux de gouvernement. À titre de fondateur de l'institut Broadbent et ancien chef du NPD fédéral, Ed Broadbent a déclaré ce printemps à Ottawa, au Sommet sur le progrès annuel : « *Nous devons vaincre les mauvaises idées conservatrices, mais nous devons aussi nous assurer que ce sont les idées et politiques progressistes qui prendront leur place.* » Nous avons maintenu nos engagements à titre de militants syndicaux pour nous assurer de faire entendre nos voix dans chaque prise de décision aux conseils, commissions et conseils législatifs du pays.

Au cours des deux dernières années, notre priorité était de former et renforcer nos membres-organiseurs et les militants de la base qui mènent continuellement des campagnes et participent aux campagnes électorales progressistes dans leurs collectivités.

Conclusion

Je voudrais remercier nos syndicats, qui ont travaillé très diligemment cette année en effectuant une vérification exhaustive des finances du SCFP national. Leurs recommandations seront soigneusement examinées par l'ensemble du Conseil exécutif national. Je profite de cette occasion pour remercier le confrère Pawson, syndic national de Colombie-Britannique qui quittera son poste à la fin du présent congrès, pour son dévouement au fil des ans.

Je tiens également à souligner le dévouement que nous constatons chez tous les syndicats qui prennent la responsabilité d'effectuer des vérifications des sections locales, des divisions, des conseils régionaux et de tous les organismes détenant une charte du SCFP. Leur rôle est crucial pour le travail de notre syndicat.

En terminant, je remercie chacun des membres de notre Conseil exécutif national qui se dévouent pour leur propre région, mais qui bâtissent aussi la force et la puissance de notre syndicat national. C'est toujours un plaisir de travailler avec tous les membres du Conseil exécutif national. Vos régions sont bien représentées.

Je suis très reconnaissant et fier de servir aux côtés de l'un des grands leaders de l'histoire du SCFP et même, de l'ensemble du Mouvement syndical canadien. Mon confrère, notre président national, Paul Moist mène notre syndicat avec un dévouement et une foi infinie en nos membres. Il m'inspire à demeurer focalisé et déterminé à entreprendre chaque journée avec un regain d'énergie et d'enthousiasme, indépendamment des obstacles auxquels nous sommes confrontés.

Chers membres de notre fier syndicat, c'est un honneur pour moi de vous représenter, au poste de secrétaire-trésorier.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les plus solidaires.

Le secrétaire-trésorier national,



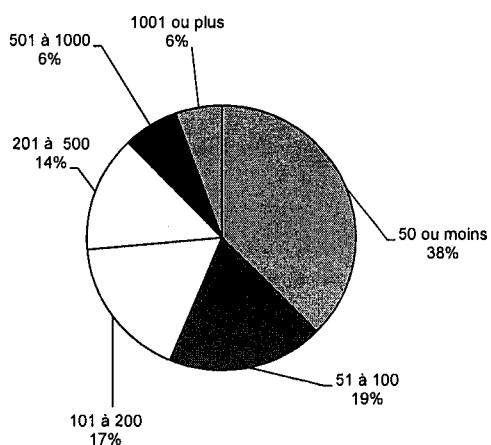
CHARLES FLEURY

Le tableau suivant illustre l'effectif, par province/division de service, entre décembre 2012 et décembre 2014.

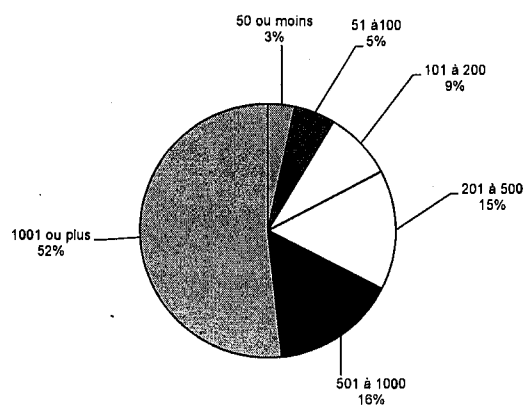
Province/Division de service	Décembre 2012			Décembre 2014			% croissance		
	P/T	T/P	Total	P/T	T/P	Total	P/T	T/P	Total
Division du transport aérien	8,376		8,376	9,180	28	9,208	9.6		9.9
Section locale 1000	14,368		14,368	13,370		13,370	(7.0)		(7.0)
SEH, C.-B.	15,000	24,000	39,000	15,000	19,000	34,000		(20.83)	(12.82)
Nouvelle-Écosse	13,231	4,684	17,915	13,350	5,380	18,730	0.9	14.9	4.6
Terre-Neuve-et-Labrador	5,443	837	6,280	5,333	846	6,179	(2.0)	1.1	(1.6)
Nouveau-Brunswick	22,833	4,100	26,933	21,788	4,716	26,504	(4.6)	15.0	(1.6)
Île-du-Prince-Édouard	1,568	1,308	2,876	1,551	1,463	3,014	(1.1)	11.9	4.8
Québec	86,504	22,946	109,450	89,155	22,334	111,489	3.1	(2.7)	1.9
Ontario	147,123	85,405	232,528	149,765	87,913	237,678	1.8	2.9	2.2
Manitoba	17,696	9,621	27,317	16,888	7,959	24,847	(4.6)	(17.3)	(9.0)
Saskatchewan	19,947	9,150	29,097	20,139	9,604	29,743	1.0	5.0	2.2
Alberta	25,115	7,608	32,723	25,892	8,124	34,016	3.1	6.8	4.0
Colombie-Britannique	48,806	32,434	81,240	49,619	31,817	81,436	1.7	(1.9)	0.2
Total	426,010	202,093	628,103	431,030	199,184	630,214	1.2	(1.4)	0.3

Les diagrammes ci-dessous indiquent la répartition des sections locales selon leur taille et effectif au 31 décembre 2014.

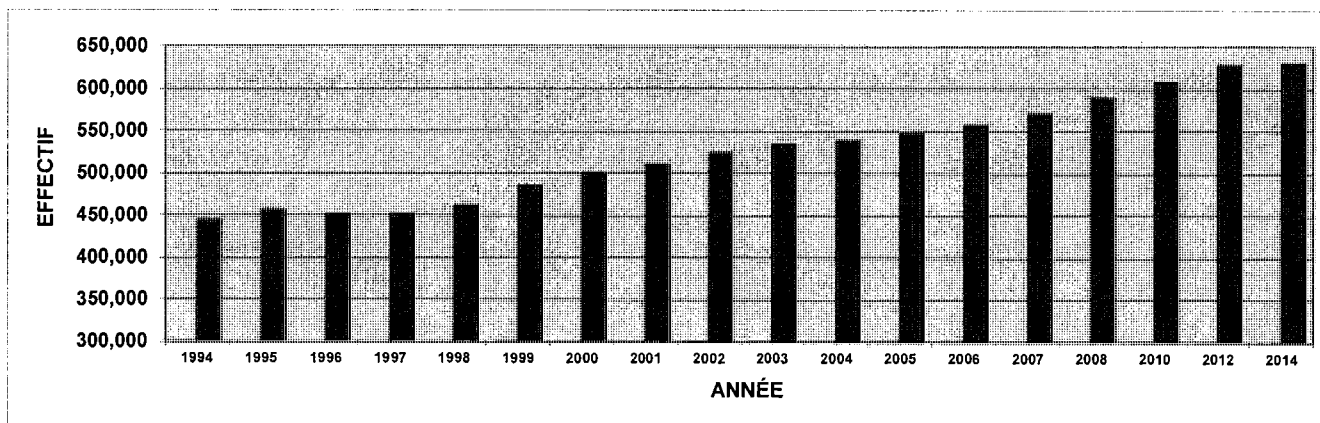
RÉPARTITION DES SECTIONS LOCALES SELON LE NOMBRE DE MEMBRES



RÉPARTITION DES MEMBRES SELON LA TAILLE DES SECTIONS LOCALES



CROISSANCE DE L'EFFECTIF DEPUIS LES 20 DERNIÈRES ANNÉES
1994 - 2014



PERSONNEL DU SCFP

Prévu au budget pour 2015

POSTES	#	TOTAL
Bureau du président		
Président national	1	
Adjointe/adjoint exécutif	3	
Agente/agent administratif	1	
Employée/employé de bureau	3	8
Bureau du secrétaire-trésorier		
Secrétaire-trésorier national	1	
Adjointe/adjoint exécutif	2	
Agente/agent administratif	2	
Employée/employé de bureau	3	8
Finances et administration		
Directrice/directeur général	1	
Comptable en chef	1	
Chef de la technologie informatique	1	
Agente/agent principal	2	
Agente/agent administratif	2	
Comptable	1	
Comptable adjointe/adjoint	3	
Analyste des systèmes informatiques	6	
Employée/employé de bureau	34.75	51.75
Ressources humaines		
Directrice/directeur général	1	
Directrice/directeur des relations de travail	1	
Agente/agent principal	1	
Agente/agent administratif	4	
Employée/employé de bureau	8	15
Direction du développement syndical		
Directrice/directeur général	1	
Agente/agent principal	5	
Employée/employé de bureau	6	12

PERSONNEL DU SCFP

Prévu au budget pour 2015

POSTES	#	TOTAL
Direction des services nationaux		
Directrice/directeur général	1	
Économiste principal	1	
Agente/agent principal	3	
Agente/agent administratif	1	
Employée/employé de bureau	2	8
Service des communications		
Directrice/Directeur	1	
Agente/agent principal	6	
Graphiste	2	
Employée/employé de bureau	3	12
Service de l'égalité		
Directrice/Directeur	1	
Coordinatrice/coordonateur	1	
Agente/agent principal	2	
Employée/employé de bureau	2	6
Service des affaires légales et juridiques		
Directrice/Directeur	1	
Agente/agent principal	2	
Étudiante/étudiant stagiaire	1	
Employée/employé de bureau	2	6
Service de la recherche/évaluation des employés/santé et sécurité		
Directrice/Directeur	1	
Agente/agent principal	14	
Employée/employé de bureau	14	29
Direction de l'organisation et des services régionaux		
Directrice/directeur général	1	
Directrice/directeur adjoint	3	
Employée/employé de bureau	2	6
Division de service du transport aérien		
Agente/agent principal	1	
Conseillère/conseiller - Ontario	1	
Employée/employé de bureau	1	3

PERSONNEL DU SCFP

Prévu au budget pour 2015

POSTES	#	TOTAL
Région de l'Atlantique (6 bureaux)		
Directrice/directeur	1	
Conseillère/conseiller syndical	15	
Conseillère/conseiller syndical à l'éducation	1	
Conseillère/conseiller syndical aux communications	1	
Conseillère/conseiller syndical en santé et sécurité	1	
Conseillère/conseiller syndical aux affaires légales	1	
Conseillère/conseiller syndical à la recherche	1	
Conseillère/conseiller syndical à l'égalité	1	
Employée/employé de bureau	11.5	33.5
Région des Maritimes (7 bureaux)		
Directrice/directeur	1	
Conseillère/conseiller syndical	18	
Conseillère/conseiller syndical à l'éducation	1	
Conseillère/conseiller syndical aux communications	1	
Conseillère/conseiller syndical aux affaires légales	1	
Conseillère/conseiller syndical à la recherche	1	
Conseillère/conseiller syndical à l'égalité	1	
Employée/employé de bureau	13	37
Région du Québec (10 bureaux)		
Directrice/directeur	1	
Directrice/directeur adjoint	3	
Conseillère/conseiller syndical	77	
Conseillère/conseiller syndical à l'éducation	2	
Conseillère/conseiller syndical aux communications	3	
Conseillère/conseiller syndical à l'égalité	1	
Conseillère/conseiller syndical en santé et sécurité	1	
Conseillère/conseiller syndical aux affaires légales	1	
Conseillère/conseiller syndical à la recherche	1	
Conseillère/conseiller syndical des emplois	2	
Employée/employé de bureau	26.5	118.5

PERSONNEL DU SCFP

Prévu au budget pour 2015

POSTES	#	TOTAL
Région de l'Ontario (20 bureaux)		
Directrice/directeur	1	
Directrice/directeur adjoint	4	
Conseillère/conseiller syndical	120	
Conseillère/conseiller syndical à l'éducation	3	
Conseillère/conseiller syndical aux communications	6	
Conseillère/conseiller syndical à l'égalité	1	
Conseillère/conseiller syndical en santé et sécurité	2	
Conseillère/conseiller syndical aux affaires légales	5	
Conseillère/conseiller syndical à la recherche	6	
Conseillère/conseiller syndical des emplois	3	
Conseillère/conseiller CSPAAT	2	
Employée/employé de bureau	62	215
Région du Manitoba (3 bureaux)		
Directrice/directeur	1	
Conseillère/conseiller syndical	15	
Conseillère/conseiller syndical à l'éducation	1	
Conseillère/conseiller à la recherche	1	
Conseillère/conseiller syndical aux communications et à la rech	1	
Conseillère/conseiller syndical à l'égalité	1	
Conseillère/conseiller syndical aux affaires légales	1	
Employée/employé de bureau	9.5	30.5
Région de la Saskatchewan (3 bureaux)		
Directrice/directeur	1	
Conseillère/conseiller syndical	18	
Conseillère/conseiller syndical à l'éducation	1	
Conseillère/conseiller syndical aux communications	1	
Conseillère/conseiller syndical aux affaires légales	1	
Conseillère/conseiller syndical à la recherche	1	
Employée/employé de bureau	9	32

PERSONNEL DU SCFP

Prévu au budget pour 2015

POSTES	#	TOTAL
Région de l'Alberta (7 bureaux)		
Directrice/directeur	1	
Conseillère/conseiller syndical	19	
Conseillère/conseiller syndical à l'éducation	1	
Conseillère/conseiller syndical aux communications	1	
Conseillère/conseiller syndical à la recherche	1	
Conseillère/conseiller syndical aux affaires légales	1	
Employée/employé de bureau	12	36
Région de la Colombie-Britannique (10 bureaux)		
Directrice/directeur	1	
Directrice/directeur adjoint	1	
Conseillère/conseiller syndical	44	
Conseillère/conseiller syndical à l'éducation	2	
Conseillère/conseiller syndical aux communications	3	
Conseillère/conseiller syndical en santé et sécurité	1	
Conseillère/conseiller syndical aux affaires légales	5	
Conseillère/conseiller syndical à la recherche	4	
Conseillère/conseiller syndical à l'égalité	1	
Conseillère/conseiller syndical des emplois	1	
Employée/employé de bureau	29	92
		<u>759.25</u>
<u>SOMMAIRE</u>		
Dirigeante/dirigeant national(e)	2	
Directrice/directeur général(e) des ressources humaines	1	
Directrice/Directeur des relations de travail	1	
Personnel administratif et technique	79	
Conseillère/conseiller syndical	423	
Employée/employé de bureau	253.25	
		<u>759.25</u>

MISE À JOUR SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À L'INTERNE

L'adoption de la résolution n° 58 dans le cadre du Congrès national de 1995 a résolu que le SCFP doit faire régulièrement rapport à ses membres sur ses objectifs d'équité en matière d'emploi et jusqu'à quel point il a atteint ces objectifs.

Nous faisons rapport au congrès national depuis 1997.

En 2009, un sondage a été effectué électroniquement au cours de la période allant du 10 mars au 14 avril et les

résultats avaient établi de nouveaux renseignements de base pouvant être utilisés afin d'évaluer si des progrès avaient été faits et où ils l'avaient été à l'égard d'une main-d'œuvre du SCFP plus représentative de ses membres et des travailleuses et travailleurs canadiens, quant aux groupes qui revendiquent l'égalité.

Les résultats du sondage de 2009 sont présentés dans le **Tableau 1** ci-dessous.

TABLEAU 1

	Nombre total de répondantes et répondants * 402 (724,5 employés actifs)
Femmes	276
Membres des groupes racisés	31
Personnes ayant un handicap	37
Personnes autochtones	19
LGBTB	34

* Nombre total de répondantes et répondants = toutes personnes employées permanentes + temporaires qui occupaient activement un emploi depuis au moins trois mois, au 27 février 2009, et qui ont répondu au sondage d'auto-identification.

Le **Tableau 2** ci-dessous reflète les changements aux renseignements de base (présentés dans le Tableau 1) découlant du retrait de l'information au sujet des personnes employées qui ne font plus partie du personnel, celles qui ont pris leur retraite par exemple, et

de l'ajout de l'information liée aux personnes nouvellement embauchées pour la période allant du 1^{er} mars 2009 au 30 juin 2015, qui ont répondu au sondage d'auto-identification.

TABLEAU 2

	Nombre total de répondantes et répondants * 467 (835 employés actifs)
Femmes	314
Membres des groupes racisés	54
Personnes ayant un handicap	38
Personnes autochtones	31
LGBTB	41

* Nombre total de répondantes et répondants = toutes personnes employées permanentes + temporaires qui occupaient activement un emploi depuis au moins trois mois, au 30 juin 2015, et qui ont répondu au sondage d'auto-identification.

Le choix de répondre et de retourner les sondages se fait sur une base volontaire et on ne peut envisager que ces résultats soient la seule source de données quand vient le temps de produire un rapport sur nos progrès. Cependant, à part son utilisation à des fins statistiques, le sondage offre une occasion unique d'informer les nouvelles personnes membres du personnel de l'importance que nous accordons à l'équité en matière d'emploi. Nous avons effectivement constaté que, depuis les deux dernières années, le nombre de personnes qui retourne le sondage est en augmentation.

Présenter les résultats du sondage d'auto-identification est la première étape pour examiner les obstacles systémiques en ce qui a trait au recrutement, au développement et à la conservation des membres des groupes qui revendiquent l'égalité. Nous continuons à créer des réseaux solides avec des groupes communautaires pour nos membres qui revendiquent l'égalité.

L'équité en matière d'emploi est un processus permanent et nous devons continuer de tendre vers une main-d'œuvre syndicale nationale qui est le reflet des membres du SCFP et des travailleuses et travailleurs canadiens en général.

Bien que les données montrent que nous continuons de faire des progrès, nous devons faire preuve de vigilance et de créativité dans nos efforts pour respecter nos engagements. Nous avons continué d'intégrer l'éducation

sur l'équité en matière d'emploi à notre formation pour tous les nouveaux conseillers et conseillères syndicaux temporaires et nous avons également amorcé un programme de mentorat. Les programmes de formation et de mentorat améliorés aident les personnes employées à développer leurs propres compétences et à les perfectionner, et ils offrent aussi un meilleur accès et un meilleur soutien aux membres des groupes qui revendiquent l'égalité pour se trouver un emploi permanent au SCFP.

Nous continuerons également d'éduquer nos dirigeantes et dirigeants et à leur fournir les outils pour rechercher des membres qui revendiquent l'égalité et les faire participer à tous les aspects du travail important que fait notre syndicat national au nom de nos membres.

Au bureau national, une série de réunions du comité mixte sur l'équité en emploi a permis d'élaborer un plan de travail pour mettre en place un programme d'équité en emploi.

Le SCFP est engagé à travailler avec toutes les personnes employées par l'entremise de ses syndicats du personnel afin de nous assurer d'avoir une vision et des objectifs communs au cours des deux prochaines années, avec des objectifs mesurables et des projets spécifiques. Nous croyons fortement que l'équité en matière d'emploi peut être vraiment atteinte grâce à une collaboration et en reconnaissant que nos différences sont notre force.

RAPPORT SUR LA CAISSE GÉNÉRALE
AU
31 DÉCEMBRE 2014

Consœurs et confrères,

Vous avez devant vous les états financiers de la Caisse générale pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Il est à noter que le bilan, l'état des revenus et des dépenses, l'état de l'évolution du solde du Fonds, l'état des flux de trésorerie, les dépenses générales et de programmes ainsi que les notes complémentaires aux états financiers ont été vérifiés par Deloitte LLP. De plus, nous avons inclus des tableaux financiers supplémentaires qui donnent plus de détails sur les revenus et les dépenses.

BILAN

ACTIF

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2014 se situait à 196,6 millions de dollars, comparativement à 183,7 millions de dollars au 31 décembre 2013. Les postes importants sont détaillés ci-dessous.

Banque

Le solde au 31 décembre 2014 était de 13,2 millions de dollars, comparativement à 10,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Ce solde comprenait 11,3 millions de dollars en réserve pour financer des éléments particuliers, dont le fonds pour les édifices régionaux, la réserve pour l'entretien des propriétés, le congrès de 2015, les coûts des avantages sociaux futurs des employés et les indemnités de retraite.

Capitation à recevoir

La capitation à recevoir était de 27,8 millions de dollars au 31 décembre 2014, soit presque égale au solde du 31 décembre 2013. L'analyse du vieillissement de la capitation à recevoir est établie ci-dessous :

<i>Capitation à recevoir</i>						
SCFP TOTAL	31 décembre 2014		31 décembre 2013		31 décembre 2012	
(en millions de dollars)	\$\$	% du total	\$\$	% du total	\$\$	% du total
Mois courant	14,0	50,3 %	13,8	49,6 %	14,9	49,0 %
Arrérages de 2 mois	11,8	42,4 %	11,4	40,7 %	12,4	40,9 %
Arrérages de plus de 2 mois	2,0	7,3 %	2,7	9,7 %	3,1	10,1 %
Total	27,8	100 %	27,9	100 %	30,4	100 %

Placements – valeur marchande

Les placements sont indiqués dans le bilan en deux catégories distinctes : les placements à court terme et à long terme. Les placements à court terme ont augmenté de 1,3 million de dollars par rapport à l'année précédente, totalisant 7,8 millions de dollars au 31 décembre 2014. Les placements à long terme ont totalisé 50,8 millions de dollars au 31 décembre 2014, comparativement à 42,9 millions de dollars l'année précédente, pour une valeur d'investissement global de 58,6 millions de dollars au 31 décembre 2014, comparativement à 49,4 millions de dollars l'année précédente. Du total des sommes investies, un montant d'un peu plus de 54,9 millions de dollars a été mis en réserve pour financer notre passif au titre des avantages sociaux futurs.

Immobilisations

Le total des immobilisations était de 92,0 millions de dollars au 31 décembre 2014 et a augmenté d'un million de dollars au cours de l'exercice. Cette augmentation s'est poursuivie, en partie en raison de nos investissements dans les édifices existants et nouveaux. Les plus remarquables projets de l'année comprenaient le projet de remplacement de l'enveloppe de l'édifice du bureau régional de l'Ontario, à Markham, ainsi que certaines améliorations locatives à St. John's et à Grande Prairie. Conformément à nos orientations stratégiques en matière de réduction de l'empreinte écologique du SCFP, nos projets technologiques comprenaient le remplacement du matériel informatique et des logiciels anciens et inefficaces, et l'investissement dans les capacités de vidéoconférence partout au pays.

PASSIF

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 139,3 millions de dollars au 31 décembre 2014, comparativement à 129,3 millions de dollars à la fin de l'année précédente.

Le passif accumulé au titre des avantages sociaux futurs s'est établie à 83,0 millions de dollars à la fin de l'année 2014, comparativement à 72,9 millions de dollars à la fin de 2013. Le passif réel des obligations en matière d'avantages sociaux futurs, qui est indiqué dans la note 7 des états financiers vérifiés, s'établit à 170,3 millions de dollars au 31 décembre 2014. Le montant total du passif n'est pas établi dans notre bilan, cependant le montant de la provision destiné au passif augmentera chaque année de 900 000 \$. En 2013, un total de 7 080 000 \$ a été consacré au passif dans le compte de provision générale. Le budget de 2015 prévoit donc un montant reconnu de 7 980 000 \$.

ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Le déficit d'exploitation pour l'année, après avoir reconnu la provision pour le Fonds pour les édifices régionaux, s'est établi à 1,9 million de dollars, comparativement à l'excédent prévu au budget de 16 903 \$.

Le revenu total a dépassé le budget de 4,1 millions de dollars, et les dépenses ont dépassé le budget de 3,1 millions de dollars. Le solde de l'excédent est attribuable à un gain non matérialisé de 900 000 \$ sur nos placements.

Revenus de capitation

Globalement, les revenus de capitation étaient supérieurs au budget de 3,2 millions de dollars, soit de 1,8 %. Voici les détails par région :

<i>Revenus de capitation</i>				
Région	Réels	Budget	Sup. / (inf.) au budget	Écart du budget en %
Transport aérien	1 864 922	1 859 784	5 138	0,3 %
Section locale 1000	1 202 799	1 223 136	(20 337)	1,7 %
SEH C.-B.	2 503 940	1 974 468	529 472	26,8 %
Atlantique	6 673 684	6 447 180	226 504	3,5 %
Maritimes	7 615 292	7 791 096	(175 804)	2,3 %
Québec	38 213 289	38 235 372	(22 083)	0,1 %
Ontario	72 722 467	72 300 528	421 939	0,6 %
Manitoba	6 596 832	6 839 124	(242 292)	3,5 %
Saskatchewan	8 385 314	7 993 368	391 946	4,9 %
Alberta	12 910 987	10 683 156	2 227 831	20,9 %
Colombie-Britannique	22 536 396	22 677 360	(140 964)	(0,6)
Total SFCP	181 225 924	178 024 572	3 201 352	1,8%

Revenu de placements

En 2014 nous avons réalisé un revenu de 233 000 \$ sur nos placements généraux, comparativement à 206 000 \$ en 2013. De plus, nous avons eu un revenu de 3,1 millions de dollars sur les fonds en réserve pour les avantages sociaux futurs, qui a été réinvesti entièrement dans le compte de placement.

Dépenses

Le total des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 s'élevait à 182,7 millions de dollars, et dépassait le budget de 3,0 millions de dollars. La répartition des dépenses est établie ci-dessous :

Catégorie	Dépenses réelles \$	Prévues au budget \$	Écart Sup. / (inf.)
Frais généraux	28 824 338	27 980 805	843 533
Bureau national	40 225 191	39 558 584	666 607
Divisions de service	1 433 831	1 365 175	68 656
Régions	112 254 199	110 778 109	1 476 090
Total	182 737 559	179 682 673	3 054 886

Frais généraux

Les éléments les plus dignes de mention dans les dépenses générales sont les suivants :

- Les charges de l'indemnité de congé et des avantages sociaux futurs sont de 570 000 \$ inférieures au budget en raison de l'impact du changement de la pratique comptable qui permet difficilement de prévoir ces chiffres à la fin de l'exercice.
- Le total des dépenses de la caisse de riposte à la fin de 2014 s'établissait à 762 000 \$.
- Un total de 911 000 \$ a été dépensé pour le projet « Ensemble pour un monde plus juste » en 2014.

Bureau national

Les principaux écarts dans les dépenses au bureau national sont les suivants :

- Les frais professionnels généraux ont dépassé le budget de 295 000 \$.
- Les dépenses des ressources humaines ont dépassé le budget de 804 000 \$ en raison des frais juridiques et professionnels.
- Les dépenses liées aux finances et à l'administration ont été supérieures au budget de 264 000 \$, principalement en raison d'un changement dans les pratiques de l'octroi des licences des logiciels.

Régions

Les principaux écarts dans les dépenses dans les régions sont les suivants :

- Les salaires des employés ont été supérieurs au budget de 1,5 million de dollars, et les avantages sociaux ont été inférieurs au budget de 103 000 \$.
- Les coûts de dotation fixe ont été de 493 000 \$ inférieurs au budget.
- Les honoraires professionnels ont dépassé le budget de 395 000 \$ en raison principalement de diverses batailles liées aux régimes de retraite, aux avantages sociaux et aux programmes d'austérité au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et au Québec, ainsi que les batailles juridiques pour les agents de bord des compagnies aériennes et les luttes continues contre les projets de loi 115 et 122 en Ontario.

C'est ainsi que prend fin mon rapport sur les états financiers de la Caisse générale pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire trésorier national,



CHARLES FLEURY

Financial statements of
États financiers du

**Canadian Union of Public
Employees - General Fund**

**Syndicat canadien de la
fonction publique -
Caisse générale**

December 31, 2014
31 décembre 2014

Canadian Union of Public Employees - General Fund

December 31, 2014

Table of contents

Independent Auditor's Report

Statement of financial position

Statement of operations

Statement of changes in fund balance

Statement of cash flows

Notes to the financial statements

General expenses - Schedule A

Program expenses - Schedule B

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

31 décembre 2014

Table des matières

1-2 Rapport de l'auditeur indépendant

3 État de la situation financière

4 État des résultats

5 État de l'évolution du solde du Fonds

6 État des flux de trésorerie

7-21 Notes complémentaires

22 Dépenses générales - Annexe A

23 Dépenses de programmes - Annexe B

Independent Auditor's Report

To the Members of
Canadian Union of Public Employees

We have audited the accompanying financial statements of Canadian Union of Public Employees (the Union) - General Fund, which comprise the statement of financial position as at December 31, 2014, and the statements of operations, changes in fund balance and cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our qualified audit opinion.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Syndicat canadien de la fonction publique

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) - Caisse générale, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états des résultats, de l'évolution du solde du Fonds et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Basis for Qualified Opinion

Note 3 describes the Union's accounting policies with respect to the recognition and measurement of employee future benefits. The Union's policy is not in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations. The effect of this departure from Canadian accounting standards for not-for-profit organizations is described in note 7.

Also, the Union presented an internal Fund restriction directly on the Statement of operations as a reduction of the excess of revenue over expenses which is not in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations; had the Union complied with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, the internal Fund restriction would only have been presented on the statement of changes in fund balance.

Qualified Opinion

In our opinion, except for the effect of the matters described in the Basis for Qualified Opinion paragraphs, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Canadian Union of Public Employees - General Fund as at December 31, 2014, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Chartered Professional Accountants, Chartered Accountants
Licensed Public Accountants

June 10, 2015

Fondement de l'opinion avec réserve

La note 3 décrit les méthodes comptables du Syndicat en matière de constatation et de mesure des avantages sociaux futurs des employés. La convention du Syndicat n'est pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. L'impact de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif est décrit à la note 7.

De plus, le Syndicat a présenté directement à l'état des résultats en tant que réduction de l'excédent des revenus sur les dépenses une affectation de Fonds d'origine interne, ce qui n'est pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Si le Syndicat s'était conformé aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, l'affectation de Fonds d'origine interne aurait seulement été présentée à l'état de l'évolution du solde du Fonds.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrites dans les paragraphes « Fondement de l'opinion avec réserve », ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale au 31 décembre 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Comptables professionnels agréés, Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 10 juin 2015

Deloitte LLP/S.E.N.C.R.L./s.c.l.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Statement of financial position
as at December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

État de la situation financière
au 31 décembre 2014

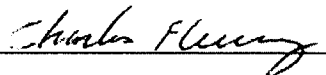
	2014	2013	
	\$	\$	
Assets			Actif
Current assets			Actif à court terme
Cash	13,212,198	10,180,557	Encaisse
Short-term investments (note 4)	7,847,870	6,544,503	Placements à court terme (note 4)
Per capita tax receivable	27,868,546	27,918,829	Capitation à recevoir
Accounts receivable	2,025,859	2,321,893	Débiteurs
Due from National Strike Fund	4,108	9,187	À recevoir de la Caisse nationale de grève
Due from National Defence Fund	161,394	630,721	À recevoir de la Caisse nationale de défense
Prepaid expenses	1,363,125	1,458,097	Frais payés d'avance
	52,483,100	49,063,787	
Trust assets	142,122	213,393	Actifs en fidéicommis
Loans receivable (note 5)	1,155,209	405,209	Prêts à recevoir (note 5)
Investments (note 4)	50,797,970	42,880,134	Placements (note 4)
Capital assets (note 6)	91,997,697	91,093,192	Immobilisations (note 6)
	196,576,098	183,655,715	
Liabilities			Passif
Current liabilities			Passif à court terme
Accounts payable - trade and accrued liabilities	14,753,356	15,397,299	Créditeurs - fournisseurs et frais courus
Provision for convention	1,852,144	20,000	Provision pour congrès
Funds held for others	1,846,378	1,749,521	Fonds conservés pour des tiers
Current portion of obligations under capital leases (note 8)	419,827	396,006	Portion à court terme d'obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 8)
Current portion of mortgages payable (note 9)	881,072	839,160	Portion à court terme des hypothèques à payer (note 9)
	19,752,777	18,401,986	
Trust liabilities	142,122	213,393	Passifs en fidéicommis
Accrued benefit liability (note 7)	82,962,840	72,934,719	Passif au titre des prestations constituées (note 7)
Obligations under capital leases (note 8)	7,731,643	8,151,470	Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 8)
Mortgages payable (note 9)	28,683,816	29,564,886	Hypothèques à payer (note 9)
	139,273,198	129,266,454	
Contingencies and commitments (notes 10 and 11)			Éventualités et engagements (notes 10 et 11)
Fund balance			Solde du Fonds
Invested in capital assets	54,127,707	51,871,670	Investi en immobilisations
Internally restricted (note 12)	3,833,647	3,192,516	Affecté d'origine interne (note 12)
Unrestricted	(658,454)	(674,925)	Non affecté
	57,302,900	54,389,261	
	196,576,098	183,655,715	

ON BEHALF OF THE NATIONAL EXECUTIVE BOARD

AU NOM DU CONSEIL EXECUTIF NATIONAL



Paul Moxit
National President, Président national



Charles Fleury
National Secretary-Treasurer, Secrétaire-trésorier national

**Canadian Union of Public
Employees - General Fund**

Statement of operations

year ended December 31, 2014

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
générale**

État des résultats

de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	Budget 2014	2014	2013	
	\$	\$	\$	
	(unaudited) (non audité)			
Revenue				Revenus
Per capita tax and initiation fees	178,024,572	181,225,924	175,515,151	Capitation et droits d'initiation
Investment income:				Revenus de placement :
- future benefits	2,400,000	3,083,561	2,197,942	- avantages futurs
- operations	95,004	233,021	206,277	- opérations
Interest on per capita tax arrears	80,004	43,254	65,631	Intérêts sur arriérés de capitation
Miscellaneous	99,996	199,002	127,485	Divers
	180,699,576	184,784,762	178,112,486	
Expenses				Dépenses
General (schedule A)	27,980,805	28,824,338	29,880,143	Générales (annexe A)
Per capita tax - C.L.C.	4,201,368	4,217,409	4,206,565	Capitation - C.T.C.
Salaries	71,620,700	73,057,711	72,872,097	Salaires
Employee benefits	25,111,285	24,648,453	24,659,003	Avantages sociaux du personnel
Travel	18,032,088	17,470,599	17,240,187	Déplacements
Rent and property expenses	13,184,808	12,651,126	12,393,115	Loyers et dépenses des immeubles
Office	2,913,636	2,880,434	2,827,009	Bureau
Equipment leases and maintenance	1,804,500	1,983,604	2,000,288	Location et entretien d'équipement
Telecommunications	1,066,285	1,112,285	1,286,481	Télécommunications
Postage	535,596	563,981	603,395	Affranchissement
Professional fees	1,420,920	2,232,378	2,043,339	Honoraires professionnels
Programs (schedule B)	11,810,682	13,095,241	12,466,119	Programmes (annexe B)
	179,682,673	182,737,559	182,477,741	
Excess (deficiency) of revenue over expenses before:	1,016,903	2,047,203	(4,365,255)	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant :
Increase in unrealized gains on investments	-	866,436	3,565,501	Augmentation des gains non réalisés sur placements
Excess (deficiency) of revenue over expenses before internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	1,016,903	2,913,639	(799,754)	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant affectations du Fonds d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations régionales
Internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	1,000,000	1,000,000	1,000,000	Affectations du Fonds d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations régionales
Excess (deficiency) of revenue over expenses, after internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	16,903	1,913,639	(1,799,754)	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses, après affectations du Fonds d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations régionales

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
générale**

État de l'évolution du solde du Fonds
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

**Canadian Union of Public
Employees - General Fund**

Statement of changes in Fund balance
year ended December 31, 2014

	Invested in capital assets	Internally restricted	Unrestricted	Total	
				2014	2013
	Investi en immobilisations	Affecté d'origine interne	Non affecté	2014	2013
	\$	\$	\$	\$	\$
Balance, beginning of year	51,871,670	3,192,516	(674,925)	54,389,261	55,189,015
Excess (deficiency) of revenue over expenses, before internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	-	-	2,913,639	2,913,639	(799,754)
Internal restrictions for National Convention and National Events Assistance Fund	-	182,933	(182,933)	-	-
Expenses incurred for National Convention and National Events Assistance Fund	-	(113,513)	113,513	-	-
Internal restrictions for Regional Building Fund	-	1,000,000	(1,000,000)	-	-
Expenses incurred for Fightback Fund	-	(428,289)	428,289	-	-
Amortization of capital assets	(4,936,771)	-	4,936,771	-	-
Acquisitions of capital assets	5,957,644	-	(5,957,644)	-	-
Net decrease of obligations under capital leases	396,006	-	(396,006)	-	-
Net decrease in mortgages payable	839,158	-	(839,158)	-	-
Balance, end of year	54,127,707	3,833,647	(658,454)	57,302,900	54,389,261

Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses,
avant affectations du Fonds d'origine interne pour le
Fonds d'immobilisations régionales

Affectations d'origine interne pour la Caisse de
participation au congrès et aux événements nationaux

Dépenses encourues pour la Caisse de participation
au congrès et aux événements nationaux

Affectations d'origine interne pour le Fonds
d'immobilisations régionales

Dépenses encourues pour le Fonds de riposte

Amortissement des immobilisations

Acquisitions d'immobilisations

Diminution nette des obligations découlant de contrats
de location-acquisition

Diminution nette des hypothèques à payer

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Statement of cash flows
year ended December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	2014	2013	
	\$	\$	
Net inflow (outflow) of cash related to the following activities:			Augmentation (diminution) de l'encaisse liée aux activités suivantes :
Operating			Exploitation
Excess (deficiency) of revenue over expenses before internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	2,913,639	(799,754)	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant affectations du Fonds d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations régionales
Items not affecting cash			Éléments sans incidence sur l'encaisse
Loss on disposal of capital assets	116,368	-	Perte sur disposition des immobilisations
Unrealized gains on investments	(866,436)	(3,565,501)	Gains non réalisés sur les placements
Amortization of capital assets	4,936,771	5,192,449	Amortissement des immobilisations
	7,100,342	827,194	
Changes in non-cash operating working capital items (note 13)	11,657,611	12,747,559	Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 13)
	18,757,953	13,574,753	
Investing			Investissement
Acquisitions of capital assets	(5,957,644)	(9,216,345)	Acquisition d'immobilisations
Decrease (increase) in loans receivable	(750,000)	127,708	Diminution (augmentation) des prêts à recevoir
Acquisition of investments	(60,769,487)	(64,147,870)	Acquisition d'investissements
Disposal of investments	52,414,720	57,824,551	Cession d'investissements
	(15,062,411)	(15,411,956)	
Financing			Financement
Net increase (decrease) in mortgages payable	(839,158)	2,505,314	Augmentation (diminution) nette des hypothèques à payer
Increase (decrease) in obligations under capital lease	(396,006)	(373,542)	Diminution des obligations découlant des contrats de location-acquisition
Decrease in due to/from National Defence and Strike Funds	474,406	(123,606)	Augmentation (diminution) du montant à recevoir de la Caisse nationale de défense et la Caisse nationale de grève
Increase in funds held for others	96,857	457,197	Augmentation des fonds conservés pour des tiers
	(663,901)	2,465,363	
Net cash inflow	3,031,641	628,160	Augmentation de l'encaisse
Cash, beginning of year	10,180,557	9,552,397	Encaisse au début
Cash, end of year	13,212,198	10,180,557	Encaisse à la fin

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

1. Purpose of the organization

The Canadian Union of Public Employees (the Union) is a national labour organization representing workers in a variety of jurisdictions throughout the public sector and areas of the private sector. The Union is an unincorporated association with rights and responsibilities regulated by Provincial and Federal labour laws and is exempt from income tax as a labour organization under the Income Tax Act (Canada).

2. Change in accounting policy

For the fiscal year ended December 31, 2014, the Canadian accounting standards required not-for-profit organizations to adopt the Chartered Professional Accountants of Canada Handbook, Part II, Section 3462, *Employee Future Benefits* and Part III, Section 3463, *Employee Future Benefits for Not-for-Profit Organizations*. Section 3462 eliminates the deferral and amortization method of accounting for actuarial gains and losses and past service costs; as such, the immediate recognition approach must be applied for defined benefit plans. Section 3463 requires not-for-profit organizations to recognize remeasurement gains and losses directly in net assets in the statement of financial position rather than in the statement of operations and that the balance is presented as a separately identified line item in the changes in fund balance.

The Union's policy regarding employee future benefits is not in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations. The effect of this departure is described in note 7. The opening balance included in note 7 were impacted as follows:

- The January 1, 2013 opening accrued benefit liability decreased by \$17,637,816.
- The accrued benefit liability decreased by a total of \$34,597,178 as at December 31, 2013, including the impact in the opening balances.

1. Nature de l'organisme

Le Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) est un syndicat national qui représente les travailleuses et travailleurs d'une variété de champs dans le secteur public et de certains domaines dans le secteur privé. Le Syndicat est une association non constituée en société par actions dont les droits et responsabilités sont réglementés par les lois du travail fédérales et provinciales et est exempt d'impôt selon la loi fédérale de l'impôt sur le revenu (Canada).

2. Changement dans les méthodes comptables

Pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2014, les Normes comptables canadiennes exigent les organismes sans but lucratif d'adopter le chapitre 3462, *Avantages sociaux futurs* et le chapitre 3463, *Avantages sociaux futurs pour les organismes sans but lucratif*. Le chapitre 3462 élimine la méthode du report et de l'amortissement comme choix de méthode comptable aux fins de la comptabilisation des écarts actuariels et des coûts de services antérieurs; ainsi, la comptabilisation immédiate des écarts est requise pour les régimes à prestations déterminées. Le chapitre 3463 exige l'identification distincte de la réévaluation des gains et des pertes directement dans l'actif net à l'état de la situation financière plutôt qu'à l'état des résultats et que cette balance soit présentée séparément à l'état de l'évolution du solde du Fonds.

La méthode du Syndicat concernant les régimes d'avantages sociaux du personnel n'est pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. L'impact de cette dérogation est décrit à la note 7. L'impact sur les balances d'ouverture illustrées en note 7 sont les suivants :

- La balance d'ouverture au 1^{er} janvier 2013 du passif au titre des prestations constituées a diminué de 17 637 816 \$.
- Le passif au titre des prestations constituées a diminué de 34 597 178 \$ au 31 décembre 2013 incluant l'impact sur la balance d'ouverture.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

3. Significant accounting policies

Except where noted, the financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

Basis of accounting and presentation

The financial statements have been prepared using the deferral method of accounting. Under this method, revenue and expenses are reflected in the accounts in the year in which they have been earned and incurred respectively, whether or not such transactions have been finally settled by the receipt or payment of money.

The Union has adopted fund accounting as a basis of reporting its activities and separate financial statements are prepared for the General Fund, National Defence Fund and National Strike Fund. The Union also prepares combined financial statements which include all three funds. These financial statements present the activities of the General Fund only.

Financial instruments

The Union initially measures its financial assets and liabilities at fair value. The Union subsequently measures all its financial assets and liabilities at amortized cost except for cash and investments which are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the statement of operations.

Capital assets

Land and buildings are capitalized in the year of purchase. Land is not amortized due to its infinite life. Buildings are amortized on a straight-line basis over their estimated useful life of forty years.

Computer software and licenses and computer equipment having a unit cost of \$1,000 or more and furniture and equipment having a unit cost of \$2,500 or more are capitalized and amortized on a straight-line basis over their estimated useful lives of three or five years, respectively.

3. Principales méthodes comptables

À l'exception des endroits notés, les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Méthode de comptabilité et présentation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du report. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont imputés à l'exercice où ils sont gagnés ou engagés, sans considération du moment où les opérations auxquelles ils se rapportent sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

Le Syndicat a adopté la comptabilité par fonds comme norme de présentation de ses activités et des états financiers distincts sont préparés pour la Caisse générale, la Caisse nationale de défense et la Caisse nationale de grève. Le Syndicat prépare aussi des états financiers combinés qui incluent les trois fonds. Ces états financiers ne présentent que les activités de la Caisse générale.

Instruments financiers

Le Syndicat évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement à l'exception de son encaisse et de ses placements qui sont évalués à la juste valeur. Les changements à la juste valeur sont enregistrés dans les l'état des résultats.

Immobilisations

Les édifices et les terrains sont capitalisés durant l'année de l'achat. Les terrains ne sont pas amortis en raison de leur durée de vie infinie. Les édifices sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimée à quarante ans.

Les logiciels et licences informatiques et le matériel informatique dont le coût unitaire est de 1 000 \$ ou plus et le mobilier et équipement dont le coût unitaire est de 2 500 \$ ou plus sont capitalisés et amortis en utilisant l'amortissement linéaire sur la période de vie utile estimée à trois ou cinq ans respectivement.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

3. Significant accounting policies (continued)

Capital assets (continued)

Leasehold improvements are amortized on a straight-line basis over the term of the lease for rented properties or over twenty-five years for owned properties under capital lease.

Property owned in all provinces (with the exception of Quebec) is registered in the name of Canadian Union of Public Employees Realty Holdings Incorporated for legal purposes, but is held solely for the benefit of all members, and is therefore included in these financial statements.

Provision for convention

Provisions are liabilities accrued over a reasonable period prior to their anticipated dates of payment. The estimated cost of a biennial convention is amortized over the 24-month period ending on December 31 of the year of the convention.

Revenue recognition

The Union's principal sources of revenue consist of per capita tax and initiation fees and investment income.

Revenue from per capita tax and initiation fees is recognized over the period to which the revenue relates. Revenue received in advance is deferred to the period to which the revenue relates.

Investments are measured at fair value without any adjustment for transaction costs it may incur on sale or other disposal. All changes in fair value are recorded in the statement of operations.

Impairment of long-lived assets

Long-lived assets are tested for recoverability whenever events or changes in circumstances indicate that their carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognized when their carrying value exceeds the total undiscounted cash flows expected from their use and eventual disposition. The amount of the impairment loss is determined as the excess of the carrying value of the asset over its fair value.

3. Principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations (suite)

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon le terme du bail dans le cas des locations ou sur une période de vingt-cinq ans dans le cas des propriétés détenues en vertu de contrats de location-acquisition.

Les propriétés sises dans toutes les provinces (à l'exception du Québec) sont légalement enregistrées au nom de Canadian Union of Public Employees Realty Holdings Incorporated, et ne servent exclusivement qu'aux membres; elles sont donc comprises dans les présents états financiers.

Provision pour congrès

Les provisions sont des passifs courus sur une période raisonnable avant leurs dates prévues de paiement. Les frais estimatifs du congrès biennal sont amortis sur la période de 24 mois se terminant le 31 décembre de l'année du congrès.

Constatations des produits

Le Syndicat a comme sources principales de revenus la capitation et droits d'initiation et les revenus de placements.

Les revenus de capitation et droits d'initiation sont constatés à la période à laquelle ils se rapportent. Les revenus reçus en avances sont reportés à la période à laquelle ils se rapportent.

Les placements sont comptabilisés à la juste valeur sans aucun ajustement pour les coûts de transaction éventuels dans le cas de vente ou de cession. Tous les changements de juste valeur sont comptabilisés à l'état des résultats.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

3. Significant accounting policies (continued)

Employee benefit plans

The Union has a number of defined benefit plans providing pension, long-term disability, other retirement and post-employment benefits to its employees. The Union recognizes as a pension expense only the amount of contributions made and investment income earned on designated investments during the year. The Union recognizes as non-pension employee future benefits expense the amounts budgeted for the current year. The effect of this departure from Canadian accounting standards for not-for-profit organizations is disclosed in note 7.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates. Assumptions are used in estimating the fair value of investments, the collectability of accounts receivable, the estimated useful life of capital assets, the amount of certain accrued liabilities, the provision for convention and the estimates underlying the accrued benefit liability.

3. Principales méthodes comptables (suite)

Régimes d'avantages sociaux du personnel

Le Syndicat a établi un certain nombre de régimes d'avantages sociaux pour son personnel offrant un régime de retraite, des prestations d'invalidité de longue durée et d'autres avantages relatifs à la retraite ou postérieurs à l'emploi. Le Syndicat ne comptabilise comme charge de retraite que les montants de contributions effectuées et des revenus de placement gagnés sur les placements désignés au cours de l'exercice. Le Syndicat comptabilise comme charge d'avantages sociaux futurs non liés à la retraite les montants qui ont été prévus au budget pour l'exercice en cours. L'impact de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif est décrit à la note 7.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les entreprises sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les estimations sont utilisées pour établir la juste valeur des placements, le recouvrement des débiteurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations, le montant de certains frais courus, de la provision pour congrès et des estimations qui sous-tendent le passif à titre des prestations constituées.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

4. Investments

Investments are summarized as follows:

	2014			2013			
	Fair value Juste valeur	Cost Coût	%	Fair value Juste valeur	Cost Coût	%	
	\$	\$		\$	\$		
Short-term investments	6,686,724	6,686,724	11	6,363,391	6,363,391	13	Placements à court terme
Term deposit	1,000,000	1,000,000	2	-	-	-	Dépôt à terme
Accrued interest	161,146	161,146	1	181,112	181,112	1	Intérêts courus
Short-term investments	7,847,870	7,847,870	14	6,544,503	6,544,503	14	Placements à court terme
Bonds							Obligations
Government	15,920,009	15,647,123	27	15,665,972	15,614,216	32	Gouvernement
Corporate and others	2,185,208	2,160,926	4	1,873,726	1,844,083	4	Sociétés et autres
Debenture	1,000	1,000	-	1,000	1,000	-	Débeture
	18,106,217	17,809,049	31	17,540,698	17,459,299	36	
Equities	32,691,753	25,425,989	55	25,339,436	18,724,339	50	Actions
Long-term investments	50,797,970	43,235,038	86	42,880,134	36,183,638	86	Placements à long terme
Total investments	58,645,840	51,082,908	100	49,424,637	42,728,141	100	Total des placements

Investments are comprised of:

	2014		2013		
	Fair value Juste valeur	Cost Coût	Fair value Juste valeur	Cost Coût	
	\$	\$	\$	\$	
Restricted for employee future benefits	53,601,138	46,023,450	45,478,875	38,782,379	Restreint aux avantages sociaux futurs
General Fund	5,044,702	5,059,458	3,945,762	3,945,762	Caisse générale
	58,645,840	51,082,908	49,424,637	42,728,141	

Determination of fair values

Short-term investments consist of money market pooled funds and term deposits. The fair value of these short-term investments is approximately equal to their cost.

Bonds are debt obligations of governments and corporate entities paying interest at rates appropriate to the market at their date of purchase. Bonds are valued at the year-end quoted market prices.

Détermination de la juste valeur

Les placements à court terme sont composés de fonds communs de placement dans les marchés monétaires et de dépôts à terme. La juste valeur de ces placements à court terme est comparable à leur coût.

Les obligations représentent des instruments d'emprunt de gouvernements et de sociétés par actions, produisant des rendements en intérêts comparables à ceux du marché au moment de leur achat. Les obligations sont évaluées au cours du marché en date de fin d'exercice.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

4. Investments (continued)

Determination of fair values (continued)

The bonds mature at face value on a staggered basis over the next 8 years (2013 - 9 years). Effective interest rates to maturity for these securities range from 1.22% to 11.00% (2013 - from 1.39% to 10.95%).

Investments in equities consist of Canadian common stocks, which are valued at the year-end quoted market prices.

Investment risk

Investment in financial instruments renders the Fund susceptible to the potential risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge its obligation when due. The maximum investment risk to the Fund is equal to the fair value of the investments.

Concentration of risk

Concentrations of risk exist when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political or other conditions. Management believes that the concentrations described above do not represent excessive risk.

5. Loans receivable

	2014	2013	
	\$	\$	
CUPE BC Division, non-interest-bearing, repayable in annual instalments of \$100,000	1,255,209	355,209	SCFP C.-B., sans intérêts, remboursable en versements annuels de 100 000 \$
CUPE Ontario Division, non-interest bearing, repayable in quarterly instalments of \$25,000	-	27,708	SCFP Division Ontario, sans intérêts, remboursable en versements trimestriels de 25 000 \$
Station 20 West, non-interest bearing, repayable no later than June 30, 2016	-	150,000	Station 20 Ouest, sans intérêts, remboursable au plus tard le 30 juin 2016
	1,255,209	532,917	
Current portion	100,000	127,708	Portion à court terme
	1,155,209	405,209	

4. Placements (suite)

Détermination de la juste valeur (suite)

L'échéance des obligations s'échelonne sur une période de 8 ans (9 ans en 2013). Les taux d'intérêts effectifs pour ces titres varient de 1,22 % à 11,00 % jusqu'à leur échéance (1,39 % à 10,95 % en 2013).

Les placements en actions consistent en des actions ordinaires de sociétés canadiennes. La juste valeur de ces actions est établie au cours du marché en date de fin d'exercice.

Risque lié aux placements

En investissant dans des instruments financiers, le Fonds s'expose au risque inhérent qu'un émetteur d'instrument financier ne puisse faire face à ses obligations à la date convenue. Le risque maximum auquel s'expose le Fonds est égal à la juste valeur des placements.

Concentration du risque

Il y a concentration du risque lorsqu'une portion importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles aux mêmes facteurs économiques, politiques ou autres. La direction est d'opinion que les concentrations décrites ci-dessus ne représentent pas de risque excessif.

5. Prêts à recevoir

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

5. Loans receivable (continued)

The current portion is included in accounts receivable. The fair value of the loan at December 31, 2014 is \$1,165,404 (2013 - \$351,812, \$24,671 and \$128,325).

5. Prêts à recevoir (suite)

La portion à court terme est incluse dans les débiteurs. La juste valeur de ce prêt au 31 décembre 2014 est de 1 165 404 \$ (351 812 \$, 24 671 \$ et 128 325 \$ en 2013).

6. Capital assets

6. Immobilisations

			2014	2013	
	Cost	Accumulated amortization	Net book value	Net book value	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette	
	\$	\$	\$	\$	
Land					Terrains
National office					Bureau national
St-Laurent	2,427,951	-	2,427,951	2,427,951	St-Laurent
Ottawa	260,894	-	260,894	260,894	Ottawa
Halifax	600,000	-	600,000	600,000	Halifax
Charlottetown	108,353	-	108,353	108,353	Charlottetown
Moncton	51,875	-	51,875	51,875	Moncton
Saint John	179,225	-	179,225	179,225	Saint John
Fredericton	353,147	-	353,147	353,147	Fredericton
Edmundston	24,500	-	24,500	24,500	Edmundston
Cornwall	36,698	-	36,698	36,698	Cornwall
Kingston	88,735	-	88,735	88,735	Kingston
Brandon	137,945	-	137,945	137,945	Brandon
Toronto	4,924,000	-	4,924,000	4,924,000	Toronto
Regina	118,642	-	118,642	118,642	Regina
Saskatoon	83,781	-	83,781	83,781	Saskatoon
Cranbrook	88,543	-	88,543	88,543	Cranbrook
Trail	61,881	-	61,881	61,881	Trail
Comox	193,033	-	193,033	193,033	Comox
Buildings					Édifices
National office					Bureau national
St-Laurent	22,152,057	3,851,917	18,300,140	18,692,706	St-Laurent
Ottawa	8,564,607	385,440	8,179,167	8,271,875	Ottawa
Halifax	3,461,948	428,065	3,033,883	3,130,388	Halifax
Charlottetown	762,447	61,453	700,994	723,784	Charlottetown
Moncton	454,046	98,519	355,527	370,280	Moncton
Saint John	1,414,781	209,131	1,205,650	1,236,266	Saint John
Fredericton	2,620,361	382,389	2,237,972	2,299,435	Fredericton
Edmundston	76,702	32,574	44,128	46,826	Edmundston
Cornwall	387,099	79,146	307,953	313,969	Cornwall
Kingston	727,830	135,108	592,722	613,135	Kingston
Brandon	801,800	131,766	670,034	696,491	Brandon
Toronto	27,708,091	1,630,320	26,077,771	25,678,148	Toronto
Regina	1,212,406	348,730	863,676	913,279	Regina
Saskatoon	568,063	94,737	473,326	489,332	Saskatoon
Cranbrook	702,730	140,141	562,589	580,184	Cranbrook
Trail	209,240	68,556	140,684	147,591	Trail
Comox	431,515	86,385	345,130	361,160	Comox
Balance, carry forward	81,994,926	8,164,377	73,830,549	74,304,052	Solde à reporter

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

6. Capital assets (continued)

	Cost	Accumulated amortization	2014	2013	
			Net book value	Net book value	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette	
	\$	\$	\$	\$	
Balance, carried forward	81,994,926	8,164,377	73,830,549	74,304,052	Solde, reporté
Leasehold improvements	6,784,421	4,357,306	2,427,115	2,314,962	Améliorations locatives
Computer equipment	7,420,421	6,117,831	1,302,590	1,035,696	Équipement informatique
Furniture and equipment	6,238,174	4,956,085	1,282,089	1,859,767	Mobilier et équipement
Computer software and licences	5,770,173	1,957,035	3,813,138	1,818,558	Logiciels et licences
Building held for others	270,000	-	270,000	270,000	Immeuble détenu pour d'autres
	108,478,115	25,552,634	82,925,481	81,603,035	
Assets under capital leases					Actifs sous contrats de location-acquisition
Office space					Espace de bureaux
Sept-Îles	46,239	8,324	37,915	39,763	Sept-Îles
Baie-Comeau	89,946	31,494	58,452	60,703	Baie-Comeau
Rimouski	211,000	60,701	150,299	155,579	Rimouski
Saguenay	272,237	81,342	190,895	197,705	Saguenay
Quebec	1,028,725	276,489	752,236	777,957	Québec
Sherbrooke	544,813	98,066	446,747	468,539	Sherbrooke
Trois Rivières	503,787	100,757	403,030	423,181	Trois-Rivières
Montreal	9,314,791	2,858,025	6,456,766	6,758,537	Montréal
Gatineau	151,192	51,000	100,192	103,968	Gatineau
Rouyn-Noranda	570,821	95,137	475,684	504,225	Rouyn-Noranda
Office equipment					Équipement de bureau
National office	253,419	253,419	-	-	Bureau national
	12,986,970	3,914,754	9,072,216	9,490,157	
	121,465,085	29,467,388	91,997,697	91,093,192	

7. Accrued benefit liability

The Union has a number of defined benefit plans providing pension, other retirement and post-employment benefits to its employees.

Pension plan

A contributory defined benefit pension plan, which covers substantially all of its employees, provides pensions based on length of service and average annual earnings of the best three years.

The most recent actuarial valuation of the Employees' Pension Plan was as at December 31, 2014.

7. Passif au titre des prestations constituées

Le Syndicat a établi un certain nombre de régimes de retraite à prestations déterminées offrant à ses employés un régime de retraite, d'autres avantages à la retraite et postérieurs à l'emploi.

Régime de retraite

Un régime de retraite contributif à prestations déterminées qui couvre presque tous les membres du personnel, fournit une pension de retraite basée sur la durée de service et le revenu moyen des trois meilleures années.

L'évaluation actuarielle la plus récente du régime de retraite des employés a été établie au 31 décembre 2014.

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
générale**
Notes complémentaires
31 décembre 2014

**Canadian Union of Public
Employees - General Fund**
Financial statements
December 31, 2014

7. Accrued benefit liability (continued)

The obligations as determined by independent actuaries and the market value of the assets are as follows:

	2014			2013 (restated) (redressé)		
	Pension plan Régime de retraite	Other plans Autres régimes	Total	Pension plan Régime de retraite	Other plans Autres régimes	Total
Accrued benefit obligations, end of year	\$ 509,291,900	\$ 173,401,122	\$ 682,693,022	\$ 488,881,900	\$ 174,268,961	\$ 663,150,861
Plan assets market values, end of year	\$ 637,977,700	-	\$ 637,977,700	\$ 589,121,900	-	\$ 589,121,900

Obligations au titre des prestations
constituées à la fin

Valeur marchande des actifs des
régimes à la fin

The following disclosure presents the impact on the Union's financial statements had the Union consistently applied the recommendations of the CPA Canada Handbook Part III, Section 3463, *Employee Future Benefits for Not-for-Profit Organizations*:

Le tableau qui suit présente les impacts sur les états financiers du Syndicat si ce dernier avait appliqué les recommandations du manuel des CPA du Canada, chapitre 3463, *Avantages sociaux futurs pour les organismes sans but lucratif*:

	2014			2013 (restated) (redressé)		
	Pension plan Régime de retraite	Other plans Autres régimes	Total	Pension plan Régime de retraite	Other plans Autres régimes	Total
Impact on statement of operations	\$ 9,493,700	\$ 19,565,935	\$ 29,059,635	\$ 7,983,500	\$ 18,584,179	\$ 26,567,679
Calculated benefit expense	9,089,800	20,110,107	29,199,907	8,780,100	20,806,874	29,586,974
Expenses recorded in the financial statements	403,900	(544,172)	(140,272)	(796,600)	(2,222,695)	(3,019,295)
Understatement (overstatement) of expenses in the financial statements						
Impact on the statement of financial position						
Calculated accrued benefit liability	-	170,326,478	170,326,478	-	171,351,619	171,351,619
Accrued benefit liability reported on the balance sheet	-	82,962,840	82,962,840	-	72,934,719	72,934,719
Understatement of the accrued benefit liability	-	(87,363,638)	(87,363,638)	-	(98,416,900)	(98,416,900)

Impact sur l'état des résultats
Calcul de la charge au titre des
prestations constituées
Dépenses comptabilisées
dans les états financiers
Sous-évaluation
(sur-évaluation) des dépenses
aux états financiers

Impact sur l'état de la situation financière
Passif calculé des prestations
accumulées
Passif au titre des
prestations constituées
inscrit au bilan
Sous-évaluation du passif au
titre des prestations constituées

A valuation allowance in the amount of \$128,686,600 (2013 - \$100,240,000) was recorded in the calculation of the accrued benefit liability of the Pension Plan.

Une provision pour moins-valeur a été inscrite pour un montant de 128 686 600 \$ (2013 - 100 240 000 \$) au titre du passif calculé des prestations accumulées du régime de retraite.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

7. Accrued benefit liability (continued)

Other plans

Effective January 1, 1992, the Union established an Administrative Services Only Plan in regards to the long-term disability of its employees and is responsible for all payments.

The collective agreements with the Confidential Employees Union (CEU), the Canadian Office and Professional Employees Union (COPE), the Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada (CEP), the Canadian Directors Union (CDU) and the Canadian Staff Union (CSU) provide for the payment of severance pay and vacation leave upon termination of employees with several years of service. These agreements also provide for post-retirement medical and life insurance benefits.

7. Passif au titre des prestations constituées (suite)

Autres régimes

Au 1^{er} janvier 1992, le Syndicat a établi un Régime d'invalidité à long terme pour le personnel des services administratifs; le Syndicat est responsable de tous les paiements.

Les conventions collectives avec le Syndicat des Employé(e)s Confidentiel(le)s (SEC), le Syndicat Canadien des Employé(e)s Professionnel(le)s et de Bureau (SCEPB), le Syndicat Canadien des communications, de l'énergie et du Papier (SCEP), le Syndicat Canadien des Directeurs et Directrices (SCD) et le Syndicat Canadien du Personnel (SCP) prévoient une indemnité de départ et une provision pour congés payés quand une personne quitte son emploi après de nombreuses années de service. Ces ententes prévoient aussi des avantages médicaux à la retraite et une assurance-vie.

Assumptions	Pension		Non-pension		Hypothèses
	2014	2013	2014	2013	
	\$	\$	\$	\$	
Rate of salary increase	3.25%	3.25%	3.25%	3.25%	Taux d'augmentation sur les salaires
Inflation	2.25%	2.25%	2.25%	2.25%	Inflation
Discount rate	5.90%	5.90%	5.90%	5.90%	Taux d'escompte

The mortality table used was the 2014 Private Sector Canadian Pensioners' Mortality Table, without size adjustment factor, and Improvement Scale B1-2014.

The actuary measures the defined benefit obligation using the projected unit credit actuarial cost method for the pension plan, and using the actuarial present value of projected costs expected during retirement for all current active employees and current retirees, as well as their eligible family members, if applicable.

The reported accrued benefit liability represents the Provision for severance pay, Provision for long-term disability and health plan and Provision for vacation pay for \$82,962,840 (2013 - \$72,934,719).

La table de mortalité utilisée était celle du secteur privé de 2014 sans ajustement avec amélioration de l'échelle B1-2014.

L'actuaire évalue le passif des prestations accumulées en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées pour le régime de retraite, et en utilisant la valeur actuarielle des coûts prévus attendus au cours de la retraite pour tous les employés actifs actuels et retraités actuels, ainsi que leurs membres de la famille admissibles, si applicable.

Le passif des prestations accumulées déclaré comprend la Provision pour indemnités de départ, la Provision pour invalidité à long terme et régime de soins médicaux et la Provision pour indemnités de congés payés de 82 962 840 \$ (72 934 719 \$ en 2013).

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

8. Obligations under capital leases

8. Obligations découlant de contrats de location-acquisition

	2014	2013	
	\$	\$	
Capital lease obligation for office space in :			Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à :
- Saguenay, repayable in monthly instalments of \$1,779, including interest at 6%, maturing in June 2022.	130,840	142,843	- Saguenay, remboursable par versements mensuels de 1 779 \$, intérêts compris à 6 %, échéant en juin 2022.
- Baie-Comeau, repayable in monthly instalments of \$613 including interest at 6.58%, maturing in March 2023.	46,658	50,458	- Baie-Comeau, remboursable par versements mensuels de 613 \$, intérêts compris à 6,58 % échéant en mars 2023.
- Gatineau, repayable in monthly instalments of \$1,030, including interest at 6.58%, maturing in February 2026.	97,484	102,759	- Gatineau, remboursable par versements mensuels de 1 030 \$, intérêts compris à 6,58 % échéant en février 2026.
- Montreal, repayable in monthly instalments of \$52,456, including interest at 5.99%, maturing in November 2027.	5,481,155	5,778,551	- Montréal, remboursable par versements mensuels de 52 456 \$, intérêts compris à 5,99 % échéant en novembre 2027.
- Rimouski, repayable in monthly instalments of \$1,361, including interest at 6%, maturing in June 2028.	151,071	157,533	- Rimouski, remboursable par versements mensuels de 1 361 \$, intérêts compris à 6 %, échéant en juin 2028.
- Quebec City, repayable in monthly instalments of \$6,195, including interest at 5.3%, maturing in March 2029.	745,351	776,454	- Québec, remboursable par versements mensuels de 6 195 \$, intérêts compris à 5,3 % échéant en mars 2029.
- Trois-Rivières, repayable in monthly instalments of \$3,223, including interest at 6%, maturing in November 2034.	451,598	463,140	- Trois-Rivières, remboursable par versements mensuels de 3 223 \$, intérêts compris à 6 %, échéant en novembre 2034.
- Sept-Îles, repayable in monthly instalments of \$268, including interest at 5%, maturing in July 2035.	41,444	42,576	- Sept-Îles, remboursable par versements mensuels de 268 \$, intérêts compris à 5 %, échéant en juillet 2035.
- Rouyn-Noranda, repayable in monthly instalments of \$3,242, including interest at 4.80%, maturing in January 2036.	518,698	532,594	- Rouyn-Noranda, remboursable par versements mensuels de 3 242 \$, intérêts compris à 4,80 % échéant en janvier 2036.
- Sherbrooke, repayable in monthly instalments of \$3,156, including interest at 5%, maturing in June 2035.	487,171	500,568	- Sherbrooke, remboursable par versements mensuels de 3 156 \$, intérêts compris à 5 %, échéant en juin 2035.
	8,151,470	8,547,476	
Less current portion	419,827	396,006	Moins la tranche échéant à moins d'un an
	7,731,643	8,151,470	

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

8. Obligations under capital leases (continued)			8. Obligations découlant de contrats de location-acquisition (suite)
Principal payments required over the next five years			Versements en capital requis au cours des prochains cinq exercices :
		\$	
2015	419,827		2015
2016	443,679		2016
2017	470,640		2017
2018	498,687		2018
2019 and thereafter	6,318,637		2019 et par la suite
	8,151,470		
<hr/>			
9. Mortgages payable	2014	2013	9. Hypothèques à payer
	\$	\$	
Mortgage payable for the National office building repayable in monthly instalments of \$45,127 including interest at 5.35%, maturing in January 2033.	6,293,830	6,496,483	Hypothèque à payer pour le bureau national remboursable en versements mensuels de 45 127 \$ incluant les intérêts à 5,35 %, échéant en janvier 2033.
Mortgage payable for the Toronto office building repayable in monthly instalments of \$89,895 including interest at 4.65%, maturing in October 2036.	15,065,012	15,440,515	Hypothèque à payer pour le bureau de Toronto remboursable en versements mensuels de 89 895 \$ incluant les intérêts à 4,65 % échéant en octobre 2036.
Mortgage payable for the Halifax office building repayable in monthly instalments of \$12,208 including interest at 5.37%, maturing in October 2020. The balance of the mortgage in October 2020 will be payable at that time.	1,843,858	1,891,060	Hypothèque à payer pour le bureau d'Halifax remboursable en versements mensuels de 12 208 \$ incluant les intérêts à 5,37 % échéant en octobre 2020. Le solde de l'hypothèque impayé en octobre 2020 devra être remboursé à cette date.
Mortgage payable for the Ottawa office building repayable in monthly instalments of \$44,217 including interest at 4.94%, maturing in January 2033.	6,362,188	6,575,988	Hypothèque à payer pour le bureau d'Ottawa remboursable en versements mensuels de 44 217 \$ incluant les intérêts à 4,94 %, échéant en janvier 2033.
	29,564,888	30,404,046	
Current portion	881,072	839,160	Tranche échéant à moins d'un an
	28,683,816	29,564,886	

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

9. Mortgages payable (continued)

Principal payments required over the next five years:

	\$
2015	881,072
2016	924,880
2017	971,454
2018	1,019,839
2019 and thereafter	25,767,643
	29,564,888

The fair value of the mortgages payable as at December 31 approximates its carrying value.

10. Contingencies

The Union is the guarantor of a \$1,000,000 loan made by a Financial Institution to CUPE Ontario Division during fiscal year 2010. If CUPE Ontario Division does not meet their obligations with the Financial Institution, the liability to CUPE shall be limited to the payment of an amount which shall not exceed \$1,000,000 in principal and interest, together with all fees and interest applicable, from the date upon which the Financial Institution provides CUPE Ontario Division with a demand for payment. As of December 31, 2014, the balance of the loan is \$96,825 (2013 - \$313,381).

The Union is a guarantor of a \$750,000 loan made by a Financial Institution to the British Columbia NDP during fiscal year 2014.

The Union is a guarantor of a \$125,000 loan made by a Financial Institution to the Nova Scotia NDP during fiscal year 2014.

The Union is a guarantor of a \$1,000,000 loan made by a Financial Institution to the Ontario NDP during fiscal year 2014.

Legal actions

In the ordinary course of business, the Union becomes involved in various legal actions. While the ultimate effect of such actions cannot be ascertained at this time, management believes that their resolution will not have a material adverse effect on the financial statements.

9. Hypothèques à payer (suite)

Versements en capital requis au cours des cinq prochains exercices :

	\$
2015	881,072
2016	924,880
2017	971,454
2018	1,019,839
2019 et par la suite	25,767,643
	29,564,888

Au 31 décembre, la juste valeur des hypothèques à payer se rapproche de sa valeur comptable.

10. Éventualités

Au cours de l'exercice 2010, le Syndicat a donné son aval pour un prêt de 1 000 000 \$ accordé par une institution financière à la section de l'Ontario. Si la section de l'Ontario ne pouvait faire face à ses obligations envers l'institution financière, l'élément de passif du Syndicat serait limité au paiement d'un montant ne devant pas dépasser 1 000 000 \$, principal et intérêts compris, et incluant aussi tout frais et intérêt applicable depuis la date à laquelle l'institution financière exige de la section de l'Ontario du Syndicat le remboursement demandé. Au 31 décembre 2014, le solde du prêt est de 96 825 \$ (313 381 \$ en 2013).

Le Syndicat a donné son aval pour un prêt de 750 000 \$ accordé par une institution financière au NPD de la Colombie-Britannique pour l'année financière 2014.

Le Syndicat a donné son aval pour un prêt de 125 000 \$ accordé par une institution financière au NPD de la Nouvelle-Écosse pour l'année financière 2014.

Le Syndicat a donné son aval pour un prêt de 1 000 000 \$ accordé par une institution financière au NPD de l'Ontario pour l'année financière 2014.

Poursuites en justice

Dans le cours normal de ses activités, le Syndicat fait l'objet de diverses poursuites en justice. Bien que l'issue de ces poursuites ne puisse être connue à l'heure actuelle, la direction est d'avis que celles-ci n'auront pas d'effet défavorable significatif sur les états financiers.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

11. Commitments

The Union is committed under operating leases for office space, office equipment and vehicle over the next five years as follows:

	Office space	Office equipment	Vehicle	Total	
	Espace de bureau	Équipement de bureau	Automobile	Total	
	\$	\$	\$	\$	
2015	3,698,486	831,048	3,843,787	8,373,321	2015
2016	3,447,431	685,576	2,709,081	6,842,088	2016
2017	2,774,465	455,440	1,229,498	4,459,403	2017
2018	2,548,704	116,945	404,762	3,070,411	2018
2019	1,391,691	16,179	145,953	1,553,823	2019
	13,860,777	2,105,188	8,333,081	24,299,046	

11. Engagements

Le Syndicat s'est engagé en vertu de contrats de location-exploitation pour de l'espace de bureau, de l'équipement de bureau et des automobiles pour les cinq prochains exercices de la façon suivante :

12. Fund balance - internally restricted

The internally restricted balance represents internal restrictions for:

	2014	2013	
	\$	\$	
National Convention and National Events Assistance Fund	1,083,647	1,014,227	Caisse de participation au congrès et aux événements nationaux
Fight-Back Fund	-	428,289	Fonds de riposte
Regional Building Fund	2,750,000	1,750,000	Fonds d'immobilisations régionales
	3,833,647	3,192,516	

12. Solde du fonds - affecté d'origine interne

Le solde affecté d'origine interne représente les affectations d'origine interne de :

13. Changes in non-cash operating working capital items

	2014	2013	
	\$	\$	
Per capita tax receivable	50,283	2,457,973	Capitation à recevoir
Accounts receivable	296,034	315,188	Débiteurs
Prepaid expenses	94,972	(436,052)	Dépenses payées d'avance
Accounts payable - trade and accrued liabilities	(643,943)	1,565,927	Créditeurs - fournisseurs et frais courus
Provision for convention	1,832,144	(1,777,806)	Provision pour congrès
Accrued benefit liability	10,028,121	10,622,329	Passif au titre des prestations constitués
	11,657,611	12,747,559	

13. Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation

Canadian Union of Public Employees - General Fund

Financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Notes complémentaires
31 décembre 2014

14. Financial instruments

Fair value

The carrying values of per capita receivable and accounts receivable, trust assets, accounts payable - trade and accrued liabilities, funds held for others and trust liabilities approximate their fair value due to the relatively short periods to maturity of those instruments.

Refer to notes 4, 5 and 9 for a fair value related to CUPE's other financial instruments.

Interest rate risk

Interest rate risk is the exposure of the Union's earnings that arises from fluctuations in interest rates. The Union is exposed to interest rate risk on its investments and mortgages payable.

Credit risk

Credit risk arises from the potential that locals and other parties will fail to honour their obligations. The Union is exposed to credit risk through per capita receivable, accounts receivable and loans receivable. The Union limits the amount of credit extended when considered necessary.

15. Capital management

The Union's objectives when managing capital are to safeguard its ability to continue as a labour organization in an effort to carry out its mission. Capital consists of the Fund balance. The Union is not subject to any externally imposed capital requirements or restrictions.

14. Instruments financiers

Juste valeur

La valeur comptable de la capitation à recevoir, des débiteurs, des actifs en fidécommiss, des crédateurs - fournisseurs et frais courus, des fonds conservés pour des tiers et des passifs en fidécommiss se rapproche de la juste valeur étant donné leur courte échéance.

Voir les notes 4, 5 et 9 pour les justes valeurs afférentes aux autres instruments financiers du SFCP.

Risques de taux d'intérêt

Les risques de taux d'intérêt auxquels les bénéficiaires du Syndicat sont exposés, surviennent à cause des fluctuations des taux d'intérêt. Le Syndicat est exposé à des risques dus au taux d'intérêt de ses placements et des hypothèques à payer.

Risques de crédit

Des risques de crédit se présentent lorsque certaines sections locales et autres groupes ne font pas face à leurs obligations. Le Syndicat est exposé au risque de crédit provenant de la capitation à recevoir, des débiteurs et des prêts à recevoir. Le Syndicat limite le montant de crédit avancé si nécessaire.

15. Gestion du capital

Les objectifs du Syndicat quant à la gestion de son capital, sont de continuer ses opérations comme organisme syndical afin de pouvoir réaliser sa mission. Le capital du Syndicat se compose du solde du Fonds. Le Syndicat n'est pas soumis à des exigences externes en matière de gestion du capital.

Canadian Union of Public Employees - General Fund

General expenses - Schedule A
year ended December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale

Dépenses générales - Annexe A
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	Budget 2014	2014	2013	
	\$	\$	\$	
	(unaudited) (non audité)			
National Executive Board and Committee				Conseil et comité exécutif national
- Meetings	598,860	513,774	435,007	- Rencontres
- Other expenses	246,648	384,502	374,287	- Autres dépenses
National Committee expenses	914,292	1,381,668	810,613	Dépenses des comités nationaux
National conferences	-	-	529,478	Conférences nationales
National Sector Council	699,996	509,149	-	Conseil du secteur national
National Trustees	31,944	19,942	16,214	Syndics nationaux
Insurance: office contents	73,200	81,184	59,125	Assurances: contenu de bureau
Insurance: staff bonding	23,664	20,727	20,727	Assurances: cautionnement/personnel
International Affiliations	129,996	146,528	129,978	Affiliations internationales
Scholarship fund and labour college	80,004	-	90,000	Fonds/bourses - Collèges des travailleurs
Convention	1,852,140	1,851,370	2,048,847	Congrès
C.L.C. convention and committees	94,452	220,660	88,420	Congrès du C.T.C. et comités
Constitution printing	18,924	29,811	11,682	Impression des statuts
Employee assistance program	940,212	1,203,748	876,884	Programme d'aide aux employés(es)
Moving expenses	155,412	220,977	176,567	Frais de déménagement
Pensioners and survivors benefits	-	46,156	42,660	Avantages sociaux - retraités-survivants
COPE Local 491: Education Fund	11,616	13,972	14,120	Fonds d'éducation - section locale 491 SEPB
Translation	627,756	737,395	769,559	Traduction
Donations	140,004	103,603	163,786	Dons
Miscellaneous	53,004	53,580	11,581	Divers
Global Justice Fund	75,456	60,249	60,094	Fonds de justice mondiale
Retiree Health Benefits	4,142,076	4,216,372	4,114,572	Avantages sociaux des retraités
Sabbatical leave	153,456	78,476	103,251	Congés sabbatiques
Strengthening Provincial Divisions	1,049,321	1,049,324	1,042,556	Renforcer les divisions provinciales
Strengthening District Councils	69,996	48,785	25,095	Renforcer les conseils régionaux
Vacation pay provision	1,319,928	749,322	2,728,319	Provision pour congés payés
Overtime	198,444	178,780	223,318	Temps supplémentaire
General provision for future benefits	7,080,000	7,080,000	6,180,000	Provision générale pour avantages futurs
Provision for future benefits				Provision pour les avantages futurs
- investment income	2,400,000	3,249,945	2,334,006	- revenus de placement
Special donations	-	175,740	60,951	Dons spéciaux
Election spending	800,004	774,218	741,374	Élections
Strategic directions	2,250,000	1,837,349	2,340,188	Directions stratégiques
C.L.C. Fairness Campaign	1,000,000	911,086	1,204,307	Campagne pour la Justice - C.T.C.
Fightback expenses	750,000	762,433	1,806,025	Dépenses de riposte
Total general expenses, before internally restricted expenses	27,980,805	28,710,825	29,633,591	Total des dépenses générales, avant les dépenses affectées d'origine interne
National Convention Assistance Fund	-	113,513	246,552	Caisse de participation au congrès national
Total general expenses	27,980,805	28,824,338	29,880,143	Total des dépenses générales

**Canadian Union of Public
Employees - General Fund**

Program expenses - Schedule B
year ended December 31, 2014

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
générale**

Dépenses de programmes - Annexe B
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	Budget 2014	2014	2013	
	\$	\$	\$	
	(unaudited) (non audité)			
Finance and administration	1,646,244	1,909,765	1,428,323	Finances et administration
Union development	4,204,380	4,252,564	4,603,341	Développement syndical
National services	4,753,730	4,875,198	4,733,199	Services nationaux
HR and labour relations expenses	497,448	1,303,191	1,102,376	RH et dépenses de relations patronales
Regional services and regions	708,880	754,523	598,880	Services régionaux et régions
	11,810,682	13,095,241	12,466,119	

Syndicat canadien de la fonction publique
Bureau National
12/31/14

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/13</u>
Salaires					
Dirigeants nationaux	\$329,985	\$327,487	\$2,498	0.8%	\$329,957
Personnel technique et administratif	8,605,933	8,755,194	(149,261)	-1.7%	8,520,460
Personnel de bureau	5,070,110	5,001,028	69,082	1.4%	5,147,711
Remplacements - Congés	228,803	99,324	129,479	130.4%	147,366
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	2,412,586	2,299,205	113,381	4.93%	2,226,310
Assurance collective	2,005,466	2,295,162	(289,696)	-12.6%	1,905,795
Assurance emploi	209,459	189,106	20,353	10.8%	215,521
Accidents de travail	133,727	104,806	28,921	27.6%	118,530
Provision pour indemnités de départ	350,812	541,740	(190,928)	-35.2%	537,986
Frais de personnel fixes	1,142,743	1,241,676	(98,933)	(7.97%)	1,131,876
Déplacements opérationnels	1,944,188	2,122,980	(178,792)	-8.4%	1,944,896
Immeubles du SCFP					
Intérêt d'hypothèque	657,074	720,456	(63,382)	(8.80%)	541,203
Services/entretien	838,675	955,272	(116,597)	-12.2%	722,808
Amortissement	766,935	771,648	(4,714)	-0.6%	753,666
Impôt foncier	609,833	675,900	(66,067)	-9.8%	529,436
Revenus de location	(303,423)	(247,740)	(55,683)	22.5%	(223,491)
Dépenses de bureau	566,497	646,908	(80,411)	(12.43%)	486,214
Location/Entretien d'équipement	415,308	406,536	8,772	2.2%	612,505
Télécommunications	158,096	155,317	2,779	1.8%	254,119
Affranchissement	286,958	275,004	11,954	4.3%	330,649
Honoraires professionnels	807,378	512,400	294,978	57.6%	653,050
Programmes					
Ressources humaines	1,302,343	497,941	804,402	161.55%	1,102,376
Finances et administration	1,909,767	1,646,244	263,523	16.0%	1,428,323
Développement syndical	4,252,566	4,204,380	48,186	1.1%	4,603,342
Services nationaux	4,875,198	4,753,730	121,468	2.6%	4,733,196
Organisation et services régionaux	648,176	606,880	41,296	6.8%	497,261
Total - Programmes	<u>12,988,050</u>	<u>11,709,175</u>	<u>1,278,875</u>	<u>10.9%</u>	<u>12,364,498</u>
Total des dépenses	<u><u>40,225,191</u></u>	<u><u>39,558,584</u></u>	<u><u>666,607</u></u>	<u><u>1.7%</u></u>	<u><u>39,251,065</u></u>

**Syndicat canadien de la fonction publique
Bureau du Président National
12/31/14**

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/13</u>
Salaires					
Dirigeant national	\$162,538	\$161,430	\$1,108	0.7%	\$162,525
Personnel technique et administratif	525,041	516,650	8,391	1.6%	510,170
Personnel de bureau	205,928	216,837	(10,909)	-5.0%	213,163
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	106,542	123,480	(16,938)	(13.72%)	102,339
Assurance collective	117,307	116,527	780	0.7%	113,370
Assurance emploi	9,689	9,602	87	0.9%	9,112
Accidents de travail	7,612	5,371	2,241	41.7%	6,200
Provision pour indemnités de départ	22,254	34,428	(12,174)	-35.4%	34,229
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	91,602	104,508	(12,906)	(12.35%)	90,821
Dépenses de bureau	383,966	415,068	(31,102)	-7.5%	358,361
	21,467	9,996	11,471	114.8%	7,353
Total des dépenses	<u>1,653,947</u>	<u>1,713,897</u>	<u>(59,950)</u>	<u>-3.5%</u>	<u>1,607,643</u>

**Syndicat canadien de la fonction publique
Bureau du Secrétaire-Trésorier National
12/31/14**

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/13</u>
Salaires					
Dirigeant national	\$167,446	\$166,057	\$1,389	0.8%	\$167,432
Personnel technique et administratif	487,978	480,011	7,967	1.7%	479,266
Personnel de bureau	131,764	145,892	(14,128)	-9.7%	140,147
Remplacements - Congés	12,386	0	12,386	0.0%	7,681
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	119,814	120,682	(868)	-0.7%	111,702
Assurance collective	105,030	128,866	(23,836)	-18.5%	102,319
Assurance emploi	8,739	8,213	526	6.4%	9,125
Accidents de travail	6,757	4,677	2,080	44.5%	5,812
Provision pour indemnités de départ	19,695	30,468	(10,773)	-35.4%	30,293
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	73,696	92,268	(18,572)	-20.1%	70,677
Dépenses de bureau	257,098	300,972	(43,875)	-14.6%	249,323
	20,175	14,208	5,967	42.0%	17,761
Total des dépenses	<u>1,410,578</u>	<u>1,492,314</u>	<u>(81,736)</u>	<u>-5.5%</u>	<u>1,391,538</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Finances et Administration
12/31/14

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/13</u>
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$1,707,008	\$1,718,424	(\$11,416)	-0.7%	\$1,669,039
Personnel de bureau	2,047,061	2,047,860	(799)	0.0%	2,193,516
Remplacements - Congés	62,872	49,416	13,456	27.2%	28,259
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	632,659	579,070	53,589	9.3%	557,705
Assurance collective	608,283	673,046	(64,763)	-9.6%	551,316
Assurance emploi	64,980	58,218	6,762	11.6%	68,372
Accidents de travail	38,581	31,481	7,100	22.6%	32,623
Provision pour indemnités de départ	93,550	144,864	(51,314)	-35.4%	144,053
Frais de personnel fixes	251,923	264,600	(12,677)	-4.8%	245,198
Déplacements opérationnels	59,514	75,072	(15,558)	-20.7%	53,104
Dépenses de bureau	89,523	75,000	14,523	19.4%	63,671
Programmes					
Amortissement du coût					
Système de ressources humaines	329,169	381,120	(51,951)	-13.6%	352,234
SGED	51,921	19,800	32,121	162.2%	18,562
SAN	48,669	42,492	6,177	14.5%	46,501
Mise à jour - SISL	59,763	45,756	14,007	30.6%	50,438
Expansion du WAN et sauvegarde	10,183	0	10,183	0.0%	30,416
SCFP.ca	192,537	178,488	14,049	7.9%	48,732
Solomon	11,134	7,932	3,202	40.4%	2,829
Stratégie nationale mobile	14,940	9,996	4,944	49.5%	0
Vidéoconférence	4,293	33,672	(29,379)	-87.3%	0
Un monde plus juste	6,774	1,500	5,274	351.6%	4,864
Réseau sans fil	0	14,064	(14,064)	-100.0%	0
Intranet du SCFP	44,391	0	44,391	0.0%	0
Formation des membres du DS	5,300	6,036	(736)	-12.2%	0
Frais de consultation TI	9,029	0	9,029	0.0%	56,500
Matériel et logiciel de réseau >1,000 \$	198,861	103,224	95,637	92.6%	125,106
Système d'arbitration	2,595	0	2,595	0.0%	0
Amortissement du coût- Sous-total	989,559	844,080	145,479	17.2%	736,182
Coûts non amortis					
Bureau d'aide - bureau nat. & régions	220,561	303,000	(82,439)	-27.2%	243,583
Soutien et entretien - Solomon	35,370	6,996	28,374	405.6%	16,585
Soutien et entretien - Ressources humaines	25,425	37,464	(12,039)	-32.1%	7,661
Déplacement du Comité de la TI	37,402	15,000	22,402	149.3%	62,998
Soutien & entretien - matériel informatique	8,179	20,952	(12,773)	-61.0%	4,829
Soutien & entretien - logiciel informatique	284,687	85,632	199,055	232.5%	264,774
HQ Network Maintenance	131,154	33,120	98,034	296.0%	15,323
Coûts non amortis- Sous-total	742,778	502,164	240,614	47.9%	615,753
Total - Programmes	1,732,337	1,346,244	386,093	28.7%	1,351,935
Total des dépenses	7,388,291	7,063,295	324,996	4.6%	6,958,791

Syndicat canadien de la fonction publique
Ressources humaines
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$751,146	\$786,359	(\$35,213)	-4.5%	\$638,931
Personnel de bureau	575,022	567,558	7,464	1.3%	564,482
Remplacements - Congés	5,159	13,908	(8,749)	-62.9%	4,490
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	212,879	223,507	(10,628)	-4.8%	178,765
Assurance collective	197,411	251,050	(53,639)	-21.4%	177,786
Assurance emploi	18,615	18,167	448	2.5%	19,571
Accidents de travail	12,775	10,010	2,765	27.6%	12,192
Provision pour indemnités de départ	33,662	52,080	(18,418)	-35.4%	51,784
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	94,512	111,528	(17,016)	-15.3%	90,732
Dépenses de bureau	123,531	115,104	8,427	7.3%	93,725
	15,343	12,000	3,343	27.9%	10,466
Programmes					
Honoraires professionnels	569,805	373,080	196,725	52.7%	1,006,745
Frais de recrutement	1,996	99,492	(97,496)	-98.0%	36,136
Relations de travail	671,037	25,369	645,668	2545.1%	59,495
Programmes de formation en TI	177,428	300,000	(122,572)	-40.9%	76,388
Négociation du personnel	59,504	0	59,504	0.0%	0
Total - Programmes	1,479,770	797,941	681,829	85.4%	1,178,764
Total des dépenses	3,519,825	2,959,212	560,613	18.9%	3,021,688

Syndicat canadien de la fonction publique
Développement Syndical
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$698,655	\$651,911	\$46,744	7.2%	\$685,218
Personnel de bureau	328,686	322,621	6,065	1.9%	321,746
Remplacements - Congés	786	0	786	0.0%	0
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	159,215	139,893	19,322	13.8%	135,429
Assurance collective	136,568	159,919	(23,351)	-14.6%	120,878
Assurance emploi	15,798	13,212	2,586	19.6%	13,898
Accidents de travail	9,722	7,356	2,366	32.2%	7,170
Provision pour indemnités de départ	24,231	37,488	(13,257)	-35.4%	37,270
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	87,575	75,072	12,503	16.7%	75,928
Dépenses de bureau	125,733	145,212	(19,479)	-13.4%	162,000
	10,550	12,864	(2,314)	-18.0%	8,435
Programmes					
Membres - animateurs	546,076	327,828	218,248	66.6%	632,896
Sessions de formation et ateliers	(33,313)	185,796	(219,109)	-117.9%	29,479
Formation des membres - animateurs	118,253	135,132	(16,879)	-12.5%	118,230
Perfectionnement du personnel	980,489	798,156	182,333	22.8%	1,063,410
Achat de matériel	68,006	101,340	(33,334)	-32.9%	128,679
Formation à distance	43,165	84,456	(41,291)	-48.9%	49,307
Programme Alpha	92,435	90,084	2,351	2.6%	100,149
Programme national de leadership	(425)	0	(425)	0.0%	39,776
En avant avec l'Alberta	7,959	50,004	(42,045)	-84.1%	46,405
Services d'éducation - Québec	443,801	444,108	(307)	-0.1%	437,385
Fonds d'éducation du Québec	1,252,310	1,253,160	(850)	-0.1%	1,234,204
Membres animateurs - Québec	733,810	734,316	(506)	-0.1%	723,200
Total - Programmes	4,252,566	4,204,380	48,186	1.1%	4,603,121
Total des dépenses	5,850,085	5,769,928	80,157	1.4%	6,171,094

**Syndicat canadien de la fonction publique
Services Nationaux
12/31/14**

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$3,953,989	\$4,104,539	(\$150,550)	-3.7%	\$4,062,551
Personnel de bureau	1,613,689	1,558,362	55,327	3.6%	1,567,362
Remplacement - Congés	144,453	36,000	108,453	301.3%	103,763
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	885,129	847,499	37,630	4.4%	855,961
Assurance collective	742,836	870,967	(128,131)	-14.7%	755,783
Assurance emploi	84,107	74,287	9,820	13.2%	88,021
Accidents de travail	52,182	41,764	10,418	24.9%	45,849
Provision pour indemnités de départ	141,515	217,824	(76,309)	-35.0%	216,607
Frais de personnel fixes	465,865	499,032	(33,167)	-6.6%	475,865
Déplacements opérationnels	794,419	855,624	(61,205)	-7.2%	807,192
Dépenses de bureau	82,204	67,836	14,368	21.2%	69,754
Programmes					
Services Nationaux	77,331	112,608	(35,277)	-31.3%	96,410
Communications	1,010,853	900,816	110,037	12.2%	942,478
Égalité	53,985	105,470	(51,485)	-48.8%	49,574
Affaires légales	1,650,815	1,439,664	211,151	14.7%	1,527,410
Recherche / Santé et sécurité	2,082,214	2,195,172	(112,958)	-5.1%	2,117,324
Total - Programmes	<u>4,875,198</u>	<u>4,753,730</u>	<u>121,468</u>	<u>2.6%</u>	<u>4,733,196</u>
Total des dépenses	<u><u>13,835,586</u></u>	<u><u>13,927,464</u></u>	<u><u>(91,878)</u></u>	<u><u>-0.7%</u></u>	<u><u>13,781,905</u></u>

**Syndicat canadien de la fonction publique
Bureau de la direction des services nationaux
12/31/14**

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$551,574	\$548,431	\$3,143	0.6%	\$541,228
Personnel de bureau	133,549	136,736	(3,187)	-2.3%	109,687
Remplacements - Congés	113,476	36,000	77,476	215.2%	95,227
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	107,382	96,507	10,875	11.3%	97,940
Assurance collective	85,975	105,508	(19,533)	-18.5%	81,310
Assurance emploi	9,092	8,177	915	11.2%	9,709
Accidents de travail	6,124	4,667	1,457	31.2%	6,276
Provision pour indemnités de départ	17,032	26,352	(9,320)	-35.4%	26,208
Frais de personnel fixes	58,869	62,004	(3,135)	-5.1%	53,607
Déplacements opérationnels	92,690	99,096	(6,406)	-6.5%	91,058
Dépenses de bureau	15,019	5,004	10,015	200.1%	11,784
Programmes					
Programmes - Services nationaux	<u>77,331</u>	<u>112,608</u>	<u>(35,277)</u>	<u>-31.3%</u>	<u>96,410</u>
Total - Programmes	<u>77,331</u>	<u>112,608</u>	<u>(35,277)</u>	<u>-31.3%</u>	<u>96,410</u>
Total des dépenses	<u><u>1,268,112</u></u>	<u><u>1,241,090</u></u>	<u><u>27,022</u></u>	<u><u>2.2%</u></u>	<u><u>1,220,444</u></u>

**Syndicat canadien de la fonction publique
Communications
12/31/14**

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$942,134	\$996,781	(\$54,647)	-5.5%	\$1,071,413
Personnel de bureau	220,842	202,522	18,320	9.0%	203,844
Remplacements - Congés	12,846	0	12,846	0.0%	8,536
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	180,205	170,628	9,577	5.6%	183,434
Assurance collective	145,811	191,750	(45,939)	-24.0%	160,983
Assurance emploi	16,182	14,989	1,193	8.0%	17,936
Accidents de travail	10,288	8,430	1,858	22.0%	9,400
Provision pour indemnités de départ	30,538	46,128	(15,590)	-33.8%	45,874
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	99,442	95,004	4,438	4.7%	96,414
Dépenses de bureau	126,392	159,240	(32,848)	-20.6%	128,890
	15,714	12,996	2,718	20.9%	14,739
Programmes					
Dépenses générales d'exploitation	310,805	279,120	31,685	11.4%	260,945
Communiqués de presse	253,521	144,276	109,245	75.7%	222,300
Publicité imprimée	68,103	115,416	(47,313)	-41.0%	96,436
Publications nationales	235,714	241,380	(5,666)	-2.3%	252,090
Communications électroniques	28,336	27,696	640	2.3%	9,147
Publications du Québec	114,358	92,928	21,430	23.1%	101,561
Total - Programmes	1,010,837	900,816	110,021	12.2%	942,478
Total des dépenses	2,811,230	2,799,284	11,946	0.4%	2,883,941

**Syndicat canadien de la fonction publique
Égalité
12/31/14**

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$427,827	\$428,028	(\$201)	0.0%	\$436,717
Personnel de bureau	129,165	132,512	(3,347)	-2.5%	132,125
Remplacements - Congés	3,978	0	3,978	0.0%	0
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	82,369	86,510	(4,141)	-4.8%	88,954
Assurance collective	67,621	85,644	(18,023)	-21.0%	80,132
Assurance emploi	7,488	7,034	454	6.5%	8,666
Accidents de travail	5,168	3,999	1,169	29.2%	6,013
Provision pour indemnités de départ	13,939	21,564	(7,625)	-35.4%	21,441
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	81,759	80,532	1,227	1.5%	84,525
Dépenses de bureau	67,501	96,240	(28,739)	-29.9%	81,467
	3,808	3,000	808	26.9%	4,792
Programmes					
Bibliothèque	293	4,166	(3,873)	-93.0%	4,010
Consultations	17,950	45,000	(27,050)	-60.1%	0
Publications	35,741	56,304	(20,563)	-36.5%	45,564
Total - Programmes	53,985	105,470	(51,485)	-48.8%	49,574
Total des dépenses	944,608	1,050,533	(105,925)	-10.1%	994,405

Syndicat canadien de la fonction publique
Affaires Légales
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$325,243	\$394,869	(\$69,626)	-17.6%	\$317,362
Personnel de bureau	182,017	138,029	43,988	31.9%	182,162
Remplacements - Congés	1,617	0	1,617	0.0%	0
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	76,743	83,866	(7,123)	-8.5%	73,342
Assurance collective	71,176	83,544	(12,368)	-14.8%	76,056
Assurance emploi	7,927	7,037	890	12.6%	9,071
Accidents de travail	4,648	3,999	649	16.2%	4,928
Provision pour indemnités de départ	13,247	20,496	(7,249)	-35.4%	20,386
Frais de personnel fixes	41,480	46,488	(5,008)	-10.8%	41,760
Déplacements opérationnels	57,134	69,504	(12,370)	-17.8%	52,740
Dépenses de bureau	6,621	9,900	(3,279)	-33.1%	11,003
Programmes					
Bibliothèque	48,633	32,256	16,377	50.8%	55,588
Adhésions professionnelles	0	7,404	(7,404)	-100.0%	0
Frais légaux et d'arbitrages	1,602,181	1,400,004	202,177	14.4%	1,471,823
Total - Programmes	<u>1,650,815</u>	<u>1,439,664</u>	<u>211,151</u>	<u>14.7%</u>	<u>1,527,410</u>
Total des dépenses	<u>2,438,667</u>	<u>2,297,396</u>	<u>141,271</u>	<u>6.1%</u>	<u>2,316,220</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Recherche
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$1,707,211	\$1,736,430	(\$29,219)	-1.7%	\$1,697,832
Personnel de bureau	948,116	948,563	(447)	0.0%	939,545
Remplacements - Congés	12,536	0	12,536	0.0%	0
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	438,429	409,988	28,441	6.9%	412,291
Assurance collective	372,255	404,521	(32,267)	-8.0%	357,302
Assurance emploi	43,418	37,050	6,368	17.2%	42,639
Accidents de travail	25,954	20,669	5,285	25.6%	19,232
Provision pour indemnités de départ	66,760	103,284	(36,524)	-35.4%	102,698
Frais de personnel fixes	184,316	215,004	(30,688)	-14.3%	199,559
Déplacements opérationnels	450,702	431,544	19,158	4.4%	453,037
Dépenses de bureau	41,042	36,936	4,106	11.1%	27,437
Programmes					
Frais de consultation - Santé et sécurité	0	8,121	(8,121)	-100.0%	107
Bibliothèque - Santé et sécurité	3,950	11,017	(7,067)	-64.1%	5,191
Documentation techniques - Santé et sécurité	11,977	40,015	(28,038)	-70.1%	33,192
Affiches et macarons - Santé et sécurité	21	8,121	(8,100)	-99.7%	9,424
Formation des membres - Québec	632,747	633,178	(431)	-0.1%	623,598
Documentation	0	9,864	(9,864)	-100.0%	0
Évaluation des emplois - Québec	887,603	888,204	(601)	-0.1%	874,769
Frais de consultation - Service de la recherche	83,459	128,184	(44,725)	-34.9%	114,380
Bibliothèque - recherche	18,657	24,360	(5,703)	-23.4%	19,278
Service de la recherche - Québec	443,801	444,108	(307)	-0.1%	437,385
Total - Programmes	<u>2,082,214</u>	<u>2,195,172</u>	<u>(112,958)</u>	<u>-5.1%</u>	<u>2,117,324</u>
Total des dépenses	<u>6,372,953</u>	<u>6,539,161</u>	<u>(166,208)</u>	<u>-2.5%</u>	<u>6,368,895</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Organisation et Services Régionaux
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$482,117	\$497,300	(\$15,183)	-3.1%	\$472,085
Personnel de bureau	167,960	141,898	26,062	18.4%	147,295
Remplacements - Congés	3,147	0	3,147	0.0%	3,172
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	98,171	103,074	(4,903)	-4.8%	86,232
Assurance collective	98,032	94,787	3,245	3.4%	84,326
Assurance emploi	7,530	7,407	123	1.7%	7,423
Accidents de travail	6,099	4,147	1,952	47.1%	8,685
Provision pour indemnités de départ	15,904	24,588	(8,684)	-35.3%	23,750
Frais de personnel fixes	77,570	94,668	(17,098)	-18.1%	82,655
Déplacements opérationnels	194,157	215,928	(21,771)	-10.1%	221,191
Dépenses de bureau	6,963	5,004	1,959	39.1%	1,758
Programmes					
Conférence - directions régionales	43,239	70,984	(27,745)	-39.1%	14,550
Bibliothèque	0	5,640	(5,640)	-100.0%	0
Programme de mentorat	243,170	224,076	19,094	8.5%	215,641
Militantes et militants régionaux	288,024	266,184	21,840	8.2%	197,889
Réflexion sur le leadership du personnel	73,743	39,996	33,747	84.4%	69,180
Total - Programmes	648,176	606,880	41,296	6.8%	497,261
Total des dépenses	1,805,824	1,795,681	10,143	0.6%	1,635,833

Syndicat canadien de la fonction publique
Division du Transport Aérien
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$1,864,527	\$1,859,784	\$4,743	0.3%	\$1,788,513
Droits d'affiliation	10	0	10	0.0%	10
Intérêts sur arrérages de la capitation	528	0	528	0.0%	5
	<u>1,865,065</u>	<u>1,859,784</u>	<u>5,281</u>	<u>0.3%</u>	<u>1,788,528</u>
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	77,630	74,016	3,614	4.9%	74,971
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	95,708	109,144	(13,436)	-12.3%	92,604
Personnel technique et administratif	34,112	101,480	(67,368)	-66.4%	101,675
Personnel de bureau	62,913	63,735	(822)	-1.3%	67,175
Remplacements - Congés	0	3,933	(3,933)	-100.0%	13
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	33,023	50,733	(17,710)	-34.9%	38,524
Assurance collective	26,720	44,893	(18,173)	-40.5%	33,714
Assurance emploi	3,833	3,721	112	3.0%	3,934
Accidents de travail	2,441	2,009	432	21.5%	2,129
Provision pour indemnités de départ	8,196	10,548	(2,352)	-22.3%	10,491
Frais de personnel fixes	18,626	25,884	(7,258)	-28.0%	20,854
Déplacements opérationnels	166,119	132,768	33,351	25.1%	148,165
Loyers	16,425	16,836	(411)	-2.4%	16,425
Dépenses de bureau	31,059	18,000	13,059	72.6%	16,407
Télécommunications	900	1,896	(996)	-52.5%	900
Affranchissement	(504)	1,188	(1,692)	-142.4%	0
Honoraires professionnels	205,816	36,552	169,264	463.1%	37,693
Programmes					
Cotisation - FIOT	21,558	18,000	3,558	19.77%	17,620
Santé et sécurité	24,789	24,000	789	3.3%	24,000
Total - Programmes	<u>46,347</u>	<u>42,000</u>	<u>4,347</u>	<u>10.4%</u>	<u>41,620</u>
Total des dépenses	<u>829,364</u>	<u>739,336</u>	<u>90,028</u>	<u>12.2%</u>	<u>707,294</u>
Excédent (déficit) pour la période	<u>1,035,701</u>	<u>1,120,448</u>	<u>(84,747)</u>	<u>-7.6%</u>	<u>1,081,234</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Section locale 1000
12/31/14

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/13</u>
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$1,202,799	\$1,223,136	(\$20,337)	-1.7%	\$1,234,839
	<u>1,202,799</u>	<u>1,223,136</u>	<u>(20,337)</u>	<u>-1.7%</u>	<u>1,234,839</u>
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	111,276	113,508	(2,233)	-2.0%	115,662
Total des dépenses	<u>111,276</u>	<u>113,508</u>	<u>(2,233)</u>	<u>-2.0%</u>	<u>115,662</u>
Excédent (déficit) pour la période	<u>1,091,524</u>	<u>1,109,628</u>	<u>(18,104)</u>	<u>-1.6%</u>	<u>1,119,177</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des Employés d'Hôpitaux de la C.B.
12/31/14

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/13</u>
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$2,503,940	\$1,974,468	\$529,472	26.8%	\$2,418,713
	<u>2,503,940</u>	<u>1,974,468</u>	<u>529,472</u>	<u>26.8%</u>	<u>2,418,713</u>
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	202,301	212,796	(10,495)	-4.9%	209,299
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	201,642	204,165	(2,523)	-1.2%	203,207
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	31,146	28,613	2,533	8.9%	29,373
Assurance collective	22,316	25,968	(3,652)	-14.1%	22,064
Assurance emploi	2,578	2,619	(41)	-1.5%	2,516
Accidents de travail	518	479	39	8.1%	472
Provision pour indemnités de départ	5,071	7,848	(2,777)	-35.4%	7,809
Frais de personnel fixes	16,049	12,000	4,049	33.7%	7,486
Déplacements opérationnels	10,688	18,336	(7,648)	-41.7%	11,961
Dépenses de bureau	0	0	0	0.0%	19
Location/Entretien d'équipement	45	0	45	.00%	0
Total des dépenses	<u>492,354</u>	<u>512,824</u>	<u>(20,470)</u>	<u>-4.0%</u>	<u>494,206</u>
Excédent (déficit) pour la période	<u>2,011,586</u>	<u>1,461,644</u>	<u>549,942</u>	<u>37.6%</u>	<u>1,924,507</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Sommaire des régions
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$175,594,450	\$172,967,184	\$2,627,266	1.5%	\$170,106,359
Droits d'affiliation	385	0	385	0.0%	380
Intérêts sur arrérages de la capitation	42,727	0	42,727	0.0%	65,627
Revenus divers	972	0	972	0.0%	0
	175,638,534	172,967,184	2,671,350	1.5%	170,172,366
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	3,826,203	3,801,048	25,155	0.7%	3,806,632
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	44,526,990	44,110,283	416,707	0.9%	44,462,131
Personnel technique et administratif	0	0	0	0.0%	1,000
Personnel de bureau	11,795,109	11,520,031	275,078	2.4%	11,758,276
Remplacements - Congés	2,106,409	1,324,896	781,513	59.0%	2,040,715
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	8,820,331	8,094,200	726,131	9.0%	8,249,065
Assurance collective	7,965,696	8,172,673	(206,977)	-2.5%	7,917,185
Assurance emploi	922,564	825,288	97,276	11.8%	912,390
Accidents de travail	312,285	271,870	40,415	14.9%	306,779
Provision pour indemnités de départ	1,379,685	2,139,804	(760,119)	-35.5%	2,118,413
Frais de personnel fixes	8,579,415	9,072,276	(492,861)	-5.4%	8,595,612
Déplacements opérationnels	5,592,774	5,406,168	186,606	3.5%	5,379,343
Loyers	10,065,608	10,292,436	(226,828)	-2.2%	10,053,070
Dépenses de bureau	2,282,874	2,248,728	34,146	1.5%	2,324,370
Location/Entretien d'équipement	1,568,254	1,397,964	170,290	12.2%	1,387,782
Télécommunications	953,289	909,072	44,217	4.9%	1,031,465
Affranchissement	277,529	259,404	18,125	7.0%	272,745
Honoraires professionnels	1,087,391	691,536	395,855	57.2%	1,216,206
Appui technique	111,710	101,496	10,214	10.1%	117,573
Défenseurs des dossiers de la CAT	0	68,268	(68,268)	-100.0%	0
Services d'interprétation en ASL	20,083	10,668	9,415	88.3%	18,818
Secteur des communications	60,000	60,000	0	0.0%	60,000
Total des dépenses	112,254,199	110,778,109	1,476,090	1.3%	112,029,570
Excédent (déficit) pour la période	63,384,335	62,189,075	1,195,260	1.9%	58,142,796

Syndicat canadien de la fonction publique
Région de l'Atlantique
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$6,666,233	\$6,447,180	\$219,053	3.4%	\$6,356,714
Droits d'affiliation	50	0	50	0.0%	50
Intérêts sur arrérages de la capitation	1,823	0	1,823	0.0%	1,028
Revenus divers	150	0	150	0.0%	0
	6,668,256	6,447,180	221,076	3.4%	6,357,792
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	173,516	172,716	800	0.5%	173,580
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,220,277	2,259,777	(39,500)	-1.7%	2,251,959
Personnel de bureau	777,432	737,936	39,496	5.4%	800,829
Remplacements - Congés	128,086	109,116	18,970	17.4%	186,833
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	511,959	430,142	81,817	19.0%	463,437
Assurance collective	337,452	413,472	(76,020)	-18.4%	363,014
Assurance emploi	48,296	43,583	4,713	10.8%	50,811
Accidents de travail	10,116	10,029	87	0.9%	14,337
Provision pour indemnités de départ	74,530	115,308	(40,778)	-35.4%	114,654
Frais de personnel fixes	472,670	500,004	(27,334)	-5.5%	506,425
Déplacements opérationnels	444,208	450,240	(6,032)	-1.3%	413,355
Loyers	650,632	659,352	(8,720)	-1.3%	597,996
Dépenses de bureau	158,013	136,296	21,717	15.9%	160,801
Location/Entretien d'équipement	70,886	82,584	(11,698)	-14.2%	64,246
Télécommunications	75,870	75,228	642	0.9%	86,193
Affranchissement	30,259	21,996	8,263	37.6%	24,234
Honoraires professionnels	82,108	25,032	57,076	228.0%	21,589
Total des dépenses	6,266,310	6,242,811	23,499	0.4%	6,294,293
Excédent (déficit) pour la période	401,946	204,369	197,577	96.7%	63,499

Syndicat canadien de la fonction publique
Région des Maritimes
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$7,615,076	\$7,791,096	(\$176,020)	-2.3%	\$7,594,540
Droits d'affiliation	50	0	50	0.0%	50
Intérêts sur arrérages de la capitation	2,014	0	2,014	0.0%	2,478
	7,617,140	7,791,096	(173,956)	-2.2%	7,597,068
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	209,853	218,640	(8,787)	-4.0%	223,083
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,589,495	2,569,865	19,630	0.8%	2,609,304
Personnel de bureau	903,530	885,449	18,081	2.0%	888,992
Remplacements - Congés	153,927	107,772	46,155	42.8%	100,776
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	539,664	516,639	23,025	4.5%	508,038
Assurance collective	430,148	409,725	20,423	5.0%	385,123
Assurance emploi	52,089	48,198	3,891	8.1%	53,115
Accidents de travail	8,589	7,970	619	7.8%	12,150
Provision pour indemnités de départ	85,909	132,912	(47,003)	-35.4%	132,160
Frais de personnel fixes	522,134	549,996	(27,862)	-5.1%	526,773
Déplacements opérationnels	325,049	250,704	74,345	29.7%	218,567
Loyers	482,371	514,716	(32,345)	-6.3%	472,693
Dépenses de bureau	190,850	210,912	(20,062)	-9.5%	214,765
Location/Entretien d'équipement	69,143	76,080	(6,937)	-9.1%	57,875
Télécommunications	86,617	87,336	(719)	-0.8%	115,865
Affranchissement	18,274	15,984	2,290	14.3%	15,737
Honoraires professionnels	174,735	72,348	102,387	141.5%	311,883
Total des dépenses	6,842,377	6,675,246	167,131	2.5%	6,846,899
Excédent (déficit) pour la période	774,763	1,115,850	(341,087)	-30.6%	750,169

Syndicat canadien de la fonction publique
Québec
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$38,200,078	\$38,235,372	(\$35,294)	-0.1%	\$37,642,287
Droits d'affiliation	25	0	25	0.0%	25
Intérêts sur arrrages de la capitation	14,355	0	14,355	0.0%	9,471
	38,214,458	38,235,372	(20,914)	-0.1%	37,651,783
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	819,024	809,076	9,948	1.2%	815,198
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	10,235,877	10,159,505	76,372	0.8%	10,193,446
Personnel de bureau	2,063,021	2,110,111	(47,090)	-2.2%	2,088,949
Remplacements - Congés	164,205	97,140	67,065	69.0%	141,846
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	1,913,720	1,765,623	148,097	8.4%	1,855,125
Assurance collective	2,285,816	2,354,636	(68,820)	-2.9%	2,321,565
Assurance emploi	248,728	208,779	39,949	19.1%	244,731
Accidents de travail	75,552	71,691	3,861	5.4%	77,945
Provision pour indemnités de départ	306,415	471,948	(165,533)	-35.1%	466,674
Frais de personnel fixes	1,916,791	2,037,960	(121,169)	-5.9%	1,864,584
Déplacements opérationnels	1,103,767	920,484	183,283	19.9%	1,076,127
Loyers	1,915,747	1,936,248	(20,501)	-1.1%	1,964,454
Dépenses de bureau	367,605	332,136	35,469	10.7%	288,322
Location/Entretien d'équipement	438,271	369,888	68,383	18.5%	422,284
Télécommunications	215,022	146,112	68,910	47.2%	225,520
Affranchissement	39,275	53,232	(13,957)	-26.2%	31,610
Honoraires professionnels	483,530	413,520	70,010	16.9%	530,415
Appui technique	111,710	101,496	10,214	10.1%	117,573
Secteur des communications	60,000	60,000	0	0.0%	60,000
Total des dépenses	24,764,076	24,419,585	344,491	1.4%	24,786,368
Excédent (déficit) pour la période	13,450,382	13,815,787	(365,405)	-2.6%	12,865,415

Syndicat canadien de la fonction publique
Ontario
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$72,686,972	\$72,300,528	\$386,444	0.5%	\$70,919,112
Droits d'affiliation	115	0	115	0.0%	110
Intérêts sur arrérages de la capitation	14,810	0	14,810	0.0%	38,957
Revenus divers	5	0	5	0.0%	0
	72,701,902	72,300,528	401,374	0.6%	70,958,179
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	1,511,452	1,486,584	24,868	1.7%	1,477,568
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	16,082,726	15,829,580	253,146	1.6%	16,039,638
Personnel de bureau	4,189,810	4,038,544	151,266	3.7%	4,194,360
Remplacements - Congés	582,786	512,436	70,350	13.7%	711,486
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	3,129,206	2,931,002	198,204	6.8%	2,888,149
Assurance collective	2,793,806	2,793,179	627	0.0%	2,766,567
Assurance emploi	306,137	279,759	26,378	9.4%	297,526
Accidents de travail	182,244	144,227	38,017	26.4%	165,414
Provision pour indemnités de départ	490,580	764,220	(273,640)	-35.8%	752,446
Frais de personnel fixes	3,168,331	3,386,388	(218,057)	(6.44%)	3,205,944
Déplacements opérationnels	1,475,765	1,822,128	(346,363)	-19.0%	1,533,030
Loyers	4,280,772	4,269,492	11,280	0.3%	4,278,656
Dépenses de bureau	771,057	730,872	40,185	5.5%	797,698
Location/Entretien d'équipement	584,140	443,772	140,368	31.6%	494,897
Télécommunications	214,766	253,476	(38,710)	-15.3%	213,151
Affranchissement	89,573	74,892	14,681	19.6%	94,077
Honoraires professionnels	99,869	57,012	42,857	75.2%	170,854
Défenseurs des dossiers de la CAT	0	68,268	(68,268)	-100.0%	0
Services d'interprétation en ASL	20,083	10,668	9,415	88.3%	18,818
Total des dépenses	39,973,103	39,896,499	76,604	0	40,100,279
Excédent (déficit) pour la période	32,728,799	32,404,029	324,770	1.00%	30,857,900

**Syndicat canadien de la fonction publique
Manitoba
12/31/14**

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$6,596,832	\$6,839,124	(\$242,292)	-3.5%	\$6,605,689
Droits d'affiliation	25	0	25	0.0%	25
Intérêts sur arrâges de la capitation	373	0	373	0.0%	956
Revenus divers	112	0	112	0.0%	0
	6,597,342	6,839,124	(241,782)	-3.5%	6,606,670
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	166,508	172,416	(5,908)	-3.4%	180,999
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,082,491	2,174,517	(92,026)	-4.2%	2,286,076
Personnel de bureau	604,541	615,567	(11,026)	-1.8%	603,832
Remplacements - Congés	166,597	107,772	58,825	54.6%	111,871
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	430,168	399,507	30,661	7.7%	443,176
Assurance collective	348,604	386,990	(38,386)	-9.9%	394,663
Assurance emploi	44,391	39,966	4,425	11.1%	45,098
Accidents de travail	4,205	4,834	(629)	-13.0%	4,392
Provision pour indemnités de départ	69,372	107,316	(37,944)	-35.4%	109,974
Frais de personnel fixes	395,761	423,804	(28,043)	-6.6%	383,626
Déplacements opérationnels	185,616	185,940	(324)	-0.2%	172,902
Loyers	343,659	339,420	4,239	1.2%	338,611
Dépenses de bureau	80,042	107,328	(27,286)	-25.4%	84,459
Location/Entretien d'équipement	63,608	66,804	(3,196)	-4.8%	49,448
Télécommunications	54,756	58,356	(3,600)	-6.2%	71,339
Affranchissement	16,401	15,108	1,293	8.6%	15,934
Honoraires professionnels	37,420	11,688	25,732	220.2%	3,703
Total des dépenses	5,094,140	5,217,333	(123,193)	-2.4%	5,300,103
Excédent (déficit) pour la période	1,503,202	1,621,791	(118,589)	-7.3%	1,306,567

**Syndicat canadien de la fonction publique
Saskatchewan
12/31/14**

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$8,381,876	\$7,993,368	\$388,508	4.9%	\$7,770,955
Droits d'affiliation	25	0	25	0.0%	25
Intérêts sur arrérages de la capitation	1,124	0	1,124	0.0%	6,129
	8,383,025	7,993,368	389,657	4.9%	7,777,109
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	196,576	194,916	1,660	0.9%	191,624
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,394,044	2,361,859	32,185	1.4%	2,340,970
Personnel technique et administratif	0	0	0	0.0%	1,000
Personnel de bureau	573,873	578,824	(4,951)	-0.9%	597,075
Remplacements - Congés	223,631	107,772	115,859	107.5%	260,482
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	467,839	419,859	47,980	11.4%	426,814
Assurance collective	335,108	342,962	(7,854)	-2.3%	301,985
Assurance emploi	45,629	41,648	3,981	9.6%	41,655
Accidents de travail	4,986	4,651	335	7.2%	4,652
Provision pour indemnités de départ	73,110	113,112	(40,002)	-35.4%	112,481
Frais de personnel fixes	419,266	478,584	(59,318)	-12.4%	465,495
Déplacements opérationnels	329,858	388,824	(58,966)	-15.2%	289,726
Loyers	303,553	317,904	(14,351)	-4.5%	292,457
Dépenses de bureau	163,303	159,420	3,883	2.4%	183,585
Location/Entretien d'équipement	52,879	66,216	(13,337)	-20.1%	40,858
Télécommunications	90,870	86,640	4,230	4.9%	96,992
Affranchissement	17,983	18,192	(209)	-1.1%	23,213
Honoraires professionnels	55,580	11,412	44,168	387.0%	149,570
Total des dépenses	5,748,088	5,692,795	55,293	1.0%	5,820,634
Excédent (déficit) pour la période	2,634,937	2,300,573	334,364	14.5%	1,956,475

Syndicat canadien de la fonction publique
Alberta
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$12,910,987	\$10,683,156	\$2,227,831	20.9%	\$11,108,806
Droits d'affiliation	40	0	40	0.0%	40
Intérêts sur arrérages de la capitation	2,100	0	2,100	0.0%	2,904
	12,913,127	10,683,156	2,229,971	20.9%	11,111,750
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	241,042	237,720	3,322	1.4%	234,941
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,431,889	2,463,942	(32,053)	-1.3%	2,401,939
Personnel de bureau	738,289	735,762	2,527	0.3%	725,402
Remplacements - Congés	132,169	121,236	10,933	9.0%	155,227
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	508,084	458,491	49,593	10.8%	466,539
Assurance collective	386,135	376,776	9,359	2.5%	366,734
Assurance emploi	50,599	46,203	4,396	9.5%	51,962
Accidents de travail	3,350	7,114	(3,764)	-52.9%	6,248
Provision pour indemnités de départ	79,546	123,072	(43,526)	-35.4%	121,147
Frais de personnel fixes	463,466	498,804	(35,338)	-7.1%	479,445
Déplacements opérationnels	510,219	390,840	119,379	30.5%	575,446
Loyers	741,385	903,600	(162,215)	-18.0%	761,184
Dépenses de bureau	169,613	176,028	(6,415)	-3.6%	210,003
Location/Entretien d'équipement	101,189	101,592	(403)	-0.4%	92,998
Télécommunications	73,411	74,736	(1,325)	-1.8%	73,405
Affranchissement	17,273	15,000	2,273	15.2%	21,950
Honoraires professionnels	(5,436)	19,728	(25,164)	-127.6%	1,568
Total des dépenses	6,642,223	6,750,644	(108,421)	-1.6%	6,746,138
Excédent (déficit) pour la période	6,270,904	3,932,512	2,338,392	59.5%	4,365,612

Syndicat canadien de la fonction publique
Colombie-Britannique
12/31/14

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/13
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$22,536,396	\$22,677,360	(\$140,964)	-0.6%	\$22,108,256
Droits d'affiliation	55	0	55	0.0%	55
Intérêts sur arrérages de la capitation	6,128	0	6,128	0.0%	3,704
Revenus divers	705	0	705	0.0%	0
	22,543,284	22,677,360	(134,076)	-0.6%	22,112,015
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	508,232	508,980	(748)	-0.1%	509,639
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	6,490,191	6,291,238	198,953	3.2%	6,338,799
Personnel de bureau	1,944,613	1,817,838	126,775	7.0%	1,858,837
Remplacements - Congés	555,008	161,652	393,356	243.3%	372,194
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	1,319,691	1,172,937	146,754	12.5%	1,197,787
Assurance collective	1,048,627	1,094,933	(46,306)	-4.2%	1,017,534
Assurance emploi	126,695	117,152	9,543	8.1%	127,492
Accidents de travail	23,243	21,354	1,889	8.8%	21,641
Provision pour indemnités de départ	200,223	311,916	(111,693)	-35.8%	308,877
Frais de personnel fixes	1,220,996	1,196,736	24,260	2.0%	1,163,320
Déplacements opérationnels	1,218,292	997,008	221,284	22.2%	1,100,190
Loyers	1,347,489	1,351,704	(4,215)	-0.3%	1,347,019
Dépenses de bureau	382,391	395,736	(13,345)	-3.4%	384,737
Location/Entretien d'équipement	188,138	191,028	(2,890)	-1.5%	165,176
Télécommunications	141,977	127,188	14,789	11.6%	149,000
Affranchissement	48,491	45,000	3,491	7.8%	45,990
Honoraires professionnels	159,585	80,796	78,789	97.5%	26,624
Total des dépenses	16,923,882	15,883,196	1,040,686	6.6%	16,134,856
Excédent (déficit) pour la période	5,619,402	6,794,164	(1,174,762)	-17.3%	5,977,159

RAPPORT SUR LA CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE
AU
31 DÉCEMBRE 2014

Consœurs et confrères,

Vous avez devant vous les états financiers de la Caisse nationale de défense pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Il est à noter que le bilan, l'état des revenus et des dépenses, l'état de l'évolution du solde du Fonds, l'état des flux de trésorerie ainsi que les notes complémentaires aux états financiers ont été vérifiés par Deloitte LLP. De plus, nous avons inclus des tableaux financiers supplémentaires qui donnent plus de détails sur les revenus et les dépenses.

BILAN

Au 31 décembre 2014, la Caisse nationale de défense avait un actif total de 8,3 millions de dollars, soit presque le même que le 31 décembre 2013. Cet actif était formé de 2,8 millions de dollars en liquidités et placements à court terme, de 1,4 million de dollars en capitation et autres montants à recevoir et de 4,1 millions de dollars en placements à long terme.

Le passif au 31 décembre 2014 était de 6,2 millions de dollars, comparativement à 6,6 millions de dollars au 31 décembre 2013. Les principaux éléments de passif dans la Caisse de défense consistaient en comptes créditeurs, charges à payer, montants dus aux sections locales pour les campagnes à frais partagés ainsi qu'un montant payable à la Caisse générale.

Au 31 décembre 2014, le solde de la Caisse s'établissait à 2,1 millions de dollars, comparativement à 1,6 million de dollars au 31 décembre 2013.

ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

L'état des revenus et des dépenses indique un surplus de 453 000 \$ pour l'exercice avant les gains de placements non matérialisés. Les dépenses sont décrites en détail dans les tableaux qui suivent.

Campagnes à frais partagés (Tableau 1)

Le tableau montre d'une part, les nouvelles campagnes à frais partagés autorisées par le Conseil exécutif national en 2014 et d'autre part, les rajustements définitifs relatifs aux campagnes à frais partagés des années antérieures qui ont pris fin en 2014. Au total, il y a eu 448 000 \$ en recouvrements pour les campagnes des années précédentes et 2,8 millions de dollars pour de nouvelles campagnes à frais partagés approuvées en 2014. Le budget annuel de 2,6 millions de dollars n'a pas été entièrement dépensé pour l'exercice, laissant une somme de 217 000 \$ inutilisée.

Priorités stratégiques nationales (Tableau 2)

Les dépenses consacrées aux priorités stratégiques nationales ont totalisé 2,1 millions de dollars en 2014 et sont énumérées par type d'activité dans ce tableau.

Priorités stratégiques régionales (Tableau 3)

Les dépenses consacrées aux priorités stratégiques régionales ont totalisé 1,6 million de dollars en 2014 et sont énumérées par type d'activité dans ce tableau.

Grandes campagnes de recrutement (Tableau 4)

Le tableau montre en détail les diverses campagnes de recrutement et de restructuration par région. Les dépenses dans cette enveloppe de la Caisse de défense en 2014 ont totalisé 2,3 millions de dollars.

C'est ainsi que prend fin mon rapport sur les états financiers de la Caisse nationale de défense pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

Financial statements of
États financiers de

**Canadian Union of
Public Employees -
National Defence Fund**

**Syndicat canadien de
la fonction publique -
Caisse nationale de défense**

December 31, 2014
31 décembre 2014

**Canadian Union of Public
Employees - National
Defence Fund**

December 31, 2014

Table of contents

Independent Auditor's Report

Statement of financial position

Statement of operations and changes in fund balance

Statement of cash flows

Notes to the financial statements

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de défense**

31 décembre 2014

Table des matières

1-2 Rapport de l'auditeur indépendant

3 État de la situation financière

4 État des résultats et de l'évolution du solde du Fonds

5 État des flux de trésorerie

6-9 Notes complémentaires

Independent Auditor's Report

To the Members of
Canadian Union of Public Employees

We have audited the accompanying financial statements of Canadian Union of Public Employees (the Union) - National Defence Fund, which comprise the statement of financial position as at December 31, 2014, and the statements of operations and changes in fund balance and of cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Syndicat canadien de la fonction publique

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) - Caisse nationale de défense, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états des résultats et de l'évolution du solde du Fonds et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Canadian Union of Public Employees - National Defence Fund as at December 31, 2014, and the results of its operations and its cash flows for the year the ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de défense au 31 décembre 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte LLP/S.E.N.C.R.L./s.c.l.

Chartered Professional Accountants, Chartered Accountants
Licensed Public Accountants

June 10, 2015

Comptables professionnels agréés, Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 10 juin 2015

**Canadian Union of Public
Employees - National
Defence Fund**

Statement of financial position
as at December 31, 2014


**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de défense**

État de la situation financière
au 31 décembre 2014

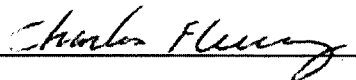
	2014	2013	
	\$	\$	
Assets			Actif
Current assets			Actif à court terme
Cash	1,474,481	1,656,154	Encaisse
Short-term investments (note 3)	1,277,431	1,250,183	Placements à court terme (note 3)
Per capita tax receivable	1,400,863	1,372,612	Capitation à recevoir
Accounts receivable	4,571	4,662	Débiteurs
Prepaid expenses	5,004	26,000	Dépenses payées d'avance
	4,162,350	4,309,611	
Investments (note 3)	4,125,249	3,914,557	Placements (note 3)
	8,287,599	8,224,168	
Liabilities			Passif
Current liabilities			Passif à court terme
Accounts payable and accrued liabilities	1,859,077	1,889,299	Créditeurs et frais courus
Due to General Fund	161,394	630,721	Dû à la Caisse générale
Due to locals for cost-sharing programs	4,136,547	4,103,223	Dû aux sections locales pour les programmes à frais partagés
	6,157,018	6,623,243	
Fund balance			Solde du Fonds
Unrestricted	2,130,581	1,600,925	Non affecté
	8,287,599	8,224,168	

ON BEHALF OF THE NATIONAL EXECUTIVE BOARD

AU NOM DU CONSEIL EXECUTIF NATIONAL



Paul Most
National President, Président national



Charles Fleury
National Secretary-Treasurer, Secrétaire-trésorier national

**Canadian Union of Public
Employees - National
Defence Fund**

Statement of operations and
changes in fund balance
year ended December 31, 2014

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de défense**

État des résultats et
de l'évolution du solde du Fonds
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	Budget 2014	2014	2013	
	\$	\$	\$	
	(unaudited) (non audité)			
Revenue				Revenus
Per capita tax	8,566,400	8,679,975	8,399,408	Capitation
Investment income	-	151,454	215,164	Revenus de placements
Miscellaneous	-	-	1,496	Divers
	8,566,400	8,831,429	8,616,068	
Expenses				Dépenses
Cost-sharing programs	2,600,000	2,382,829	2,756,190	Programmes à frais partagés
National strategic priorities	2,050,000	2,087,965	2,160,948	Priorités nationales en matière de stratégie
Regional strategic priorities	1,610,000	1,619,734	1,674,668	Priorités régionales en matière de stratégie
Major organizing campaigns	2,300,000	2,287,619	2,488,533	Grandes campagnes d'organisation
	8,560,000	8,378,147	9,080,339	
Excess (deficiency) of revenue over expenses before the undernoted item:	6,400	453,282	(464,271)	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant l'incidence du poste ci-dessous :
Unrealized gains (losses) on investments	-	76,374	(177,306)	Gains (pertes) non réalisés sur placements
Excess (deficiency) of revenue over expenses	6,400	529,656	(641,577)	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses
Balance, beginning of year	1,600,925	1,600,925	2,242,502	Solde au début
Balance, end of year	1,607,325	2,130,581	1,600,925	Solde à la fin

**Canadian Union of Public
Employees - National
Defence Fund**

Statement of cash flows
year ended December 31, 2014

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de défense**

État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	2014	2013	
	\$	\$	
Net inflow (outflow) of cash related to the following activities:			Augmentation (diminution) de l'encaisse liée aux activités suivantes :
Operating			Exploitation
Excess (deficiency) of revenue over expenses	529,656	(641,577)	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses
Unrealized loss (gain) on investments	(76,374)	177,306	Perte (gain) non réalisée sur les placements
Changes in non-cash operating working capital items listed below:			Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation suivant:
Per capita tax receivable	(28,251)	49,383	Capitation à recevoir
Accounts receivable	91	-	Débiteurs
Prepaid expenses	20,996	(18,505)	Dépenses payées d'avance
Accounts payable and accrued liabilities	(30,222)	157,772	Créditeurs et frais courus
Due to locals for cost-sharing programs	33,324	393,765	Dû aux sections locales pour les programmes à frais partagés
	449,220	118,144	
Investing			Investissement
Acquisition of investments	(11,334,980)	(6,324,102)	Acquisition d'investissements
Disposal of investments	11,173,414	6,150,237	Cession d'investissements
	(161,566)	(173,865)	
Financing			Financement
Increase (decrease) in due to General Fund	(469,327)	105,467	Augmentation (diminution) du montant dû à la Caisse générale
Increase (decrease) in due from National Strike Fund	-	56,117	Augmentation (diminution) du montant à recevoir de la Caisse nationale de grève
	(469,327)	161,584	
Net cash inflow (outflow)	(181,673)	105,863	Augmentation (diminution) de l'encaisse
Cash, beginning of year	1,656,154	1,550,291	Encaisse au début
Cash, end of year	1,474,481	1,656,154	Encaisse à la fin

Canadian Union of Public Employees - National Defence Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de défense

Notes complémentaires
31 décembre 2014

1. Purpose of the organization

The Canadian Union of Public Employees (the Union) is a national labour organization representing workers in a variety of jurisdictions throughout the public sector and areas of the private sector. The Union is an unincorporated association with rights and responsibilities regulated by Provincial and Federal labour laws and is exempt from income tax as a labour organization under the Income Tax Act (Canada).

The National Defence Fund was established to provide financial assistance to members on strike or facing strike action and, on a cost-sharing basis, for coordinated informational and lobbying campaigns conducted in conjunction with collective bargaining or efforts to change restrictive legislation. On January 1, 2002, a separate National Strike Fund was established. The National Defence Fund transferred cash and the responsibility to provide financial assistance to members on strike or facing action to the National Strike Fund.

2. Significant accounting policies

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

Basis of accounting and presentation

The financial statements have been prepared using the deferral method of accounting. Under this method, revenue and expenses are reflected in the accounts in the period in which they have been earned and incurred respectively, whether or not such transactions have been finally settled by the receipt or payment of money.

The Union has adopted fund accounting as a basis of reporting its activities and separate financial statements are prepared for the General Fund, National Strike Fund and National Defence Fund. The Union also prepares combined financial statements which include the three funds. These financial statements present the activities of the National Defence Fund only.

1. Nature de l'organisme

Le Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) est un syndicat national qui représente les travailleuses et travailleurs d'une variété de champs dans le secteur public et de certains domaines dans le secteur privé. Le Syndicat est une association non constituée en société dont les droits et responsabilités sont réglementés par les lois du travail fédérales et provinciales et est exempt d'impôt selon la loi fédérale de l'impôt sur le revenu (Canada).

La Caisse nationale de défense a été établie afin de fournir de l'aide financière aux membres en grève ou faisant face à une éventualité de grève et, sous une base de frais partagés, afin de coordonner les campagnes d'information et de lobbying conduites en conjonction avec la négociation de conventions collectives ou des efforts pour le changement de lois restrictives. Une Caisse nationale de grève a été établie séparément le 1^{er} janvier 2002. La Caisse nationale de défense a transféré à la Caisse nationale de grève des liquidités et la responsabilité de l'aide financière aux membres en grève ou confrontés à des procès.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Méthode de comptabilité et présentation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du report. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont imputés à l'exercice où ils sont gagnés ou engagés, sans considération du moment où les opérations auxquelles ils se rapportent sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

Le Syndicat a adopté la comptabilité par fonds comme norme de présentation de ses activités et des états financiers distincts sont préparés pour la Caisse générale, la Caisse nationale de grève et la Caisse nationale de défense. Le Syndicat prépare aussi des états financiers combinés qui incluent les trois fonds. Ces états financiers ne présentent que les activités de la Caisse nationale de défense.

Canadian Union of Public Employees - National Defence Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de défense

Notes complémentaires
31 décembre 2014

2. Significant accounting policies (continued)

Financial instruments

The Union initially measures its financial assets and liabilities at fair value. The Union subsequently measures all its financial assets and liabilities at amortized cost except for cash and investments which are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the statement of operations.

Revenue recognition

The Union's principal sources of revenue consist of per capita tax and initiation fees and investment income.

Revenue from per capita tax and initiation fees is recognized over the period to which the revenue relates. Revenue received in advance is deferred to the period to which the revenue relates.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates. Assumptions are used in estimating the fair value of investments, the collectability of accounts receivable and the amount of certain accrued liabilities.

2. Principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

Le Syndicat évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement à l'exception de son encaisse et de ses placements qui sont évalués à la juste valeur. Les changements à la juste valeur sont enregistrés dans l'état des résultats.

Constatations des produits

Le Syndicat a comme sources principales de revenus la capitation et droits d'initiation et les revenus de placements.

Les revenus de capitation et droits d'initiation sont constatés à la période à laquelle ils se rapportent. Les revenus reçus en avances sont reportés à la période à laquelle ils se rapportent.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les estimations sont utilisées pour établir la juste valeur des placements, le recouvrement des débiteurs et le montant de certains frais courus.

Canadian Union of Public Employees - National Defence Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de défense

Notes complémentaires
31 décembre 2014

3. Investments

Investments are summarized as follows :

	2014			2013			
	Fair value Juste valeur	Cost Coût	%	Fair value Juste valeur	Cost Coût	%	
	\$	\$		\$	\$		
Short-term investments	1,260,408	1,260,408	23	1,221,362	1,221,362	23	Placements à court terme
Accrued interest	17,023	17,023	1	28,821	28,802	1	Intérêts courus
Short-term investments	1,277,431	1,277,431	24	1,250,183	1,250,164	24	Placements à court terme
Bonds							Obligations
Government	2,868,608	2,846,618	53	1,756,354	1,799,853	34	Gouvernement
Corporate and others	1,256,641	1,234,607	23	2,158,203	2,147,073	42	Sociétés et autres
Long-term investments	4,125,249	4,081,225	76	3,914,557	3,946,926	76	Placements à long terme
Total investments	5,402,680	5,358,656	100	5,164,740	5,197,090	100	Total des placements

Determination of fair values

Short-term investments consist of Canada Treasury bills. The market value of these short-term investments is approximately equal to their cost.

Bonds are debt obligations of governments and corporate entities paying interest at rates appropriate to the market at their date of purchase. Bonds are valued at the year-end quoted market prices.

The bonds mature at face value on a staggered basis over the next 54 years (2013 - 95 years). Effective interest rates to maturity for these securities range from 1.29% to 7.13% (2013 - 1.5% to 9.9%).

Investment risk

Investment in financial instruments renders the Fund susceptible to the potential risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge its obligation when due. The maximum investment risk to the Fund is equal to the fair value of the investments.

Concentration of risk

Concentrations of risk exist when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political or other conditions. Management believes that the concentrations described above do not represent excessive risk.

3. Placements

Les placements se répartissent comme suit :

Détermination de la juste valeur

Les placements à court terme sont composés de bons du Trésor du Canada. La valeur du marché des placements à court terme est comparable à leur coût.

Les obligations représentent des instruments d'emprunt de gouvernements et de sociétés par actions, produisant des rendements en intérêts comparables à ceux du marché au moment de leur achat. Les obligations sont évaluées au cours du marché en date de fin d'exercice.

L'échéance des obligations s'échelonne sur une période de 54 ans (2013 - 95 ans). Les taux d'intérêts effectifs pour ces titres varient de 1,29 % à 7,13 % (1,5 % à 9,9 % en 2013) jusqu'à leur échéance.

Risque lié aux placements

En investissant dans des instruments financiers, le Fonds s'expose au risque inhérent qu'un émetteur d'instrument financier ne puisse faire face à ses obligations à la date convenue. Le risque maximum auquel s'expose le Fonds est égal à la juste valeur des placements.

Concentration du risque

Il y a concentration du risque lorsqu'une portion importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles aux mêmes facteurs économiques, politiques ou autres. La direction est d'avis que les concentrations décrites ci-dessus ne représentent pas de risque excessif.

Canadian Union of Public Employees - National Defence Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de défense

Notes complémentaires
31 décembre 2014

4. Financial instruments

Fair value

The National Defence Fund's financial instruments consist of cash, investments, per capita tax receivable, accounts receivable, accounts payable and accrued liabilities, receivable from or due to other Funds and due to locals for cost-sharing programs. The fair value of these financial instruments is approximately equal to their carrying amount given their short-term maturity. The fair value of investments is disclosed in note 3.

Interest rate risk

Interest rate risk is the exposure of the National Defence Fund's earnings that arises from fluctuations in interest rates. The Union is exposed to interest rate risk on its investments.

Credit risk

Credit risk arises from the potential that locals and other parties will fail to honour their obligations. The National Defence Fund is exposed to credit risk through per capita tax and accounts receivable. The National Defence Fund limits the amount of credit extended when considered necessary.

5. Capital management

The Union's objectives when managing capital are to safeguard its ability to continue as a labour organization in an effort to carry out its mission. Capital consists of the Fund balance. The Union is not subject to any externally imposed capital requirements or restrictions.

4. Instruments financiers

Juste valeur

Les instruments financiers de la Caisse nationale de défense comprennent l'encaisse, les placements, la capitation à recevoir, les débiteurs, les créiteurs et frais courus, les dus des (aux) autres Caisses et les dus aux sections locales pour les programmes à frais partagés. La juste valeur de ces instruments financiers est approximativement égale à leur valeur comptable compte tenu de leur brève échéance. La juste valeur des placements est divulguée à la note 3.

Risques de taux d'intérêt

Les risques de taux d'intérêt, auxquels les bénéficiaires de la Caisse nationale de défense sont exposés, surviennent à cause des fluctuations des taux d'intérêt. Le Syndicat est exposé à des risques de taux d'intérêt sur ses placements.

Risques de crédit

Des risques de crédit se présentent lorsque certaines sections locales et autres groupes ne font pas face à leurs obligations. La Caisse nationale de défense est exposée au risque de crédit provenant de la capitation à recevoir et des débiteurs. La Caisse nationale de défense limite le montant de crédit avancé si nécessaire.

5. Gestion du capital

Les objectifs du Syndicat quant à la gestion de son capital, sont de continuer à opérer comme organisme syndical afin de pouvoir réaliser sa mission. Le capital du Syndicat se compose du solde du Fonds. Le Syndicat n'est pas soumis à des exigences externes en matière de gestion du capital.

Tableau 1

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Cost-Sharing Campaigns & Miscellaneous / Campagnes à frais partagés et frais divers
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Atlantique

S.I. soins de courte durée N.-É. - Contre le "superconseil"	\$ 101,326	
SCFP - Terre-Neuve & Labrador / Accroître la visibilité - Phase II (2012)	(76,100)	
SCFP - Terre-Neuve & Labrador / Accroître la visibilité - Phase II (2013)	(97,598)	
S.I. 759,761 et 933 - N.-É. - Campagne d'image publique	16,989	
S.I. 2230 - N.-É. - Campagne pour garder le centre ouvert	11,485	
S.I. 4814 - N.-É. - Réintégration des brigadiers	2,875	
S.I. 4745 - N.-É. - Campagne pour un salaire adéquat	9,600	
Frais Divers	331	(31,092)

Maritimes

S.I. 1190 - Renversez les coupures / Entretien hivernal	\$ 62,037	
S.I. 1251 - Campagne d'image	33,000	
Frais Divers	10	95,047

Québec

S.I. 675 et 5757 - Campagne contre les compressions budgétaires	\$ 13,140	
S.I. 1983 - Phase II - Campagne de sensibilisation	66,050	
S.I. 2929 - Soutien à la négociation (2011)	(6,050)	
CPSC - Centre d'appels (2011)	(2,013)	
Conseil Provincial Services sociaux / Contre la privatisation	50,000	
Frais Divers	587	121,714

Ontario

S.I. 67 - Empêcher fermeture de garderies municipales	\$ 833	
S.I. 255 - L'importance de certains problèmes (2011)	(3,140)	
S.I. 416 - Communication avec la communauté	158,530	
S.I. 416 - contre la sous-trait. des services de collectes des ordures	50,854	
S.I. 503 - Campagne de mobilisation et de sensibilisation	97,463	
S.I. 503 - Campagne électorale municipale de 2014	89,043	
S.I. 504 - Contre la sous-traitance	4,602	
S.I. 543 - Campagne d'engagement et de mobilisation	37,053	
S.I. 960 - Campagne de sensibilisation	1,413	
S.I. 966 - Campagne de soutien à la négociation	61,585	
S.I. 1600 - Contre la privatisation (2011)	(64,699)	
S.I. 2221 - Soutien à la négociation	7,592	
S.I. 3902-5 - Campagne de mobilisation et de soutien à la négociation	16,792	
S.I. 4000 - Sensibilisation aux transpositeurs médicaux	1,799	
S.I. 4400 - Campagne "Defending Jobs"	400,000	
S.I. 4948 - Campagne visant à accroître l'engagement comm. et de mobilisation	43,069	

Tableau 1 (suite)

**Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Cost-Sharing Campaigns & Miscellaneous / Campagnes à frais partagés et frais divers
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014**

Ontario (suite)

S.I. 5100 - Cons. scol. Grand Erie / Prise de conscience de la loi 115 (2013)	(773)	
S.I. 5678 - Mobilisation des membres	31,940	
CSHO - Campagne électorale	49,406	
CCCSO - Campagne de soutien à la négociation	43,239	
Frais Divers	1,578	1,028,178

Manitoba

S.I. 500 - Phase IV - campagne "Positively Public"	\$ 50,000	
S.I. 1550 - Campagne de communication	3,594	53,594

Saskatchewan

SCFP - Saskatchewan / Anti-Privatisation	\$ 80,000	
S.I. 21 - Contre la privatisation des services d'eaux potables et usées	52,880	
S.I. 21 - Campagne électorale municipale (2012)	(5,577)	
S.I. 21 - Promouvoir les services publics (2011)	(45,200)	
S.I. 287 - Soutien à la négociation (2011)	(8,573)	
S.I. 1594 - Soutien à la négociation, Phase I (2011)	8,840	
S.I. 1594 - Soutien à la négociation, Phase II (2011)	(11,250)	
S.I. 1871 - Soutien à la négociation, Phase II (2011)	(5,000)	
S.I. 1881 - Soutien à la négociation (2011)	(5,000)	
S.I. 3287 - Campagne de sensibilisation	20,000	
S.I. 3287 - Soutien à la négociation, Phase II (2011)	(10,350)	
S.I. 4777 - Contre la privatisation	23,500	
S.I. 4980 - Contre la privatisation	5,000	
S.I. 3967 - Campagne anti-privatisation	25,000	
S.I. 5111 - Campagne contre la privatisation des services de santé	22,000	
S.I. 5111 - Action politique (2011)	(15,632)	
S.I. 5512 - "Prairie South School Div." - Fin. insuffisant et coupures (2013)	(10,000)	
S.I. 5999 - Campagne contre la privatisation des services de santé	10,000	
Le Conseil provincial de soins de santé - "Health Care Providers' Week"	6,500	
Le Conseil prov.de soins de santé - Camp.de mobilisation contre la privatisation	152,500	
CDTTB - Accroître la participation des membres (2011)	(3,382)	
Conseil de la santé de la Saskatchewan / Phase II I.A.A.	45,250	
Frais Divers	153	331,658

Alberta

S.I. 30 - Campagne de leadership	\$ 25,500	
S.I. 37 - Contre la privatisation (2011)	(4,113)	

Tableau 1 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Cost-Sharing Campaigns & Miscellaneous / Campagnes à frais partagés et frais divers
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Alberta (suite)

S.I. 38 - Promouvoir le travail des membres	150,019	
S.I. 38, 39 et 709 - Phase III - Promouvoir les services publics	164,993	
S.I. 474 - Campagne "We work for you" (2011)	(26,440)	
S.I. 520 - Événement annuel "Run & Walk"	1,250	
S.I. 520 - Événement annuel course et marche (2013)	1,250	
S.I. 2545 - Soutien à la négociation (2011)	(42,028)	
S.I. 3911 - Contre l'adoption - modèle de centre d'appels instructeurs en ligne	2,000	
SCFP - Alberta - "Attaque sur nos pensions"	45,556	317,986

Colombie-Britannique

S.I. 50 - Campagne électoral municipale de 2014	\$ 6,000	
S.I. 116 - Soutien à la négociation (2010)	(35,959)	
S.I. 402 - Contre un projet en PPP (2011)	(18,000)	
S.I. 532 - Mobilisation des membres	10,000	
S.I. 608 - Contre la sous-traitance	10,000	
S.I. 798 - Campagne de sensibilisation	10,000	
S.I. 798 - Compagnies privées qui ne paient pas leurs taxes (2010)	(18,476)	
S.I. 873 - Promotion des services ambulanciers provinciaux	30,000	
S.I. 1004 - Promotion et protection des services publics	20,000	
S.I. 1048 - Campagne électorale municipale de 2014	20,000	
S.I. 1091 - Contre le sous-financement de l'éducation	50,000	
S.I. 1978 - Campagne "Keep Sewage Public"	20,000	
S.I. 2081 - Augmenter les Fonds à l'éducation (collèges)	20,000	
S.I. 2081 - Mobilisation des membres	30,000	
S.I. 2081 - Soutien à la négociation (2010)	(29,550)	
S.I. 2269 - Campagne électorale municipale de 2014	5,000	
S.I. 2950 - Promotion d'un fin. adéquat de l'éducation postsecondaire	37,750	
S.I. 4163 - Promotion d'un fin. adéquat de l'éducation postsecondaire	6,250	
S.I. 4163 - Vancouver / Sensibilisation du public	2,000	
S.I. 4500 - Campagne pour accroître la visibilité de la section locale	11,500	
S.I. 4163 - Accroître l'engagement de ses membres (2011)	(6,000)	
SCFP - C.-B. - Élection municipale 2014	195,000	
Univ. négo. Coord. /Promouvoir la valeur du travail de ses membres (2011)	\$ (14,196)	361,319

S.E.H.

S.E.H. 2012		104,425
-------------	--	---------

Total - Campagnes à frais partagés

\$ 2,382,829

Tableau 2

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

			Budget
<u>Réunions (Enjeux sectoriels et réunions)</u>			
Retraite pour les Jeunes Travailleurs	\$ 7,367		
Réunion SMU	17,491		
Conférence IAA	1,855		
Justice mondiale	64,542		
Conseil sectoriel des RHSGE	<u>4,420</u>	\$ 95,675	\$ 100,000
<u>Événements externes</u>			
FMC	\$ 76,667		
ACB	19,881		
Éducatrices/trices de la petite enfance de la C.-B.	1,500		
Infrastructure Municipale Québec	5,206		
ACCC	3,936		
Syndicat des municipalités de la N.-É.	6,000		
Conseil de la fédération	17,326		
Sommet sur le progrès - Institut Broadbent	<u>15,000</u>	145,516	160,000
<u>Communication et recherche</u>			
Les nouvelles du monde du travail	\$ 5,000		
Le magazine syndical <i>Our Times</i>	7,613		
RadioLabour	5,000		
Polaris-Recherche PPP Canada Inc.	80,000		
Services de recherche "Flagship"	44,000		
Rabble.ca	25,000		
Le conseil des Canadiens - "Fracking Project"	5,000		
Brochure Éducation Post-Secondaire	6,577		
Privatisation - Groupe de réflexion et de recherche	61,890		
Le SCFP - Un bilan positif	<u>22,199</u>	262,279	210,000

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

	Budget
<u>Initiatives et commanditaires</u>	
Journée internationale des femmes - 8 mars	\$ 12,588
Festival Mayworks	1,200
Centre d'art et patrimoine des travailleurs	10,000
Tournée mexicaine - United Steel Workers	4,470
FAEJ "Person's Day Breakfast"	600
Canada sans pauvreté	9,500
Gil's May Day Hootenanny	5,000
Gala de l'Assemblée des Premières Nations	3,186
Comité anti-discriminatoire County Kings	1,000
Ass. canadienne d'habitation et de rénovation urbaine	5,000
Front commun Prix Asie du Sud	1,000
Hommage aux femmes autochtones	600
Commission des Nations Unies - condition de la femme	1,152
Conf. nat. sur les infrastructures des Premières Nations	5,000
Conférence "Power Shift"	5,000
Fondation canadienne des femmes	1,000
Colloque de l'histoire Trans	4,081
Council of Canadians - tournée Elisipogtog	500
Regina "Water Watch"	8,373
Festival Mayworks de Halifax	1,500
Conférence internationale sur l'avortement	2,000
Conférence sur le leadership autochtone	8,267
APN 35e assemblée générale annuelle	5,606
Conseil des Canadiens - Forger de solidarité	10,000
Atelier "FEM North Net" Réseau féministe du Nord	1,144
Festivals d'été de la fête du travail - N.-B.	17,147
Festivals d'été de la fête du travail - I.-P.-É.	6,840

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

<u>Initiatives et commanditaires (suite)</u>		Budget
Festivals d'été de la fête du travail - N.-É.	21,451	
ACCP N.-É. - Gala automne	800	
Survivants autochtones pour la protection de l'enfance	2,500	
Déjeuner hommage - Tony Martin	500	
Institut Broadbent - Gala Progress	9,500	
Parade de Noël du conseil de Windsor	4,000	
La majorité opprimés	1,000	
APN assemblée spéciale	3,100	
Egale Canada	6,450	
Coalition des syndicats noirs	850	
Outgames mondiaux	1,549	
CCCI	500	
Adhésion - "ILGA"	2,305	
Solidarité Colombie	1,262	
Coalition pour la surveillance int'l des libertés civiles	5,000	
Centre international pour les droits syndicaux	1,453	
Réunion Tri-nationale de l'énergie	1,003	
Solidarité avec le Honduras	11,240	
Mission élection aux Philippines	11,284	
Solidarité Haïti	1,000	
Institut des droits de la femme	7,500	
"Frontline Tour" Colombie - CoDev	1,780	
Projet Bangladesh	14,335	
Comité de l'ONU sur la condition des femmes	3,481	
Conférence Iran en revue	1,000	
Fierté mondiale 2014	32,709	
Conférence sur les droits de l'homme - Belgique	3,353	
Justice pour la campagne Deepan	7,000	
Fondation Stephen Lewis	10,000	
Fondation JCPMO	5,000	
Tournée des travailleurs migrants	251	

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
 National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
 For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

			Budget
Négociation des conseils scolaire de l'Ontario	7,167		
CRAT Hydro-Québec	100,000		
Développement des services sociaux en Ontario	5,539		
Négociation CASC	<u>2,880</u>	420,495	500,000
<u>Action politique (Lobbying)</u>			
Recensement national	\$ 109,610		
Dr. Day - Coalition de la santé en C.-B.	30,000		
Riposte au projet de loi 3 au Québec	49,551		
Shale Gas- N.-B.	9,391		
Forum social des peuples	1,546		
A l'Action - Campagne économique	<u>15,000</u>	215,098	305,000
<u>Financement de coalitions</u>			
ACCP - l'alternative budgétaire fédéral	\$ 15,000		
Régie de l'énergie	35,000		
ATTAC - Québec	500		
Institut Cornell mondial du travail	6,432		
ACCP Nouvelle-Écosse	5,000		
Feminist Alliance for Int'l Action	5,000		
Conférence de l'institut Parkland	15,000		
Canada sans pauvreté	10,000		
Maquila Solidarity Network	10,000		
Coalition Québécoise contre les ateliers de misère	1,500		
ACCP	30,000		
Réseau de soins de santé des citoyens de la N.-É.	10,000		
Coalition sur la santé - N.-B.	5,000		
Front commun pour la justice sociale du N.-B.	5,000		
Institut can. de recherche sur la promotion des femmes	2,500		
Coalition pour l'équité salariale - N.-B.	5,000		

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

		Budget
<u>Financement de coalitions (suite)</u>		
Aide internationale pour l'enfance	1,500	
Fondation Aspen pour la formation syndicale	5,000	
Intérêt public de l'Alberta	5,000	
Friends of Medicare	5,000	
CCIC	3,000	
Canadiens pour une fiscalité équitable	15,000	
IREC	50,000	
Droit à l'énergie	276	
Groupe de travail - Revenus habitables	1,500	
ACORN	10,000	
"Mining Watch"	10,500	
Soutien à la Coalition - I.-P.-É.	1,500	
Fédération nationale de la pension pour les aînés	5,000	
Mobilisation canadienne Educ Hub Société	10,000	
Next Up!	10,000	
Comité d'entraide	5,000	
Conseil des Canadiens - I.-P.-É.	1,500	
RESDAC	1,000	
Le Centre pour l'alphabétisation	1,000	
COPIAN	5,000	
Frontières communes	13,500	
Association de la défense des intérêts de garde d'enfants	10,000	
Coalition canadienne sur la santé	35,000	
Fondation Léo Cormier	500	
Coalition Eau Secours	11,500	
Solidarité Santé	5,183	
Fondation Benoit Deshaies	1,000	
ICEA	500	
Coalition sur la santé en Ontario	10,000	
ACCP Manitoba	5,000	399,891
		300,000

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

			Budget
<u>Financement de campagnes</u>			
Enjeux autochtones	\$ 20,439		
SCFP T.N. - Campagne d'image publique	8,873		
Droits des personnes handicapées	556		
Assurance emploi - I.-P.-É.	17,480		
Kids Not Cuts	10,000		
Campagne de réforme de l'A.C. du N.-B.	11,554		
Annonces Radio - Jour de deuil	8,800		
Déjeuner du secrétaire-trésorier	14,761		
Better Way Alberta	30,000		
Infrastructure municipale au Québec	46,128		
Campagne des pensions - N.-B.	14,329		
Alphabétisation économique	91,841		
Fonds de pension - Québec	50,000		
Election en Ontario - Test accent	5,000		
Mise en scène Capital Avenir	5,000		
Campagne accord sur la santé	117,556		
P.P.C. et infrastructures	1,198		
Croix-Rouge du N.-B.	10,000		
Programmes d'alphabétisation	5,000		
Riposte à l'austérité de Couillard	35,000		
Journée nationale du travail	24,691		
Régime de retraite FTND	1,967		
Campagne VAW	18,828	<u>549,001</u>	<u>475,000</u>
Total - Priorités nationales en matière de stratégie		<u>\$ 2,087,955</u>	<u>\$ 2,050,000</u>

Tableau 3

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Regional Strategic Priorities / Priorités régionales en matière de stratégie
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

	Actual	Budget
<u>Québec</u>		
Lutte contre les mesures d'austérité	\$ 303,986	\$ 300,000
<u>Ontario</u>		
Bâtir un meilleur Ontario	810,000	810,000
<u>Colombie-Britannique</u>		
Des collectivités fortes	380,748	375,000
<u>S.E.H.</u>		
Campagne sur la sous-traitance/services juridiques	125,000	125,000
Total - Priorités régionales en matière de stratégie	\$ 1,619,734	\$ 1,610,000

Tableau 4

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns / Grandes campagnes d'organisation
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

<u>Initiatives nationales</u>		
Matériel	\$ 181,810	
Campagne nationale SEH et IPA	8,866	
Organisateur surnuméraire	4,610	\$ 195,286
<u>Atlantique</u>		
Organisation		
Maison de soins Manoir Grandview	\$ 1,586	
Semaine des infirmières	8,382	
Amherst et la société de services de quartier résidentiel	740	
Progress Center - intervention précoce	1,084	
Assistant étudiant de technologie - Université de Moncton	108	
<i>Total Organisation - Atlantique</i>	\$ 11,899	
Restructuration		
Vote de représentation / soins de courte durée N.-É.	\$ 40,028	
Organisation des soins de courte durée	120,464	
Frais partagés- Articles de fierté / soins de courte durée	27,758	
Campagne IPA	1,624	
<i>Total Restructuration - Atlantique</i>	\$ 189,874	
Total des grandes campagnes - Atlantique		201,773
<u>Maritimes</u>		
Organisation		
Croix rouge canadienne	\$ 253	
Collège communautaire du N.-B.	241	
S.I. 5230- Soutien croix rouge Woodstock	495	
Commission d'assainissement du Grand Moncton	226	
Total des grandes campagnes - Maritimes		1,215

Tableau 4 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns / Grandes campagnes d'organisation
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Québec**Organisation**

Québec Général	\$	36,115
Groupe TVA Inc.		16,135
Ressources int'l - CRDI Québec		6,355
Municipalité de Saint-Côme		438
TVA Accès		6,222
Ville de Gatineau		394
Radio-Canada		15,132
S.I. 2252 - Division CFCM-TV/CKMI-TV		23,553
Représentant temporaire - STARF (Radio-Canada)		164,194
S.I. 307 - Ville de Longueuil		8,884
Logistec Arrimage Inc.		2,492
Ville de St-Georges		579
Château Bellevue Baie-Comeau		53
Groupe approv. commun du N-Ouest du Québec		339
Centre Picasso - Hôpital Rivières des Prairies		811
S.I. 5144 - Telus		11,388
S.I. 3812 - Garda		224,152
Autobus Deux-Montagnes		101
Université du Québec		36
Ville de Drummondville		5,875
S.I. 5225 - Institut Pinel		10,713
Ville de Trois-Rivières		274
Keolis (Transport urbain / Chauffeur d'autobus)		1,376
Ville de Québec		2,267
S.I. 5232 - Transdev		1,663
S.I. 5757		11,585
Centre de réadaptation déficience intellectuelle		2,361
	\$	<u>553,487</u>

Tableau 4 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns / Grandes campagnes d'organisation
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Québec (suite)**Restructuration**

Casino de Montreal	\$ 15,326
Front uni contre Raid dans le secteur public	9,221
Société de transport de Laval	101,981
<i>Total Restructuration - Québec</i>	<u>\$ 126,528</u>

Total des grandes campagnes - Québec

680,015

Ontario**Organisation**

Organisation générale	\$ 50,790
Organisateur temporaire	102,846
Employés de Christian Horizons	703
Municipalité de Whitestone	534
Maison de santé Revera	1,521
Groupe Emterra - Gestion des déchets	1,811
Université de McMaster - post doctorat	666
Manoir de Windsor	19,029
Manoir Portobello	10,633
S.I. 1999 - Groupe Compass de Lakeridge	559
Place Adelaïne	210
Bibliothèques publiques d'Oakville	1,487
Maison de retraite Amica sur Thornhill	75
Ville de Kawartha Lakes - Soins communautaires	2,971
Services innovateurs de soutien communautaire	19,467
Maison de retraite Amica dans les jardins Quinte	1,905
YMCA/YWCA - NCR	8,395
Collège universitaire King	25,099
Victoria order of Nurses, Brantford	397
S.A.I.J., gardes de sécurité et Bloorview	14,500
Résidence Fellows - Université Carleton	15,000

Tableau 4 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns / Grandes campagnes d'organisation
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Ontario (suite)*Organisation (suite)*

Campagne - soins de longue durée	818
Place Bough Beeches	102
Résidences St-Stephens d'Ottawa Inc.	11,415
Hôpital Mindemoya	290
Maison de retraite Riverpark Place	8,872
Maison de retraite Richview Manor	46
Université Trent - RA	1,506
Town East Gwillimbury (Extérieur)	43
Markham Stouffville Temps partiel	461
East York - East Toronto Community Services	243
Centre communautaire Warden Woods	550
Bibliothèque municipale de Barrie - (Pages)	792
Amica Maisons Bayview	2,408
S.I. 3205 - Services alimentaires Université Trent	13,719
Handi-Transit Sudbury	170
Royal Gardens (AON)	225
Village de Clearview - Intérieur	150
Kortright Centre	31
Employés de Steripro Sous-unité 5	1,800
Village de retraite Greenway	3,534
Conseil scolaire de district d'Upper Grand	65
Manoir Prince of Wales	526
Collège canadien de médecine naturopathique	1,229
S.I. 3651 - Hôpital Markham-Stouffville	90
Maison de retraite Georgian Bay	771
Établissement de soins de longue durée de Mississauga	8,437
R.T.R.T.S.P. - Hamilton H&Sci & Wlinco	47,000
Canterbury Gardens - AON	197
R.T.R.T.S.P. - Windsor Essex Trans Cons	169
<i>Total Organisation - Ontario</i>	<u>\$ 384,258</u>

Tableau 4 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns / Grandes campagnes d'organisation
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Restructuration

Hôpital Sunnybrook & Réadaptation-St-Johns	\$ 7,799
Sciences de la santé - Hamilton	21,676
Hôpital de Blind River / Thess / Matthews Meme	648
Fusion R.T.R.T.S.P.	3,495
Ehatare LTC (Décertification)	332
S.I. 1813 et 17 - LkIndPwr/Parry Hydro	1,772
Résidence St.Peters de Shadoke	4,713
<i>Total Restructuration - Ontario</i>	<u>\$ 40,434</u>

Total des grandes campagnes - Ontario

424,692

Manitoba**Organisation**

Organisation générale	\$ 302
Groupe Emterra	3,235
"Epic Opportunities"	357
Western School Division	119
Ville de Steinbach	286
DASCH - Dir Act Supp Comm Homes	39
S.I. 1629 ArlingthonHaus	289
Association des employés non enseignants de Winnipeg	84,702
	<u>84,702</u>

Total des grandes campagnes - Manitoba

89,329

Saskatchewan**Organisation**

Sunshine Haven Incorporated	\$ 5,529
Ville de Moose Jaw	14,950
Back to Batoche	1,666
<i>Total Organisation - Saskatchewan</i>	<u>\$ 22,145</u>

Restructuration

Restructuration des services de santé	\$ 6,074
Campagne IAA de Saskatchewan	9,399
<i>Total Restructuration - Saskatchewan</i>	<u>\$ 15,473</u>

Total des grandes campagnes - Saskatchewan

37,618

Tableau 4 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns / Grandes campagnes d'organisation
For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Alberta

Organisation

Organisation générale	\$ 1,610
Ville de Leduc	34
Age Care Beverly Mindapore	17
Services ambulancier - Lac La Biche	184
Services ambulancier - Thornhill	223
Société canadienne du sang - Edmonton	918
TOK Trans-Mechanics Fort McMurray	344
Division scolaire catholique de Wainwright	1,141
Ambulance Vilna	136
Aménagements de l'ass. de soccer d'Edmonton	375
Organisateur surnuméraire	37,651
Écoles catholiques de Red Deer	2,851
	<hr/>

Total des grandes campagnes - Alberta

45,484

Colombie-Britannique

Organisation

Organisation générale	\$ 1,470
E.C.T.A.	565
S.I. 1123 - Bibliothèques d'Okanagan	100
S.I. 3338 - "Best Cleaners"	3,875
Université de Victoria leaders communautaires UER	100
SN Transport Ltée	11,939
Collège de Langara	455
District scolaire 49 - Vallée Bella Coola	1,092
Axis Family Resources Ltée	517
Sensibilisation SCFP Organisation en C.B.	16,170
Centre de conférence de Van Island (Atlific)	568
Société d'éducation communautaire de Lake Trail	100
S.I. 2087 - Piscine centenaire de Warfield	100
Société Hôtel Portland	200
Organisateur temporaire	131,059
Organisateur surnuméraire	838
Services à la famille de Powell River	316
	<hr/>

Total des grandes campagnes - C.-B.

169,464

Tableau 4 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
 Major Organizing Campaigns / Grandes campagnes d'organisation
 For the period ending December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

<u>Transport Aérien</u>		
Organisation		
Westjet	\$ 77,440	
Sunwing	6,561	
Conseiller temporaire	<u>158,742</u>	
Total des grandes campagnes - Transport aérien		242,743
<u>S.E.H.</u>		
Organisation		
Organisation - S.E.H.	<u>200,000</u>	
Total des grandes campagnes - S.E.H.		<u>200,000</u>
 Total des grandes campagnes d'organisation		 <u><u>\$ 2,287,619</u></u>
Total - Organisation		\$ 1,915,309
Total - Restructuration		<u>372,310</u>
Total - Grandes campagnes d'organisation		<u><u>\$ 2,287,619</u></u>

**RAPPORT SUR LA CAISSE NATIONALE DE GRÈVE
AU
31 DÉCEMBRE 2014**

Conseurs et confrères,

Vous avez devant vous les états financiers de la Caisse nationale de grève pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Il est à noter que le bilan, l'état des revenus et des dépenses, l'état de l'évolution du solde du Fonds, l'état des flux de trésorerie ainsi que les notes complémentaires aux états financiers ont été vérifiés par Deloitte LLP. De plus, nous avons inclus des tableaux financiers supplémentaires qui donnent plus de détails sur les revenus et les dépenses.

BILAN

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2014 s'élevait à 79,8 millions de dollars, comparativement à 73,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cet actif était formé de 12,7 millions de dollars en liquidités et placements à court terme, de 2,1 millions de dollars en capitation et autres montants à recevoir et de 64,8 millions de dollars en placements à long terme.

Le passif total de la Caisse nationale de grève au 31 décembre 2014 était de 463 000 \$, comparativement à 188 000 \$ au 31 décembre 2013, et se composait principalement de comptes créditeurs et de charges à payer.

Au 31 décembre 2014, le solde de la Caisse s'établissait à 79,3 millions de dollars, comparativement à 73,0 millions de dollars au 31 décembre 2013.

ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

L'état des revenus et des dépenses indique des revenus de 15,0 millions de dollars et des dépenses de 10,8 millions de dollars, ce qui donne lieu à un excédent pour l'exercice de 4,2 millions de dollars, avant de tenir compte des pertes de placements non matérialisées. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les revenus de placements ont été de deux millions de dollars, comparativement à 2,6 millions de dollars pour la même période en 2013.

C'est ainsi que prend fin mon rapport sur les états financiers de la Caisse nationale de grève pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

Financial statements of
États financiers de

**Canadian Union of Public
Employees - National Strike
Fund**

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de grève**

December 31, 2014
31 décembre 2014

**Canadian Union of Public
Employees - National Strike
Fund**

December 31, 2014

Table of contents

Independent Auditor's Report

Statement of financial position

Statement of operations and changes in Fund balance

Statement of cash flows

Notes to the financial statements

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de grève**

31 décembre 2014

Table des matières

1-2 Rapport de l'auditeur indépendant

3 État de la situation financière

4 État des résultats et de l'évolution du solde du Fonds

5 État des flux de trésorerie

6-9 Notes complémentaires

Independent Auditor's Report

To the Members of
Canadian Union of Public Employees

We have audited the accompanying financial statements of Canadian Union of Public Employees (the Union) - National Strike Fund, which comprise the statement of financial position as at December 31, 2014, and the statements of operations and changes in fund balance and of cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Syndicat canadien de la fonction publique

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) - Caisse nationale de grève, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états des résultats et de l'évolution du solde du Fonds et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Canadian Union of Public Employees - National Strike Fund as at December 31, 2014, and the results of its operations and its cash flows for the year the ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de grève au 31 décembre 2014, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte LLP/S.E.N.C.R.L./s.c.l.

Chartered Professional Accountants, Chartered Accountants
Licensed Public Accountants

Comptables professionnels agréés, Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

June 10, 2015

Le 10 juin 2015

**Canadian Union of Public
Employees - National Strike
Fund**

Statement of financial position
as at December 31, 2014

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de grève**

État de la situation financière
au 31 décembre 2014

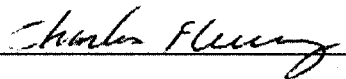
	2014	2013	
	\$	\$	
Assets			Actif
Current assets			Actif à court terme
Cash	2,113,640	13,072,228	Encaisse
Short-term investments (note 3)	10,632,205	12,333,243	Placements à court terme (note 3)
Per capita tax receivable	2,109,955	2,067,577	Capitation à recevoir
Accounts receivable	145,859	-	Débiteurs
	15,001,659	27,473,048	
Investments (note 3)	64,793,364	45,708,646	Placements (note 3)
	79,795,023	73,181,694	
Liabilities			Passif
Current liabilities			Passif à court terme
Accounts payable and accrued liabilities	459,239	179,044	Créditeurs et frais courus
Due to General Fund	4,108	9,187	Dû à la Caisse générale
	463,347	188,231	
Fund balance			Solde du Fonds
Unrestricted	79,331,676	72,993,463	Non affecté
	79,795,023	73,181,694	

ON BEHALF OF THE NATIONAL EXECUTIVE BOARD

AU NOM DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL



Paul Moist
National President, Président national



Charles Fleury
National Secretary-Treasurer, Secrétaire-trésorier national

**Canadian Union of Public
Employees - National Strike
Fund**

Statement of operations and
changes in fund balance
year ended December 31, 2014

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de grève**

État des résultats et
de l'évolution du solde du Fonds
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	2014	2013	
	\$	\$	
Revenue			Revenus
Per capita tax	13,015,976	12,586,996	Capitation
Investment income	1,962,582	2,561,076	Revenus de placements
	14,978,558	15,148,072	
Expenses			Dépenses
Strike benefits	10,023,104	682,606	Indemnités de grève
Strike averting	506,948	1,555,919	Dépenses reliées aux grèves évitées
Legal and arbitration	254,003	271,224	Frais juridiques et d'arbitrage
	10,784,055	2,509,749	
Excess of revenue over expenses before the undernoted item:	4,194,503	12,638,323	Excédent des revenus sur les dépenses avant l'incidence du poste ci-dessous :
Unrealized gains (losses) on investments	2,143,710	(2,251,092)	Gains (pertes) non réalisés sur placements
Excess of revenue over expenses	6,338,213	10,387,231	Excédent des revenus sur les dépenses
Balance, beginning of year	72,993,463	62,606,232	Solde au début
Balance, end of year	79,331,676	72,993,463	Solde à la fin

**Canadian Union of Public
Employees - National Strike
Fund**

Statement of cash flows
year ended December 31, 2014

**Syndicat canadien de la
fonction publique - Caisse
nationale de grève**

État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 31 décembre 2014

	2014	2013	
	\$	\$	
Net inflow (outflow) of cash related to the following activities:			Augmentation (diminution) de l'encaisse liée aux activités suivantes :
Operating			Exploitation
Excess of revenue over expenses	6,338,213	10,387,231	Excédent des revenus sur les dépenses
Unrealized losses (gains) on investments	(2,143,710)	2,251,092	Pertes (gains) non réalisées sur les placements
Changes in non-cash operating working capital items listed below:			Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation suivant :
Per capita tax receivable	(42,378)	74,080	Capitation à recevoir
Accounts receivable	(145,859)	-	Débiteurs
Accounts payable and accrued liabilities	280,195	8,244	Créditeurs et frais courus
	4,286,461	12,720,647	
Investing			Investissement
Acquisition of investments	(162,455,752)	(67,204,863)	Acquisition d'investissements
Disposal of investments	147,215,782	61,659,979	Cession d'investissements
	(15,239,970)	(5,544,884)	
Financing			Financement
Due to National Defence Fund	-	(56,117)	Dû à la Caisse nationale de défense
Due from General Fund	-	8,952	Dû par la Caisse générale
Due to General Fund	(5,079)	9,187	Dû à la Caisse générale
	(5,079)	(37,978)	
Net cash inflow (outflow)	(10,958,588)	7,137,785	Augmentation (diminution) nette de l'encaisse
Cash, beginning of year	13,072,228	5,934,443	Encaisse au début
Cash, end of year	2,113,640	13,072,228	Encaisse à la fin

Canadian Union of Public Employees - National Strike Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de grève

Notes complémentaires
31 décembre 2014

1. Purpose of the organization

The Canadian Union of Public Employees (the Union) is a national labour organization representing workers in a variety of jurisdictions throughout the public sector and areas of the private sector. The Union is an unincorporated association with rights and responsibilities regulated by Provincial and Federal labour laws and is exempt from income tax as a labour organization under the Income Tax Act (Canada).

The National Strike Fund was established in 2002 through a transfer from the National Defence Fund, to provide financial assistance to members on strike or facing strike action.

2. Significant accounting policies

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

Basis of accounting and presentation

The financial statements have been prepared using the deferral method of accounting. Under this method, revenue and expenses are reflected in the accounts in the period in which they have been earned and incurred respectively, whether or not such transactions have been finally settled by the receipt or payment of money.

The Union has adopted fund accounting as a basis of reporting its activities and separate financial statements are prepared for the General Fund, National Defence Fund and National Strike Fund. The Union also prepares combined financial statements which includes the three funds. These financial statements present the activities of the National Strike Fund only.

Financial instruments

The Union initially measures its financial assets and liabilities at fair value. The Union subsequently measures all its financial assets and liabilities at amortized cost except for cash and investments which are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the statement of operations.

1. Nature de l'organisme

Le Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) est un syndicat national qui représente les travailleuses et travailleurs d'une variété de champs dans le secteur public et de certains domaines dans le secteur privé. Le Syndicat est une association non constituée en société dont les droits et responsabilités sont réglementés par les lois du travail fédérales et provinciales et est exempt d'impôt selon la loi de l'impôt sur le revenu (Canada).

La Caisse nationale de grève a été établie en 2002 grâce à un transfert provenant de la Caisse nationale de défense, afin de fournir de l'aide financière aux membres en grève ou confrontés à des mesures de grève.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Méthode de comptabilité et présentation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du report. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont imputés à l'exercice où ils sont gagnés ou engagés, sans considération du moment où les opérations auxquelles ils se rapportent sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

Le Syndicat a adopté la comptabilité par fonds comme norme de présentation de ses activités et des états financiers distincts sont préparés pour la Caisse générale, la Caisse nationale de défense et la Caisse nationale de grève. Le Syndicat prépare aussi des états financiers combinés qui incluent les trois fonds. Ces états financiers ne présentent que les activités de la Caisse nationale de grève.

Instruments financiers

Le Syndicat évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement à l'exception de son encaisse et de ses placements qui sont évalués à la juste valeur. Les changements à la juste valeur sont enregistrés à l'état des résultats.

Canadian Union of Public Employees - National Strike Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de grève

Notes complémentaires
31 décembre 2014

2. Significant accounting policies (continued)

Revenue recognition

The Union's principal sources of revenue consist of per capita tax and initiation fees and investment income.

Revenue from per capita tax and initiation fees is recognized over the period to which the revenue relates. Revenue received in advance is deferred to the period to which the revenue relates.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates. Assumptions are used in estimating the fair value of investments, the collectability of accounts receivable and the amount of accrued liabilities.

3. Investments

Investments are summarized as follows :

	2014			2013			
	Fair value	Cost		Fair value	Cost		
	Juste valeur	Coût	%	Juste valeur	Coût	%	
	\$	\$	%	\$	\$	%	
Short-term investments	10,424,468	10,424,468	14	11,950,429	11,950,429	21	Placements à court terme
Accrued interest	207,737	207,737	1	382,814	382,610	1	Intérêts courus
Short-term investments	10,632,205	10,632,205	15	12,333,243	12,333,039	22	Placements à court terme
Bonds							Obligations
Government	28,643,746	28,008,584	38	15,152,618	15,606,202	26	Gouvernement
Corporate and others	36,149,618	35,243,962	47	30,556,028	30,705,540	52	Sociétés et autres
Long-term investments	64,793,364	63,252,546	85	45,708,646	46,311,742	78	Placements à long terme
Total investments	75,425,569	73,884,751	100	58,041,889	58,644,781	100	Total des placements

2. Principales méthodes comptables (suite)

Constatations des produits

Le Syndicat a comme sources principales de revenus la capitation et droits d'initiation et les revenus de placements.

Les revenus de capitation et droits d'initiation sont constatés à la période à laquelle ils se rapportent. Les revenus reçus en avances sont reportés à la période à laquelle ils se rapportent.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les estimations sont utilisées pour établir la juste valeur des placements, le recouvrement des comptes à recevoir et le montant des frais courus.

3. Placements

Les placements se répartissent comme suit :

Canadian Union of Public Employees - National Strike Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de grève

Notes complémentaires
31 décembre 2014

3. Investments (continued)

Determination of fair values

Short-term investments consist of Canada Treasury bills. The market value of these short-term investments is approximately equal to their cost.

Bonds are debt obligations of governments and corporate entities paying interest at rates appropriate to the market at their date of purchase. Bonds are valued at the year-end quoted market prices.

The bonds mature at face value on a staggered basis over the next 54 years (2013 - 95 years). Effective interest rates to maturity for these securities range from 1.29% to 7.13% (2013 - 1.5% to 9.9%).

Investment risk

Investment in financial instruments renders the Fund susceptible to the potential risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge its obligation when due. The maximum investment risk to the Fund is equal to the fair value of the investments.

Concentration of risk

Concentrations of risk exist when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political or other conditions. Management believes that the concentrations described above do not represent excessive risk.

4. Financial instruments

Fair value

The National Strike Fund's financial instruments consist of cash, investments, per capita tax receivable, accounts payable and accrued liabilities and receivable from or due to other Funds. The fair value of these financial instruments is approximately equal to their carrying amount given their short-term maturity. The fair value of investments is disclosed in note 3.

3. Placements (suite)

Détermination de la juste valeur

Les placements à court terme sont composés de bons du Trésor du Canada. La valeur du marché des placements à court terme est comparable à leur coût.

Les obligations représentent des instruments d'emprunt de gouvernements et de sociétés par actions, produisant des rendements en intérêts comparables à ceux du marché au moment de leur achat. Les obligations sont évaluées au cours du marché en date de fin d'exercice.

L'échéance des obligations s'échelonne sur une période de 54 ans (95 ans en 2013). Les taux d'intérêts effectifs pour ces titres varient de 1,29% à 7,13 % (1,5 % à 9,9 % en 2013) jusqu'à leur échéance.

Risque lié aux placements

En investissant dans des instruments financiers, le Fonds s'expose au risque inhérent qu'un émetteur d'instrument financier ne puisse faire face à ses obligations à la date convenue. Le risque maximum auquel s'expose le Fonds est égal à la juste valeur des placements.

Concentration du risque

Il y a concentration du risque lorsqu'une portion importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles aux mêmes facteurs économiques, politiques ou autres. La direction est d'avis que les concentrations décrites ci-dessus ne représentent pas de risque excessif.

4. Instruments financiers

Juste valeur

Les instruments financiers de la Caisse nationale de grève comprennent l'encaisse, les placements, la capitation à recevoir, les créiteurs et frais courus et les montants à recevoir des ou dus aux autres Caisses. La juste valeur de ces instruments financiers est approximativement égale à leur valeur comptable compte tenu de leur brève échéance. La juste valeur des placements est divulguée à la note 3.

Canadian Union of Public Employees - National Strike Fund

Notes to the financial statements
December 31, 2014

Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de grève

Notes complémentaires
31 décembre 2014

4. Financial instruments

Interest rate risk

Interest rate risk is the exposure of the National Strike Fund's earnings that arises from fluctuations in interest rates. The Union is exposed to interest rate risk on its investments.

Credit risk

Credit risk arises from the potential that locals and other parties will fail to honour their obligations. The National Strike Fund is exposed to credit risk through per capita tax. The National Strike Fund limits the amount of credit extended when considered necessary.

5. Capital management

The Union's objectives when managing capital are to safeguard its ability to continue as a labour organization in an effort to carry out its mission. Capital consists of the Fund balance. The Union is not subject to any externally imposed capital requirements or restrictions. Should the National Strike Fund, at any time, be reduced below the level of \$15 million, an additional monthly per capita tax of 0.04% of the Local or Provincial Union's average monthly wages shall be levied and shall remain in place until such time as the National Strike Fund reaches the level of \$25 million.

4. Instruments financiers

Risques de taux d'intérêt

Les risques de taux d'intérêt auxquels les bénéficiaires de la Caisse nationale de grève sont exposés surviennent à cause des fluctuations des taux d'intérêt. Le Syndicat est exposé à des risques de taux d'intérêt sur ses placements.

Risques de crédit

Des risques de crédit se présentent lorsque certaines sections locales et autres groupes ne font pas face à leurs obligations. La Caisse nationale de grève est exposée au risque de crédit provenant de la capitation à recevoir. La Caisse nationale de grève limite le montant de crédit avancé si nécessaire.

5. Gestion du capital

Les objectifs du Syndicat quant à la gestion de son capital, sont de continuer à être considéré comme organisme sans but lucratif pour pouvoir réaliser sa mission. Le capital du Syndicat se compose du solde du Fonds. Le Syndicat n'est pas soumis à des exigences en matière de capital d'origine externe. Si, à n'importe quel moment, la Caisse nationale de grève passait en dessous des 15 millions de dollars, une taxe de capitation mensuelle de 0,04 % du salaire mensuel des syndicats locaux et provinciaux sera perçue. Cette taxe sera maintenue jusqu'à ce que la Caisse atteigne à nouveau les 25 millions de dollars.

Tableau 1

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
 Strike Related Expenses / Dépenses reliées aux grèves
 For the period ended December 31, 2014/ Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Dons

S.I. 508	\$	100	
S.I. 4616		45,656	
SCFP Ontario		<u>13,700</u>	\$ 59,256

Atlantique

<i>Section locale</i>			
2099			114,348

Maritimes

<i>Sections locales</i>			
76	\$	28,329	
2266		<u>11,040</u>	39,369

Ontario

<i>Sections locales</i>			
1001	\$	(2,560)	
1281		1,350	
1490		45,610	
1764		821,033	
4616		<u>160,591</u>	1,026,024

Colombie-Britannique

<i>Sections locales</i>			
15	\$	967,320	
173		54,240	
379		270,180	
382		48,000	
389		495,903	
401		34,500	
402		119,540	
407		86,580	
409		166,560	
411		112,480	
439		26,820	
440		16,380	
459		151,500	
476		23,400	
523		77,565	
561		63,060	
593		92,040	

Tableau 1 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
 Strike Related Expenses / Dépenses reliées aux grèves
 For the period ended December 31, 2014/ Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Colombie-Britannique (suite)

606	210,000	
608	264,578	
703	54,540	
716	69,720	
723	12,960	
727	52,200	
728	1,461,960	
748	180,840	
779	60,060	
788	9,000	
801	138,960	
847	43,260	
947	728,400	
1091	582,360	
1260	411,420	
1285	48,420	
1851	76,800	
1936	4,980	
2020	21,810	
2052	8,220	
2098	12,036	
2145	17,640	
2262	101,804	
2450	10,140	
2769	6,420	
3234	11,700	
3500	301,740	
3523	66,540	
3570	73,080	
3742	241,350	
4165	224,460	
4177	27,540	
4227	184,980	
4653	63,720	
4990	109,020	
4991	49,680	
4992	360	
5101	11,400	
5150	20,640	
7000	3,302	
		<u>8,784,108</u>

Total - Dépenses reliées aux grèves

\$ 10,023,104

Tableau 2

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Strike Averting Expenses / Dépenses pour éviter la grève
For the period ended December 31, 2014/ Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Atlantique*Sections locales*

1289	\$	22,469	
2019		3,621	
2099		29,014	
2648		11,724	
3890		48,201	
4732		<u>13,131</u>	\$ 128,160

Maritimes*Sections locales*

508	\$	1,573	
1251		<u>10,051</u>	11,624

Québec*Sections locales*

957	\$	51,055	
3939		48,350	
4492		<u>21,002</u>	120,407

Ontario*Sections locales*

1	\$	60,039	
503		4,515	
2191		122,797	
2484		1,603	
4308		2,576	
4600		<u>12,554</u>	204,084

Manitoba*Sections locales*

2180	\$	2,259	
2348		<u>1,636</u>	3,894

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Strike Averting Expenses / Dépenses pour éviter la grève
For the period ended December 31, 2014/ Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Saskatchewan*Sections locales*

9	\$	11,686	
456		4,120	
2669		-1,778	
			14,028

Colombie-Britannique*Sections locales*

389	\$	980	
402		6,545	
947		14,155	
1048		2,741	
2262		330	
			24,751

Total - Dépenses pour éviter la grève**\$ 506,948**

Tableau 3

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
 Legal and Arbitration Expenses / Dépenses légales et d'arbitrage
 For the period ended December 31, 2014/ Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Québec

Sections locales

301	\$	12,645	
957		49,209	
4947		<u>4,457</u>	\$ 66,311

Ontario

Sections locales

503	\$	10,883
860		3,311
1065		1,524
1140		8,766
1167		3,614
1182		2,238
1263		6,836
1307		826
1339		3,633
1370		2,020
1394		1,665
1496		2,066
2028		1,822
2044		5,511
2179		2,213
2225-09		3,679
2250		7,178
2280		6,003
2368		4,810
2381		1,452
2481		4,804
2564		914
2717		3,375
2730		4,739

Tableau 3 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
 Legal and Arbitration Expenses / Dépenses légales et d'arbitrage
 For the period ended December 31, 2014 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014

Ontario (suite)

Sections locales

2770	1,870	
2841	5,925	
2951	483	
3114	7,380	
3127	1,319	
3128	499	
3189	1,158	
3204	2,647	
3236	5,065	
3303	5,294	
3306	5,693	
3695	2,578	
3931	1,209	
4314	3,618	
4363	2,543	
4429	619	
4540	4,564	
4654	1,259	
4685	5,204	
4709	4,972	
4762	11,870	
4788	1,633	
4824	3,218	
4829	4,112	
4921	1,424	
5102	7,655	187,692

Total - Dépenses légales et d'arbitrage

\$ 254,003

RAPPORT SUR LA CAISSE GÉNÉRALE
AU
31 DÉCEMBRE 2013

Consœurs et confrères,

Vous avez devant vous les états financiers de la Caisse générale pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Il est à noter que le bilan, l'état des revenus et des dépenses, l'état de l'évolution du solde du Fonds, l'état des flux de trésorerie, les dépenses générales et de programmes ainsi que les notes complémentaires aux états financiers ont été vérifiés par Deloitte LLP. De plus, nous avons inclus des tableaux financiers supplémentaires qui donnent plus de détails sur les revenus et les dépenses.

BILAN

ACTIF

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2013 se situait à 183,7 \$ millions de dollars, comparativement à

171,4 millions de dollars au 31 décembre 2012. Les postes importants sont détaillés ci-dessous.

Banque

Le solde au 31 décembre 2013 était de 10,2 millions de dollars, comparativement à 9,6 millions de dollars au 31 décembre 2012. Ce solde comprenait 6,7 millions de dollars en réserve pour financer des éléments particuliers, dont le fonds pour les édifices régionaux, une réserve pour l'entretien des propriétés, les coûts des avantages sociaux futurs des employés et les indemnités de retraite.

Capitation à recevoir

La capitation à recevoir était de 27,9 millions de dollars au 31 décembre 2013, en baisse de 2,5 millions de dollars, comparativement au solde de 30,4 millions de dollars du 31 décembre 2012. L'analyse du vieillissement de la capitation à recevoir est établie ci-dessous :

Capitation à recevoir						
SCFP TOTAL	31 décembre 2013		31 décembre 2012		31 décembre 2011	
(en millions de dollars)	\$\$	% du total	\$\$	% du total	\$\$	% du total
Mois courant	13,8	49,6 %	14,9	49,0 %	15,0	56,6 %
Arrérages de 2 mois	11,4	40,7 %	12,4	40,9 %	9,9	37,4 %
Arrérages de plus de 2 mois	2,7	9,7 %	3,1	10,1 %	1,6	6,0 %
Total	27,9	100 %	30,4	100 %	26,5	100 %

Placements – valeur marchande

Les placements sont indiqués dans le bilan en deux catégories distinctes : les placements à court terme et à long terme. Les placements à court terme ont diminué de 600 000 \$ par rapport à l'année précédente, totalisant 6,5 millions de dollars au 31 décembre 2013. Les placements à long terme ont totalisé 42,9 millions de dollars au 31 décembre 2013, comparativement à 32,5 millions de dollars l'année précédente, pour une valeur d'investissement global de 49,4 millions de dollars au 31 décembre 2013, comparativement à 39,6 millions de dollars l'année précédente. Du total des sommes investies, un montant d'un peu plus de 45,5 millions de dollars a été mis en réserve pour financer notre passif au titre des avantages sociaux futurs.

Immobilisations

Le total des immobilisations était de 91,1 millions de dollars au 31 décembre 2013 et a augmenté de 4,0 millions de dollars au cours de l'exercice. La majorité de cette augmentation est encore attribuée à nos investissements dans les édifices existants et nouveaux. Les projets dignes de mention au cours de l'année comprennent l'achèvement des travaux d'agrandissement de l'édifice du bureau national ainsi que l'aménagement du nouveau bureau de North Bay. De plus, le projet de remplacement de l'enveloppe de l'édifice du bureau régional de l'Ontario à Markham, en Ontario, a été achevé en grande partie.

PASSIF

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 129,3 millions de dollars au 31 décembre 2013, comparativement à \$116,2 millions de dollars à la fin de l'année précédente.

Le passif accumulé au titre des avantages sociaux futurs était établie à 72,9 millions de dollars à la fin de l'année 2013, comparativement à 62,3 millions de dollars à la fin de 2012. Le passif réel des obligations en matière d'avantages sociaux futurs, qui est indiqué dans la note 7 des états financiers vérifiés, s'établit à 250,8 millions de dollars au 31 décembre 2013. Le montant total du passif n'est pas établi dans notre bilan, cependant le montant de la provision destiné au passif augmentera chaque année de 900 000 \$. En 2013, un total de 6 180 000 \$ a été consacré au passif dans le compte de provision générale. Le budget de 2014 prévoit donc un montant reconnu de 7 080 000 \$.

Le solde de l'augmentation du total du passif pour l'année peut être largement attribué à l'hypothèque assumée pour

financer le projet d'agrandissement de l'édifice du bureau national.

ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Le déficit d'exploitation pour l'année, après avoir reconnu la provision pour le Fonds pour les édifices régionaux, s'est établi à 1,8 million de dollars, comparativement à l'excédent prévu au budget de 11 839 \$.

Le revenu total a dépassé le budget de 124 000 \$, et les dépenses ont dépassé le budget de 5,3 millions de dollars. Le déficit généré par les activités d'exploitation a été réduit par des gains non matérialisés de 3,6 millions de dollars sur nos placements.

Revenus de capitation

Globalement, les revenus de capitation étaient supérieurs au budget de 1,3 million de dollars, soit de 0,8 %. Voici les détails par région :

Revenus de capitation				
Région	Réels	Budget	Sup. / (inf.) au budget	Écart du budget en %
Transport aérien	1 788 901	1 674 192	114 321	6,9 %
Section locale 1000	1 234 839	1 296 456	(61 617)	4,8 %
SEH C.-B.	2 418 713	2 183 688	235 025	10,8 %
Atlantique	6 353 039	6 554 016	(200 977)	3,1 %
Maritimes	7 594 540	7 715 400	(120 860)	1,6 %
Québec	37 631 422	38 146 704	(515 282)	1,4 %
Ontario	70 917 326	71 183 963	(266 637)	0,4 %
Manitoba	6 605 689	6 964 956	(359 267)	5,2 %
Saskatchewan	7 768 449	7 804 368	(35 919)	0,5 %
Alberta	11 103 359	11 028 348	75 011	0,7 %
Colombie-Britannique	22 098 874	22 019 448	79 426	0,4 %
Total SCFP	175 515 151	176 571 539	(1 056 388)	(0,6)

Revenu de placements

En 2013 nous avons réalisé un revenu de 206 000 \$ sur nos placements généraux, comparativement à 193 000 \$ en 2012. De plus, nous avons eu un revenu de 2,2 millions de dollars sur les fonds mis en réserve pour les avantages sociaux futurs, qui a été réinvesti entièrement dans le compte de placement.

Dépenses

Le total des dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 s'élevait à 182,5 millions de dollars, et dépassait le budget de 5,3 millions de dollars. La répartition des dépenses est établie ci-dessous :

Catégorie	Dépenses réelles \$	Prévues au budget \$	Écart Sup. / (inf.)
Frais généraux	29 880 143	25 014 836	4 865 307
Bureau national	39 251 065	39 300 720	(49 655)
Divisions de service	1 316 963	1 330 037	(13 074)
Régions	112 029 570	111 579 062	450 508
Total	182 477 741	177 224 700	5 253 041

Frais généraux

Les éléments les plus dignes de mention dans les dépenses générales sont les suivants :

- ≠ Les charges de l'indemnité de congé et des avantages sociaux futurs dépassent le budget de 1,5 million de dollars et de 934 000 \$ respectivement en raison d'un changement dans les pratiques comptables dans l'année précédente qui ne pouvait pas être prévu dans ces deux postes budgétaires.
- ≠ Les dépenses totales consacrées au fonds de riposte à la fin de 2013 étaient de 1,8 million de dollars, une somme qui a été entièrement puisée dans l'avoir affecté des exercices précédents.
- ≠ Les dépenses liées aux projets « Ensemble pour un monde plus juste » du CTC et du SFCP, tous deux non prévus dans le budget de cette année, s'élèvent à 995 000 \$ et à 209 000 \$ respectivement, pour l'exercice.

Bureau national

Les principaux écarts dans les dépenses au bureau national sont les suivants :

- ≠ Les salaires et les avantages sociaux des employés sont inférieurs au budget de 394 000 \$ et de 136 000 \$ respectivement, principalement en raison de postes administratifs et techniques vacants.
- ≠ D'autres postes touchés par les postes vacants comprennent les coûts de dotation fixe et les déplacements, qui sont inférieurs au total de 298 000 \$.
- ≠ Dépenses de bureau inférieures de 312 000 \$.
- ≠ Les dépenses des ressources humaines ont dépassé le budget de 596 000 \$ en raison des frais juridiques et professionnels.
- ≠ Le programme d'éducation syndicale était supérieur au budget de 424 000 \$ surtout en raison d'un accent accru sur les initiatives de perfectionnement du personnel et des membres.

Régions

Les principaux écarts dans les dépenses dans les régions sont les suivants :

- ≠ Les salaires et avantages sociaux des employés ont été de 1,6 million de dollars et de 101 000 \$ supérieurs au budget.
- ≠ Les coûts de dotation fixe ont été de 576 000 \$ inférieurs au budget.
- ≠ Les loyers étaient de 575 000 \$ inférieurs au budget. L'écart le plus important portait sur le nouveau bureau régional de l'Ontario, dont le loyer a continué d'être inférieur au budget.
- ≠ Les honoraires professionnels ont dépassé le budget de 535 000 \$ en raison principalement de diverses batailles liées aux régimes de retraite, aux avantages sociaux et aux programmes d'austérité au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et au Québec, ainsi que les batailles juridiques pour les agents de bord des compagnies aériennes et la lutte contre les projets de loi 115 et 122 en Ontario.

C'est ainsi que prend fin mon rapport sur les états financiers de la Caisse générale pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

*Financial Statements of
États financiers du*

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**

**SYNDICAT CANADIEN DE LA
FONCTION PUBLIQUE -
CAISSE GÉNÉRALE**

*December 31, 2013
31 décembre 2013*

Independent Auditor's Report

To the Members of
Canadian Union of Public Employees

We have audited the accompanying financial statements of Canadian Union of Public Employees (the Union) - General Fund, which comprise the statement of financial position as at December 31, 2013, and the statements of operations, changes in fund balance and cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Syndicat canadien de la fonction publique

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) - Caisse générale, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, et les états des résultats, de l'évolution du solde du Fonds et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Independent Auditor's Report (continued)

Auditor's Responsibility (continued)

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our qualified audit opinion.

Basis for Qualified Opinion

Note 2 describes the Union's accounting policies with respect to the recognition and measurement of employee future benefits. The Union's policy is not in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations. The effect of this departure from Canadian accounting standards for not-for-profit organizations is described in note 7. Also, the Union presented an internal Fund restriction directly on the Statement of operations as a reduction of the excess of revenue over expenses which is not in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations. Had the Union complied with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, the internal Fund restriction would only have been presented on the statement of changes in fund balance.

Qualified Opinion

In our opinion, except for the effect of the matters described in the Basis for Qualified Opinion paragraph, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Canadian Union of Public Employees - General Fund as at December 31, 2013, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Chartered Professional Accountants, Chartered Accountants
Licensed Public Accountants

June 18, 2014

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Responsabilité de l'auditeur (suite)

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La note 2 décrit les méthodes comptables du Syndicat en matière de constatation et de mesure des avantages sociaux futurs des employés. La convention du Syndicat n'est pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. L'impact de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif est décrit à la note 7. De plus, le Syndicat a présenté directement à l'état des résultats en tant que réduction de l'excédent des revenus sur les dépenses une affectation de Fonds d'origine interne, ce qui n'est pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Si le Syndicat s'était conformé aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, l'affectation de Fonds d'origine interne aurait seulement été présentée à l'état de l'évolution du solde du Fonds.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des effets provenant des éléments du paragraphe mentionné ci-dessus sur le Fondement de l'opinion avec réserve, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse générale au 31 décembre 2013, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Comptables professionnels agréés, Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 18 juin 2014

Deloitte LLP/S.E.N.C.R.L./s.n.l.

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
États financiers
31 décembre 2013

PAGE

Statement of Financial Position	1	État de la situation financière
Statement of Operations	2	État des résultats
Statement of Changes in Fund Balance	3	État de l'évolution du solde du Fonds
Statement of Cash Flows	4	État des flux de trésorerie
Notes to the Financial Statements	5 - 19	Notes complémentaires
General Expenses - Schedule A	20	Dépenses générales - Annexe A
Program Expenses - Schedule B	21	Dépenses de programmes - Annexe B

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Statement of Financial Position
as at December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
État de la situation financière
au 31 décembre 2013

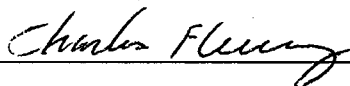
	2013	2012 (restated) (redressé) (note 3)	
CURRENT ASSETS			ACTIF À COURT TERME
Cash	\$ 10,180,557	\$ 9,552,397	Encaisse
Short-term investments (note 4)	6,544,503	7,081,192	Placements à court terme (note 4)
Per capita tax receivable	27,918,829	30,376,802	Capitation à recevoir
Accounts receivable	2,321,893	2,637,081	Débiteurs
Due from National Strike Fund	9,187	-	À recevoir de la Caisse nationale de grève
Due from National Defence Fund	630,721	525,254	À recevoir de la Caisse nationale de défense
Prepaid expenses	1,458,097	1,022,045	Frais payées d'avance
	49,063,787	51,194,771	
TRUST ASSETS	213,393	141,720	ACTIFS EN FIDÉICOMMIS
LOANS RECEIVABLE (note 5)	405,209	532,917	PRÊTS À RECEVOIR (note 5)
INVESTMENTS (note 4)	42,880,134	32,454,625	PLACEMENTS (note 4)
CAPITAL ASSETS (note 6)	91,093,192	87,069,296	IMMOBILISATIONS (note 6)
	\$ 183,655,715	\$ 171,393,329	
CURRENT LIABILITIES			PASSIF À COURT TERME
Accounts payable - trade and accrued liabilities	\$ 15,397,299	\$ 13,831,372	Créditeurs - fournisseurs et frais courus
Provision for convention	20,000	1,797,806	Provision pour congrès
Funds held for others	1,749,521	1,292,324	Fonds conservés pour des tiers
Due to National Strike Fund	-	8,952	Dû à la Caisse nationale de grève
Current portion of obligations under capital leases (note 8)	396,006	373,542	Portion à court terme d'obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 8)
Current portion of mortgages payable (note 9)	839,160	595,800	Portion à court terme des hypothèques à payer (note 9)
	18,401,986	17,899,796	
TRUST LIABILITIES	213,393	141,720	PASSIF EN FIDÉICOMMIS
ACCRUED BENEFIT LIABILITY (note 7)	72,934,719	62,312,390	PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES (note 7)
OBLIGATIONS UNDER CAPITAL LEASES (note 8)	8,151,470	8,547,476	OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION (note 8)
MORTGAGES PAYABLE (note 9)	29,564,886	27,302,932	HYPOTHÈQUES À PAYER (note 9)
	129,266,454	116,204,314	
CONTINGENCIES (note 10)			ÉVENTUALITÉS (note 10)
FUND BALANCE			SOLDE DU FONDS
Invested in capital assets	51,871,670	49,979,546	Investi en immobilisations
Internally restricted (note 12)	3,192,516	4,109,276	Affecté d'origine interne (note 12)
Unrestricted	(674,925)	1,100,193	Non affecté
	54,389,261	55,189,015	
	\$ 183,655,715	\$ 171,393,329	

ON BEHALF OF THE NATIONAL EXECUTIVE BOARD

AU NOM DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL



Paul Moist
National President, Président national



Charles Fleury
National Secretary-Treasurer, Secrétaire-trésorier national

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Statement of Operations
year ended December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
État des résultats
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	Budget 2013 (unaudited) (non audité)	2013	2012 (restated) (redressé) (note 3)	
Revenue				Revenus
Per capita tax and initiation fees	\$ 176,571,539	\$ 175,515,151	\$ 170,651,189	Capitation et droits d'initiation
Investment income:				Revenus de placement :
- future benefits	1,400,000	2,197,942	1,302,395	- avantages futurs
- operations	45,000	206,277	193,226	- opérations
Interest on per capita tax arrears	80,000	65,631	110,924	Intérêts sur arréages de capitation
Miscellaneous	140,000	127,485	264,452	Divers
	178,236,539	178,112,486	172,522,186	
Expenses				Dépenses
General (schedule A)	25,014,836	29,880,143	24,032,160	Générales (annexe A)
Per capita tax - C.L.C.	4,225,519	4,206,565	4,188,302	Capitation - C.T.C.
Salaries	71,732,883	72,872,097	70,608,510	Salaires
Employee benefits	24,717,016	24,659,003	23,044,146	Avantages sociaux du personnel
Travel	18,287,317	17,240,187	17,329,253	Déplacements
Rent and property expenses	13,040,176	12,393,115	11,561,193	Loyers et dépenses des immeubles
Office	3,188,798	2,827,009	2,950,840	Bureau
Equipment leases and maintenance	1,871,878	2,000,288	1,593,304	Location et entretien d'équipement
Telecommunications	1,409,618	1,286,481	1,353,013	Télécommunications
Postage	668,812	603,395	570,302	Affranchissement
Professional fees	1,444,252	2,043,339	1,769,022	Honoraires professionnels
Programs (schedule B)	11,623,595	12,466,119	10,867,651	Programmes (annexe B)
	177,224,700	182,477,741	169,867,696	
Excess (deficiency) of revenue over expenses before:	1,011,839	(4,365,255)	2,654,490	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant :
Increase in unrealized gains on investments	-	3,565,501	1,823,581	Augmentation des gains non réalisés sur placements
Excess (deficiency) of revenue over expenses before internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	1,011,839	(799,754)	4,478,071	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant affectations de Fonds d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations régionales
Internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	1,000,000	1,000,000	1,000,000	Affectations de Fonds d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations régionales
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUE OVER EXPENSES, AFTER INTERNAL FUND RESTRICTIONS FOR THE REGIONAL BUILDING FUND	\$ 11,839	\$ (1,799,754)	\$ 3,478,071	EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES, APRÈS AFFECTATIONS DE FONDS D'ORIGINE INTERNE POUR FONDS D'IMMOBILISATIONS RÉGIONALES

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Statement of Changes in Fund Balance
year ended December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
État de l'évolution du solde du Fonds
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	Invested in Capital Assets	Internally Restricted	Unrestricted	Total	
				2013	2012 (restated) (redressé) (note 3)
	Investi en immobilisations	Affecté d'origine interne (note 12)	Non affecté		
BALANCE, BEGINNING OF YEAR AS PREVIOUSLY STATED	\$ 49,979,546	\$ 4,109,276	\$ 1,100,193	\$ 55,189,015	\$ 50,104,823
Prior period adjustment (note 3)	-	-	-	-	606,121
BALANCE, BEGINNING OF YEAR AS RESTATED	49,979,546	4,109,276	1,100,193	55,189,015	50,710,944
Excess (deficiency) of revenue over expenses, before internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	-	-	(799,754)	(799,754)	4,478,071
Internal restrictions for National Convention and National Events Assistance Fund	-	174,461	(174,461)	-	-
Expenses incurred for National Convention and National Events Assistance Fund	-	(246,552)	246,552	-	-
Expenses incurred for Anti-Privatization Funding	-	(38,644)	38,644	-	-
Internal restrictions for Regional Building Fund	-	1,000,000	(1,000,000)	-	-
Expenses incurred for Fightback Fund	-	(1,806,025)	1,806,025	-	-
Amortization of capital assets	(5,192,449)	-	5,192,449	-	-
Net acquisitions of capital assets	9,216,345	-	(9,216,345)	-	-
Net decrease of obligations under capital leases	373,542	-	(373,542)	-	-
Net increase in mortgages payable	(2,505,314)	-	2,505,314	-	-
BALANCE, END OF YEAR	\$ 51,871,670	\$ 3,192,516	\$ (674,925)	\$ 54,389,261	\$ 55,189,015

SOLDE AU DÉBUT, TEL QUE PRÉSENTÉ PRÉCÉDEMMENT
Ajustement de l'exercice antérieur (note 3)

SOLDE AU DÉBUT, TEL QUE REDRESSÉ

Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses, avant affectations
de Fonds d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations
régionales

Affectations d'origine interne pour la Caisse de participation au congrès
et aux événements nationaux

Dépenses encourues pour la Caisse de participation au congrès et aux
événements nationaux

Dépenses encourues pour le Fonds anti-privatization

Affectations d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations régionales

Affectations d'origine interne pour le Fonds de riposte

Amortissement des immobilisations

Acquisitions nettes d'immobilisations

Diminution nette des obligations découlant de contrats
de location-acquisition

Augmentation nette des hypothèques à payer

SOLDE À LA FIN

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Statement of Cash Flows
year ended December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u> (restated) (redressé) (note 3)	
NET INFLOW (OUTFLOW) OF CASH RELATED TO THE FOLLOWING ACTIVITIES:			AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE LIÉE AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :
OPERATING			EXPLOITATION
Excess (deficiency) of revenue over expenses before internal Fund restrictions for the Regional Building Fund	\$ (799,754)	\$ 4,478,071	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant affectations de Fonds d'origine interne pour le Fonds d'immobilisations régionales
Items not affecting cash			Éléments sans incidence sur l'encaisse
Unrealized gains on investments	(3,565,501)	(1,823,581)	Gains non réalisés sur les placements
Amortization of capital assets	5,192,449	4,578,317	Amortissement des immobilisations
	827,194	7,232,807	
Changes in non-cash operating working capital items (note 13)	12,747,559	2,842,864	Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 13)
	13,574,753	10,075,671	
INVESTING			INVESTISSEMENT
Acquisitions of capital assets	(9,216,345)	(16,021,462)	Acquisition d'immobilisations
Disposal of capital assets	-	464,973	Cession d'immobilisations
Decrease in loans receivable	127,708	200,000	Diminution des prêts à recevoir
Acquisition of investments	(64,147,870)	(50,796,047)	Acquisition d'investissements
Disposal of investments	57,824,551	44,755,828	Cession d'investissements
	(15,411,956)	(21,396,708)	
FINANCING			FINANCEMENT
Net increase in mortgages payable	2,505,314	3,049,389	Augmentation nette des hypothèques à payer
Decrease in obligations under capital lease	(373,542)	(352,357)	Diminution des obligations découlant des contrats de location-acquisition
Decrease in due to/from National Defence and Strike Funds	(123,606)	(241,573)	Diminution du montant à recevoir de la Caisse nationale de défense et la Caisse nationale de grève
Increase in funds held for others	457,197	16,958	Augmentation des fonds conservés pour des tiers
	2,465,363	2,472,417	
NET CASH INFLOW (OUTFLOW)	628,160	(8,848,620)	AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE L'ENCAISSE
CASH, BEGINNING OF YEAR	9,552,397	18,401,017	ENCAISSE AU DÉBUT
CASH, END OF YEAR	\$ 10,180,557	\$ 9,552,397	ENCAISSE À LA FIN

1. PURPOSE OF THE ORGANIZATION

The Canadian Union of Public Employees (the Union) is a national labour organization representing workers in a variety of jurisdictions throughout the public sector and areas of the private sector. The Union is an unincorporated association with rights and responsibilities regulated by Provincial and Federal labour laws and is exempt from income tax as a labour organization under the Income Tax Act (Canada).

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

Basis of accounting and presentation

The financial statements have been prepared using the deferral method of accounting. Under this method, revenue and expenses are reflected in the accounts in the year in which they have been earned and incurred respectively, whether or not such transactions have been finally settled by the receipt or payment of money.

The Union has adopted fund accounting as a basis of reporting its activities and separate financial statements are prepared for the General Fund, National Defence Fund and National Strike Fund. The Union also prepares combined financial statements which include all three funds. These financial statements present the activities of the General Fund only.

Financial instruments

The Union initially measures its financial assets and liabilities at fair value. The Union subsequently measures all its financial assets and liabilities at amortized cost except for cash and investments which are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the statement of operations.

Capital assets

Land and buildings are capitalized in the year of purchase. Land is not amortized due to its infinite life. Buildings are amortized on a straight-line basis over their estimated useful life of forty years.

1. NATURE DE L'ORGANISME

Le Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) est un syndicat national qui représente les travailleuses et travailleurs d'une variété de champs dans le secteur public et de certains domaines dans le secteur privé. Le Syndicat est une association non constituée en société par actions dont les droits et responsabilités sont réglementés par les lois du travail fédérales et provinciales et est exempt d'impôt selon la loi fédérale de l'impôt sur le revenu (Canada).

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Méthode de comptabilité et présentation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du report. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont imputés à l'exercice où ils sont gagnés ou engagés, sans considération du moment où les opérations auxquelles ils se rapportent sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

Le Syndicat a adopté la comptabilité par fonds comme norme de présentation de ses activités et des états financiers distincts sont préparés pour la Caisse générale, la Caisse nationale de défense et la Caisse nationale de grève. Le Syndicat prépare aussi des états financiers combinés qui incluent les trois fonds. Ces états financiers ne présentent que les activités de la Caisse générale.

Instruments financiers

Le Syndicat évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement à l'exception de son encaisse et de ses placements qui sont évalués à la juste valeur. Les changements à la juste valeur sont enregistrés dans les l'état des résultats.

Immobilisations

Les édifices et les terrains sont capitalisés durant l'année de l'achat. Les terrains ne sont pas amortis en raison de leur durée de vie infinie. Les édifices sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimée à quarante ans.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Capital assets (continued)

Computer software and licenses and computer equipment having a unit cost of \$1,000 or more and furniture and equipment having a unit cost of \$2,500 or more are capitalized and amortized on a straight-line basis over their estimated useful lives of three or five years, respectively.

Leasehold improvements are amortized on a straight-line basis over the term of the lease for rented properties or over twenty-five years for owned properties under capital lease.

Property owned in all provinces (with the exception of Quebec) is registered in the name of Canadian Union of Public Employees Realty Holdings Incorporated for legal purposes, but is held solely for the benefit of all members, and is therefore included in these financial statements.

Provision for convention

Provisions are liabilities accrued over a reasonable period prior to their anticipated dates of payment. The estimated cost of a biennial convention is amortized over the 24-month period ending on December 31 of the year of the convention.

Revenue recognition

The Union's principal sources of revenue consist of per capita tax and initiation fees and investment income.

Revenue from per capita tax and initiation fees is recognized over the period to which the revenue relates. Revenue received in advance is deferred to the period to which the revenue relates.

Impairment of long-lived assets

Long-lived assets are tested for recoverability whenever events or changes in circumstances indicate that their carrying amount may not be recoverable. An impairment loss is recognized when their carrying value exceeds the total undiscounted cash flows expected from their use and eventual disposition. The amount of the impairment loss is determined as the excess of the carrying value of the asset over its fair value.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations (suite)

Les logiciels et licences informatiques et le matériel informatique dont le coût unitaire est de 1 000 \$ ou plus et le mobilier et équipement dont le coût unitaire est de 2 500 \$ ou plus sont capitalisés et amortis en utilisant l'amortissement linéaire sur la période de vie utile estimée à trois ou cinq ans respectivement.

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon le terme du bail dans le cas des locations ou sur une période de vingt-cinq ans dans le cas des propriétés détenues en vertu de contrats de location-acquisition.

Les propriétés sises dans toutes les provinces (à l'exception du Québec) sont légalement enregistrées au nom de Canadian Union of Public Employees Realty Holdings Incorporated, et ne servent exclusivement qu'aux membres; elles sont donc comprises dans les présents états financiers.

Provision pour congrès

Les provisions sont des passifs courus sur une période raisonnable avant leurs dates prévues de paiement. Les frais estimatifs du congrès biennal sont amortis sur la période de 24 mois se terminant le 31 décembre de l'année du congrès.

Constataions des produits

Le Syndicat a comme sources principales de revenus la capitation et droits d'initiation et les revenus de placements.

Les revenus de capitation et droits d'initiation sont constatés à la période à laquelle ils se rapportent. Les revenus reçus en avances sont reportés à la période à laquelle ils se rapportent.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Employee benefit plans

The Union has a number of defined benefit plans providing pension, long-term disability, other retirement and post-employment benefits to its employees. The Union recognizes as a pension expense only the amount of contributions made and investment income earned on designated investments during the year. The Union recognizes as non-pension employee future benefits expense the amounts budgeted for the current year. The effect of this departure from Canadian accounting standards for not-for-profit organizations is disclosed in note 7.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates. Assumptions are used in estimating the fair value of investments, the collectibility of accounts receivable, the estimated useful life of capital assets, the amount of accrued liabilities, the provision for convention and the estimates underlying the accrued benefit liability.

Future accounting policies

The Accounting Standards Board recently issued CPA Canada Accounting Handbook Sections 3462, *Employee Future Benefits*, and 3463, *Reporting Employee Future Benefits by Not-for-Profit Organizations*. Section 3462 establishes standards for the recognition, measurement, and disclosure of the cost of employee future benefits; significant changes from the previous standard include eliminating the deferral and amortization approach for defined benefit plans and requiring measurement of plan assets and obligations as of the balance sheet date; Section 3463 prescribes the accounting treatment for employee future benefits provided by a not-for-profit organization; in particular, remeasurements and other items shall be recognized directly in net assets in the statement of financial position rather than in the statement of operations; and presented as a separately identified item in the statement of changes in net assets.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Régimes d'avantages sociaux du personnel

Le Syndicat a établi un certain nombre de régimes d'avantages sociaux pour son personnel offrant un régime de retraite, des prestations d'invalidité de longue durée et d'autres avantages relatifs à la retraite ou postérieurs à l'emploi. Le Syndicat ne comptabilise comme charge de retraite que les montants de contributions effectuées et des revenus de placement gagnés sur les placements désignés au cours de l'exercice. Le Syndicat comptabilise comme charge d'avantages sociaux futurs non liés à la retraite les montants qui ont été prévus au budget pour l'exercice en cours. L'impact de cette dérogation aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif est décrit à la note 7.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les entreprises sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les estimations sont utilisées pour établir la juste valeur des placements, le recouvrement des débiteurs, la durée de vie utile estimative des immobilisations, le montant des frais courus, de la provision pour congrès et des estimations qui sous-tendent le passif à titre des prestations constituées.

Modifications comptables futures

Le Conseil des normes comptables a récemment émis les chapitres 3462, *Avantages sociaux futurs*, et 3463, *Communication de l'information sur les avantages sociaux par les organismes sans but lucratif*, du manuel de comptabilité de CPA Canada. Le chapitre 3462 définit des normes de constatation, de mesure et d'information applicables au coût des avantages sociaux futurs des salariés; les modifications significatives de l'ancienne norme incluent l'élimination de la méthode du report et de l'amortissement pour les régimes d'avantages à prestations déterminées et l'exigence d'évaluer les actifs du régime et des obligations au titre du régime à la date de clôture. Le chapitre 3463 prescrit le traitement comptable à appliquer aux avantages sociaux futurs fournis par les organismes sans but lucratif; plus particulièrement, les réévaluations et autres éléments doivent être comptabilisés directement dans l'actif net au bilan plutôt que dans l'état des résultats; et présentés sous un poste distinct dans l'état de l'évolution de l'actif net.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Future accounting policies (continued)

These Sections are applicable for fiscal years beginning on or after January 1, 2014 on a retrospective basis. The Union is currently evaluating the impact of adopting these sections on its financial statements.

3. PRIOR PERIOD ADJUSTMENT

The Union became aware that one of its Locals had miscalculated their Per Capita tax remittances since 2010. As per established policy, CUPE estimated the amounts receivable from the Local for the last three fiscal years. As such, the 2012 opening balance and the 2012 financial statements have been restated to correctly reflect the amounts receivable. The effect of the restatement as at January 1, 2012 and December 31, 2012 is summarized as such:

- Increase of \$606,121 in Unrestricted Fund Balance, beginning of the year 2012;
- Increase of \$606,121 in Per capita tax revenue and excess of revenue over expenses for the year ended December 31, 2012;
- Increase of \$606,121 in Per capita tax revenue and excess of revenue over expenses for the year ended December 31, 2013; and
- Increase in Per Capita tax receivable as at December 31, 2013 of \$1,818,363 (December 31, 2012 of \$1,212,242 and January 1, 2012 of \$606,121).

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Modifications comptables futures (suite)

Ces chapitres s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, et doit être appliqué de manière rétrospective. Le Syndicat évalue l'impact de l'adoption de ces chapitres sur ses états financiers.

3. AJUSTEMENT DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR

L'Union a appris que l'un de ses locaux avait mal calculé leurs versements de Capitation depuis 2010. Tel que convenu selon sa politique, le SFCP a estimé les montants à recevoir du local pour les trois derniers exercices. Donc, le bilan d'ouverture de 2012 et les états financiers de 2012 ont été retraités afin de refléter correctement les montants à recevoir. L'effet du retraitement au 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012 est résumé ainsi :

- Augmentation de 606 121 \$ du solde du fonds non affecté, au début de 2012;
- Augmentation de 606 121 \$ des revenus de Capitation ainsi que de l'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice clos le 31 décembre 2012;
- Augmentation de 606 121 \$ des revenus de Capitation ainsi que de l'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice clos le 31 décembre 2013;
- Augmentation de la Capitation à recevoir au 31 décembre 2013 de 1 818 363 \$ (31 décembre 2012 de 1 212 242 \$ et 1^{er} janvier 2012 de 606 121 \$).

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
États Financiers
31 décembre 2013

4. INVESTMENTS

Investments are summarized as follows:

	2013			2012			
	Fair Value	Cost	%	Fair Value	Cost	%	
	<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>		<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>		
Short-term investments	\$ 6,363,391	\$ 6,363,391	13	\$ 6,944,131	\$ 6,944,131	18	Placements à court terme
Accrued interest	181,112	181,112	1	137,061	137,061	1	Intérêts courus
Short-term investments	6,544,503	6,544,503	14	7,081,192	7,081,192	19	Placements à court terme
Bonds							Obligations
Government	15,665,972	15,614,216	32	11,624,460	11,261,700	29	Gouvernement
Corporate and others	1,873,726	1,844,083	4	1,388,907	1,305,398	4	Sociétés et autres
Debenture	1,000	1,000	-	1,000	1,000	-	Débeture
	17,540,698	17,459,299	36	13,014,367	12,568,098	33	
Equities	25,339,436	18,724,339	50	19,440,258	16,755,532	48	Actions
Long-term investments	42,880,134	36,183,638	86	32,454,625	29,323,630	81	Placements à long terme
Total investments	\$ 49,424,637	\$ 42,728,141	100	\$ 39,535,817	\$ 36,404,822	100	Total des placements

Investments are comprised of:

	2013		2012		
	Fair Value	Cost	Fair Value	Cost	
	<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>	<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>	
Restricted for employee future benefits	\$ 45,478,877	\$ 38,782,381	\$ 35,585,033	\$ 32,454,038	Restreint aux avantages sociaux futurs
General Fund	3,945,762	3,945,762	3,950,784	3,950,784	Caisse générale
	\$ 49,424,639	\$ 42,728,143	\$ 39,535,817	\$ 36,404,822	

Determination of fair values

Short-term investments consist of money market pooled funds and term deposits. The fair value of these short-term investments is approximately equal to their cost.

Bonds are debt obligations of governments and corporate entities paying interest at rates appropriate to the market at their date of purchase. Bonds are valued at the year-end quoted market prices.

The bonds mature at face value on a staggered basis over the next 9 years (2012 - 15 years). Effective interest rates to maturity for these securities range from 1.39% to 10.95% (2012 - from 1.22% to 10.95%).

4. PLACEMENTS

Les placements se répartissent comme suit :

	2013			2012			
	Fair Value	Cost	%	Fair Value	Cost	%	
	<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>		<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>		
Short-term investments	\$ 6,944,131	\$ 6,944,131	18	\$ 6,944,131	\$ 6,944,131	18	Placements à court terme
Accrued interest	137,061	137,061	1	137,061	137,061	1	Intérêts courus
Short-term investments	7,081,192	7,081,192	19	7,081,192	7,081,192	19	Placements à court terme
Bonds							Obligations
Government	11,624,460	11,261,700	29	11,624,460	11,261,700	29	Gouvernement
Corporate and others	1,388,907	1,305,398	4	1,388,907	1,305,398	4	Sociétés et autres
Debenture	1,000	1,000	-	1,000	1,000	-	Débeture
	13,014,367	12,568,098	33	13,014,367	12,568,098	33	
Equities	19,440,258	16,755,532	48	19,440,258	16,755,532	48	Actions
Long-term investments	32,454,625	29,323,630	81	32,454,625	29,323,630	81	Placements à long terme
Total investments	\$ 39,535,817	\$ 36,404,822	100	\$ 39,535,817	\$ 36,404,822	100	Total des placements

Les placements sont composés de :

	2013		2012		
	Fair Value	Cost	Fair Value	Cost	
	<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>	<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>	
Restricted for employee future benefits	\$ 45,478,877	\$ 38,782,381	\$ 35,585,033	\$ 32,454,038	Restreint aux avantages sociaux futurs
General Fund	3,945,762	3,945,762	3,950,784	3,950,784	Caisse générale
	\$ 49,424,639	\$ 42,728,143	\$ 39,535,817	\$ 36,404,822	

Détermination de la juste valeur

Les placements à court terme sont composés de fonds communs de placement dans les marchés monétaires et de dépôts à terme. La juste valeur de ces placements à court terme est comparable à leur coût.

Les obligations représentent des instruments d'emprunt de gouvernements et de sociétés par actions, produisant des rendements en intérêts comparables à ceux du marché au moment de leur achat. Les obligations sont évaluées au cours du marché en date de fin d'exercice.

L'échéance des obligations s'échelonne sur une période de 9 ans (15 ans en 2012). Les taux d'intérêts effectifs pour ces titres varient de 1,39 % à 10,95 % jusqu'à leur échéance (1,22 % à 10,95 % en 2012).

4. INVESTMENTS (continued)

Determination of fair values (continued)

Investments in equities consist of Canadian common stocks, which are valued at the year-end quoted market prices.

Investment risk

Investment in financial instruments renders the Fund susceptible to the potential risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge its obligation when due. The maximum investment risk to the Fund is equal to the fair value of the investments.

Concentration of risk

Concentrations of risk exist when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political or other conditions. Management believes that the concentrations described above do not represent excessive risk.

5. LOANS RECEIVABLE

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
CUPE BC Division, non-interest bearing, repayable in annual instalments of \$100,000	\$ 355,209	\$ 455,209
CUPE Ontario Division, amounts receivable for rent and benefits, non-interest bearing, repayable in quarterly instalments of \$25,000	27,708	127,708
Station 20 West, non-interest bearing, repayable no later than June 30, 2016	150,000	150,000
	<u>532,917</u>	732,917
Current portion	<u>127,708</u>	200,000
	<u>\$ 405,209</u>	<u>\$ 532,917</u>

The current portion is included in accounts receivable. The fair values of these loans at December 31, 2013 are \$351,812 (2012 - \$430,090), \$24,671 (2012 - \$120,234) and \$128,325 (2012 - \$122,284).

4. PLACEMENTS (suite)

Détermination de la juste valeur (suite)

Les placements en actions consistent en des actions ordinaires de sociétés canadiennes. La juste valeur de ces actions est établie au cours du marché en date de fin d'exercice.

Risque lié aux placements

En investissant dans des instruments financiers, le Fonds s'expose au risque inhérent qu'un émetteur d'instrument financier ne puisse faire face à ses obligations à la date convenue. Le risque maximum auquel s'expose le Fonds est égal à la juste valeur des placements.

Concentration du risque

Il y a concentration du risque lorsqu'une portion importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles aux mêmes facteurs économiques, politiques ou autres. La direction est d'opinion que les concentrations décrites ci-dessus ne représentent pas de risque excessif.

5. PRÊTS À RECEVOIR

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
SCFP C.-B., sans intérêts, remboursable en versements annuels de 100 000 \$	\$ 455,209	\$ 455,209
SCFP Division Ontario, montant recevable pour dépenses de location et bénéfices, sans intérêts, remboursable en versements trimestriels de 25 000 \$	127,708	127,708
Station 20 Ouest, sans intérêts, remboursable au plus tard le 30 juin 2016	150,000	150,000
	<u>732,917</u>	732,917
Portion à court terme	<u>200,000</u>	200,000
	<u>\$ 532,917</u>	<u>\$ 532,917</u>

La portion à court terme est incluse dans les débiteurs. Les justes valeurs de ces prêts au 31 décembre 2013 sont de 351 812 \$ (430 090 \$ en 2012), 24 671 \$ (120 234 \$ en 2012) et 128 325 \$ (122 284 \$ en 2012).

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
GENERAL FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
États Financiers
31 décembre 2013

6. CAPITAL ASSETS

6. IMMOBILISATIONS

	2013			2012	
	Cost	Accumulated Amortization	Net Book Value	Net Book Value	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette	
Land					Terrains
National office					Bureau national
St-Laurent	\$ 2,427,951	\$ -	\$ 2,427,951	\$ 2,427,951	St-Laurent
Ottawa	260,894	-	260,894	260,894	Ottawa
Halifax	600,000	-	600,000	600,000	Halifax
Charlottetown	108,353	-	108,353	108,353	Charlottetown
Moncton	51,875	-	51,875	51,875	Moncton
Saint John	179,225	-	179,225	179,225	Saint John
Fredericton	353,147	-	353,147	353,147	Fredericton
Edmundston	24,500	-	24,500	24,500	Edmundston
Cornwall	36,698	-	36,698	36,698	Cornwall
Kingston	88,735	-	88,735	88,735	Kingston
Brandon	137,945	-	137,945	137,945	Brandon
Toronto	4,924,000	-	4,924,000	4,924,000	Toronto
Regina	118,642	-	118,642	118,642	Regina
Saskatoon	83,781	-	83,781	83,781	Saskatoon
Cranbrook	88,543	-	88,543	88,543	Cranbrook
Trail	61,881	-	61,881	61,881	Trail
Comox	193,033	-	193,033	193,033	Comox
Buildings					Édifices
National office					Bureau national
St-Laurent	21,990,769	3,298,063	18,692,706	19,013,881	St-Laurent
Ottawa	8,444,237	172,362	8,271,875	7,598,530	Ottawa
Halifax	3,456,946	326,558	3,130,388	3,181,878	Halifax
Charlottetown	762,447	38,663	723,784	740,730	Charlottetown
Moncton	454,046	83,766	370,280	381,685	Moncton
Saint John	1,410,081	173,815	1,236,266	1,271,515	Saint John
Fredericton	2,608,767	309,332	2,299,435	2,369,040	Fredericton
Edmundston	76,702	29,876	46,826	46,614	Edmundston
Cornwall	382,049	68,080	313,969	324,962	Cornwall
Kingston	727,830	114,695	613,135	629,389	Kingston
Brandon	801,800	105,309	696,491	722,949	Brandon
Toronto	26,621,688	943,540	25,678,148	21,163,338	Toronto
Regina	1,212,406	299,127	913,279	960,232	Regina
Saskatoon	568,063	78,731	489,332	256,628	Saskatoon
Cranbrook	702,730	122,546	580,184	597,780	Cranbrook
Trail	209,240	61,649	147,591	154,499	Trail
Comox	431,515	70,355	361,160	360,663	Comox
Balance, carry forward	80,600,519	6,296,467	74,304,052	69,513,516	Solde à reporter

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
GENERAL FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
États Financiers
31 décembre 2013

6. CAPITAL ASSETS (continued)

6. IMMOBILISATIONS (suite)

	2013			2012	
	Cost	Accumulated Amortization	Net Book Value	Net Book Value	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette	
Balance, carried forward	\$ 80,600,519	\$ 6,296,467	\$ 74,304,052	\$ 69,513,516	Solde, reporté
Leasehold improvements	6,078,913	3,763,951	2,314,962	2,237,571	Améliorations locatives
Computer equipment	6,364,477	5,328,781	1,035,696	1,176,262	Équipement informatique
Furniture and equipment	6,100,039	4,240,272	1,859,767	2,114,228	Mobilier et équipement
Computer software and licences	5,569,910	3,751,352	1,818,558	1,622,480	Logiciels et licences
Building held for others	270,000	-	270,000	270,000	Immeuble détenu pour d'autres
	104,983,858	23,380,823	81,603,035	76,934,057	
Assets under capital leases					Actifs sous contrats de location-acquisition
Office space					Espace de bureaux
Sept-Îles	46,239	6,476	39,763	41,615	Sept-Îles
Baie-Comeau	89,946	29,243	60,703	62,953	Baie-Comeau
Rimouski	211,000	55,421	155,579	160,859	Rimouski
Saguenay	272,237	74,532	197,705	204,514	Saguenay
Quebec	1,028,725	250,768	777,957	803,678	Québec
Sherbrooke	544,813	76,274	468,539	490,332	Sherbrooke
Trois Rivières	503,787	80,606	423,181	443,333	Trois-Rivières
Montreal	9,314,791	2,556,254	6,758,537	7,060,306	Montréal
Gatineau	151,192	47,224	103,968	107,744	Gatineau
Rouyn-Noranda	570,821	66,596	504,225	532,766	Rouyn-Noranda
Office equipment					Équipement de bureau
National office	253,419	253,419	-	227,139	Bureau national
	12,986,970	3,496,813	9,490,157	10,135,239	
	\$ 117,970,828	\$ 26,877,636	\$ 91,093,192	\$ 87,069,296	

7. ACCRUED BENEFIT LIABILITY

The Union has a number of defined benefit plans providing pension, other retirement and post-employment benefits to its employees.

Pension plan

A contributory defined benefit pension plan, which covers substantially all of its employees, provides pensions based on length of service and average annual earnings of the best three years.

Other plans

Effective January 1, 1992, the Union established an Administrative Services Only Plan in regards to the long-term disability of its employees and is responsible for all payments.

The collective agreements with the Confidential Employees Union (CEU), the Canadian Office and Professional Employees Union (COPE), the Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada (CEP), the Canadian Directors Union (CDU) and the Canadian Staff Union (CSU) provide for the payment of severance pay and vacation leave upon termination of employees with several years of service. These agreements also provide for post-retirement medical and life insurance benefits.

**7. PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS
CONSTITUÉES**

Le Syndicat a établi un certain nombre de régimes de retraite à prestations déterminées offrant à ses employés un régime de retraite, d'autres avantages à la retraite et postérieurs à l'emploi.

Régime de retraite

Un régime de retraite contributif à prestations déterminées qui couvre presque tous les membres du personnel, fournit une pension de retraite basée sur la durée de service et le revenu moyen des trois meilleures années.

Autres régimes

Au 1^{er} janvier 1992, le Syndicat a établi un Régime d'invalidité à long terme pour le personnel des services administratifs; le Syndicat est responsable de tous les paiements.

Les conventions collectives avec le Syndicat des Employé(e)s Confidentiel(le)s (SEC), le Syndicat Canadien des Employé(e)s Professionnel(le)s et de Bureau (SCEPB), le Syndicat Canadien des communications, de l'énergie et du Papier (SCEP), le Syndicat Canadien des Directeurs et Directrices (SCD) et le Syndicat Canadien du Personnel (SCP) prévoient une indemnité de départ et une provision pour congés payés quand une personne quitte son emploi après de nombreuses années de service. Ces ententes prévoient aussi des avantages médicaux à la retraite et une assurance-vie.

<u>Assumptions</u>	<u>Pension</u>		<u>Non-Pension</u>		<u>Hypothèses</u>
	<u>Régime de retraite</u>		<u>Régimes autres que de retraite</u>		
	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Return on plan assets	4.6%	6.0%	-	-	Rendement sur les actifs
Rate of salary increase	3.0%	3.0%	3.0%	3.0%	Taux d'augmentation sur les salaires
Inflation	2.0%	2.0%	2.5%	2.5%	Inflation
Discount rate	4.6%	3.75%	4.8%	4.0%	Taux d'escompte

The reported accrued benefit liability represents the Provision for severance pay, Provision for long-term disability and health plan and Provision for vacation pay for \$72,934,719 (2012 - \$62,312,390).

Le passif des prestations accumulées déclaré comprend la Provision pour indemnités de départ, la Provision pour invalidité à long terme et régime de soins médicaux et la Provision pour indemnités de congés payés de 72 934 719 \$ (62 312 390 \$ en 2012).

7. ACCRUED BENEFIT LIABILITY (continued)

The obligations as determined by independent actuaries and the market value of the assets are as follows:

	2013		
	Pension Plan	Other Plans	
	Régime de retraite	Autres régimes	Total
Accrued benefit obligations, end of year	\$ 577,763,100	\$ 223,691,273	\$ 801,454,373
Plan assets market values, end of year	\$ 589,119,600	\$ -	\$ 589,119,600

The following discloser presents the impact on the Union's financial statements had the Union consistently applied the recommendations of the CPA Canada Handbook Section 3461:

	2013		
	Pension Plan	Other Plans	
	Régime de retraite	Autres régimes	Total
Calculated benefit expense	\$ 17,661,000	\$ 20,586,487	\$ 38,247,487
Expenses recorded in the financial statements	8,780,100	20,806,874	29,586,974
Understatement (overstatement) of expenses in the financial statements	\$ 8,880,900	\$ (220,387)	\$ 8,660,513

IMPACT ON EXPENSES

Calculated benefit expense	\$ 17,661,000	\$ 20,586,487	\$ 38,247,487
Expenses recorded in the financial statements	8,780,100	20,806,874	29,586,974
Understatement (overstatement) of expenses in the financial statements	\$ 8,880,900	\$ (220,387)	\$ 8,660,513

IMPACT ON THE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

Calculated accrued benefit asset (liability)	\$ 44,843,800	\$ (250,792,597)	\$ (205,948,797)
Benefit liability reported on the balance sheet (Understatement) of the accrued benefit liability on the balance sheet	-	(72,934,719)	(72,934,719)
Calculated accrued benefit asset (liability)	\$ 44,843,800	\$ (177,857,878)	\$ (133,014,078)

7. PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES (suite)

Les obligations établies par des actuaires indépendants et la valeur marchande de l'actif sont les suivantes :

	2012		
	Pension Plan	Other Plans	
	Régime de retraite	Autres régimes	Total
Obligations au titre des prestations constituées à la fin	\$ 590,690,800	\$ 229,539,060	\$ 820,229,860
Valeur marchande des actifs des régimes à la fin	\$ 504,976,500	\$ -	\$ 504,976,500

Le tableau qui suit présente les impacts sur les états financiers du Syndicat si ce dernier avait appliqué les recommandations du manuel des CPA du Canada, chapitre 3461 :

	2012		
	Pension Plan	Other Plans	
	Régime de retraite	Autres régimes	Total
Calcul de la charge au titre des prestations constituées	\$ 17,159,800	\$ 18,969,989	\$ 36,129,789
Dépenses comptabilisées dans les états financiers	9,460,500	17,014,317	26,474,817
Sous-évaluation (sur-évaluation) des dépenses aux états financiers	\$ 7,699,300	\$ 1,955,672	\$ 9,654,972

IMPACT SUR LES DÉPENSES

Calcul de la charge au titre des prestations constituées	\$ 17,159,800	\$ 18,969,989	\$ 36,129,789
Dépenses comptabilisées dans les états financiers	9,460,500	17,014,317	26,474,817
Sous-évaluation (sur-évaluation) des dépenses aux états financiers	\$ 7,699,300	\$ 1,955,672	\$ 9,654,972

IMPACT SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actif (passif) calculé des prestations accumulées	\$ 53,724,700	\$ (238,939,324)	\$ (185,214,624)
Passif au titre des prestations constituées inscrit au bilan (Sous-évaluation) sur évaluation du passif au titre des prestations constituées au bilan	-	(62,312,390)	(62,312,390)
Actif (passif) calculé des prestations accumulées	\$ 53,724,700	\$ (176,626,934)	\$ (122,902,234)

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
États Financiers
31 décembre 2013

8. OBLIGATIONS UNDER CAPITAL LEASES

**8. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE
LOCATION-ACQUISITION**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
Capital lease obligation for office space in Saguenay, repayable in monthly instalments of \$1,779, including interest at 6%, maturing in June 2022.	\$ 142,843	\$ 155,225	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Saguenay, remboursable par versements mensuels de 1 779 \$, intérêts compris à 6 %, échéant en juin 2022.
Capital lease obligation for office space in Baie-Comeau, repayable in monthly instalments of \$613, including interest at 6.58%, maturing in March 2023.	50,458	54,351	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Baie-Comeau, remboursable par versements mensuels de 613 \$, intérêts compris à 6,58 %, échéant en mars 2023.
Capital lease obligation for office space in Gatineau, repayable in monthly instalments of \$1,030, including interest at 6.58%, maturing in February 2026.	102,759	108,164	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Gatineau, remboursable par versements mensuels de 1 030 \$, intérêts compris à 6,58 %, échéant en février 2026.
Capital lease obligation for office space in Montreal, repayable in monthly instalments of \$52,456, including interest at 5.99%, maturing in November 2027.	5,778,551	6,053,539	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Montréal, remboursable en versements mensuels de 52 456 \$, intérêts compris à 5,99 %, échéant en novembre 2027.
Capital lease obligation for office space in Rimouski, repayable in monthly instalments of \$1,361 including interest at 6%, maturing in June 2028.	157,533	164,191	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Rimouski, remboursable en versements mensuels de 1 361 \$, intérêts compris à 6 %, échéant en juin 2028.
Capital lease obligation for office space in Quebec City, repayable in monthly instalments of \$6,195 including interest at 5.3%, maturing in March 2029.	776,454	808,709	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Québec, remboursable en versements mensuels de 6 195 \$, intérêts compris à 5,3 %, échéant en mars 2029.
Capital lease obligation for office space in Trois-Rivieres, repayable in monthly instalments of \$3,223 including interest at 6%, maturing in November 2034.	463,140	474,018	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Trois-Rivières, remboursable en versements mensuels de 3 223 \$, intérêts compris à 6 %, échéant en novembre 2034.
Capital lease obligation for office space in Sept-Îles, repayable in monthly instalments of \$268 including interest at 5%, maturing in July 2035.	42,576	43,654	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Sept-Îles, remboursable en versements mensuels de 268 \$, intérêts compris à 5 %, échéant en juillet 2035.
Capital lease obligation for office space in Rouyn-Noranda, repayable in monthly instalments of \$3,242 including interest at 4.80%, maturing in January 2036.	532,594	545,847	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Rouyn-Noranda, remboursable en versements mensuels de 3 242 \$, intérêts compris à 4,80 %, échéant en janvier 2036.
Capital lease obligation for office space in Sherbrooke, repayable in monthly instalments of \$3,156 including interest at 5%, maturing in June 2035.	500,568	513,320	Obligation de location-acquisition pour un espace de bureau à Sherbrooke, remboursable en versements mensuels de 3 156 \$, intérêts compris à 5 %, échéant en juin 2035.
	8,547,476	8,921,018	
Less current portion	396,006	373,542	Moins la tranche échéant à moins d'un an
	\$ 8,151,470	\$ 8,547,476	

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
États Financiers
31 décembre 2013

8. OBLIGATIONS UNDER CAPITAL LEASES (continued)

Principal payments required over the next five years:

2014	\$ 396,006
2015	418,501
2016	443,679
2017	470,640
2018 and thereafter	6,818,650
	<u>\$ 8,547,476</u>

**8. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE
LOCATION-ACQUISITION (suite)**

Versements en capital requis aux cours des cinq prochains exercices :

2014
2015
2016
2017
2018 et par la suite

9. MORTGAGES PAYABLE

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Mortgage payable for the National office building repayable in monthly instalments of \$45,127 including interest at 5.35%, maturing in January 2033.	\$ 6,496,483	\$ 6,688,717
Mortgage payable for the Toronto Office building repayable in monthly installments of \$89,895 including interest at 4.65%, maturing in October 2036.	15,440,515	15,799,316
Mortgage payable for the Halifax Office building repayable in monthly instalments of \$12,208 including interest at 5.37%, maturing in October 2020. The balance of the mortgage in October 2020 will be payable at that time.	1,891,060	1,935,826
Mortgage payable for the Ottawa office building repayable in monthly instalments of \$44,217 including interest at 4.94%, maturing in January 2033.	6,575,988	3,474,873
	<u>30,404,046</u>	27,898,732
Current portion	839,160	595,800
	<u>\$ 29,564,886</u>	<u>\$ 27,302,932</u>

9. HYPOTHÈQUES À PAYER

Hypothèque à payer pour le bureau national remboursable en versements mensuels de 45 127 \$ incluant les intérêts à 5,35 %, échéant en janvier 2033.

Hypothèque à payer pour le bureau de Toronto remboursable en versements mensuels de 89 895 \$ incluant les intérêts à 4,65 % échéant en octobre 2036.

Hypothèque à payer pour le bureau d'Halifax remboursable en versements mensuels de 12 208 \$ incluant les intérêts à 5,37 % échéant en octobre 2020. Le solde de l'hypothèque impayé en octobre 2020 devra être remboursé à cette date.

Hypothèque à payer pour le bureau d'Ottawa remboursable en versements mensuels de 44 217 \$ incluant les intérêts à 4,94 %, échéant en janvier 2033.

Tranche échéant à moins d'un an

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
États Financiers
31 décembre 2013

9. MORTGAGES PAYABLE (continued)

Principal payments required over the next five years:

2014	\$	839,160
2015		881,070
2016		924,880
2017		971,454
2018 and thereafter		26,787,482
	\$	<u>30,404,046</u>

The fair value of the mortgages payable as at December 31 approximates its carrying value.

10. CONTINGENCIES

The Union is the guarantor of a \$1,000,000 loan made by a Financial Institution to CUPE Ontario Division during fiscal year 2010. If CUPE Ontario Division does not meet their obligations with the Financial Institution, the liability to CUPE shall be limited to the payment of an amount which shall not exceed \$1,000,000 in principal and interest, together with all fees and interest applicable, from the date upon which the Financial Institution provides CUPE Ontario Division with a demand for payment. As of December 31, 2013, the balance of the loan is \$313,381 (2012 - \$614,859).

The Union is a guarantor of a \$750,000 loan made by a Financial Institution to the British Columbia NDP during fiscal year 2013.

The Union is a guarantor of a \$125,000 loan made by a Financial Institution to the Nova Scotia NDP during fiscal year 2013.

Legal actions

In the ordinary course of business, the Union becomes involved in various legal actions. While the ultimate effect of such actions cannot be ascertained at this time, management believes that their resolution will not have a material adverse effect on the financial statements.

Letter of credit

Pursuant to the requirements of the Municipality with respect to the construction of the new expansion building on Triole Street, the Union issued a Letter of Credit in the amount of \$186,024 in favour of the City of Ottawa, which is still valid on December 31, 2013.

9. HYPOTHÈQUES À PAYER (suite)

Versements en capital requis au cours des cinq prochains exercices :

2014
2015
2016
2017
2018 et par la suite

Au 31 décembre, la juste valeur des hypothèques à payer se rapproche de sa valeur comptable.

10. ÉVENTUALITÉS

Au cours de l'exercice 2010, le Syndicat a donné son aval pour un prêt de 1 000 000 \$ accordé par une institution financière à la section de l'Ontario. Si la section de l'Ontario ne pouvait faire face à ses obligations envers l'institution financière, l'élément de passif du Syndicat serait limité au paiement d'un montant ne devant pas dépasser 1 000 000 \$, principal et intérêts compris, et incluant aussi tout frais et intérêt applicable depuis la date à laquelle l'institution financière exige de la section de l'Ontario du Syndicat le remboursement demandé. Au 31 décembre 2013, le solde du prêt est de 313 381 \$ (614 859 \$ en 2012).

Le Syndicat a donné son aval pour un prêt de 750 000 \$ accordé par une institution financière au NPD de la Colombie-Britannique pour sa campagne électorale de 2013.

Au cours de l'exercice 2013, le Syndicat a donné son aval pour un prêt de 125 000 \$ accordé par une institution financière au NPD de la Nouvelle-Écosse pour sa campagne électorale de 2013.

Poursuites en justice

Dans le cours normal de ses activités, le Syndicat fait l'objet de diverses poursuites en justice. Bien que l'issue de ces poursuites ne puisse être connue à l'heure actuelle, la direction est d'avis que celles-ci n'auront pas d'effet défavorable significatif sur les états financiers.

Lettre de crédit

Conformément aux exigences de la municipalité en ce qui concerne la construction du nouveau bâtiment d'extension sur la rue Triole, le Syndicat a émis une lettre de crédit d'un montant de 186 024 \$ en faveur de la Ville d'Ottawa, qui est encore en vigueur au 31 décembre 2013.

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
États Financiers
31 décembre 2013

11. COMMITMENTS

The Union is committed under operating leases for office space and office equipment over the next five years as follows:

	Office Space	Office Equipment	Vehicle	Total	
	Espace de bureau	Équipement de bureau	Automobile	Total	
2014	\$ 3,624,911	\$ 835,315	\$ 3,583,438	\$ 8,043,664	2014
2015	3,424,470	817,984	2,661,034	6,903,488	2015
2016	3,027,534	671,475	1,287,781	4,986,790	2016
2017	2,334,754	438,577	459,119	3,232,450	2017
2018	2,100,951	113,600	106,866	2,321,417	2018
	\$ 14,512,620	\$ 2,876,951	\$ 8,098,238	\$ 25,487,809	

11. ENGAGEMENTS

Le Syndicat s'est engagé en vertu de contrats de location-exploitation pour de l'espace de bureau et de l'équipement de bureau pour les cinq prochains exercices de la façon suivante :

12. FUND BALANCE - INTERNALLY RESTRICTED

The internally restricted balance represents internal restrictions for:

	2013	2012
National Convention and National Events Assistance Fund	\$ 1,014,227	\$ 1,086,318
Anti-Privatization Fund	-	38,644
Fight-Back Fund	428,289	2,234,314
Regional Building Fund	1,750,000	750,000
	\$ 3,192,516	\$ 4,109,276

12. SOLDE DU FONDS - AFFECTÉ D'ORIGINE INTERNE

Le solde affecté d'origine interne représente les affectations d'origine interne de :

Caisse de participation au congrès et aux événements nationaux
Fonds d'anti privatisation
Fonds de riposte
Fonds d'immobilisations régionales

13. CHANGES IN NON-CASH OPERATING WORKING CAPITAL ITEMS

	2013	2012
Per capita tax receivable	\$ 2,457,973	\$ (3,277,900)
Accounts receivable	315,188	(359,307)
Prepaid expenses	(436,052)	(199,911)
Accounts payable - trade and accrued liabilities	1,565,927	(1,546,440)
Provision for convention	(1,777,806)	1,785,795
Accrued benefit liability	10,622,329	6,440,627
	\$ 12,747,559	\$ 2,842,864

13. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION

Capitation à recevoir
Débiteurs
Dépenses payées d'avance
Créditeurs - fournisseurs et frais courus
Provision pour congrès
Passif au titre des prestations constituées

14. FINANCIAL INSTRUMENTS

Fair value

The carrying values of per capita receivable and accounts receivable, due from National Defence Fund and National Strike Fund, trust assets, accounts payable, funds held for others and trust liabilities approximate their fair value due to the relatively short periods to maturity of those instruments.

Refer to notes 4, 5 and 9 for a fair value related to CUPE's other financial instruments.

Interest rate risk

Interest rate risk is the exposure of the Union's earnings that arises from fluctuations in interest rates. The Union is exposed to interest rate risk on its investments and mortgages payable.

Credit risk

Credit risk arises from the potential that locals and other parties will fail to honour their obligations. The Union is exposed to credit risk through per capita receivable, accounts receivable and loans receivable. The Union limits the amount of credit extended when considered necessary.

15. CAPITAL MANAGEMENT

The Union's objectives when managing capital are to safeguard its ability to continue as a labour organization in an effort to carry out its mission. Capital consists of the Fund balance. The Union is not subject to any externally imposed capital requirements or restrictions.

16. SUBSEQUENT EVENT

On May 21, 2014, the Union became the guarantor of a \$1,000,000 loan made by a Financial Institution to the Ontario NDP for the upcoming provincial elections in 2014.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La valeur comptable de la capitation à recevoir, des débiteurs, des montants à recevoir de la Caisse nationale de défense et de la Caisse nationale de grève, des actifs en fidéicommis, des créditeurs, des fonds conservés pour des tiers et des passifs en fidéicommis se rapproche de la juste valeur étant donné leur courte échéance.

Voir les notes 4, 5 et 9 pour les justes valeurs afférentes aux autres instruments financiers du SFCP.

Risques de taux d'intérêt

Les risques de taux d'intérêt auxquels les bénéficiaires du Syndicat sont exposés, surviennent à cause des fluctuations des taux d'intérêt. Le Syndicat est exposé à des risques dus au taux d'intérêt de ses placements et des hypothèques à payer.

Risques de crédit

Des risques de crédit se présentent lorsque certaines sections locales et autres groupes ne font pas face à leurs obligations. Le Syndicat est exposé au risque de crédit provenant de la capitation à recevoir, des débiteurs et des prêts à recevoir. Le Syndicat limite le montant de crédit avancé si nécessaire.

15. GESTION DU CAPITAL

Les objectifs du Syndicat quant à la gestion de son capital, sont de continuer à opérer comme organisme syndical afin de pouvoir réaliser sa mission. Le capital du Syndicat se compose du solde du Fonds. Le Syndicat n'est pas soumis à des exigences externes en matière de gestion du capital.

16. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 21 mai 2014, le Syndicat a donné son aval pour devenir garant d'un prêt de 1 000 000 \$ accordé par une institution financière au NPD de l'Ontario pour sa campagne électorale de 2014.

Schedule A

Annexe A

**CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUND**
General Expenses
year ended December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE**
Dépenses générales
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	Budget 2013 (unaudited) (non audité)	2013	2012	
National Executive Board and Committee				Conseil et comité exécutif national
- Meetings	\$ 590,005	\$ 435,007	\$ 512,057	- Rencontres
- Other expenses	243,006	374,287	216,833	- Autres dépenses
National Committee expenses	900,776	810,613	1,176,182	Dépenses des comités nationaux
National Conferences	550,000	529,478	371,298	Conférences nationales
National Trustees	31,471	16,214	16,088	Syndics nationaux
Insurance: office contents	72,112	59,125	58,349	Assurances: contenu de bureau
Insurance: staff bonding	23,312	20,727	20,727	Assurances: cautionnement/personnel
International Affiliations	140,000	129,978	128,254	Affiliations internationales
Scholarship fund and labour college	80,000	90,000	82,099	Fonds/bourses - Collèges des travailleurs
Convention	1,824,773	2,048,847	1,835,410	Congrès
C.L.C. convention and committees	93,720	88,420	87,387	Congrès du C.T.C. et comités
Constitution printing	18,642	11,682	18,367	Impression des statuts
Employee assistance program	852,425	876,884	1,122,200	Programme d'aide aux employés(es)
Moving expenses	153,110	176,567	244,346	Frais de déménagement
Pensioners and survivors benefits	250,192	42,660	43,357	Avantages sociaux - retraités-survivants
COPE Local 491: Education Fund	12,000	14,120	13,640	Fonds d'éducation - section locale 491 SEPB
Translation	618,481	769,559	572,290	Traduction
Donations	140,000	163,786	171,250	Dons
Miscellaneous	53,000	11,581	138,916	Divers
Global Justice Fund	75,061	60,094	59,833	Fonds de justice mondiale
Retiree Health Benefits	3,515,330	4,114,572	3,587,723	Avantages sociaux des retraités
Sabbatical leave	153,451	103,251	144,464	Congés sabbatiques
Strengthening Provincial Divisions	1,042,555	1,042,556	965,089	Renforcer les divisions provinciales
Strengthening District Councils	70,000	25,095	27,143	Renforcer les conseils régionaux
Vacation pay provision	1,252,976	2,728,319	2,120,711	Provision pour congés payés
Overtime	198,438	223,318	271,895	Temps supplémentaire
General provision for future benefits	6,180,000	6,180,000	5,280,000	Provision générale pour avantages futurs
Provision for future benefits				Provision pour les avantages futurs
- investment income	1,400,000	2,334,006	1,414,339	- revenus de placement
Special donations	-	60,951	60,950	Dons spéciaux
Election spending	980,000	741,374	441,816	Élections
Anti-Privatization Fight	2,500,000	2,301,544	2,500,000	Combat anti privatisation
C.L.C. Fairness Campaign	-	994,831	-	Campagne pour la Justice - C.T.C.
CUPE Fairness Campaign	-	209,476	-	Campagne pour la Justice - SCFP
Total general expenses, before internally restricted expenses	24,014,836	27,788,922	23,703,013	Total des dépenses générales, avant les dépenses affectées d'origine interne
Fightback fund	1,000,000	1,806,025	265,686	Fonds de riposte
Anti-Privatization Fight	-	38,644	36,559	Combat anti privatisation
National Convention Assistance Fund	-	246,552	26,902	Caisse de participation au congrès national
Total general expenses	\$ 25,014,836	\$ 29,880,143	\$ 24,032,160	Total des dépenses générales

Schedule B

Annexe B

CANADIAN UNION OF PUBLIC
EMPLOYEES - GENERAL FUNDSYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE GÉNÉRALE

Program Expenses

Dépenses de programmes

year ended December 31, 2013

de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	Budget 2013 (unaudited) (non audité)	2013	2012	
Finance and administration	\$ 1,570,463	\$ 1,428,323	\$ 1,201,420	Finances et administration
Union development	4,179,835	4,603,341	4,205,679	Développement syndical
National services	4,684,324	4,733,199	3,763,416	Services nationaux
HR and labour relations expenses	490,081	1,102,376	942,959	RH et dépenses de relations patronales
Regional services and regions	698,892	598,880	754,177	Services régionaux et régions
	\$ 11,623,595	\$ 12,466,119	\$ 10,867,651	

Syndicat canadien de la fonction publique
Bureau National
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Dirigeants nationaux	\$329,957	\$327,488	\$2,469	0.8%	\$322,830
Personnel technique et administratif	8,520,460	8,736,929	(216,469)	-2.5%	7,853,913
Personnel de bureau	5,147,711	5,001,028	146,683	2.9%	4,918,411
Personnel d'entretien	0	375,000	(375,000)	-100.0%	0
Remplacements - Congés	147,366	99,314	48,052	48.4%	136,787
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	2,226,310	2,285,420	(59,109)	-2.6%	2,184,643
Assurance collective	1,905,795	2,054,180	(148,385)	-7.2%	1,849,504
Assurance emploi	215,521	181,600	33,921	18.7%	171,758
Accidents de travail	118,530	99,105	19,425	19.6%	122,462
Provision pour indemnités de départ	537,986	519,996	17,990	3.5%	321,303
Frais de personnel fixes					
Frais de personnel fixes	1,131,876	1,295,280	(163,404)	-12.6%	1,112,846
Déplacements opérationnels					
Déplacements opérationnels	1,944,896	2,079,120	(134,224)	-6.5%	1,907,802
Immeubles du SCFP					
Intérêt d'hypothèque	541,203	675,516	(134,313)	-19.9%	359,174
Services/entretien	722,808	439,320	283,488	64.5%	631,289
Amortissement	753,666	805,764	(52,098)	-6.5%	543,266
Impôt foncier	529,436	691,524	(162,088)	-23.4%	524,774
Revenus de location	(223,491)	(214,679)	(8,812)	4.1%	(102,555)
Dépenses de bureau					
Dépenses de bureau	486,214	797,798	(311,584)	-39.1%	577,391
Location/Entretien d'équipement	612,505	451,258	161,247	35.7%	381,041
Télécommunications	254,119	236,498	17,621	7.5%	254,246
Affranchissement	330,649	292,540	38,109	13.0%	297,332
Honoraires professionnels	653,050	549,184	103,866	18.9%	637,453
Programmes					
Ressources humaines	1,102,376	490,024	612,352	-125.0%	942,959
Finances et administration	1,428,323	1,570,463	(142,140)	-9.1%	1,201,420
Développement syndical	4,603,342	4,179,834	423,508	10.1%	4,205,627
Services nationaux	4,733,196	4,684,324	48,872	1.0%	3,763,416
Organisation et services régionaux	497,261	596,892	(99,631)	-16.7%	652,653
Total - Programmes	12,364,498	11,521,537	842,961	7.3%	10,766,075
Total des dépenses	39,251,065	39,300,720	(49,654)	-0.1%	35,771,746

**Syndicat canadien de la fonction publique
Bureau du Président National
12/31/13**

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/12</u>
Salaires					
Dirigeant national	\$162,525	\$161,431	\$1,094	0.7%	\$159,015
Personnel technique et administratif	510,170	516,649	(6,479)	-1.3%	493,445
Personnel de bureau	213,163	216,837	(3,674)	-1.7%	234,889
Remplacements - Congés	0	0	0	0.0%	25,841
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	102,339	122,927	(20,588)	-16.7%	98,983
Assurance collective	113,370	114,321	(951)	-0.8%	116,001
Assurance emploi	9,112	9,222	(110)	-1.2%	7,466
Accidents de travail	6,200	5,088	1,112	21.9%	6,283
Provision pour indemnités de départ	34,229	33,084	1,145	3.5%	20,627
Frais de personnel fixes	90,821	102,960	(12,139)	-11.8%	98,212
Déplacements opérationnels	358,361	419,772	(61,411)	-14.6%	372,385
Dépenses de bureau	7,353	17,244	(9,891)	-57.4%	6,344
Total des dépenses	<u>1,607,643</u>	<u>1,719,535</u>	<u>(111,892)</u>	<u>-6.5%</u>	<u>1,639,490</u>

**Syndicat canadien de la fonction publique
Bureau du Secrétaire-Trésorier National
12/31/13**

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/12</u>
Salaires					
Dirigeant national	\$167,432	\$166,057	\$1,375	0.8%	\$163,815
Personnel technique et administratif	479,266	480,010	(744)	-0.2%	474,702
Personnel de bureau	140,147	145,892	(5,745)	-3.9%	143,198
Remplacements - Congés	7,681	0	7,681	0.0%	0
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	111,702	120,198	(8,496)	-7.1%	102,682
Assurance collective	102,319	108,256	(5,937)	-5.5%	95,441
Assurance emploi	9,125	7,862	1,263	16.1%	7,281
Accidents de travail	5,812	4,430	1,382	31.2%	5,981
Provision pour indemnités de départ	30,293	29,280	1,013	3.5%	18,539
Frais de personnel fixes	70,677	90,912	(20,235)	-22.3%	92,980
Déplacements opérationnels	249,323	307,368	(58,045)	-18.9%	286,813
Dépenses de bureau	17,761	14,208	3,553	25.0%	16,592
Total des dépenses	<u>1,391,538</u>	<u>1,474,473</u>	<u>(82,935)</u>	<u>-5.6%</u>	<u>1,408,024</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Finances et Administration
12/31/13

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/12</u>
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$1,669,039	\$1,718,435	(\$49,396)	-2.9%	\$1,406,410
Personnel de bureau	2,193,516	2,047,860	145,656	7.1%	2,024,769
Remplacements - Congés	28,259	49,412	(21,153)	-42.8%	23,934
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	557,705	575,812	(18,107)	-3.1%	537,863
Assurance collective	551,316	576,613	(25,297)	-4.4%	535,950
Assurance emploi	68,372	56,295	12,077	21.5%	55,136
Accidents de travail	32,623	29,819	2,804	9.4%	32,532
Provision pour indemnités de départ	144,053	139,236	4,817	3.5%	82,966
Frais de personnel fixes	245,198	260,688	(15,490)	-5.9%	219,009
Déplacements opérationnels	53,104	85,068	(31,964)	-37.6%	53,761
Dépenses de bureau	63,671	96,876	(33,205)	-34.3%	64,249
Programmes					
Amortissement du coût					
Système de ressources humaines	352,234	403,176	(50,942)	-12.6%	358,007
SGED	18,562	307,284	(288,722)	-94.0%	7,720
SAN	46,501	75,996	(29,495)	-38.8%	68,904
Mise à jour - SISL	50,438	56,964	(6,526)	-11.5%	0
Expansion du WAN et sauvegarde	30,416	41,585	(11,169)	-26.9%	133,106
SCFP.ca	48,732	21,713	27,019	124.4%	1,092
Solomon	2,829	4,500	(1,671)	-37.1%	2,829
Un monde plus juste	4,864	0	4,864	0.0%	0
Intranet du SCFP	0	20,640	(20,640)	-100.0%	0
Formation des membres du DS	0	2,220	(2,220)	-100.0%	0
Système de suivi du dépannage	0	1,332	(1,332)	-100.0%	0
Frais de consultation TI	56,500	0	56,500	0.0%	0
Système de capitation et congrès	0	0	0	0.0%	117,755
Accellion (transfert de larges fichiers)	0	0	0	0.0%	5,165
Amélioration du développement	0	0	0	0.0%	1,483
Matériel et logiciel de réseau >1,000 \$	125,106	117,781	7,325	6.2%	108,673
Amortissement du coût- Sous-total	736,182	1,053,191	(317,009)	-30.1%	804,734
Coûts non amortis					
Bureau d'aide - bureau nat. & régions	243,583	231,996	11,587	5.0%	218,201
Soutien et entretien - Solomon	16,585	34,488	(17,903)	-51.9%	31,628
Soutien et entretien - Ressources humaines	7,661	9,996	(2,335)	-23.4%	18,306
Déplacement du Comité de la TI	62,998	12,000	50,998	425.0%	24,155
Soutien & entretien - matériel informatique	4,829	37,500	(32,671)	-87.1%	7,794
Soutien & entretien - logiciel informatique	264,774	86,292	178,482	206.8%	87,670
HQ Network Maintenance	15,323	30,000	(14,677)	-48.9%	1,271
Coûts non amortis- Sous-total	615,753	442,272	173,481	39.2%	389,025
Total - Programmes	1,351,935	1,495,463	(143,528)	-9.6%	1,193,759
Total des dépenses	6,958,791	7,131,577	(172,786)	-2.4%	6,230,338

Syndicat canadien de la fonction publique
Ressources humaines
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$638,931	\$786,362	(\$147,431)	-18.7%	\$583,421
Personnel de bureau	564,482	567,558	(3,076)	-0.5%	544,067
Remplacements - Congés	4,490	13,904	(9,414)	-67.7%	6,446
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	178,765	222,467	(43,702)	-19.6%	158,573
Assurance collective	177,786	212,443	(34,657)	-16.3%	165,749
Assurance emploi	19,571	17,512	2,059	11.8%	15,458
Accidents de travail	12,192	9,479	2,713	28.6%	12,820
Provision pour indemnités de départ	51,784	50,052	1,732	3.5%	32,094
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	90,732	111,528	(20,796)	-18.6%	81,137
Dépenses de bureau	93,725	121,104	(27,379)	-22.6%	110,508
Programmes					
Honoraires professionnels	1,006,745	364,089	642,656	176.5%	734,762
Frais de recrutement	36,136	101,476	(65,340)	-64.4%	110,824
Relations de travail	59,495	24,504	34,991	142.8%	97,372
Programmes de formation en TI	76,388	75,000	1,388	1.9%	0
Total - Programmes	1,178,764	565,069	613,695	108.6%	942,958
Total des dépenses	3,021,688	2,693,978	327,710	12.2%	2,663,710

Syndicat canadien de la fonction publique
Développement Syndical
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$685,218	\$651,912	\$33,306	5.1%	\$669,067
Personnel de bureau	321,746	322,621	(875)	-0.3%	312,606
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	135,429	139,131	(3,702)	-2.7%	132,099
Assurance collective	120,878	136,727	(15,849)	-11.6%	119,647
Assurance emploi	13,898	12,708	1,190	9.4%	12,223
Accidents de travail	7,170	6,960	210	3.0%	7,935
Provision pour indemnités de départ	37,270	36,024	1,246	3.5%	20,433
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	75,928	86,076	(10,148)	-11.8%	70,384
Dépenses de bureau	162,000	106,608	55,392	52.0%	105,444
Dépenses de bureau	8,435	13,056	(4,621)	-35.4%	9,454
Affranchissement	0	0	0	0.0%	252
Programmes					
Membres - animateurs	632,896	322,992	309,904	95.9%	556,135
Sessions de formation et ateliers	29,479	183,048	(153,569)	-83.9%	111,087
Formation des membres - animateurs	118,230	133,128	(14,898)	-11.2%	229,534
Perfectionnement du personnel	1,063,410	687,840	375,570	54.6%	878,075
Achat de matériel	128,679	99,834	28,845	28.9%	45,846
Formation à distance	49,307	83,208	(33,901)	-40.7%	879
Programme Alpha	100,149	88,752	11,397	12.8%	73,288
Programme national de leadership	39,776	105,084	(65,308)	-62.1%	11,957
En avant avec l'Alberta	46,405	50,004	(3,599)	-7.2%	216
Services d'éducation - Québec	437,385	443,076	(5,691)	-1.3%	419,818
Fonds d'éducation du Québec	1,234,204	1,250,256	(16,052)	-1.3%	1,184,636
Membres animateurs - Québec	723,200	732,612	(9,412)	-1.3%	694,155
Total - Programmes	4,603,121	4,179,834	423,287	10.1%	4,205,627
Total des dépenses	6,171,094	5,691,657	479,437	8.4%	5,665,171

Syndicat canadien de la fonction publique
Services Nationaux
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$4,062,551	\$4,104,544	(\$41,993)	-1.0%	\$3,810,495
Personnel de bureau	1,567,362	1,558,362	9,000	0.6%	1,496,305
Remplacement - Congés	103,763	35,998	67,765	188.2%	67,605
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	855,961	843,133	12,828	1.5%	801,849
Assurance collective	755,783	815,337	(59,554)	-7.3%	742,617
Assurance emploi	88,021	71,255	16,766	23.5%	67,838
Accidents de travail	45,849	39,546	6,303	15.9%	45,929
Provision pour indemnités de départ	216,607	209,364	7,243	3.5%	132,044
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	475,865	548,448	(72,583)	-13.2%	481,008
Dépenses de bureau	807,192	823,272	(16,080)	-2.0%	816,093
Programmes					
Services Nationaux	69,754	88,896	(19,142)	-21.5%	64,995
Communications	96,410	110,940	(14,530)	-13.1%	132,933
Égalité	942,478	887,520	54,958	6.2%	993,150
Affaires légales	49,574	59,575	(10,001)	-16.8%	61,070
Recherche / Santé et sécurité	1,527,410	1,439,072	88,338	6.1%	546,042
Total - Programmes	4,733,196	4,684,324	48,872	1.0%	3,763,416
Total des dépenses	13,781,905	13,822,479	(40,574)	-0.3%	12,290,195

Syndicat canadien de la fonction publique
Bureau de la direction des services nationaux
12/30/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/30/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$541,228	\$548,432	(\$7,204)	-1.3%	\$509,816
Personnel de bureau	109,687	136,736	(27,049)	-19.8%	109,165
Remplacements - Congés	95,227	35,998	59,229	164.5%	62,188
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	97,940	96,020	1,920	2.0%	88,407
Assurance collective	81,310	89,840	(8,530)	-9.5%	72,634
Assurance emploi	9,709	7,825	1,884	24.1%	6,182
Accidents de travail	6,443	4,424	2,019	45.6%	5,980
Provision pour indemnités de départ	25,332	25,332	0	0.0%	14,750
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	53,607	79,920	(26,313)	-32.9%	54,710
Dépenses de bureau	91,058	97,632	(6,574)	-6.7%	102,381
Programmes					
Programmes - Services nationaux	11,784	15,324	(3,540)	-23.1%	3,295
Total - Programmes	95,359	110,940	(15,581)	-14.0%	130,046
Total des dépenses	1,218,683	1,248,423	(29,740)	-2.4%	1,159,555

Syndicat canadien de la fonction publique
Communications
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$1,071,413	\$996,782	\$74,631	7.5%	\$966,115
Personnel de bureau	203,844	202,522	1,322	0.7%	203,834
Remplacements - Congés	8,536	0	8,536	0.0%	0
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	183,434	169,729	13,705	8.1%	177,732
Assurance collective	160,983	163,370	(2,387)	-1.5%	164,061
Assurance emploi	17,936	14,319	3,617	25.3%	14,830
Accidents de travail	9,400	7,983	1,417	17.7%	9,683
Provision pour indemnités de départ	45,874	44,340	1,534	3.5%	26,674
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	96,414	113,172	(16,758)	-14.8%	88,750
Dépenses de bureau	128,890	156,888	(27,998)	-17.8%	119,993
Programmes					
Dépenses générales d'exploitation	14,739	20,304	(5,565)	-27.4%	12,429
Communiqués de presse	260,945	275,004	(14,059)	-5.1%	218,500
Publicité imprimée	222,300	142,140	80,160	56.4%	293,138
Publications nationales	96,436	113,712	(17,276)	-15.2%	71,993
Communications électroniques	252,090	237,816	14,274	6.0%	290,720
Publications du Québec	9,147	27,288	(18,141)	-66.5%	0
	101,561	91,560	10,001	10.9%	118,799
Total - Programmes	942,478	887,520	54,958	6.2%	993,150
Total des dépenses	2,883,941	2,776,929	107,012	3.9%	2,777,252

Syndicat canadien de la fonction publique
Égalité
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$436,717	\$428,024	\$8,693	2.0%	\$426,371
Personnel de bureau	132,125	132,512	(387)	-0.3%	127,133
Remplacements - Congés	0	0	0	0.0%	5,417
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	88,954	86,093	2,861	3.3%	84,252
Assurance collective	80,132	83,832	(3,700)	-4.4%	81,648
Assurance emploi	8,666	6,740	1,926	28.6%	6,362
Accidents de travail	6,013	3,783	2,230	58.9%	6,726
Provision pour indemnités de départ	21,441	20,724	717	3.5%	13,040
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	84,525	74,412	10,113	13.6%	80,118
Dépenses de bureau	81,467	75,120	6,347	8.4%	100,164
Programmes					
Bibliothèque	4,792	6,432	(1,640)	-25.5%	1,920
Publications	4,010	4,104	(94)	-2.3%	1,684
	45,564	55,471	(9,907)	-17.9%	59,386
Total - Programmes	49,574	59,575	(10,001)	-16.8%	61,070
Total des dépenses	994,405	977,247	17,158	1.8%	994,221

Syndicat canadien de la fonction publique
Affaires Légales
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$317,362	\$394,875	(\$77,513)	-19.6%	\$317,796
Personnel de bureau	182,162	138,029	44,133	32.0%	178,272
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	73,342	83,450	(10,108)	-12.1%	68,504
Assurance collective	76,056	81,756	(5,700)	-7.0%	65,625
Assurance emploi	9,071	6,743	2,328	34.5%	6,374
Accidents de travail	4,928	3,783	1,145	30.3%	5,066
Provision pour indemnités de départ	20,386	19,704	682	3.5%	12,742
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	41,760	45,804	(4,044)	-8.8%	42,378
Dépenses de bureau	52,740	68,472	(15,732)	-23.0%	93,371
	11,003	9,900	1,103	11.1%	11,308
Programmes					
Bibliothèque	55,588	31,776	23,812	74.9%	46,239
Adhésions professionnelles	0	7,296	(7,296)	-100.0%	0
Frais légaux et d'arbitrages	1,471,823	1,400,000	71,823	5.1%	499,803
Total - Programmes	1,527,410	1,439,072	88,338	6.1%	546,042
Total des dépenses	2,316,220	2,291,588	24,632	1.1%	1,347,479

Syndicat canadien de la fonction publique
Recherche
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$1,697,832	\$1,736,431	(\$38,599)	-2.2%	\$1,590,397
Personnel de bureau	939,545	948,563	(9,018)	-1.0%	877,900
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	412,291	407,841	4,450	1.1%	384,445
Assurance collective	357,302	396,539	(39,237)	-9.9%	358,649
Assurance emploi	42,639	35,628	7,011	19.7%	34,091
Accidents de travail	19,232	19,573	(341)	-1.7%	18,475
Provision pour indemnités de départ	102,698	99,264	3,434	3.5%	64,837
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	199,559	235,140	(35,581)	-15.1%	215,452
Dépenses de bureau	453,037	425,160	27,877	6.6%	400,784
	27,437	36,936	(9,499)	-25.7%	36,043
Programmes					
Frais de consultation - Santé et sécurité	107	8,001	(7,894)	-98.7%	3,752
Bibliothèque - Santé et sécurité	5,191	10,854	(5,663)	-52.2%	4,989
Documentation techniques - Santé et sécurité	33,192	39,424	(6,232)	-15.8%	1,986
Affiches et macarons - Santé et sécurité	9,424	8,001	1,423	17.8%	6,848
Formation des membres - Québec	623,598	631,709	(8,111)	-1.3%	598,553
Documentation	0	9,720	(9,720)	-100.0%	0
Évaluation des emplois - Québec	874,769	886,152	(11,383)	-1.3%	839,637
Frais de consultation - Service de la recherche	114,380	126,280	(11,900)	-9.4%	129,235
Bibliothèque - recherche	19,278	24,000	(4,722)	-19.7%	25,402
Service de la recherche - Québec	437,385	443,076	(5,691)	-1.3%	419,818
Total - Programmes	2,117,324	2,187,217	(69,893)	-3.2%	2,030,220
Total des dépenses	6,368,895	6,528,292	(159,397)	-2.4%	6,011,292

Syndicat canadien de la fonction publique
 Organisation et Services Régionaux
 12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Salaires					
Personnel technique et administratif	\$472,085	\$479,017	(\$6,932)	-1.4%	\$419,548
Personnel de bureau	147,295	141,898	5,397	3.8%	162,577
Remplacements - Congés	3,172	0	3,172	0.0%	12,961
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	86,232	99,730	(13,498)	-13.5%	80,147
Assurance collective	84,326	90,483	(6,157)	-6.8%	74,100
Assurance emploi	7,423	6,746	677	10.0%	6,357
Accidents de travail	8,685	3,783	4,902	129.6%	10,982
Provision pour indemnités de départ	23,750	22,956	794	3.5%	14,600
Frais de personnel fixes					
Déplacements opérationnels	221,191	215,928	5,263	2.4%	165,331
Dépenses de bureau	1,758	8,280	(6,522)	-78.8%	2,725
Programmes					
Conférence - directions régionales	14,550	69,936	(55,386)	-79.2%	66,281
Bibliothèque	0	5,556	(5,556)	-100.0%	2,052
Programme de mentorat	215,641	219,145	(3,504)	-1.6%	237,944
Militantes et militants régionaux	197,889	262,255	(64,366)	-24.5%	305,198
Conférence assistants(es) administratifs(ves)	0	0	0	0.0%	249
Réflexion sur le leadership du personnel	69,180	40,000	29,180	73.0%	0
Total - Programmes	497,261	596,892	(99,631)	-16.7%	611,725
Total des dépenses	1,635,833	1,760,381	(124,548)	-7.1%	1,631,168

Syndicat canadien de la fonction publique
Division du Transport Aérien
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$1,788,513	\$1,674,192	\$114,321	6.8%	\$1,662,709
Droits d'affiliation	10	0	10	0.0%	10
Intérêts sur arrérages de la capitation	5	0	5	0.0%	873
	<u>1,788,528</u>	<u>1,674,192</u>	<u>114,336</u>	<u>6.8%</u>	<u>1,663,592</u>
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	74,971	70,153	4,818	6.9%	71,044
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	92,604	109,144	(16,540)	-15.2%	61,832
Personnel technique et administratif	101,675	101,479	196	0.2%	99,494
Personnel de bureau	67,175	63,735	3,440	5.4%	70,639
Remplacements - Congés	13	3,933	(3,920)	-99.7%	5,984
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	38,524	50,527	(12,003)	-23.8%	35,510
Assurance collective	33,714	43,996	(10,282)	-23.4%	35,248
Assurance emploi	3,934	3,598	336	9.3%	3,769
Accidents de travail	2,129	1,902	227	11.9%	2,290
Provision pour indemnités de départ	10,491	10,140	351	3.5%	6,399
Frais de personnel fixes					
Frais de personnel fixes	20,854	25,500	(4,646)	-18.2%	19,714
Déplacements opérationnels	148,165	91,392	56,773	62.1%	144,183
Loyers	16,425	15,000	1,425	9.5%	16,425
Dépenses de bureau	16,407	22,848	(6,441)	-28.2%	16,850
Location/Entretien d'équipement	0	0	0	0.0%	358
Télécommunications	900	900	0	0.0%	900
Affranchissement	0	2,364	(2,364)	-100.0%	0
Honoraires professionnels	37,693	36,012	1,681	4.7%	12,819
Programmes					
Cotisation - FIOT	17,620	18,000	(380)	-2.1%	17,524
Santé et sécurité	24,000	24,000	0	0.0%	24,000
Total - Programmes	<u>41,620</u>	<u>42,000</u>	<u>(380)</u>	<u>-0.9%</u>	<u>41,524</u>
Total des dépenses	<u>707,294</u>	<u>694,623</u>	<u>12,671</u>	<u>1.8%</u>	<u>644,982</u>
Excédent (déficit) pour la période	<u>1,081,234</u>	<u>979,569</u>	<u>101,665</u>	<u>10.4%</u>	<u>1,018,610</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Section locale 1000
12/31/13

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/12</u>
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$1,234,839	\$1,296,456	(\$61,617)	-4.8%	\$1,257,956
	<u>1,234,839</u>	<u>1,296,456</u>	<u>(61,617)</u>	<u>-4.8%</u>	<u>1,257,956</u>
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	115,662	109,900	5,762	5.2%	120,266
	<u>115,662</u>	<u>109,900</u>	<u>5,762</u>	<u>5.2%</u>	<u>120,266</u>
Total des dépenses	<u>115,662</u>	<u>109,900</u>	<u>5,762</u>	<u>5.2%</u>	<u>120,266</u>
Excédent (déficit) pour la période	<u>1,119,177</u>	<u>1,186,556</u>	<u>(67,379)</u>	<u>-5.7%</u>	<u>1,137,690</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des Employés d'Hôpitaux de la C.B.
12/31/13

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/12</u>
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$2,418,713	\$2,183,688	\$235,025	10.8%	\$2,671,428
	<u>2,418,713</u>	<u>2,183,688</u>	<u>235,025</u>	<u>10.8%</u>	<u>2,671,428</u>
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	209,299	226,792	(17,493)	-7.7%	226,792
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	203,207	204,165	(958)	-0.5%	198,350
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	29,373	28,474	899	3.2%	27,788
Assurance collective	22,064	25,224	(3,160)	-12.5%	16,379
Assurance emploi	2,516	2,556	(40)	-1.6%	2,372
Accidents de travail	472	407	65	16.0%	400
Provision pour indemnités de départ	7,809	7,548	261	3.5%	4,762
Frais de personnel fixes	7,486	12,000	(4,514)	-37.6%	7,970
Déplacements opérationnels	11,961	18,336	(6,375)	-34.8%	17,143
Dépenses de bureau	19	0	19	0.0%	24
	<u>494,206</u>	<u>525,502</u>	<u>(31,296)</u>	<u>-6.0%</u>	<u>501,981</u>
Total des dépenses	<u>494,206</u>	<u>525,502</u>	<u>(31,296)</u>	<u>-6.0%</u>	<u>501,981</u>
Excédent (déficit) pour la période	<u>1,924,507</u>	<u>1,658,186</u>	<u>266,321</u>	<u>16.1%</u>	<u>2,169,447</u>

Syndicat canadien de la fonction publique
Sommaire des régions
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$170,106,359	\$171,417,203	(\$1,310,844)	-0.8%	\$165,154,594
Droits d'affiliation	380	0	380	0.0%	380
Intérêts sur arrérages de la capitation	65,627	0	65,627	0.0%	110,051
Revenus divers	0	0	0	0.0%	5,689
	170,172,366	171,417,203	(1,244,837)	-0.7%	165,270,714
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	3,806,632	3,818,674	(12,042)	-0.3%	3,770,202
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	44,462,131	43,898,142	563,989	1.3%	43,666,556
Personnel technique et administratif	1,000	0	1,000	0.0%	1,200
Personnel de bureau	11,758,276	11,487,649	270,627	2.4%	11,274,018
Remplacements - Congés	2,040,715	1,324,855	715,860	54.0%	1,998,496
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	8,249,065	8,165,615	83,450	1.0%	7,984,963
Assurance collective	7,917,185	8,110,774	(193,589)	-2.4%	7,803,012
Assurance emploi	912,390	801,451	110,939	13.8%	856,764
Accidents de travail	306,779	276,965	29,814	10.8%	329,088
Provision pour indemnités de départ	2,118,413	2,047,560	70,853	3.5%	1,285,733
Frais de personnel fixes	8,595,612	9,171,519	(575,907)	-6.3%	8,676,391
Déplacements opérationnels	5,379,343	5,594,171	(214,828)	-3.8%	5,443,208
Loyers	10,053,070	10,627,731	(574,661)	-5.4%	9,588,822
Dépenses de bureau	2,324,370	2,368,152	(43,782)	-1.8%	2,356,574
Location/Entretien d'équipement	1,387,782	1,420,620	(32,838)	-2.3%	1,211,903
Télécommunications	1,031,465	1,172,220	(140,755)	-12.0%	1,097,868
Affranchissement	272,745	373,908	(101,163)	-27.1%	272,967
Honoraires professionnels	1,216,206	681,300	534,906	78.5%	971,741
Appui technique	117,573	99,996	17,577	17.6%	127,425
Défenseurs des dossiers de la CAT	0	67,248	(67,248)	-100.0%	0
Services d'interprétation en ASL	18,818	10,512	8,306	79.0%	19,585
Secteur des communications	60,000	60,000	0	0.0%	60,000
	112,029,570	111,579,062	450,508	0.4%	108,796,516
Total des dépenses	112,029,570	111,579,062	450,508	0.4%	108,796,516
Excédent (déficit) pour la période	58,142,796	59,838,141	(1,695,345)	-2.8%	56,474,198

Syndicat canadien de la fonction publique
Région de l'Atlantique
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$6,356,714	\$6,554,016	(\$197,302)	-3.0%	\$6,138,151
Droits d'affiliation	50	0	50	0.0%	50
Intérêts sur arrérages de la capitation	1,028	0	1,028	0.0%	1,607
	6,357,792	6,554,016	(196,224)	-3.0%	6,139,808
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	173,580	175,149	(1,569)	-0.9%	172,941
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,251,959	2,259,784	(7,825)	-0.3%	2,158,360
Personnel de bureau	800,829	737,929	62,900	8.5%	739,174
Remplacements - Congés	186,833	109,113	77,720	71.2%	157,967
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	463,437	427,821	35,616	8.3%	436,424
Assurance collective	363,014	405,744	(42,730)	-10.5%	343,714
Assurance emploi	50,811	42,499	8,312	19.6%	43,270
Accidents de travail	14,337	15,435	(1,098)	-7.1%	16,603
Provision pour indemnités de départ	114,654	110,820	3,834	3.5%	67,398
Frais de personnel fixes	506,425	534,588	(28,163)	-5.3%	459,103
Déplacements opérationnels	413,355	485,244	(71,889)	-14.8%	380,942
Loyers	597,996	659,916	(61,920)	-9.4%	543,508
Dépenses de bureau	160,801	134,184	26,617	19.8%	146,502
Location/Entretien d'équipement	64,246	67,452	(3,206)	-4.8%	52,769
Télécommunications	86,193	87,156	(963)	-1.1%	85,727
Affranchissement	24,234	32,700	(8,466)	-25.9%	26,974
Honoraires professionnels	21,589	24,660	(3,071)	-12.5%	52,977
Total des dépenses	6,294,293	6,310,194	(15,901)	-0.3%	5,884,353
Excédent (déficit) pour la période	63,499	243,822	(180,323)	-74.0%	255,455

Syndicat canadien de la fonction publique
Région des Maritimes
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$7,594,540	\$7,715,400	(\$120,860)	-1.6%	\$7,431,729
Droits d'affiliation	50	0	50	0.0%	50
Intérêts sur arrérages de la capitation	2,478	0	2,478	0.0%	8,154
	7,597,068	7,715,400	(118,332)	-1.5%	7,439,933
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	223,083	225,815	(2,732)	-1.2%	221,856
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,609,304	2,569,865	39,439	1.5%	2,489,986
Personnel de bureau	888,992	885,449	3,543	0.4%	867,274
Remplacements - Congés	100,776	107,768	(6,992)	-6.5%	148,894
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	508,038	514,075	(6,037)	-1.2%	478,546
Assurance collective	385,123	400,733	(15,610)	-3.9%	361,214
Assurance emploi	53,115	47,004	6,111	13.0%	46,344
Accidents de travail	12,150	17,777	(5,627)	-31.7%	14,015
Provision pour indemnités de départ	132,160	127,740	4,420	3.5%	80,214
Frais de personnel fixes	526,773	565,140	(38,367)	-6.8%	544,833
Déplacements opérationnels	218,567	285,708	(67,141)	-23.5%	248,301
Loyers	472,693	494,352	(21,659)	-4.4%	447,633
Dépenses de bureau	214,765	210,912	3,853	1.8%	211,781
Location/Entretien d'équipement	57,875	65,496	(7,621)	-11.6%	49,156
Télécommunications	115,865	108,600	7,265	6.7%	114,104
Affranchissement	15,737	21,312	(5,575)	-26.2%	12,572
Honoraires professionnels	311,883	71,280	240,603	337.5%	203,815
Total des dépenses	6,846,899	6,719,026	127,873	1.9%	6,540,538
Excédent (déficit) pour la période	750,169	996,374	(246,205)	-24.7%	899,395

Syndicat canadien de la fonction publique
Québec
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$37,642,287	\$38,146,704	(\$504,417)	-1.3%	\$36,173,582
Droits d'affiliation	25	0	25	0.0%	25
Intérêts sur arrérages de la capitation	9,471	0	9,471	0.0%	30,442
	37,651,783	38,146,704	(494,921)	-1.3%	36,204,049
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	815,198	818,249	(3,051)	-0.4%	795,381
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	10,193,446	10,091,060	102,386	1.0%	9,965,693
Personnel de bureau	2,088,949	2,110,111	(21,162)	-1.0%	2,021,550
Remplacements - Congés	141,846	97,141	44,705	46.0%	193,547
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	1,855,125	1,895,457	(40,332)	-2.1%	1,760,592
Assurance collective	2,321,565	2,362,848	(41,283)	-1.7%	2,223,049
Assurance emploi	244,731	202,404	42,327	20.9%	229,643
Accidents de travail	77,945	73,479	4,466	6.1%	76,130
Provision pour indemnités de départ	466,674	451,068	15,606	3.5%	283,681
Frais de personnel fixes	1,864,584	2,047,356	(182,772)	-8.9%	1,949,821
Déplacements opérationnels	1,076,127	898,992	177,135	19.7%	899,790
Loyers	1,964,454	2,102,820	(138,366)	-6.6%	1,975,325
Dépenses de bureau	288,322	355,176	(66,854)	-18.8%	320,435
Location/Entretien d'équipement	422,284	447,948	(25,664)	-5.7%	429,499
Télécommunications	225,520	235,428	(9,908)	-4.2%	222,814
Affranchissement	31,610	53,232	(21,622)	-40.6%	73,635
Honoraires professionnels	530,415	407,412	123,003	30.2%	443,381
Appui technique	117,573	99,996	17,577	17.6%	127,425
Secteur des communications	60,000	60,000	0	0.0%	60,000
Total des dépenses	24,786,368	24,810,177	(23,809)	-0.1%	24,051,391
Excédent (déficit) pour la période	12,865,415	13,336,527	(471,112)	-3.5%	12,152,658

Syndicat canadien de la fonction publique
Ontario
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$70,919,112	\$71,183,963	(\$264,851)	-0.4%	\$69,269,657
Droits d'affiliation	110	0	110	0.0%	110
Intérêts sur arrérages de la capitation	38,957	0	38,957	0.0%	39,298
	70,958,179	71,183,963	(225,784)	-0.3%	69,309,065
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	1,477,568	1,484,182	(6,614)	-0.4%	1,474,572
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	16,039,638	15,634,257	405,381	2.6%	15,630,540
Personnel technique et administratif	0	0	0	0.0%	400
Personnel de bureau	4,194,360	4,038,544	155,816	3.9%	4,014,425
Remplacements - Congés	711,486	512,409	199,077	38.9%	818,481
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	2,888,149	2,889,463	(1,314)	0.0%	2,797,041
Assurance collective	2,766,567	2,793,178	(26,611)	-1.0%	2,769,852
Assurance emploi	297,526	270,851	26,675	9.8%	280,574
Accidents de travail	165,414	135,490	29,924	22.1%	187,233
Provision pour indemnités de départ	752,446	727,272	25,174	3.5%	459,054
Frais de personnel fixes	3,205,944	3,427,899	(221,955)	-6.5%	3,266,824
Déplacements opérationnels	1,533,030	1,977,131	(444,101)	-22.5%	1,723,623
Loyers	4,278,656	4,635,027	(356,371)	-7.7%	4,042,916
Dépenses de bureau	797,698	879,984	(82,286)	-9.4%	833,888
Location/Entretien d'équipement	494,897	433,884	61,013	14.1%	348,931
Télécommunications	213,151	324,264	(111,113)	-34.3%	244,484
Affranchissement	94,077	136,176	(42,099)	-30.9%	88,599
Honoraires professionnels	170,854	56,160	114,694	204.2%	115,440
Défenseurs des dossiers de la CAT	0	67,248	(67,248)	-100.0%	0
Services d'interprétation en ASL	18,818	10,512	8,306	79.0%	19,585
Total des dépenses	40,100,279	40,433,931	(333,652)	-0.8%	39,116,462
Excédent (déficit) pour la période	30,857,900	30,750,032	107,868	0.4%	30,192,603

Syndicat canadien de la fonction publique
Manitoba
12/31/13

	<u>Actuel</u>	<u>Budget</u>	<u>Ecart</u>	<u>%</u>	<u>12/31/12</u>
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$6,605,689	\$6,964,956	(\$359,267)	-5.2%	\$6,751,194
Droits d'affiliation	25	0	25	0.0%	25
Intérêts sur arrérages de la capitation	956	0	956	0.0%	1,449
	<u>6,606,670</u>	<u>6,964,956</u>	<u>(358,286)</u>	<u>-5.1%</u>	<u>6,752,668</u>
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	180,999	176,390	4,609	2.6%	183,822
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,286,076	2,259,777	26,299	1.2%	2,331,800
Personnel de bureau	603,832	615,567	(11,735)	-1.9%	582,527
Remplacements - Congés	111,871	107,768	4,103	3.8%	72,765
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	443,176	408,865	34,311	8.4%	442,898
Assurance collective	394,663	390,924	3,739	1.0%	401,203
Assurance emploi	45,098	39,966	5,132	12.8%	43,830
Accidents de travail	4,392	5,185	(793)	-15.3%	4,461
Provision pour indemnités de départ	109,974	106,296	3,678	3.5%	66,927
Frais de personnel fixes	383,626	454,536	(70,910)	-15.6%	364,069
Déplacements opérationnels	172,902	245,940	(73,038)	-29.7%	190,718
Loyers	338,611	343,704	(5,093)	-1.5%	351,191
Dépenses de bureau	84,459	126,720	(42,261)	-33.3%	109,574
Location/Entretien d'équipement	49,448	62,940	(13,492)	-21.4%	48,320
Télécommunications	71,339	89,280	(17,941)	-20.1%	96,846
Affranchissement	15,934	30,204	(14,270)	-47.2%	16,548
Honoraires professionnels	3,703	11,508	(7,805)	-67.8%	18,221
	<u>5,300,103</u>	<u>5,475,570</u>	<u>(175,467)</u>	<u>-3.2%</u>	<u>5,325,720</u>
Total des dépenses					
	<u>1,306,567</u>	<u>1,489,386</u>	<u>(182,819)</u>	<u>-12.3%</u>	<u>1,426,948</u>
Excédent (déficit) pour la période					

Syndicat canadien de la fonction publique
Saskatchewan
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$7,770,955	\$7,804,368	(\$33,413)	-0.4%	\$7,574,210
Droits d'affiliation	25	0	25	0.0%	25
Intérêts sur arrérages de la capitation	6,129	0	6,129	0.0%	14,098
	7,777,109	7,804,368	(27,259)	-0.3%	7,588,333
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	191,624	197,570	(5,946)	-3.0%	192,860
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,340,970	2,361,859	(20,889)	-0.9%	2,385,664
Personnel technique et administratif	1,000	0	1,000	0.0%	800
Personnel de bureau	597,075	578,824	18,251	3.2%	584,208
Remplacements - Congés	260,482	107,768	152,714	141.7%	240,627
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	426,814	417,642	9,172	2.2%	419,456
Assurance collective	301,985	335,487	(33,502)	-10.0%	303,378
Assurance emploi	41,655	40,610	1,045	2.6%	42,840
Accidents de travail	4,652	5,410	(758)	-14.0%	5,786
Provision pour indemnités de départ	112,481	108,720	3,761	3.5%	68,458
Frais de personnel fixes	465,495	471,516	(6,021)	-1.3%	437,439
Déplacements opérationnels	289,726	383,076	(93,350)	-24.4%	382,992
Loyers	292,457	294,876	(2,419)	-0.8%	283,119
Dépenses de bureau	183,585	119,412	64,173	53.7%	167,907
Location/Entretien d'équipement	40,858	58,968	(18,110)	-30.7%	36,994
Télécommunications	96,992	92,964	4,028	4.3%	90,720
Affranchissement	23,213	21,396	1,817	8.5%	24,285
Honoraires professionnels	149,570	11,244	138,326	1230.2%	103,114
Total des dépenses	5,820,634	5,607,342	213,292	3.8%	5,770,647
Excédent (déficit) pour la période	1,956,475	2,197,026	(240,551)	-10.9%	1,817,686

Syndicat canadien de la fonction publique
Alberta
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$11,108,806	\$11,028,348	\$80,458	0.7%	\$10,363,298
Droits d'affiliation	40	0	40	0.0%	40
Intérêts sur arrérages de la capitation	2,904	0	2,904	0.0%	9,589
	11,111,750	11,028,348	83,402	0.8%	10,372,927
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	234,941	238,501	(3,560)	-1.5%	228,429
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	2,401,939	2,463,942	(62,003)	-2.5%	2,409,090
Personnel de bureau	725,402	703,387	22,015	3.1%	695,661
Remplacements - Congés	155,227	121,238	33,989	28.0%	94,857
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	466,539	451,090	15,449	3.4%	463,622
Assurance collective	366,734	364,071	2,663	0.7%	375,410
Assurance emploi	51,962	44,421	7,541	17.0%	48,953
Accidents de travail	6,248	6,134	114	1.9%	6,113
Provision pour indemnités de départ	121,147	117,096	4,051	3.5%	71,356
Frais de personnel fixes	479,445	491,436	(11,991)	-2.4%	469,180
Déplacements opérationnels	575,446	335,808	239,638	71.4%	491,735
Loyers	761,184	738,552	22,632	3.1%	672,386
Dépenses de bureau	210,003	146,028	63,975	43.8%	175,467
Location/Entretien d'équipement	92,998	100,620	(7,622)	-7.6%	87,306
Télécommunications	73,405	88,464	(15,059)	-17.0%	87,624
Affranchissement	21,950	26,124	(4,174)	-16.0%	15,986
Honoraires professionnels	1,568	19,440	(17,872)	-91.9%	0
Total des dépenses	6,746,138	6,456,352	289,786	4.5%	6,393,175
Excédent (déficit) pour la période	4,365,612	4,571,996	(206,384)	-4.5%	3,979,752

Syndicat canadien de la fonction publique
Colombie-Britannique
12/31/13

	Actuel	Budget	Ecart	%	12/31/12
Revenus					
Capitation/Droits d'initiation	\$22,108,256	\$22,019,448	\$88,808	0.4%	\$21,452,773
Droits d'affiliation	55	0	55	0.0%	55
Intérêts sur arrérages de la capitation	3,704	0	3,704	0.0%	5,414
Revenus divers	0	0	0	0.0%	5,689
	<u>22,112,015</u>	<u>22,019,448</u>	<u>92,567</u>	<u>0.4%</u>	<u>21,463,931</u>
Dépenses					
Capitation - C.T.C.	509,639	502,818	6,821	1.4%	500,341
Salaires					
Direction, conseillères et conseillers	6,338,799	6,257,598	81,201	1.3%	6,295,423
Personnel de bureau	1,858,837	1,817,838	40,999	2.3%	1,769,199
Remplacements - Congés	372,194	161,650	210,544	130.2%	271,358
Avantages sociaux					
Régimes de retraite	1,197,787	1,161,202	36,585	3.2%	1,186,384
Assurance collective	1,017,534	1,057,789	(40,255)	-3.8%	1,025,192
Assurance emploi	127,492	113,696	13,796	12.1%	121,310
Accidents de travail	21,641	18,055	3,586	19.9%	18,747
Provision pour indemnités de départ	308,877	298,548	10,329	3.5%	188,645
Frais de personnel fixes	1,163,320	1,179,048	(15,728)	-1.3%	1,185,122
Déplacements opérationnels	1,100,190	982,272	117,918	12.0%	1,125,107
Loyers	1,347,019	1,358,484	(11,465)	-0.8%	1,272,744
Dépenses de bureau	384,737	395,736	(10,999)	-2.8%	391,020
Location/Entretien d'équipement	165,176	183,312	(18,136)	-9.9%	158,928
Télécommunications	149,000	146,064	2,936	2.0%	155,549
Affranchissement	45,990	52,764	(6,774)	-12.8%	14,368
Honoraires professionnels	26,624	79,596	(52,972)	-66.6%	34,793
	<u>16,134,856</u>	<u>15,766,470</u>	<u>368,386</u>	<u>2.3%</u>	<u>15,714,230</u>
Total des dépenses					
	<u>16,134,856</u>	<u>15,766,470</u>	<u>368,386</u>	<u>2.3%</u>	<u>15,714,230</u>
Excédent (déficit) pour la période	<u>5,977,159</u>	<u>6,252,978</u>	<u>(275,819)</u>	<u>-4.4%</u>	<u>5,749,701</u>

RAPPORT SUR LA CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE
AU
31 DÉCEMBRE 2013

Conscœurs et confrères,

Vous avez devant vous les états financiers de la Caisse nationale de défense pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Il est à noter que le bilan, l'état des revenus et des dépenses, l'état de l'évolution du solde du Fonds, l'état des flux de trésorerie ainsi que les notes complémentaires aux états financiers ont été vérifiés par Deloitte LLP. De plus, nous avons inclus des tableaux financiers supplémentaires qui donnent plus de détails sur les revenus et les dépenses.

BILAN

Au 31 décembre 2013, la Caisse nationale de défense avait un actif total de 8,2 millions de dollars, soit presque le même que le 31 décembre 2012. Cet actif était formé de 2,9 millions de dollars en liquidités et placements à court terme, de 1,4 million de dollars en capitation et autres montants à recevoir et de 3,9 millions de dollars en placements à long terme.

Le passif au 31 décembre 2013 était de 6,6 millions de dollars, comparativement à 6,0 millions de dollars au 31 décembre 2012. Les principaux éléments de passif dans la Caisse de défense consistaient en comptes créditeurs, charges à payer, montants dus aux sections locales pour les campagnes à frais partagés ainsi qu'un montant payable à la Caisse générale.

Au 31 décembre 2013, le solde de la Caisse s'établissait à 1,6 million de dollars, comparativement à 2,2 millions de dollars au 31 décembre 2012.

ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

L'état des revenus et des dépenses montre un déficit de 464 000 \$ pour l'exercice. Les dépenses sont décrites en détail dans les tableaux qui suivent.

Campagnes à frais partagés (Tableau 1)

Le tableau montre d'une part, les nouvelles campagnes à frais partagés autorisées par le Conseil exécutif national en 2013 et d'autre part, les rajustements définitifs relatifs aux campagnes à frais partagés des années antérieures qui ont pris fin en 2013. Au total, il y a eu 406 457 \$ en recouvrements pour les campagnes des années précédentes et 3,2 millions de dollars pour de nouvelles campagnes à frais partagés approuvées en 2013. Le budget annuel de 2,6 millions de dollars a été dépassé de 156 190 \$ pour l'exercice.

Priorités stratégiques nationales (Tableau 2)

Les dépenses consacrées aux priorités stratégiques nationales ont totalisé 2,2 millions de dollars en 2013 et sont énumérées par type d'activité dans ce tableau.

Priorités stratégiques régionales (Tableau 3)

Les dépenses consacrées aux priorités stratégiques régionales ont totalisé 1,7 million de dollars en 2013 et sont énumérées par type d'activité dans ce tableau.

Grandes campagnes de recrutement (Tableau 4)

Le tableau montre en détail les diverses campagnes de recrutement et de restructuration par région. Les dépenses dans cette enveloppe de la Caisse de défense en 2013 ont totalisé 2,5 millions de dollars.

C'est ainsi que prend fin mon rapport sur les états financiers de la Caisse nationale de défense pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

*Financial Statements of
États financiers de*

**CANADIAN UNION OF
PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL DEFENCE FUND**

**SYNDICAT CANADIEN DE
LA FONCTION PUBLIQUE -
CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE**

*December 31, 2013
31 décembre 2013*



Deloitte LLP/S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1600 - 100 Queen Street
Ottawa ON K1P 5T8
Canada

Tel: (613) 236-2442
Fax: (613) 236-2195
www.deloitte.ca

Independent Auditor's Report

To the Members of
Canadian Union of Public Employees

We have audited the accompanying financial statements of Canadian Union of Public Employees (the Union) - National Defence Fund, which comprise the statement of financial position as at December 31, 2013, and the statements of operations and changes in fund balance and of cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Syndicat canadien de la fonction publique

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) - Caisse nationale de défense, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, et les états des résultats et de l'évolution du solde du Fonds et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Independent Auditor's Report (continued)

Auditor's Responsibility (continued)

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Canadian Union of Public Employees - National Defence Fund as at December 31, 2013, and the results of its operations and its cash flows for the year the ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Responsabilité de l'auditeur (suite)

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de défense au 31 décembre 2013, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte LLP/S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Chartered Professional Accountants, Chartered Accountants
Licensed Public Accountants

June 18, 2014

Comptables professionnels agréés, Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 18 juin 2014

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL DEFENCE FUND
Financial Statements
December 31, 2013**

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE
États financiers
31 décembre 2013**

	<u>PAGE</u>	
Statement of Financial Position	1	État de la situation financière
Statement of Operations and Changes in Fund Balance	2	État des résultats et de l'évolution du solde du Fonds
Statement of Cash Flows	3	État des flux de trésorerie
Notes to the Financial Statements	4 - 8	Notes complémentaires

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL DEFENCE FUND**
Statement of Financial Position
as at December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE**
État de la situation financière
au 31 décembre 2013

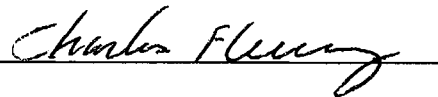
	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
		(restated) (redressé) (note 3)	
CURRENT ASSETS			ACTIF À COURT TERME
Cash	\$ 1,656,154	\$ 1,550,291	Encaisse
Short-term investments (note 4)	1,250,183	1,347,598	Placements à court terme (note 4)
Per capita tax receivable	1,372,612	1,421,995	Capitation à recevoir
Accounts receivable	4,662	4,662	Débiteurs
Prepaid expenses	26,000	7,495	Dépenses payées d'avance
Due from National Strike Fund	-	56,117	À recevoir de la Caisse nationale de grève
	4,309,611	4,388,158	
INVESTMENTS (note 4)	3,914,557	3,820,583	PLACEMENTS (note 4)
	\$ 8,224,168	\$ 8,208,741	
CURRENT LIABILITIES			PASSIF À COURT TERME
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 1,889,299	\$ 1,731,527	Créditeurs et frais courus
Due to General Fund	630,721	525,254	Dû à la Caisse générale
Due to locals for cost-sharing programs	4,103,223	3,709,458	Dû aux sections locales pour les programmes à frais partagés
	6,623,243	5,966,239	
FUND BALANCE			SOLDE DU FONDS
Unrestricted	1,600,925	2,242,502	Non affecté
	\$ 8,224,168	\$ 8,208,741	

ON BEHALF OF THE NATIONAL EXECUTIVE BOARD

AU NOM DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL



Paul Moist
National President, Président national



Charles Fleury
National Secretary-Treasurer, Secrétaire-trésorier national

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL DEFENCE FUND**
Statement of operations and
Changes in Fund Balance
year ended December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE**
État des résultats et
de l'évolution du solde du Fonds
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	Budget 2013 (unaudited) (non audité)	2013	2012 (restated) (redressé) (note 3)	
Revenue				Revenus
Per capita tax	\$ 8,566,400	\$ 8,399,408	\$ 8,224,837	Capitation
Investment income	-	215,164	216,905	Revenus de placements
Miscellaneous	-	1,496	29,143	Divers
	8,566,400	8,616,068	8,470,885	
Expenses				Dépenses
Cost-sharing programs	2,600,000	2,756,190	3,081,451	Programmes à frais partagés
National strategic priorities	2,050,000	2,160,948	2,144,887	Priorités nationales en matière de stratégie
Regional strategic priorities	1,610,000	1,674,668	1,639,875	Priorités régionales en matière de stratégie
Major organizing campaigns	2,300,000	2,488,533	3,143,749	Grandes campagnes d'organisation
	8,560,000	9,080,339	10,009,962	
Excess (deficiency) of revenue over expenses before the undemoted items:	6,400	(464,271)	(1,539,077)	Excédent (insuffisance) des revenus sur les dépenses avant l'incidence des postes ci-dessous :
Increase in unrealized losses on investments	-	(177,306)	(17,515)	Augmentation des pertes non réalisées sur placements
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUE OVER EXPENSES	6,400	(641,577)	(1,556,592)	EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES
BALANCE, BEGINNING OF YEAR AS PREVIOUSLY STATED	2,242,502	2,242,502	3,772,155	SOLDE AU DÉBUT, TEL QUE PRÉSENTÉ PRÉCÉDEMMENT
Prior period adjustment (note 3)	-	-	26,939	Ajustement de l'exercice antérieur (note 3)
BALANCE, BEGINNING OF YEAR AS RESTATED	2,242,502	2,242,502	3,799,094	SOLDE AU DÉBUT, TEL QUE REDRESSÉ
BALANCE, END OF YEAR	\$ 2,248,902	\$ 1,600,925	\$ 2,242,502	SOLDE À LA FIN

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL DEFENCE FUND**
Statement of Cash Flows
year ended December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE**
État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
		(restated)	
		(redressé)	
		(note 3)	
NET INFLOW (OUTFLOW) OF CASH RELATED TO THE FOLLOWING ACTIVITIES:			AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE LIÉE AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :
OPERATING			EXPLOITATION
Deficiency of revenue over expenses	\$ (641,577)	\$ (1,556,592)	Insuffisance des revenus sur les dépenses
Unrealized loss on investments	177,306	17,515	Perte non réalisée sur les placements
Changes in non-cash operating working capital items listed below:			Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation suivant:
Per capita tax receivable	49,383	(82,618)	Capitation à recevoir
Accounts receivable	-	4	Débiteurs
Prepaid expenses	(18,505)	9,759	Dépenses payées d'avance
Accounts payable and accrued liabilities	157,772	497,281	Créditeurs et frais courus
Due to locals for cost-sharing programs	393,765	(78,721)	Dû aux sections locales pour les programmes à frais partagés
	118,144	(1,193,372)	
INVESTING			INVESTISSEMENT
Acquisition of investments	(6,324,102)	(7,851,995)	Acquisition d'investissements
Disposal of investments	6,150,237	7,668,395	Cession d'investissements
	(173,865)	(183,600)	
FINANCING			FINANCEMENT
Increase in due to General Fund	105,467	292,121	Augmentation du dû à la Caisse générale
Increase (decrease) in due from National Strike Fund	56,117	(44,840)	Augmentation (diminution) du montant à recevoir de la Caisse nationale de grève
	161,584	247,281	
NET CASH INFLOW (OUTFLOW)	105,863	(1,129,691)	AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE L'ENCAISSE
CASH, BEGINNING OF YEAR	1,550,291	2,679,982	ENCAISSE AU DÉBUT
CASH, END OF YEAR	\$ 1,656,154	\$ 1,550,291	ENCAISSE À LA FIN

1. PURPOSE OF THE ORGANIZATION

The Canadian Union of Public Employees (the Union) is a national labour organization representing workers in a variety of jurisdictions throughout the public sector and areas of the private sector. The Union is an unincorporated association with rights and responsibilities regulated by Provincial and Federal labour laws and is exempt from income tax as a labour organization under the Income Tax Act (Canada).

The National Defence Fund was established to provide financial assistance to members on strike or facing strike action and, on a cost-sharing basis, for coordinated informational and lobbying campaigns conducted in conjunction with collective bargaining or efforts to change restrictive legislation. On January 1, 2002, a separate National Strike Fund was established. The National Defence Fund transferred cash and the responsibility to provide financial assistance to members on strike or facing action to the National Strike Fund.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

Basis of accounting and presentation

The financial statements have been prepared using the deferral method of accounting. Under this method, revenue and expenses are reflected in the accounts in the period in which they have been earned and incurred respectively, whether or not such transactions have been finally settled by the receipt or payment of money.

The Union has adopted fund accounting as a basis of reporting its activities and separate financial statements are prepared for the General Fund, National Strike Fund and National Defence Fund. The Union also prepares combined financial statements which include the three funds. These financial statements present the activities of the National Defence Fund only.

1. NATURE DE L'ORGANISME

Le Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) est un syndicat national qui représente les travailleuses et travailleurs d'une variété de champs dans le secteur public et de certains domaines dans le secteur privé. Le Syndicat est une association non constituée en société dont les droits et responsabilités sont réglementés par les lois du travail fédérales et provinciales et est exempt d'impôt selon la loi fédérale de l'impôt sur le revenu (Canada).

La Caisse nationale de défense a été établie afin de fournir de l'aide financière aux membres en grève ou faisant face à une éventualité de grève et, sous une base de frais partagés, afin de coordonner les campagnes d'information et de lobbying conduites en conjonction avec la négociation de conventions collectives ou des efforts pour le changement de lois restrictives. Une Caisse nationale de grève a été établie séparément le 1^{er} janvier 2002. La Caisse nationale de défense a transféré à la Caisse nationale de grève des liquidités et la responsabilité de l'aide financière aux membres en grève ou confrontés à des procès.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Méthode de comptabilité et présentation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du report. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont imputés à l'exercice où ils sont gagnés ou engagés, sans considération du moment où les opérations auxquelles ils se rapportent sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

Le Syndicat a adopté la comptabilité par fonds comme norme de présentation de ses activités et des états financiers distincts sont préparés pour la Caisse générale, la Caisse nationale de grève et la Caisse nationale de défense. Le Syndicat prépare aussi des états financiers combinés qui incluent les trois fonds. Ces états financiers ne présentent que les activités de la Caisse nationale de défense.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Financial instruments

The Union initially measures its financial assets and liabilities at fair value. The Union subsequently measures all its financial assets and liabilities at amortized cost except for cash and investments which are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the statement of operations.

Revenue recognition

The Union's principal sources of revenue consist of per capita tax and initiation fees and investment income.

Revenue from per capita tax and initiation fees is recognized over the period to which the revenue relates. Revenue received in advance is deferred to the period to which the revenue relates.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates. Assumptions are used in estimating the fair value of investments, the collectibility of accounts receivable and the amount of accrued liabilities.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Le Syndicat évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement à l'exception de son encaisse et de ses placements qui sont évalués à la juste valeur. Les changements à la juste valeur sont enregistrés dans l'état des résultats.

Constatations des produits

Le Syndicat a comme sources principales de revenus la capitation et droits d'initiation et les revenus de placements.

Les revenus de capitation et droits d'initiation sont constatés à la période à laquelle ils se rapportent. Les revenus reçus en avances sont reportés à la période à laquelle ils se rapportent.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les estimations sont utilisées pour établir la juste valeur des placements, le recouvrement des débiteurs et le montant des frais courus.

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL DEFENCE FUND
Financial Statements
December 31, 2013**

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE
États financiers
31 décembre 2013**

3. PRIOR PERIOD ADJUSTMENT

The Union became aware that one of its Locals had miscalculated their Per Capita tax remittances since 2010. As per established policy, CUPE estimated the amounts receivable from the Local for the last three fiscal years. As such, the 2012 opening balance and the 2012 financial statements have been restated to correctly reflect the amounts receivable. The effect of the restatement as at January 1, 2012 and December 31, 2012 is summarized as such:

- Increase of \$26,939 in Unrestricted Fund Balance, beginning of the year 2012;
- Increase of \$26,939 in Per capita tax revenue and excess of revenue over expenses for the year ended December 31, 2012;
- Increase of \$26,939 in Per capita tax revenue and excess of revenue over expenses for the year ended December 31, 2013; and
- Increase in Per Capita tax receivable as at December 31, 2013 of \$80,817 (December 31, 2012 of \$53,878 and January 1, 2012 of \$26,939).

4. INVESTMENTS

Investments are summarized as follows :

	2013			2012			
	Fair Value	Cost	%	Fair Value	Cost	%	
	<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>		<u>Juste valeur</u>	<u>Coût</u>		
Short-term investments	\$ 1,221,362	\$ 1,221,362	23	\$ 1,316,568	\$ 1,316,568	25	Placements à court terme
Accrued interest	28,821	28,802	1	31,030	31,243	1	Intérêts courus
Short-term investments	1,250,183	1,250,164	24	1,347,598	1,347,811	26	Placements à court terme
Bonds							Obligations
Government	1,756,354	1,799,853	34	1,538,582	1,474,779	30	Gouvernement
Corporate and others	2,158,203	2,147,073	42	2,282,001	2,200,635	44	Sociétés et autres
Long-term investments	3,914,557	3,946,926	76	3,820,583	3,675,414	74	Placements à long terme
Total investments	\$ 5,164,740	\$ 5,197,090	100	\$ 5,168,181	\$ 5,023,225	100	Total des placements

3. AJUSTEMENT DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR

L'Union a appris que l'un de ses locaux avait mal calculé leurs versements de Capitation depuis 2010. Tel que convenu selon sa politique, le SCFP a estimé les montants à recevoir du local pour les trois derniers exercices. Donc, le bilan d'ouverture de 2012 et les états financiers de 2012 ont été retraités afin de refléter correctement les montants à recevoir. L'effet du retraitement au 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012 est résumé ainsi :

- Augmentation de 26 939 \$ du solde du fonds non affecté, au début de 2012;
- Augmentation de 26 939 \$ des revenus de Capitation ainsi que de l'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice clos le 31 décembre 2012;
- Augmentation de 26 939 \$ des revenus de Capitation ainsi que de l'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice clos le 31 décembre 2013;
- Augmentation de la Capitation à recevoir au 31 décembre 2013 de 80 817 \$ (31 décembre 2012 de 53 878 \$ et 1^{er} janvier 2012 de 26 939 \$).

4. PLACEMENTS

Les placements se répartissent comme suit :

4. INVESTMENTS (continued)

Determination of fair values

Short-term investments consist of Canada Treasury bills. The market value of these short-term investments is approximately equal to their cost.

Bonds are debt obligations of governments and corporate entities paying interest at rates appropriate to the market at their date of purchase. Bonds are valued at the year-end quoted market prices.

The bonds mature at face value on a staggered basis over the next 95 years (2013 - 96 years). Effective interest rates to maturity for these securities range from 1.5% to 9.9% (2.05% to 7.77%).

Investment risk

Investment in financial instruments renders the Fund susceptible to the potential risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge its obligation when due. The maximum investment risk to the Fund is equal to the fair value of the investments.

Concentration of risk

Concentrations of risk exist when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political or other conditions. Management believes that the concentrations described above do not represent excessive risk.

4. PLACEMENTS (suite)

Détermination de la juste valeur

Les placements à court terme sont composés de bons du Trésor du Canada. La valeur du marché des placements à court terme est comparable à leur coût.

Les obligations représentent des instruments d'emprunt de gouvernements et de sociétés par actions, produisant des rendements en intérêts comparables à ceux du marché au moment de leur achat. Les obligations sont évaluées au cours du marché en date de fin d'exercice.

L'échéance des obligations s'échelonne sur une période de 95 ans (2013 - 96 ans). Les taux d'intérêts effectifs pour ces titres varient de 1,5 % à 9,9 % (2013 - 2,05 % à 7,77 %) jusqu'à leur échéance.

Risque lié aux placements

En investissant dans des instruments financiers, le Fonds s'expose au risque inhérent qu'un émetteur d'instrument financier ne puisse faire face à ses obligations à la date convenue. Le risque maximum auquel s'expose le Fonds est égal à la juste valeur des placements.

Concentration du risque

Il y a concentration du risque lorsqu'une portion importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles aux mêmes facteurs économiques, politiques ou autres. La direction est d'avis que les concentrations décrites ci-dessus ne représentent pas de risque excessif.

5. FINANCIAL INSTRUMENTS

Fair value

The National Defence Fund's financial instruments consist of cash, per capita tax receivable, accounts receivable, accounts payable and accrued liabilities, receivable from or due to other Funds and due to locals for cost-sharing programs. The fair value of these financial instruments is approximately equal to their carrying amount given their short-term maturity. The fair value of investments is disclosed in note 4.

Interest rate risk

Interest rate risk is the exposure of the National Defence Fund's earnings that arises from fluctuations in interest rates. The Union is exposed to interest rate risk on its investments.

Credit risk

Credit risk arises from the potential that locals and other parties will fail to honour their obligations. The National Defence Fund is exposed to credit risk through per capita tax and accounts receivable. The National Defence Fund limits the amount of credit extended when considered necessary.

6. CAPITAL MANAGEMENT

The Union's objectives when managing capital are to safeguard its ability to continue as a labour organization in an effort to carry out its mission. Capital consists of the Fund balance. The Union is not subject to any externally imposed capital requirements or restrictions.

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Les instruments financiers de la Caisse nationale de défense comprennent l'encaisse, la capitation à recevoir, les débiteurs, les créditeurs et frais courus, les dus des (aux) autres Caisses et les dus aux sections locales pour les programmes à frais partagés. La juste valeur de ces instruments financiers est approximativement égale à leur valeur comptable compte tenu de leur brève échéance. La juste valeur des placements est divulguée à la note 4.

Risques de taux d'intérêt

Les risques de taux d'intérêt, auxquels les bénéfices de la Caisse nationale de défense sont exposés, surviennent à cause des fluctuations des taux d'intérêt. Le Syndicat est exposé à des risques dus au taux d'intérêt de ses placements.

Risques de crédit

Des risques de crédit se présentent lorsque certaines sections locales et autres groupes ne font pas face à leurs obligations. La Caisse nationale de défense est exposée au risque de crédit provenant de la capitation à recevoir et des débiteurs. La Caisse nationale de défense limite le montant de crédit avancé si nécessaire.

6. GESTION DU CAPITAL

Les objectifs du Syndicat quant à la gestion de son capital, sont de continuer à opérer comme organisme syndical afin de pouvoir réaliser sa mission. Le capital du Syndicat se compose du solde du Fonds. Le Syndicat n'est pas soumis à des exigences externes en matière de gestion du capital.

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Cost-Sharing Programs / Campagnes à frais partagés
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Atlantique

S.I. 108 N-É Contre la sous-traitance (2011)	\$ (11,336)	
S.I. du secteur des soins actifs / Riposte contre la fusion "superagence"	75,635	
S.I. Soins de courte durée - NÉ / Mobilisation et soutien à la négo., Phase II (2012)	(4,695)	
SCFP Terre-Neuve & Labrador / Accroître la visibilité - Phase II	97,598	
Régime de retraite de TRIO / Prévenir les coupures de régime de retraite	<u>13,221</u>	\$ 170,423

Maritimes

S.I. 821 - N.-B. - 50 ^{ième} anniversaire (2011)	\$ (1,385)	
S.I. 1870 Univ. de l'I.P.E. - Empêcher les mises à pieds et promouvoir le trav. des membres	25,000	
Conseil des syndicats d'hôpitaux du N.-B. / Contre les fermetures et privatisations	100,000	
Le Conseil des syndicats scol. du N.-B.- Contre la sous-trait. et les PPP (2011)	(22,750)	
C.S.C.S. du N.-B. / Contre la charge de travail et le manque de personnel	17,410	
PEI HCC - Campagne "Pension Fairness"	15,180	
S.I. secteur d'éduc. (1145,1770,1775,3260)-Campagne de sens. Santé et Sécurité	<u>11,200</u>	144,655

Québec

S.I. 301 - Cols bleus - Nettoyons Montréal	\$ 170,000	
S.I. 306 - Ville de St-Lambert - Empêcher la réduction des heures de travail des brig. scol.	14,000	
S.I. 313 - Centre de la petite enfance Picasso - Support à la négociation	890	
S.I. 675 - S.R.C. - Campagne J'aime Radio-Canada	6,150	
S.I. 1983 - CTCUM - Campagne de sensibilisation	134,000	
S.I. 2661 - Université du Québec - Accroître la visibilité des chargés de cours	62,500	
S.I. 3332 - Atteindre la parité (2010)	(1,713)	
S.I. 4041 - Soutien à la négociation (2010)	(12,471)	
SCFP - Québec / Une retraite à un bien meilleur coût	322,500	
SCFP Québec - Front commun phase III (2010)	(34,330)	
CPAS - Péricoignants	<u>275,000</u>	936,526

Ontario

S.I. 82 - Cols bleus de Windsor - Campagne "Windsor Works Better When..."	\$ 10,170	
CDO - Journée d'action (2012)	(2,773)	
CRDO - Contre les compressions dans les services (2011)	(8,036)	
S.I. 416 - Phase II - Contre la sous-traitance (2011)	(35,391)	
S.I. 416 - Soutien à la négociation (2011)	(41,223)	
S.I. 1750 - Contre les pertes d'emplois (2011)	(49,871)	
S.I. 1750 - Système de sans égard à la faute (2011)	(10,008)	
S.I. 1750 - Soutien à la négociation (2011)	(27,076)	
S.I. 2191 - Soutien à la négociation (2009)	(44,518)	
S.I. 2345 - Image auprès du public (2011)	(3,616)	
S.I. 3261 - Contre la sous-traitance des tâches d'entretien (2011)	(9,005)	
S.I. 5678 - Contrer les compressions (2011)	(1,321)	
S.I. 416 - Ville de Toronto / Campagne communautaire	128,291	
S.I. 416 - Ville de Toronto / Raffiner et étendre la base de données électorale	62,802	
S.I. 503 - Ville d'Ottawa - Campagne "Working for you"	110,175	
S.I. 543 - Cols blancs de Windsor Campagne "Windsor Works Better When..."	43,279	
S.I. 4400 - Comm. scolaire district de Toronto / Contre les suppressions d'emploi	300,000	
S.I. 4948 - Contre les compressions - phase IV	24,535	
S.I. 5100 - Conseil scolaire du district de Grand Erie	2,147	
Conseil du district d'Ottawa / Contre les mesures d'austérité	<u>9,040</u>	457,601

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Cost-Sharing Programs / Campagnes à frais partagés
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Manitoba

S.I. 500 - Ville de Winnipeg - Campagne "Positively Public" (phase III)	\$ 50,000	
S.I. 1550 - Hausser l'engagement de ses membres (2011)	(12,000)	
Secteur des divisions scolaires - Campagne de sensibilisation (2011)	(40,643)	
Conseil provincial de la santé - Soutien à la négociation (2010)	(50,000)	
SCFP Manitoba (LTC) - Campagne "Working Short"	15,250	
SCFP Manitoba - Semaine des travailleurs (ses) de soutien en santé	5,000	
SCFP Manitoba - Campagne de sensibilisation	22,000	
SCFP Manitoba comité du sect. scol. - Camp. en faveur d'un rég. de ret. à prest. déterminées	10,000	(393)

Saskatchewan

Conseil de la santé / Semaine des intervenants de la santé	\$ 5,250	
S.I. 5512 - "Prairie South School Div." - Financement insuffisant et coupures	10,000	
Conseil prov. des soins de santé de la Sask. - soutien à la négociation - phase II	128,550	
Conseil prov. des soins de santé Sask. - Campagne "Health Care Provider Week"	6,000	
S.I. 21 - Ville de Régina / Lutte contre la privatisation de l'eau	150,000	
S.I. 21 - Appui du public (2010)	(12,271)	
SCFP Saskatchewan / Promouvoir le travail des membres	80,000	
SCFP Saskatchewan / Riposte contre le projet de loi 85	40,000	
SCFP Saskatchewan EWSC / Contre les compressions budgétaires	19,000	426,528

Alberta

S.I. 520 - Conseil des écoles séparées de Calgary / Éven. annuel course et marche	\$ 2,500	
S.I. 37-38-709 - Ville de Calgary / Lutte contre la privatisation - Phase II	150,000	
SCFP Alberta / Rehausser le profil au sein des chantiers	58,000	210,500

Colombie-Britannique

S.I. 15 - Ville de Vancouver / Rehausser l'image des travailleurs K-12	\$ 10,000	
S.I. 50 - Ville de Victoria / Contre la révision des services essentiels	18,500	
S.I. 338 - Ville de Kelowna / Promouvoir le travail des membres	48,500	
S.I. 358 - Ville de Duncan & Cowichan Nord / Voisins qui travaillent pour les voisins	21,250	
S.I. 556 - Ville de Courtenay / "En faveur de l'eau publique"	1,790	
S.I. 606 - Dist. scol. #68 Nanaimo-Ladysmith / Élever le profil public dans la comm.	8,000	
S.I. 626 - Ville de Vernon / Contre la révision des services essentiels	14,640	
S.I. 728 - Dist. Scol. #36 de Surrey / Élever le profil des trav. soutien en éduc. K-12	10,000	
S.I. 1004 - Ville de Vancouver / Sensibilisation du public	10,000	
S.I. 1091 - Conseil scolaire de Delta / Financement de l'enseignement public	90,000	
S.I. 1936 - Services sociaux communautaires de Vancouver / Sensibilisation	22,500	
S.I. 402-01 - Ville de White Rock - Appui aux services publics des eaux	15,000	
S.I. 2262 - Collège Camosun / Jouez la carte syndicale	5,000	
S.I. 4500 - Contre les coupures (2012)	(15,000)	
S.I. 116 et 2278 - Sensibilisation du public (2007)	(3,386)	
S.I. 2262 - Ville de Castlegar / Campagne pro-publique	5,000	261,789

Transport aérien

Division du transport aérien du SCFP / riposte à l'exemption du ratio 1:50		100,000
--	--	---------

S.E.H.

S.E.H. 2012	\$ (96,690)	
Maraudage UICB (2010)	145,251	48,561

Total - Campagnes à frais partagés**\$ 2,756,190**

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

		Actual/Actuel	Budget
<u>Enjeux sectoriels, réunions, sondages auprès des membres</u>			
Réunion nationale sur la politique de l'environnement	\$ 47,841		
Retraite pour les Jeunes Travailleurs	149,566		
CCCSO Réunion de stratégie	3,262		
Conseil sectoriel de la CCDP	3,573		
Consultations - Régie de l'énergie	31,257		
Comité spécial pour les réunions de grèves	<u>316</u>	235,815	\$ 100,000
<u>Promotions (réunions d'employés)</u>			
ACB - Droits d'adhésion des membres	\$ 750		
ACB - Conférence annuelle	1,841		
ACB - Commandite	15,000		
ACB - Adhésion des membres	4,478		
Éducatrices de la petite enfance de la C.-B.	1,500		
Union des municipalités de la Nouvelle-Écosse	6,000		
Association canadienne des collèges communautaires	2,450		
FCM - Changements de l'industrie	20,223		
Stand d'exposition - Assemblée générale du CTC	500		
Conférence des travailleurs des métiers municipaux	6,491		
Réunion au sommet économique	30,000		
FCM - Hospitalité	27,565		
FCM - Conférences	120		
Infrastructure municipale au Québec	11,589		
FCM - Kiosque d'exposition	<u>12,156</u>	140,663	160,000
<u>Soutien aux négociations coordonnées</u>			
Association pour l'intégration communautaire (Ontario)		42,153	150,000
<u>Promotions (Web et Média)</u>			
Dépenses- campagne " 10% Shift"	\$ 30,000		
"Straight Goods News Inc"	20,000		
Les nouvelles du monde du travail	5,000		
Le magazine syndical <i>Our Times</i>	5,000		
RadioLabour	5,000		
Rabble.ca	<u>20,000</u>	85,000	85,000
<u>Communication innovatrice et recherche</u>			
Services de recherche "Flagship"	\$ 48,000		
ACCP N.-É.	9,800		
CCPA - PRCM	12,000		
Sondge "Our Water"	7,088		
Polaris-Recherche PPP Canada Inc	<u>40,000</u>	116,888	75,000

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

<u>Commanditaires</u>		Actual/Actuel	Budget
Festival Folk d'Ottawa	\$ 57,523		
Festival Mayworks Toronto	1,200		
Réception Chef APN	414		
Workers Art and Heritage Centre	10,000		
Gala annuel de l'Institut Rideau	1,000		
FAEJ Journée de la personne hôte	1,800		
ACCP - Dîner Gala 30ième anniversaire	5,000		
Heartspeak	1,000		
Gil's May Day Hootenanny	5,000		
Dîner "Canadian Dimension"	200		
Gala de l'Assemblée des Premières Nations	3,000		
Festival d'eau pour enfants	500		
Tambours Raging Asian Women Taiko	500		
Familles des Sœurs par l'esprit	500		
County Kings et comité contre la discrimination	1,000		
Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine	5,000		
Next-Up - The Network	10,000		
Spread the Net	1,000		
Commandite Prairie Sunset	5,000		
"Women Transforming Cities"	4,500		
Levée de fonds annuelle du Conseil de la Conservation	500		
Événement David Suzuki	2,500		
Forum sur les politiques publiques	2,500		
"Egale OUTShine"	1,050		
Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements	4,000		
Prix Front commun de l'Asie du Sud	1,000		
"OWN - Older Women's Network"	500		
Société de soutien à l'enfance et à la famille Premières Nations Canada	1,000		
"Under One Roof Properties"	249		
Wisakedjak	2,500		
Healthy Minds Canada - Dîner argent	2,500		
Manny McIntyre Dîner mémorial	300		
Honorer les femmes autochtones	500		
Centre d'action des travailleurs de Toronto	1,000		
Halifax Mayworks Festival	1,000		
James Gordon - concert	2,000		
Concert-bénéfice Elsipogtog	2,500		
Dîner pour la retraite d'Ed Finn	5,000		
S. I. 306 du SFCP - Commandites de conférence	6,717		
Egale Canada	7,272		
Coalition des syndicalistes noirs	850	159,575	150,000

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

		Actual/Actuel	Budget
<u>Travail international</u>			
Forum mondial de l'eau	\$ 10,660		
Journée internationale des femmes - 8 mars	10,000		
Réseau Solidarité Maquila	10,000		
Outgames mondiaux et conférence	12,908		
CCCI	3,411		
Réunion - Conférence sur la fonction publique	7,915		
Solidarité Colombie	8,282		
Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles	7,500		
Droits syndicaux internationaux (DSI)	1,267		
Solidarité avec le Honduras	3,050		
Mission aux Philippines	3,753		
Tournée au Mexique - Métallurgistes	2,187		
Solidarité Haïti	1,500		
Institut féminin des droits de la personne	7,500		
Contribution au Kenya	1,000		
Association des femmes amérindiennes du Canada	2,500		
Projet de surveillance du traité de libre-échange avec la Colombie	3,062		
Conférence "Au-delà de l'extraction"	500		
Nations Unies (Examen périodique universel)	9,174		
Conseil Canadien - évaluation des universités par les pairs	14,187		
Solidarité Sud-africaine	1,085		
"Frontline Tour Colombie-CoDev"	5,584		
OXFAM humanitaire - Syrie	5,000		
Voyage à Manila	2,242		
Façons alternatives d'organiser des conférences sur les services publiques	5,634		
Réunion mondiale de la ISP sur l'énergie	5,601		
Hôpital Panzi - JIF 2014	10,000		
Projet Bangladesh	1,055		
Réunion sur l'avenir de l'eau publique-Barcelone	1,128		
Comité de l'ONU sur la condition des femmes	775	158,459	200,000
<u>Interventions juridiques</u>			
Anti-fracturation/ gaz de schistes N.-B.	\$ 2,755		
Conseil des Canadiens - Supression de l'électeur	10,000		
Société des services de pension de la N.-É.	5,509		
Expert en établissement des coûts - Sask.	305		
C.R.A.T.- employés d'Hydro Québec	100,000		
SCFP-Québec - référence en équité salariale	82,876	201,445	160,000

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

		Actual/Actuel	Budget
<u>Action politique (Lobbying)</u>			
Journée de lobbying du CTC	\$ 1,322		
Forum social mondial	25,000		
SCFP-C.-B. - Activité - Init. nationale en matière de strat.	50,000	76,322	145,000
<u>Soutien de coalitions</u>			
ACCP l'alternative budgétaire fédéral	\$ 17,095		
ATTAC - Québec	700		
ACCP Nouvelle-Écosse	5,000		
Conférence de l'Institut Parkland	5,000		
Coalition québécoise contre les ateliers de misère	2,500		
Conseil des Canadiens	5,000		
CCPA - Publication de <i>The Monitor</i>	7,554		
Réseau de la santé des citoyens de la Nouvelle-Écosse	10,000		
Front commun pour la justice sociale du N.-B.	7,000		
Institut canadien de recherche sur les femmes	2,500		
Les femmes et le droit - Association nationale	5,000		
Coalition pour l'équité salariale du N.-B.	3,000		
Aide internationale pour l'enfance	2,500		
Fondation Aspen pour l'éducation	5,000		
Public Interest Alberta	5,000		
Les Amis de l'assurance-maladie	5,000		
Journées Alternatives 2010	9,769		
Médecins canadiens pour le régime public	7,500		
Voices-Voix	10,000		
Canadiens pour une fiscalité équitable	15,000		
Coalition pour l'initiative d'Halifax	1,000		
Amnistie internationale	2,000		
Canada sans pauvreté - Réseau de défense des droits	15,000		
IREC	50,000		
Mines Alerte	10,500		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	3,000		
Soutien à la Coalition de l'Î.-P.-É.	2,500		
CTC - Causes communes	9,090		
Cornell Global Labor Institute	5,188		
La fédération nationale des retraités et des citoyens âgés	5,000		
Canadian Mobilization Educ Hub Society	7,500		
Pollution Probe	1,000		
CHC - Campagne 2012	25,000		
Réseau canadien des maisons d'hébergement pour femmes	5,000		
Alliance canadienne pour la paix	5,000		
Frontières communes	13,000		
Coalition canadienne pour la santé	35,000		
Fondation Léo Cormier	500		

Tableau 2 (suite)

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
National Strategic Priorities / Priorités nationales en matière de stratégie
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

		Actual/Actuel	Budget
<u>Soutien de coalitions (suite)</u>			
Coalition Eau Secours	12,000		
Solidarité Santé	5,183		
Fondation Benoit Deshaies	1,000		
ICEA	1,000		
Coalition sur la santé - Ontario	13,000		
ACCP Manitoba	5,000	362,579	300,000
<u>Rapport national sur les activités syndicales</u>			
Impression et édition	\$ 32,918		
Vidéo de comité national des personnes ayant un handicap	8,400		
Brochure sur l'enseignement postsecondaire	6,260	47,578	50,000
<u>Initiatives et campagnes</u>			
Campagne sur les régimes de retraite en Ontario	\$ 6,060		
Enjeux autochtones	13,214		
SCFP-Terre-Neuve - Campagne d'image publique	6,724		
SHARE (Institut Columbia)	5,000		
Campagne sur les droits des personnes handicapées	14,274		
Assurance-emploi Î.-P.-E.	6,764		
Éducation publique de qualité	2,407		
Kids Not Cuts	10,307		
Campagne sur les services de garde d'enfants	81,369		
Campagne pour la réforme de l'assurance-emploi au N.-Brunswick	42,185		
Coulerons-nous avec la 3 ^e vague?	42,822		
Célébration du Mois de l'histoire des Noirs en Nouvelle-Écosse	3,061		
Embauche ton propre patron (CEWS)	24,897		
S.I. 4227 - Régie de l'éducation francophone	10,800		
Publicités - Jour de deuil 2013	8,395		
Sondage sur les garderies - Nouvelle-Écosse	11,884		
S.I.4318 du SCFP - Banff	5,000		
Comité spécial sur la Caisse de grève	7,503		
Assez c'est assez	15,260		
Petit déjeuner du secrétaire-trésorier	27,741		
Campagne sur l'A.-E. de la Nouvelle-Écosse	2,314		
Sondage prov. T.-N.-L.-Budget prov. et RPC	16,385		
Fête du travail	34,944		
SCFP-Alberta - Vidéo du congrès	30,000		
Campagne en milieu de travail - Nouvelle-Écosse	9,028		
SCFP-N.-B. -Célébrations du 50 ^e anniversaire	20,000		
Commission Charbonneau - Honoraires 2013	7,476		
Campagne "CSA" en Ontario	37,158		
"Better Way Alberta"	31,500	534,472	475,000
Total - Priorités nationales en matière de stratégie		\$ 2,160,948	\$ 2,050,000

Tableau 3

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Regional Strategic Priorities / Priorités régionales en matière de stratégie
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

	Actual/Actuel	Budget
<u>Québec</u>		
Lutte contre les mesures d'austérité	\$ 301,620	\$ 300,000
<u>Ontario</u>		
Coordinateur de campagne	\$ 126,746	
Riposte communautaire	163,301	
Égalité	84,160	
Bâtir la base	303,176	
Secteur de la négociation et soutien	<u>195,664</u>	
	873,048	810,000
<u>Colombie-Britannique</u>		
Des collectivités fortes	375,000	375,000
<u>S.E.H.</u>		
Campagne sur la sous-traitance/services juridiques	<u>125,000</u>	<u>125,000</u>
Total - Priorités régionales en matière de stratégie	<u>\$ 1,674,668</u>	<u>\$ 1,610,000</u>

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns/ Grandes campagnes d'organisation
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

<u>Initiatives nationales</u>			
Matériel	\$	115,894	
Initiatives autochtones		7,735	
Organisateur surnuméraire		213,782	
Soutien national - Maraude UICB		2,124	
Total - Initiatives nationales			\$ 339,535
<u>Atlantique</u>			
Organisation			
Organisation générale	\$	8,133	
Semaine des soins infirmiers		9,550	
MVT Bus Inc.		2,931	
Régie de la gestion des déchets dans la région du centre		211	
Maison de soins Manoir Grandview		7,710	
Sagewood/Magnolia Soins de longue durée Ltée		12,717	
Total - Atlantique			41,252
<u>Maritimes</u>			
Organisation			
Organisation générale	\$	11,703	
Maison de soins de Central Carlton		3,593	
A.E. et T.S.J suppléants de l'Î.-P.-É.		94	
Enseignants suppléants de l'Î.-P.-É.		94	
Chauffeurs d'autobus suppléants de l'Î.-P.-É.		94	
Adjoints administratifs suppléants de l'Î.-P.-É.		94	
Concierges et gardiens suppléants de l'Î.-P.-É.		199	
Shannex Inc - Embassy Hall		640	
Shannex Inc - Monarch Hall		3,407	
Collège communautaire du Nouv-Brunswick		5,315	
Organisation des soins infirmiers à domicile du Nouv.Brunswick		4,070	
Maison de retraite Riverside Court		896	
Shannex Concorde Hall		2,015	
ARAMARK Canadian Ltd - Service à la clientèle		79	
S.I. 5103 - Shannex Thomas Hall		551	
Shannex Inc - Canterbury Hall		3,331	
Travailleurs des cafétérias des écoles de l'Î.-P.-É.		1,341	
Recrutement dans les SLD (Sandy Harding)		(409)	
S.I. 5160 Maison de retraite de Pine Grove		1,959	
Total - Maritimes			39,066

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns/ Grandes campagnes d'organisation
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Québec

Organisation

Organisation générale	\$ 5,723
Covitec	5,755
Municipalité de Saint-Côme	60,069
Centre de réadaptation Montreal	49,076
Hydro-Québec	17,023
TVA Accès	13,919
Ville de Gatineau	16,139
S.I. 3939 - Casino de Montréal	31,126
S.I. 4646 - Québecor	3,485
Radio-Canada - Accréditation 6813-U	12,520
CHU de Québec - Accreditation AQ-2000-4716	9,291
Héma-Québec	287
S.I. 687 - Groupe TVA	22,521
S.I. 2184 - CSN maraudage	35,034
S.I. 301 - Jardin botanique de Montréal	13,370
S.I. 1841 - Centre de réadaptation de l'ouest de Montréal	345
S.I. 5159 - Logistec Corporation	2,142
S.I. 2252 - Division CFCM-TV/CKMI-TV	7,198
S.I. 9872 - STARF (Radio-Canada)	71,256
S.I. 307 - Ville de Longueuil	21,345
Ville de Laval	115
S.I. 4997 - Centre de réadaptation - Montreal Ouest	428
Municipalité de St-Liguori	532
Conseil scolaire de Samares	151
<i>Total Organisation - Québec</i>	398,850

Restructuration

S.I. 429 - Maraudage - Ville de Beaconsfield	\$ 271
Front commun - Contre le maraudage dans le secteur public	1,219
Casino de Montréal	17,884
	19,374

Total - Québec

418,224

Ontario

Organisation

Organisation générale	\$ 167,405
Campagne - soins de longue durée	7,439
Bell Mobilité	315
Services à la communauté catholique de la région de York	84

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns/ Grandes campagnes d'organisation
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Ontario (suite)

Organisation (suite)

Semaine des soins infirmiers	1,994
Nucleus Independent Living (vie autonome)	4,075
Garderie Tunney	1,413
Unité de santé Algoma	82
Manoir Valley Stream	5,402
S.I.787 - The Gardens-Grand Prairie	955
Maison de retraite - Sherbert Heights	1,895
Vie communautaire "Upper Ottawa Valley"	8,636
Résidence St-Stephens d'Ottawa Inc.	1,363
Canton de Cavan (saisonnier)	149
Employés de Christian Horizons	31,026
Garderie LaJoie	117
Municipalité de Whitestone	5,859
Groupe Emterra - Gestion des déchets	7,402
Canton de Winchester	37,447
The National Township	40,641
Maison de retraite de Stillwater Creek	64,278
Horizons for Youth	1,528
Université de McMaster - post doctorat	50,356
Université de Toronto - post doctorat	9,503
Commission scolaire catholique du district de Durham	20
Village de Sainte-Marie	262
Santé à domicile Revera	541
Forest Hill	1,098
Villes de Grimsby, Lincoln et Lincoln Ouest	1,226
Maison de retraite Fairfield Manor	1,299
Association étudiante de l'UOIT et du Collège de Durham	517
Villa Columbo - Vaughan Centre pour aînés	401
Placé Sandfield	13,020
Services résidentiels Bairn Croft	14,055
"War Child"	195
S.I. 905 - Ville de Vaughan, maternelles	495
Réseau sida de Hamilton	18
Plan Canada	1,703
ACSM de Peterborough	1,642
Dump Ees-Glwy Cavendish Harvey	75
Employés d'été - Ville d'Ottawa	17,366
Université Trent - AR	1,144
Centre de santé Family First	2,960
Centre de soins Woods Park	1,728
Foyer Barrhaven Manor	28,416
Foyer Prince of Wales Manor	28,002

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns/ Grandes campagnes d'organisation
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Ontario (suite)

Organisation (suite)

Manoir Windsor	27,170
Manoir Portobello	27,170
Amica at Thornhill	87
Assoc. San Romano Revit.	36
Communauté de SLD Westmnt Grdns	3,311
Adelaine Place	1,259
St.Catharine's (serv. aquatiques)	115
The Village of Oxford Gardens	112
Green for Life	752
<i>Total Organisation - Ontario</i>	<u>\$ 625,560</u>

Restructuration

Projet des hôpitaux de l'Ontario	\$ 1,479
Services d'aides aux enfants de l'Ontario	43,615
Montfort/Horizon Renaissance	1,674
Hôpital général de Brockville	3,342
Hôpital Credit Valley (S. I.3252)	1,743
S.I.145 Maraudage de l'Hôpital William Osler	48,282
St.Peters de Shadoke	293
Conseil du SCFP du district de Timmins	160
Hôpital Sunnybrook & Réadaptation-St-Johns	106,245
Hôpital BlindRiver/Thess/Mattews Mem	9,474
LRTTSP - Cama Woodland/St.Olga	1,052
Sciences de la santé de Hamilton	5,591
Fusion PLSRTA	3,787
<i>Total Restructuration - Ontario</i>	<u>\$ 226,738</u>

Total - Ontario

852,297

Manitoba

Organisation

Organisation générale	\$ 8,202
Sécurité G4S	47
Conférence de l'Ass. des garderies du Manitoba	1,125
Centre d'apprentissage pour adultes "Jobworks"	187
S.I. 5156 - Conseil étudiant de l'Université du Manitoba	363
Groupe Emterra	5,530
Recrutement Manitoba	36,624
Signaleurs et chauffeurs - Groupe Emterra	558
Wayfinders	47
S.I. 1629 - ArlingtonHaus	46
Association des employés non-enseignants de Winnipeg	13,012
Ass. des AR de l'U du Man.	512
Opportunités épiques	136
<i>Total Organisation - Manitoba</i>	<u>\$ 66,389</u>

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns/ Grandes campagnes d'organisation
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

<u>Manitoba (suite)</u>			
Restructuration			
Soins de santé		\$	66,922
	<i>Total Organisation - Manitoba</i>	\$	<u>66,922</u>
	Total - Manitoba		133,311
<u>Saskatchewan</u>			
Organisation			
Organisation générale		\$	8,250
Initiatives autochtones			1,446
École Martensville			2,662
Division scolaire North East			950
Division scolaire Light of Christ			47
Sunshine Haven Incorporated			1,243
	<i>Total Organisation - Saskatchewan</i>	\$	<u>14,598</u>
Restructuration			
Soins de la santé		\$	76,203
Campagne IAA de Saskatchewan			97,775
	<i>Total Restructuration - Saskatchewan</i>	\$	<u>173,978</u>
	Total - Saskatchewan		188,576
<u>Alberta</u>			
Organisation			
Organisation générale		\$	31,016
Conférence pour opérateurs d'eau et déchets			811
Strathcona - refuge pour femmes			318
S. I. 829 - Conseil d'éducation cath. de Medicine Hat			12,847
Soutien			(7,515)
Formation des membres-organisateurs - 30 nov.-1er déc. 2012			215
Village de Westlock			31
S.I. 898 - Travailleurs de la municipalité de Peace River			45
S.I. 3623 - Fondation Grand Spirit			206
S.I. 2158 - Centre de soins Grande Prairie			248
S.I. 787 - Aides-soignants de The Gardens			79
Age Care Glenmore			551
Chauffeurs d'autobus TOK			3,169
Ville de Lacombe			1,071
Revera Inc.			241
Garderie Family Resource			226
Ville de Leduc			7,889
Écoles catholiques de Red Deer			5,816
	<i>Total Organisation - Alberta</i>	\$	<u>57,263</u>

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Major Organizing Campaigns/ Grandes campagnes d'organisation
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Alberta (suite)**Restructuration**

S.I. 408 - Maraudage Centre de santé St Michaels	\$	274
Maraudage de l'AUPE -S. I.1158-Cap Care Group		37
First C/A support		266
Ville de Brooks - Village de Newell		222
S.I. 474 - Division régionale Blackgold		5,688
S.I. 474 - L'armée du salut		750
<i>Total Restructuration - Alberta</i>	<u>\$</u>	<u>7,237</u>

Total - Alberta

64,500

Colombie-Britannique**Organisation**

Organisation générale	\$	8,686
Bibliothèque Fernie		788
Université Northern B.C.		100
SPCA-C.-B. de Quesnel et du District		100
WCUMMS		100
District régional de Central Kootenay		400
Société de santé Northern Family		300
Université de la Colombie-Britannique		100
"Community Futures, Shuswap"		100
S.S. Sicamous		100
District régional Central Okanagan		100
EPE Surrey Newton		300
Strong Start SD70 - Pt Alberni		100
NPD		200
Travailleurs municipaux de Whistler		1,466
S.I. 1123 - Librairies d'Okanagan		100
S.I. 5142 - Bibliothèque régionale de l'île de Vancouver		1,683
S.I. 626 - District régional d'Okanagan		100
District de Barriere		100
Travailleurs de la bibliothèque de New Westminster		134
S.I. 3338 - Best Cleaners		592
S.I. 5155 - Ees Nisga'a Ts'amiksVan		100
		<u>100</u>

Total - Colombie-Britannique

15,746

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
 Major Organizing Campaigns/ Grandes campagnes d'organisation
 For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

<u>Transport Aérien</u>			
Organisation			
Air Canada - décertification	\$	10,243	
Westjet		83,278	
Compagnie aérienne "Porter Airlines" - agents de bord		906	
Compagnie aérienne "Sunwing"		157,927	
<i>Total Organisation - Transport aérien</i>	\$	<u>252,354</u>	
Restructuration			
Transporteur à faible coût	\$	1,498	
Air Canada Rouge 2		1,767	
Révocation Porter		2,315	
<i>Total Restructuration - Transport aérien</i>	\$	<u>5,580</u>	
Total - Transport aérien			257,934
<u>S.E.H.</u>			
Organisation			
Campagne IAA	\$	75,000	
Organisation - S.E.H.		63,092	
Total - S.E.H.			<u>138,092</u>
Total - Grandes campagnes d'organisation			<u>\$ 2,488,533</u>
Total - Organisation			1,988,705
Total - Restructuration			499,828
Total - Grandes campagnes d'organisation			<u>\$ 2,488,533</u>

**RAPPORT SUR LA CAISSE NATIONALE DE GRÈVE
AU
31 DÉCEMBRE 2013**

Consœurs et confrères,

Vous avez devant vous les états financiers de la Caisse nationale de grève pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Il est à noter que le bilan, l'état des revenus et des dépenses, l'état de l'évolution du solde du Fonds, l'état des flux de trésorerie ainsi que les notes complémentaires aux états financiers ont été vérifiés par Deloitte LLP. De plus, nous avons inclus des tableaux financiers supplémentaires qui donnent plus de détails sur les revenus et les dépenses.

BILAN

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2013 s'élevait à 73,2 millions de dollars, comparativement à 62,8 millions de dollars au 31 décembre 2012. Cet actif était formé de 25,4 millions de dollars en liquidités et placements à court terme, de 2,1 millions de dollars en capitation et autres montants à recevoir et de 45,7 millions de dollars en placements à long terme.

Le passif total de la Caisse nationale de grève au 31 décembre 2013 était de 188 000 \$, comparativement à 227 000 \$ au 31 décembre 2012, et se composait principalement de comptes créditeurs et de charges à payer.

Au 31 décembre 2013, le solde de la Caisse s'établissait à 73,2 millions de dollars, comparativement à 62,6 millions de dollars au 31 décembre 2012.

ÉTAT DES REVENUS ET DES DÉPENSES

L'état des revenus et des dépenses indique des revenus de 15,1 millions de dollars et des dépenses de 2,5 millions de dollars, ce qui donne lieu à un excédent pour l'exercice de 12,6 millions de dollars, avant de tenir compte des pertes de placements non matérialisées. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les revenus de placements ont été de 2,6 millions de dollars, comparativement à deux millions de dollars pour la même période en 2012.

C'est ainsi que prend fin mon rapport sur les états financiers de la Caisse nationale de grève pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

*Financial Statements of
États financiers de*

**CANADIAN UNION OF
PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL STRIKE FUND**

**SYNDICAT CANADIEN DE
LA FONCTION PUBLIQUE -
CAISSE NATIONALE DE GRÈVE**

*December 31, 2013
31 décembre 2013*

Independent Auditor's Report

To the Members of
Canadian Union of Public Employees

We have audited the accompanying financial statements of Canadian Union of Public Employees (the Union) - National Strike Fund, which comprise the statement of financial position as at December 31, 2013, and the statements of operations and changes in fund balance and of cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Syndicat canadien de la fonction publique

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) - Caisse nationale de grève, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, et les états des résultats et de l'évolution du solde du Fonds et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Independent Auditor's Report (continued)

Auditor's Responsibility (continued)

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of Canadian Union of Public Employees - National Strike Fund as at December 31, 2013, and the results of its operations and its cash flows for the year the ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Responsabilité de l'auditeur (suite)

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Syndicat canadien de la fonction publique - Caisse nationale de grève au 31 décembre 2013, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte LLP/S.E.N.C.R.L./s.n.l.

Chartered Professional Accountants, Chartered Accountants
Licensed Public Accountants

June 18, 2014

Comptables professionnels agréés, Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 18 juin 2014

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL STRIKE FUND
Financial Statements
December 31, 2013**

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE GRÈVE
États Financiers
31 décembre 2013**

	<u>PAGE</u>	
Statement of Financial Position	1	État de la situation financière
Statement of operations and Changes in Fund Balance	2	État des résultats et de l'évolution du solde du Fonds
Statement of Cash Flows	3	État des flux de trésorerie
Notes to the Financial Statements	4 - 7	Notes complémentaires

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL STRIKE FUND**
Statement of Financial Position
as at December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE GRÈVE**
État de la situation financière
au 31 décembre 2013

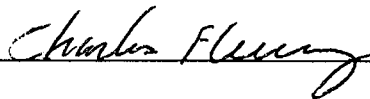
	<u>2013</u>	<u>2012</u> (restated) (restated) (note 3)	
CURRENT ASSETS			ACTIF À COURT TERME
Cash	\$ 13,072,228	\$ 5,934,443	Encaisse
Short-term investments (note 4)	12,333,243	9,293,385	Placements à court terme (note 4)
Per capita tax receivable	2,067,577	2,141,657	Capitation à recevoir
Due from General Fund	-	8,952	À recevoir de la Caisse générale
	27,473,048	17,378,437	
INVESTMENTS (note 4)	45,708,646	45,454,712	PLACEMENTS (note 4)
	\$ 73,181,694	\$ 62,833,149	
CURRENT LIABILITIES			PASSIF À COURT TERME
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 179,044	\$ 170,800	Créditeurs et frais courus
Due to General Fund	9,187	-	Dû à la Caisse générale
Due to National Defence Fund	-	56,117	Dû à la Caisse nationale de défense
	188,231	226,917	
FUND BALANCE			SOLDE DU FONDS
Unrestricted	72,993,463	62,606,232	Non affecté
	\$ 73,181,694	\$ 62,833,149	

ON BEHALF OF THE NATIONAL EXECUTIVE BOARD

AU NOM DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL



Paul Moist
National President, Président national



Charles Fleury
National Secretary-Treasurer, Secrétaire-trésorier national

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL STRIKE FUND**
Statement of operations and
Changes in Fund Balance
year ended December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE GRÈVE**
État des résultats et
de l'évolution du solde du Fonds
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
		(restated) (redressé) (note 3)	
Revenue			Revenus
Per capita tax	\$ 12,586,996	\$ 12,333,576	Capitation
Investment income	2,561,076	1,970,838	Revenus de placements
	15,148,072	14,304,414	
Expenses			Dépenses
Strike benefits	682,606	2,472,520	Indemnités de grève
Strike averting	1,555,919	2,249,347	Dépenses reliés aux grèves évitées
Legal and arbitration	271,224	253,566	Frais juridiques et d'arbitrage
	2,509,749	4,975,433	
Excess of revenue over expenses before the undernoted items:	12,638,323	9,328,981	Excédent des revenus sur les dépenses avant l'incidence des postes ci-dessous :
Decrease (increase) in unrealized losses on investments	(2,251,092)	227,010	Diminution (augmentation) des pertes non réalisées sur placements
EXCESS OF REVENUE OVER EXPENSES	10,387,231	9,555,991	EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES
BALANCE, BEGINNING OF YEAR AS PREVIOUSLY STATED	62,606,232	53,009,833	SOLDE AU DÉBUT, TEL QUE PRÉSENTÉ PRÉCÉDEMMENT
Prior period adjustment (note 3)	-	40,408	Ajustement de l'exercice antérieur (note 3)
BALANCE, BEGINNING OF YEAR AS RESTATED	62,606,232	53,050,241	SOLDE AU DÉBUT, TEL QUE REDRESSÉ
BALANCE, END OF YEAR	\$ 72,993,463	\$ 62,606,232	SOLDE À LA FIN

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL STRIKE FUND**
Statement of Cash Flows
year ended December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE GRÈVE**
État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 31 décembre 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
		(restated)	
		(redressé)	
		(note 3)	
NET INFLOW (OUTFLOW) OF CASH RELATED TO THE FOLLOWING ACTIVITIES:			AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE LIÉE AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :
OPERATING			EXPLOITATION
Excess of revenue over expenses	\$ 10,387,231	\$ 9,555,991	Excédent des revenus sur les dépenses
Unrealized losses (gains) on investments	2,251,092	(227,010)	Pertes (gains) non réalisées sur les placements
Changes in non-cash operating working capital items listed below:			Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation suivant :
Per capita tax receivable	74,080	(82,666)	Capitation à recevoir
Accounts receivable	-	88,574	Débiteurs
Accounts payable and accrued liabilities	8,244	(157,486)	Créditeurs et frais courus
	<u>12,720,647</u>	<u>9,177,403</u>	
INVESTING			INVESTISSEMENT
Acquisition of investments	(67,204,863)	(50,412,491)	Acquisition d'investissements
Disposal of investments	61,659,979	44,403,434	Cession d'investissements
	<u>(5,544,884)</u>	<u>(6,009,057)</u>	
FINANCING			FINANCEMENT
Due to National Defence Fund	(56,117)	44,840	Dû à la Caisse nationale de défense
Due from General Fund	8,952	(8,952)	Dû par la Caisse générale
Due to General Fund	9,187	(41,596)	Dû à la Caisse générale
	<u>(37,978)</u>	<u>(5,708)</u>	
NET CASH INFLOW	7,137,785	3,162,638	AUGMENTATION NETTE DE L'ENCAISSE
CASH, BEGINNING OF YEAR	5,934,443	2,771,805	ENCAISSE AU DÉBUT
CASH, END OF YEAR	\$ 13,072,228	\$ 5,934,443	ENCAISSE À LA FIN

1. PURPOSE OF THE ORGANIZATION

The Canadian Union of Public Employees (the Union) is a national labour organization representing workers in a variety of jurisdictions throughout the public sector and areas of the private sector. The Union is an unincorporated association with rights and responsibilities regulated by Provincial and Federal labour laws and is exempt from income tax as a labour organization under the Income Tax Act (Canada).

The National Strike Fund was established in 2002 through a transfer from the National Defence Fund, to provide financial assistance to members on strike or facing strike action.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

Basis of accounting and presentation

The financial statements have been prepared using the deferral method of accounting. Under this method, revenue and expenses are reflected in the accounts in the period in which they have been earned and incurred respectively, whether or not such transactions have been finally settled by the receipt or payment of money.

The Union has adopted fund accounting as a basis of reporting its activities and separate financial statements are prepared for the General Fund, National Defence Fund and National Strike Fund. The Union also prepares combined financial statements which includes the three funds. These financial statements present the activities of the National Strike Fund only.

Financial instruments

The Union initially measures its financial assets and liabilities at fair value. The Union subsequently measures all its financial assets and liabilities at amortized cost except for cash and investments which are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the statement of operations.

1. NATURE DE L'ORGANISME

Le Syndicat canadien de la fonction publique (le Syndicat) est un syndicat national qui représente les travailleuses et travailleurs d'une variété de champs dans le secteur public et de certains domaines dans le secteur privé. Le Syndicat est une association non constituée en société dont les droits et responsabilités sont réglementés par les lois du travail fédérales et provinciales et est exempt d'impôt selon la loi fédérale de l'impôt sur le revenu (Canada).

La Caisse nationale de grève a été établie en 2002 grâce à un transfert provenant de la Caisse nationale de défense, afin de fournir de l'aide financière aux membres en grève ou confrontés à des mesures de grève.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Méthode de comptabilité et présentation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du report. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont imputés à l'exercice où ils sont gagnés ou engagés, sans considération du moment où les opérations auxquelles ils se rapportent sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

Le Syndicat a adopté la comptabilité par fonds comme norme de présentation de ses activités et des états financiers distincts sont préparés pour la Caisse générale, la Caisse nationale de défense et la Caisse nationale de grève. Le Syndicat prépare aussi des états financiers combinés qui incluent les trois fonds. Ces états financiers ne présentent que les activités de la Caisse nationale de grève.

Instruments financiers

Le Syndicat évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement à l'exception de son encaisse et de ses placements qui sont évalués à la juste valeur. Les changements à la juste valeur sont enregistrés à l'état des résultats.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Revenue recognition

The Union's principal sources of revenue consist of per capita tax and initiation fees and investment income.

Revenue from per capita tax and initiation fees is recognized over the period to which the revenue relates. Revenue received in advance is deferred to the period to which the revenue relates.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates. Assumptions are used in estimating the fair value of investments, the collectibility of accounts receivable and the amount of accrued liabilities.

3. PRIOR PERIOD ADJUSTMENT

The Union became aware that one of its Locals had miscalculated their Per Capita tax remittances since 2010. As per established policy, CUPE estimated the amounts receivable from the Local for the last three fiscal years. As such, the 2012 opening balance and the 2012 financial statements have been restated to correctly reflect the amounts receivable. The effect of the restatement as at January 1, 2012 and December 31, 2012 is summarized as such:

- Increase of \$40,408 in Unrestricted Fund Balance, beginning of the year 2012;
- Increase of \$40,408 in Per capita tax revenue and excess of revenue over expenses for the year ended December 31, 2012;
- Increase of \$40,408 in Per capita tax revenue and excess of revenue over expenses for the year ended December 31, 2013;
- Increase in Per Capita tax receivable as at December 31, 2013 of \$121,224 (December 31, 2012 of \$80,816 and January 1, 2012 of \$40,408).

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatations des produits

Le Syndicat a comme sources principales de revenus la capitation et droits d'initiation et les revenus de placements.

Les revenus de capitation et droits d'initiation sont constatés à la période à laquelle ils se rapportent. Les revenus reçus en avances sont reportés à la période à laquelle ils se rapportent.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations. Les estimations sont utilisées pour établir la juste valeur des placements, le recouvrement des comptes à recevoir et le montant des frais courus.

3. AJUSTEMENT DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR

L'Union a appris que l'un de ses locaux avait mal calculé leurs versements de Capitation depuis 2010. Tel que convenu selon sa politique, le SCFP a estimé les montants à recevoir du local pour les trois derniers exercices. Donc, le bilan d'ouverture de 2012 et les états financiers de 2012 ont été retraités afin de refléter correctement les montants à recevoir. L'effet du retraitement au 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012 est résumé ainsi :

- Augmentation de 40 408 \$ du solde du fonds non affecté, au début de 2012;
- Augmentation de 40 408 \$ des revenus de Capitation ainsi que de l'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice clos le 31 décembre 2012;
- Augmentation de 40 408 \$ des revenus de Capitation ainsi que de l'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice clos le 31 décembre 2013;
- Augmentation de la Capitation à recevoir au 31 décembre 2013 de 121 224 \$ (31 décembre 2012 de 80 816 \$ et 1^{er} janvier 2012 de 40 408 \$).

**CANADIAN UNION OF PUBLIC EMPLOYEES -
NATIONAL STRIKE FUND**
Financial Statements
December 31, 2013

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION
PUBLIQUE - CAISSE NATIONALE DE GRÈVE**
États Financiers
31 décembre 2013

4. INVESTMENTS

Investments are summarized as follows :

	2013			2012			
	Fair Value	Cost		Fair Value	Cost		
	Juste valeur	Coût	%	Juste valeur	Coût	%	
Short-term investments	\$ 11,950,429	\$ 11,950,429	21	\$ 8,931,083	\$ 8,931,083	16	Placements à court terme
Accrued interest	382,814	382,610	1	362,302	362,302	1	Intérêts courus
Short-term investments	12,333,243	12,333,039	22	9,293,385	9,293,385	17	Placements à court terme
Bonds							Obligations
Government	15,152,618	15,606,202	26	11,918,464	11,349,335	22	Gouvernement
Corporate and others	30,556,028	30,705,540	52	33,536,248	32,457,177	61	Sociétés et autres
Long-term investments	45,708,646	46,311,742	78	45,454,712	43,806,512	83	Placements à long terme
Total investments	\$ 58,041,889	\$ 58,644,781	100	\$ 54,748,097	\$ 53,099,897	100	Total des placements

Determination of fair values

Short-term investments consist of Canada Treasury bills. The market value of these short-term investments is approximately equal to their cost.

Bonds are debt obligations of governments and corporate entities paying interest at rates appropriate to the market at their date of purchase. Bonds are valued at the year-end quoted market prices.

The bonds mature at face value on a staggered basis over the next 95 years (2013 - 96 years). Effective interest rates to maturity for these securities range from 1.5% to 9.9% (2.23% to 9.9%).

Investment risk

Investment in financial instruments renders the Fund susceptible to the potential risk arising from the failure of a party to a financial instrument to discharge its obligation when due. The maximum investment risk to the Fund is equal to the fair value of the investments.

Concentration of risk

Concentrations of risk exist when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political or other conditions. Management believes that the concentrations described above do not represent excessive risk.

4. PLACEMENTS

Les placements se répartissent comme suit :

Détermination de la juste valeur

Les placements à court terme sont composés de bons du Trésor du Canada. La valeur du marché des placements à court terme est comparable à leur coût.

Les obligations représentent des instruments d'emprunt de gouvernements et de sociétés par actions, produisant des rendements en intérêts comparables à ceux du marché au moment de leur achat. Les obligations sont évaluées au cours du marché en date de fin d'exercice.

L'échéance des obligations s'échelonne sur une période de 95 ans (2013 - 96 ans). Les taux d'intérêts effectifs pour ces titres varient de 1,5 % à 9,9 % (2013 - 2,23 % à 9,9 %) jusqu'à leur échéance.

Risque lié aux placements

En investissant dans des instruments financiers, le Fonds s'expose au risque inhérent qu'un émetteur d'instrument financier ne puisse faire face à ses obligations à la date convenue. Le risque maximum auquel s'expose le Fonds est égal à la juste valeur des placements.

Concentration du risque

Il y a concentration du risque lorsqu'une portion importante du portefeuille est constituée de placements dans des valeurs présentant des caractéristiques semblables ou sensibles aux mêmes facteurs économiques, politiques ou autres. La direction est d'avis que les concentrations décrites ci-dessus ne représentent pas de risque excessif.

5. FINANCIAL INSTRUMENTS

Fair value

The National Strike Fund's financial instruments consist of cash, per capita tax receivable, accounts payable and accrued liabilities and receivable from or due to other Funds. The fair value of these financial instruments is approximately equal to their carrying amount given their short-term maturity. The fair value of investments is disclosed in note 4.

Interest rate risk

Interest rate risk is the exposure of the National Strike Fund's earnings that arises from fluctuations in interest rates. The Union is exposed to interest rate risk on its investments.

Credit risk

Credit risk arises from the potential that locals and other parties will fail to honour their obligations. The National Strike Fund is exposed to credit risk through per capita tax. The National Strike Fund limits the amount of credit extended when considered necessary.

6. CAPITAL MANAGEMENT

The Union's objectives when managing capital are to safeguard its ability to continue as a labour organization in an effort to carry out its mission. Capital consists of the Fund balance. The Union is not subject to any externally imposed capital requirements or restrictions. Should the National Strike Fund, at any time, be reduced below the level of \$15 million, an additional monthly per capita tax of 0.04% of the Local or Provincial Union's average monthly wages shall be levied and shall remain in place until such time as the National Strike Fund reaches the level of \$25 million.

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Les instruments financiers de la Caisse nationale de grève comprennent l'encaisse, la capitation à recevoir, les crédateurs et frais courus et les montants à recevoir des ou dus aux autres Caisses. La juste valeur de ces instruments financiers est approximativement égale à leur valeur comptable compte tenu de leur brève échéance. La juste valeur des placements est divulguée à la note 4.

Risques de taux d'intérêt

Les risques de taux d'intérêt auxquels les bénéfices de la Caisse nationale de grève sont exposés surviennent à cause des fluctuations des taux d'intérêt. Le Syndicat est exposé à des risques dus au taux d'intérêt sur ses placements.

Risques de crédit

Des risques de crédit se présentent lorsque certaines sections locales et autres groupes ne font pas face à leurs obligations. La Caisse nationale de grève est exposée au risque de crédit provenant de la capitation à recevoir. La Caisse nationale de grève limite le montant de crédit avancé si nécessaire.

6. GESTION DU CAPITAL

Les objectifs du Syndicat quant à la gestion de son capital, sont de continuer à être considéré comme organisme sans but lucratif pour pouvoir réaliser sa mission. Le capital du Syndicat se compose du solde du Fonds. Le Syndicat n'est pas soumis à des exigences en matière de capital d'origine externe. Si, à n'importe quel moment, la Caisse nationale de grève passait en dessous des 15 millions de dollars, une taxe de capitation mensuelle de 0,04 % du salaire mensuel des syndicats locaux et provinciaux sera perçue. Cette taxe sera maintenue jusqu'à ce que la Caisse atteigne à nouveau les 25 millions de dollars.

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Strike Related Expenses / Dépenses reliées aux grèves
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

<u>Dons jumelés</u>			
SEPB s.l. 343		\$	10,000
<u>Maritimes</u>			
<i>Section locale</i>			
4893			25,201
<u>Québec</u>			
<i>Sections locales</i>			
1638	\$ 483		
4545	31,167		
5051	<u>2,160</u>		33,810
<u>Ontario</u>			
<i>Sections locales</i>			
966	\$ 47,845		
1001	11,520		
1281	5,110		
1393	278,277		
4616	80,748		
4989	<u>1,606</u>		425,106
<u>Colombie-Britannique</u>			
<i>Sections locales</i>			
339	\$ 3,451		
389	103,441		
523	235		
1858	37,680		
1936	15,441		
2262	2,680		
3376	253		
3999	528		
4775	168		
4951	6,392		
4964	<u>18,219</u>		<u>188,488</u>
Total - Dépenses reliées aux grèves		\$	<u>682,606</u>

Tableau 2

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
 Strike Averting Expenses / Dépenses pour éviter la grève
 For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Atlantique*Sections locales*

Sections locales provinciales de Terre-Neuve/Labrador	\$ 176,699	
759	11,936	
3890	1,196	
5054	<u>18,982</u>	\$ 208,814

Québec*Sections locales*

968	\$ 14,217	
1638	223	
3786	<u>4,711</u>	19,151

Ontario*Sections locales*

1	\$ 426,860	
966	18,072	
1001	16,097	
1334	16,788	
1600	98,026	
1880	2,373	
2484	16,526	
2497	18,599	
2577	1,751	
4392	12,132	
4400	581,378	
4616	5,017	
5088	<u>5,102</u>	1,218,721

Manitoba*Sections locales*

2719	\$ 6,658	
3729	<u>885</u>	7,543

Saskatchewan*Sections locales*

9	\$ 5,235	
456	18,606	
2669	<u>57,344</u>	81,185

Colombie- Britannique*Sections locales*

15	\$ 485	
389	12,456	
1048	3,789	
1123	<u>3,774.64</u>	20,505

Total - Dépenses pour éviter la grève

\$ 1,555,919

Tableau 3

Canadian Union of Public Employees / Syndicat canadien de la fonction publique
Legal and Arbitration Expenses / Dépenses légales et d'arbitrage
For the period ended December 31, 2013 / Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2013

Maritimes*Sections locales*

1123	\$	3,777	
1174		3,410	
3324		<u>2,230</u>	\$ 5,640

Québec*Sections locales*

301	\$	37,715	
4947		<u>57,995</u>	95,710

Ontario*Sections locales*

146	\$	1,480	
1065		30,679	
1132		6,160	
1307		1,130	
1771		5,627	
2040		494	
2165		4,072	
2225-09		4,596	
2376		12,706	
2863		2,534	
2974		1,367	
3127		4,925	
3236		4,437	
3593		4,774	
3744		3,609	
3791		2,543	
3931		18,507	
4109		2,598	
4314		1,681	
4373		7,018	
4645		8,713	
4660		140	
4751		1,650	
4793		2,018	
4829		266	
4862		2,445	
4886		565	
4927		509	
5024		2,693	
5089		4,682	
6248		<u>23,730</u>	168,348

Colombie- Britannique*Sections locales*

4694	\$	1,527	<u>1,527</u>
------	----	-------	--------------

Total - Dépenses légales et d'arbitrage**\$ 271,224**



*Rapports des
syndics nationaux*

RAPPORT DES SYNDICS NATIONAUX

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014

INTRODUCTION

Cette année, notre réunion de vérification a eu lieu au bureau national du SFCP à Ottawa, du 11 au 15 mai 2015. Nous avons eu l'occasion de rencontrer le secrétaire-trésorier national Charles Fleury afin d'examiner le rapport des syndicats de l'an dernier et d'en discuter. Nous avons aussi rencontré le personnel de la haute direction du SFCP, ainsi que des vérificateurs et des comptables externes.

Pour notre vérification, nous avons eu accès aux procès-verbaux des réunions du Comité exécutif national et du Conseil exécutif national et à la version préliminaire des états financiers au 31 décembre 2014 de la Caisse générale, de la Caisse de défense et de la Caisse de grève. Nous avons aussi examiné les dossiers des paiements et des retards de capitation, les caisses de grève et de défense, les dépenses de la Caisse de défense, les

évaluations actuarielles du régime de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi pour 2014 et tout autre document jugé nécessaire à notre vérification. Nous avons eu une rencontre avec le cabinet comptable Deloitte qui nous a soumis une version préliminaire des états financiers. Nous avons aussi rencontré un représentant de la firme d'experts-conseils et d'actuariat Eckler qui nous a renseignés sur les hypothèses actuarielles et les nouvelles méthodes employées pour établir l'évaluation présente du régime de retraite du personnel du SFCP. De plus, nous avons discuté avec un actuaire de Welton Parent Inc. qui nous a expliqué l'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité du régime et des avantages postérieurs à l'emploi et postérieurs au départ à la retraite.

Caisse générale

Les syndicats ont examiné les écritures de la Caisse générale et les ont jugées satisfaisantes.

Comptes	Soldes
Revenus de la Caisse générale	184 784 762 \$
Dépenses de la Caisse générale	182 737 559 \$
Gains non matérialisés	866 436 \$
Restriction du Fonds pour les édifices régionaux	1 000 000 \$
Excédent des revenus par rapport aux dépenses	1 913 639 \$
Actif total	196 576 098 \$

Caisse nationale de défense

Les syndicats ont examiné les écritures de la Caisse nationale de défense et les ont jugées conformes aux règlements de la Caisse.

Comptes	Soldes
Revenus de la Caisse nationale de défense	8 831 429 \$
Dépenses de la Caisse nationale de défense	8 378 147 \$
Pertes non matérialisées	76 374 \$
Excédent des revenus par rapport aux dépenses	529 656 \$
Actif total	8 287 599 \$

Caisse nationale de grève

Les syndicats ont examiné les écritures de la Caisse nationale de grève et les ont jugées conformes aux règlements de la Caisse.

Comptes	Soldes
Revenus de la Caisse nationale de grève	14 978 558 \$
Dépenses de la Caisse nationale de grève	10 784 055 \$
Pertes non matérialisées	2 143 710 \$
Excédent des revenus par rapport aux dépenses	6 338 213 \$
Actif total	79 795 023 \$

CONCLUSIONS

Capitation à recevoir et retards dans les paiements de capitation

La capitation à recevoir au 31 décembre 2014 s'élevait à 27 868 546 \$. Seule une petite partie de cette somme est due aux paiements en retard (plus de 60 jours en retard).

Formulaires de demande de remboursement des frais

Les syndicats ont examiné les formulaires de demande de remboursement des frais des membres du Conseil exécutif national, des adjointes et adjoints exécutifs et des membres du personnel choisis au hasard. Nous les avons trouvés satisfaisants.

Campagnes à frais partagés

Les syndicats ont examiné les campagnes à frais partagés et ont trouvé les dossiers très bien tenus et conformes aux règlements des différentes caisses.

Passif au titre des prestations constituées

En 2014, la portion non capitalisée de ce passif s'élevait à 170 326 478 \$, somme de laquelle le SCFP avait reporté 82 962 840 \$ sur le bilan. La sous-évaluation du passif des prestations constituées est donc de 87 363 638 \$. Cette information se trouve dans les états financiers de la Caisse générale 2014 (voir la note 7).

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, le syndicat devait adopter les articles 3462 et 3463 du nouveau Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés sur les avantages sociaux futurs. Ces changements de politique ont éliminé les gains et pertes non amortis

pour les avantages sociaux futurs. Les soldes d'ouverture inscrits à la Note 7 ont été redressés. Les effets de ce redressement sont montrés aux Notes 2 et 3 des états financiers de la Caisse générale.

Les actuaires utilisent un taux d'actualisation pour exprimer le passif futur en dollars d'aujourd'hui. Les nouvelles normes leur permettent d'utiliser un taux d'actualisation compatible avec le taux de rendement des actifs de l'organisation.

Les actuaires n'ont plus à utiliser un taux prescrit du marché (le taux était à 4,8 % en 2013) pour les charges d'actualisation. Ils peuvent maintenant utiliser le taux de rendement des actifs de l'organisation, qui était à 5,9 % en 2014. Ce taux est celui recommandé par l'actuaire. Le redressement a tenu compte du nouveau taux.

Normes comptables

Le SCFP respecte les normes comptables du Canada pour les organisations sans but lucratif, avec une réserve quant à la reconnaissance et à la mesure des avantages sociaux futurs mentionnés ci-dessus et une restriction sur le fonds interne inscrite dans le relevé des résultats d'exploitation (veuillez consulter les Notes 2, 3 et 7 des états financiers de la Caisse générale de 2014.)

Actuaires

Les syndicats ont discuté du passif au titre des futurs avantages sociaux avec Welton Parent Inc. et du Régime de retraite des employés du SCFP avec les experts-conseils d'Eckler, qui ont expliqué en détail les conclusions de leurs examens actuariels.

Station 20 West (S20W)

À sa réunion du 10 décembre 2014, le Conseil exécutif national a appuyé une résolution visant à effacer la dette de 150 000 \$ de la Station 20 West. Avec l'effacement de cette dette, le montant total des dons accordés à la Station 20 West s'élève à 302 475,20 \$. La Station 20 West est maintenant ouverte et offre des services à la collectivité.

RECOMMANDATIONS

En examinant les rapports et les dossiers sur les grèves, nous avons constaté que les sections locales ne remplissaient pas toujours correctement les formulaires nécessaires. Une réévaluation des formulaires pour les rendre plus faciles à remplir ainsi qu'une formation sur les rapports de grève aideraient à faire en sorte que les dossiers contiennent toute l'information nécessaire.

Dans la mesure du possible, les syndicats aimeraient recevoir les rapports de Deloitte sur la clôture de l'exercice et les états financiers de la Caisse générale, de la Caisse de grève et de la Caisse de défense avant leur arrivée à Ottawa. Nous aimerions aussi recevoir avant notre arrivée le rapport actuariel d'Eckler sur le régime de

retraite, toute nouvelle évaluation actuarielle, le dernier rapport aux participants du RRES et le rapport de Welton Parent Inc. sur l'évaluation actuarielle des avantages postérieurs au départ à la retraite et postérieurs à l'emploi pour des fins de comptabilité.

Mise à jour pour 2014

Nous sommes heureux que le Conseil exécutif national ait donné suite à beaucoup de nos recommandations des années précédentes et à notre demande visant à clarifier les « dépenses engagées à l'extérieur de la ville ».

OBSERVATIONS FINALES

Les syndicats ont trouvé la tenue de livres excellente. Nous félicitons les confrères Fleury et Moist pour les efforts qui ont été faits au cours de la dernière année. Nous tenons également à remercier les membres du personnel du SFCP des services des communications et de la comptabilité qui ont répondu à nos questions rapidement et avec exactitude. Un merci tout spécial aux consœurs Danielle Jennings, Lois Ann Graham, Hélène Chevalier-Lattanzio, Linda Marcoux, Rhonda Henry, Natalie Rocque, Tanya Lambert et Tammy Greaves, ainsi qu'au confrère Wes Payne.

Colin A. Pawson
Mark Goodwin
Christian Trudeau

PLAN DE VÉRIFICATION INTERNE 2014-15

PROCESSUS OU UNITÉ À VÉRIFIER	ÉVALUATION DU RISQUE RELATIF	NATURE DU TRAVAIL	DOMAINES OU ENJEUX CLÉS POUR LA VÉRIFICATION	ÉCHÉANCES	RESPONSABILITÉ
Retards de paiement de capitation De plus de 3 mois	2012 : Moyen 2013 : Moyen 2014 : Moyen	Examen financier	Statistiques sur les membres	Trois ans	Conseil + Comité Personnel interne Conseillers Section locale Syndics
	2012 : Faible 2013 : Faible 2014 : Faible				
	Sur une base de continuité : 2011 : Faible 2012 : Faible 2013 : Faible 2014 : Faible				
Passif du régime de retraite	Rapport de solvabilité : 2011 : Moyen 2014 : Moyen	L'écart de solvabilité s'est réduit à 11,5 %	Examen actuarielle 2014 : Rencontre avec les actuaires	Jun 2016	Conseil Syndics
	2010 : Élevé 2011 : Plus élevé 2012 : Élevé 2013 : Plus élevé 2014 : Élevé	Examen financier <i>Voir le rapport des syndics</i>	Examen de la politique de placement Rencontre des syndics avec les actuaires	Cinq ans	Conseil + Comité Syndics

RAPPORT DES SYNDICS NATIONAUX

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

INTRODUCTION

Cette année, notre réunion de vérification a eu lieu au bureau national du SCFP à Ottawa, du 2 au 6 juin 2014. Nous avons eu l'occasion de rencontrer le président national du SCFP Paul Moist et le secrétaire-trésorier national Charles Fleury, afin d'examiner le rapport des syndicats de l'an dernier et d'en discuter. Nous avons aussi rencontré le personnel de la haute direction du SCFP et les comptables externes.

Pour notre vérification, nous avons eu accès aux procès-verbaux des réunions du Comité exécutif national et du Conseil exécutif national et à la version préliminaire des états financiers au 31 décembre 2013 de la Caisse générale, de la Caisse de défense et de la Caisse de grève. Nous avons aussi examiné les dossiers des paiements et des retards de capitation, les évaluations actuarielles du régime de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi pour 2013 et tout autre document jugé nécessaire à notre vérification. Nous avons eu une rencontre avec le cabinet comptable Deloitte, qui nous a soumis une version préliminaire des états financiers avant leur présentation au Conseil exécutif national. Nous avons aussi rencontré un représentant de la firme d'experts-conseils et d'actuariat Eckler, qui nous a renseigné sur les hypothèses actuarielles et les méthodes employées pour établir l'évaluation du régime de retraite. De plus, nous avons discuté avec un actuaire de Welton Parent Inc. qui nous a expliqué l'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité du régime et des avantages postérieurs à l'emploi et postérieurs au départ à la retraite.

Caisse générale et capitation

Les syndicats ont examiné les écritures de la Caisse générale et les ont jugées satisfaisantes.

Revenus de la Caisse générale : 178 112 486 \$
Dépenses de la Caisse générale : 182 477 741 \$
Gains non matérialisés : 3 565 501 \$
Fonds des édifices régionaux : 1 000 000 \$
Déficit des revenus par rapport aux dépenses : 1 799 754 \$
Actif total : 183 655 715 \$

Capitation à recevoir et retards dans les paiements de capitation

La capitation à recevoir au 31 décembre 2013 s'élevait à 27 918 829 \$. Seule une petite partie de cette somme est due aux paiements en retard.

Caisse nationale de défense

Les syndicats ont examiné les écritures de la Caisse nationale de défense et les ont jugées conformes aux règlements de la Caisse.

Revenus de la Caisse nationale de défense : .. 8 616 068 \$
Dépenses de la Caisse nationale de défense : 9 080 339 \$
Pertes non matérialisées : 177 306 \$
Déficit des revenus par rapport aux dépenses : 641 577 \$
Actif total : 8 224 168 \$

Caisse nationale de grève

Les syndicats ont examiné les écritures de la Caisse nationale de grève et les ont jugées conformes aux règlements de la Caisse.

Revenus de la Caisse nationale de grève : 15 148 072 \$
Dépenses totales : 2 509 749 \$
Pertes non matérialisées : 2 251 092 \$
Excédent des revenus par rapport aux dépenses :
..... 10 387 231 \$
Actif total : 73 181 694 \$

RECOMMANDATIONS

Les syndicats aimeraient avoir des éclaircissements sur la politique et les lignes directrices relatives aux allocations et indemnités de logement à l'extérieur. La pratique qui consiste à payer les pleines allocations et indemnités lorsqu'un employé emménage dans un appartement (comparativement à un séjour à court terme à l'hôtel) doit être examinée.

Dans la mesure du possible, les syndicats aimeraient recevoir les rapports de Deloitte sur la clôture de l'exercice et les états financiers de la Caisse générale, de la Caisse de grève et de la Caisse de défense avant leur arrivée à Ottawa. Nous aimerions aussi recevoir le rapport actuariel d'Eckler sur le régime de retraite, toute nouvelle évaluation actuarielle, le dernier rapport aux participants du RRES et le rapport de Welton Parent Inc. sur l'évaluation actuarielle des avantages postérieurs au départ à la retraite et postérieurs à l'emploi pour des fins de comptabilité avant notre arrivée.

Mise à jour pour 2013 :

Nous sommes heureux que le Conseil exécutif national ait donné suite à beaucoup de nos recommandations des années précédentes. L'uniformisation des formulaires de dépenses utilisés par les conseillers syndicaux a rendu les demandes de remboursement plus transparentes.

Il a aussi été bénéfique de faire bon usage du temps du Conseil exécutif national en invitant des conférenciers pour parler de divers sujets et apporter une perspective nouvelle aux enjeux d'actualité.

CONCLUSIONS

Passif au titre des prestations constituées

En 2012, la portion non capitalisée de ce passif s'élevait à 238 939 324 \$, somme de laquelle le SCFP avait reporté 62 312 390 \$ sur le bilan. Cette année, la somme s'élève à 250 792 597 \$, somme de laquelle le SCFP a reporté 72 934 719 \$ sur le bilan. La sous-évaluation du passif des prestations constituées est donc de 177 857 878 \$. Ce montant se trouve dans les états financiers de la Caisse générale 2013 (voir la note 7).

Normes comptables

Le SCFP respecte les normes de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour les organisations sans but lucratif, avec une réserve relative au passif au titre des prestations constituées sous-évalué mentionné ci-dessus et une restriction sur le fonds interne inscrite dans l'état des activités (*Caisse générale, 2013, Notes 2 et 7*).

Campagnes à frais partagés

Les syndicats ont examiné les campagnes à frais partagés et ont trouvé les dossiers très bien tenus et conformes aux règlements des différentes caisses.

Inventaire

Les syndicats ont reçu un document sur les actifs immobiliers présentant un inventaire des édifices achetés, en location-achat ou en location par le SCFP.

Nous avons aussi reçu une liste imprimée du mobilier et du matériel, du matériel informatique et des systèmes de boîte vocale, des logiciels et des améliorations locatives.

Formulaires de demande de remboursement des frais

Les syndicats ont examiné les formulaires de demande de remboursement des frais des membres du Conseil exécutif national, des adjointes et adjoints exécutifs et de membres du personnel choisis au hasard. Nous les avons trouvés satisfaisants.

Actuaires

Les syndicats ont discuté du passif au titre des futurs avantages sociaux avec Welton Parent Inc. et du Régime de retraite des employés du SCFP avec les experts-conseils d'Eckler.

Station 20 West (S20W)

Au 6 juin 2014, le SCFP a fait un don de 152 475,20 \$ à S20W et lui a octroyé un prêt de 150 000 \$.

Dans un rapport de novembre 2013 présenté au SCFP par S20W, Len Usiskin, directeur de Quint Development Corporation, a présenté un aperçu des progrès réalisés dans le dossier de S20W. Il est inquiétant de constater qu'il avoue candidement que « notre budget d'exploitation montre que nous n'accumulerons pas suffisamment d'économies d'ici 2016 pour rembourser le prêt ». Il demandait au SCFP de « songer à annuler le remboursement du prêt et à le transformer en don ».

Le SCFP a répondu « Pour le moment, nous préférons laisser le prêt suivre son cours et continuer à recevoir les rapports semestriels que S20W s'est engagé à présenter au SCFP comme condition du prêt. »

Observations finales

Les syndicats ont trouvé que la tenue des livres était excellente. Nous félicitons les confrères Fleury et Moist pour les efforts qui ont été faits au cours de la dernière année. Nous tenons également à remercier les interprètes qui ont travaillé avec nous, de même que les membres du personnel du SCFP qui ont répondu à nos questions rapidement et avec exactitude. Un merci tout spécial aux consœurs Danielle Jennings, Rhonda Henry et Tammy Greaves et au confrère Wes Payne

Christian Trudeau
Colin A. Pawson
Mark Goodwin

PLAN DE VÉRIFICATION INTERNE 2013-14

PROCESSUS OU UNITÉ À VÉRIFIER	ÉVALUATION DU RISQUE RELATIF	NATURE DU TRAVAIL	DOMAINES OU ENJEUX CLÉS POUR LA VÉRIFICATION	ÉCHÉANCES	RESPONSABILITÉ
Retards de paiement de capitation	2011 : Moyen	Examen financier	Statistiques sur les membres	Trois ans	Conseil + Comité Personnel interne Conseillers Section locale Syndics
	2012 : Moyen				
	2013 : Moyen				
De plus de 3 mois	2011 : Faible	Examen financier	Examen de la politique de placement	Cinq ans	Conseil + Comité Syndics
	2012 : Faible				
	2013 : Faible				
Passif du régime de retraite	Sur une base de continuité :	Examen financier	Évaluation actuarielle 2013 : Rencontre avec les actuaires	4 juin 2014	Conseil Syndics
	2010 : Faible				
	2011 : Faible				
Avantages postérieurs au départ à la retraite et postérieurs à l'emploi	2012 : Faible	L'écart de solvabilité s'est réduit à 3,1 %	Examen de la politique de placement	Cinq ans	Conseil + Comité Syndics
	2013 : Faible				
	Rapport de solvabilité :				
Avantages postérieurs au départ à la retraite et postérieurs à l'emploi	2010 : Moyen	Examen financier <i>Voir le rapport des syndics</i>	Examen de la politique de placement Rencontre avec les actuaires	Cinq ans	Conseil + Comité Syndics
	2013 : Moyen				
	2010 : Élevé				
	2011 : Plus élevé				
Avantages postérieurs au départ à la retraite et postérieurs à l'emploi	2012 : Élevé				
	2013 : Plus élevé				



Rapport sur les tutelles

RAPPORT SUR LES TUTELLES

Section locale 21 – Saskatchewan – Cols bleus de la ville de Regina

À la suite de l'élection tenue en juin 2014, de nouveaux membres se sont joints à l'exécutif, et les relations entre ces nouveaux dirigeants et les dirigeants déjà en place se sont détériorées. Les nouveaux venus qui étaient déterminés à assurer la transparence, la reddition de comptes et une utilisation adéquate de l'argent des cotisations ont découvert l'existence de pratiques financières douteuses. Les règlements désuets étaient considérés comme des lignes directrices plutôt que des règles et ils n'étaient pas respectés. En conséquence, un certain dysfonctionnement au sein de l'exécutif a empêché la section locale d'aller de l'avant de manière positive. Les efforts visant à effectuer la vérification des livres, à mettre les règlements à jour et à susciter l'engagement des membres se sont heurtés aux pitreries d'une minorité. La tutelle a été imposée le 17 février 2015.

L'administrateur a terminé la vérification des dossiers des griefs et a découvert que de nombreux griefs n'ont été que survolés. Des rencontres avec l'employeur ont permis de régler certains griefs, mais dans de nombreux dossiers, la position de l'employeur est que les dossiers n'ont pas progressé parce que la section locale n'y a pas travaillé, ce qui signifie qu'elle a abandonné le grief.

La section locale compte maintenant 19 délégués syndicaux et l'administrateur a organisé des séances de formation. La vérification des dossiers financiers menée par une entreprise externe est terminée à 90 %, mais il y a encore du travail à faire. La préparation des documents de communication y compris une fiche de renseignements et un sondage portant sur la négociation est presque terminée et ces documents seront distribués dans le cadre d'une série de réunions d'équipe. Le travail du comité de révision des règlements progresse et il consulte régulièrement le bureau du président national afin de valider les modifications qui seront présentées aux membres aux fins d'approbation. La tutelle se poursuit.

Section locale 61 – Nouveau-Brunswick – Fédération des policiers de Saint John

Les membres de la section locale 61 ont imité les membres des services de police de Grand Falls et de Bathurst en demandant la révocation de leur accréditation syndicale auprès du SCFP afin de s'associer à la nouvelle Association des policiers du Nouveau-Brunswick. La section locale a donc été mise en tutelle le 1^{er} juin 2010. Comme les anciens dirigeants de la

section locale ont refusé toute collaboration avec l'administrateur, le SCFP a été forcé de se tourner vers les tribunaux afin de préserver les actifs de la section locale.

Les tribunaux ont rejeté notre requête, mais un appel de ce jugement a été déposé et des plaintes contre les anciens dirigeants de la section locale ont été déposées. La Cour d'appel du Nouveau-Brunswick a entendu la cause le 8 mars 2011 et a rejeté notre appel. Des poursuites civiles contre les anciens dirigeants de la section locale ont été intentées en cour. La poursuite en justice est toujours en suspens alors que nous sommes en attente d'une date d'audience. La tutelle se poursuit.

Section locale 408 – Alberta – Employés des services de santé de l'Alberta, Lethbridge et région

La section locale 408 a été mise en tutelle le 18 février 2010 à la suite de la restructuration du secteur des soins de santé menée par le gouvernement de l'Alberta, laquelle a transformé les neuf régions sanitaires en cinq zones, toutes administrées par un seul conseil – les Services de santé de l'Alberta. Il est resté dans cette section locale cinq unités de négociation représentant 300 membres à temps plein et à temps partiel. Un nouveau Conseil exécutif a été élu, mais malheureusement, l'unité d'Extendicare de Lethbridge a demandé la révocation de son accréditation syndicale, ce qui a laissé la section locale avec quatre unités de négociation et l'a privée de ses dirigeants.

Un nouveau Conseil exécutif a été élu et chaque dirigeant a suivi la formation nécessaire. Le mentorat auprès des nouveaux dirigeants se poursuit; les membres suivent des formations, et la section locale s'est remise à fonctionner normalement. La section locale a réussi à faire échouer deux campagnes de maraudage. Elle est en bonne santé financière et deux nouvelles unités se sont ajoutées. La mise à jour définitive des règlements est terminée, ainsi que la vérification. La tutelle a été levée le 19 juin 2014.

Section locale 416 – Ontario – Cols bleus de la ville de Toronto

La section locale 416 a été mise en tutelle le 30 janvier 2015 à la demande de trois membres du Conseil exécutif. Il y avait, à la tête de la section locale, un vide attribuable aux absences légitimes, mais longues et fréquentes du président. Pour cette raison, les autres membres devaient quotidiennement assumer de plus en plus de responsabilités.

Certaines dépenses non prévues aux règlements étaient autorisées par le Conseil exécutif. Bien que certains membres du Conseil exécutif aient tenté de faire en sorte que leurs collègues soient tenus de rendre des comptes pour leurs congés, dans la plupart des cas, les absences sont demeurées non motivées.

Certains membres du Conseil exécutif ont ouvertement menacé de demander la révocation de l'accréditation syndicale afin de se joindre à l'UIJAN à la première occasion. Toute cette agitation a lieu alors que la section locale se bat contre d'importantes initiatives de privatisation et se prépare à ce qui promet d'être une très difficile ronde de négociation.

Des sondages sur la négociation ont été réalisés. Les initiatives d'engagement de la collectivité se poursuivent, tout comme le travail d'opposition à la privatisation de la collecte des ordures.

Section locale 558 – Nouveau-Brunswick – Service de police de la ville d'Edmundston

La section locale 558 a été mise en tutelle le 30 octobre 2012 après que le directeur régional ait reçu la confirmation que la section locale était en discussion avec l'Association des policiers du Nouveau-Brunswick et qu'elle avait l'intention de quitter les rangs du SCFP. La section locale avait rompu toutes ses relations avec le conseiller syndical national et avait annulé toutes les rencontres de négociation.

L'Association des policiers du Nouveau-Brunswick a été accréditée pour représenter cette unité de négociation en janvier 2013. Il était difficile de préserver les actifs et c'est pourquoi nous nous sommes adressés aux tribunaux et avons placé les actifs dans une fiducie. L'audience a eu lieu et le tribunal a statué que les anciens dirigeants ont violé les Statuts du SCFP et les règlements de la section locale 558 en transférant à la nouvelle association les fonds appartenant à la section locale. Les défenseurs ont décidé de porter le jugement en appel devant la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick qui leur a donné jusqu'au 26 juin 2015 pour déposer les documents requis, faute de quoi l'appel sera rejeté. La tutelle se poursuit.

Section locale 1004 – Colombie-Britannique – Employés municipaux de Vancouver (cols bleus)

À la demande du président et d'autres membres de l'exécutif, la section locale 1004 a été mise en tutelle le 27 mai 2013 en raison d'un exécutif dysfonctionnel, de comportements menaçants venant de certains membres et de mauvaise conduite lors d'assemblées des membres ou des dirigeants. Ayant lui-même assisté à un certain

nombre de réunions au cours desquelles il a constaté l'ampleur des problèmes, le directeur régional a corroboré la position du président.

Un travail considérable a été fait sur de nombreux fronts, notamment avec d'importantes modifications aux règlements, la formation de plus de 80 délégués syndicaux et un rattrapage dans les dossiers de griefs en suspens qui a donné de bons résultats sur des enjeux épineux. Avec un bon réseau de délégués syndicaux en place, des progrès ont été accomplis dans la négociation des conventions collectives arrivées à échéance, et les unités de négociation sont maintenant assurées d'être pleinement représentées. La vérification des finances pour les années 2012 et 2013 n'a révélé aucune irrégularité. La révision des règlements a été effectuée et des enjeux qui nuisaient depuis longtemps à la représentation ont été réglés. La section locale a mené des élections et tous les postes ont été pourvus. La formation des nouveaux dirigeants est terminée et la tutelle a été levée le 10 mars 2015.

Section locale 1044 – Nouveau-Brunswick – Institut de Memramcook Institute

La section locale 1044 a été mise en tutelle le 11 juillet 2013 après que l'employeur ait déclaré faillite et mis fin à ses activités, ce qui a entraîné le licenciement de tous les employés. Tous les efforts ont été mis en place pour assurer le versement de la dernière paie et des indemnités de départ. À la liquidation du régime de retraite, il est apparu qu'il manquait 2,2 millions de capitalisations, ce qui signifiait une réduction de 50 % de la rente de retraite initialement prévue. Il n'y avait plus rien à faire pour rattraper le sous-financement du régime de retraite par l'employeur. Les comptes bancaires ont été fermés et l'argent a été transféré au secrétaire-trésorier national. La tutelle a été levée le 13 mars 2014.

Section locale 1184 – Alberta – Concierges de la Division scolaire Golden Hills

En raison d'un manque de financement gouvernemental, l'employeur a décidé de confier le travail de cette unité de négociation à un sous-traitant dans le but d'économiser de l'argent. La convention collective de la section locale ne contenait pas de clause portant sur la sous-traitance et les membres n'ont pas été en mesure de convaincre l'employeur de revenir sur sa décision. Puisqu'elle ne comptait plus aucun membre, la section locale a été mise en tutelle le 26 juin 2013. Après la fermeture de tous les dossiers financiers, la tutelle a été levée le 19 décembre 2013.

Section locale 1461 – Alberta – Établissements de soins de longue durée Fondation Smoky Lake, Fondation Eagle Hill et Foyer Heritage

La section locale 1461 a été mise en tutelle le 30 octobre 2003 après avoir perdu la plupart de ses membres en raison de votes de représentation dans le secteur de la santé. Il restait trois unités de soins de longue durée au sein de la section locale, mais les membres ont été incapables d'élire un Conseil exécutif complet. Cette section locale faisait face à d'importants enjeux de nature géographique ce qui faisait en sorte qu'il était difficile d'atteindre le quorum lors des assemblées. Plusieurs sites n'avaient aucune représentation syndicale. L'administrateur a continué à s'occuper des problèmes en milieu de travail et des griefs. Des réunions ont été organisées sur les sites dans le but de régler le manque de représentation et de procéder à l'élection des membres du comité de négociation. La vérification des livres a été effectuée et communiquée au secrétaire-trésorier national.

En avril 2014, après dix années de tutelle, la section locale a finalement été en mesure d'élire les membres de l'exécutif qui ont suivi une formation et ont pris en main la direction de la section locale. Un groupe de militants a aussi suivi une formation et a fait la promotion de l'engagement des membres, plus particulièrement de nouveaux jeunes membres. La tutelle a été levée le 25 septembre 2014.

Section locale 1483 – Ontario – Dufferin – Conseil scolaire catholique du district de Peel

Certains membres du Conseil exécutif ont demandé la mise en tutelle de la section locale en raison d'un exécutif dysfonctionnel. Les problèmes nuisaient aux réunions, à la représentation des membres et à l'efficacité de la section locale. Il y avait au sein de l'exécutif des allégations de harcèlement et de racisme. La tutelle a été imposée le 15 mai 2014.

Comme aucun dossier financier n'a été retrouvé, l'administrateur a réussi à obtenir les renseignements financiers portant sur les deux années précédentes auprès de la banque qui les a remis à une entreprise externe responsable de mener une vérification judiciaire. La vérification est presque terminée et elle aura comme but de communiquer un rapport transparent aux membres. Les vérificateurs rapportent qu'environ 25 000 \$ ont été dépensés de façon inappropriée.

De la formation est offerte aux membres, et pour la première fois, la participation est bonne. Les propositions de modifications aux règlements ont été analysées par le

bureau du président national et ont été jugées conformes. Les règlements modifiés doivent être présentés aux membres aux fins d'approbation au plus tard en septembre. Malheureusement, des membres maintiennent les poursuites intentées en vertu des Statuts nationaux du SCFP. Au total, il y aura cinq procès distincts impliquant tous d'anciens membres de l'exécutif. La tutelle se poursuit.

Section locale 1637 – Manitoba – Employés de la Société des enseignants du Manitoba

La section locale 1637 a été mise en tutelle le 28 août 2012 après que les membres aient déposé une demande de révocation de leur accréditation syndicale auprès du Conseil des relations de travail du Manitoba. Cette demande a été une surprise dans la mesure où le personnel n'avait eu connaissance d'aucun problème en ce qui concerne la façon dont ils étaient représentés.

Plusieurs réunions ont eu lieu avec les membres afin de discuter de leurs différentes préoccupations, notamment le problème du régime de retraite conjoint. Nonobstant les efforts déployés par le SCFP pour persuader les membres, un vote supervisé par le Conseil du travail a eu lieu le 29 octobre 2012. À la suite de ce vote, le 19 décembre 2012, le Conseil du travail du Manitoba a rendu une décision ayant pour conséquence la révocation de l'accréditation au SCFP. Une vérification des livres de la section locale 1637 a été effectuée et tout a été jugé en ordre. La tutelle a été levée le 19 décembre 2013.

Section locale 1961 – Alberta – Employés de la Division régionale catholique séparée d'Elk Island n° 1

La section locale a été mise en tutelle le 16 octobre 2012 après que deux membres de l'exécutif ont refusé de remettre les dossiers financiers aux syndics de la section locale, ce qui a suscité des inquiétudes à propos de possibles malversations financières. Les dirigeants ont finalement accepté de collaborer et une vérification des livres a démontré qu'il n'y avait pas eu de détournement de fonds, mais que les pratiques comptables de la section locale étaient déficientes.

Les recommandations des syndics ont été mises en œuvre. L'élection d'un nouveau Conseil exécutif a eu lieu en 2013 et les règlements ont été modifiés en 2014. Les négociations ont eu lieu et une nouvelle convention collective a été signée.

L'élection de 2013 n'avait pas été faite dans les règles et a dû être reprise. Les règlements modifiés ont été approuvés par le président national. Les finances sont en ordre. Des élections à tous les postes ont eu lieu en mai 2015. Après la formation des dirigeants terminée, il est possible que la

tutelle soit levée dès septembre 2015. La tutelle se poursuit.

Section locale 2020 – Colombie-Britannique – Conseil scolaire n° 50 de Haida Gwaii et Queen Charlotte Islands

Les problèmes ont commencé dans cette section locale en février 2013, lorsqu'un délégué syndical a effectué des actions et assumé des rôles pour lesquels il n'avait pas l'autorisation de l'exécutif et des membres. Ses actions étaient contraires aux lois sur la protection de la vie privée, aux règlements de la section locale et aux Statuts du SCFP. La médiation au sein de la section locale n'a pas réussi à mettre fin aux conflits internes et en conséquence, les dirigeants sortant ont décidé de ne pas se représenter à l'élection suivante. La tutelle a été imposée le 12 novembre 2013.

L'administratrice a été très active; elle est allée à la rencontre des membres et lorsqu'on lui en faisait la demande, elle les rencontrait individuellement afin de discuter de leurs préoccupations. Elle a tenté de régler les problèmes de façon proactive et a offert des ateliers et d'autres occasions de formation aux membres. Une nouvelle convention collective est en vigueur, les règlements ont été révisés et ils seront présentés aux membres aux fins d'approbation lors de la prochaine assemblée. Des élections aux postes de délégués syndicaux sont en cours; la formation suivra et la vérification des livres est entamée. La tutelle se poursuit.

Section locale 2191 – Ontario – Employés de l'intégration communautaire de Toronto

Nous avons reçu de certains des membres du Conseil exécutif des lettres demandant la mise en tutelle de la section locale. Dans leurs demandes, les membres du Conseil exécutif parlent de l'incapacité de la section locale à respecter les règlements, les décisions de l'exécutif et l'orientation des membres, soit totalement ou en temps opportun. Après étude, les allégations ont été jugées fondées et la section locale 2191 a été mise en tutelle le 12 avril 2012.

La vérification judiciaire des finances et des ordinateurs a été effectuée et a été présentée aux membres lors de deux assemblées. Le rapport du consultant portant sur les enjeux raciaux persistants au sein de la section locale a été transmis à tous les membres. Les nouveaux règlements ont été adoptés. Ces règlements prévoyaient l'équilibre des pouvoirs afin que les dirigeants élus soient tenus de rendre des comptes. Les élections ont eu lieu et le résultat reflète à la diversité de la composition de cette section locale. Les membres de l'exécutif nouvellement élus ont suivi la formation appropriée, et la section locale

est maintenant fonctionnelle. La tutelle a été levée le 19 décembre 2013.

Section locale 2268 – Saskatchewan – Écoles catholiques romaines de St-Paul, Division scolaire 20

La section locale 2268 a été mise en tutelle le 19 mars 2015 suite à la démission de tous les membres de l'exécutif à l'exception du président. C'est l'incapacité du président à collaborer avec les autres dirigeants qui a mené à leur démission. La capacité de tenir des élections complémentaires a été compromise par le fait qu'il était devenu impossible d'obtenir le quorum, faute de la présence du nombre requis de membres du Conseil exécutif.

En octobre 2014, le président national a convoqué une téléconférence avec le Conseil exécutif. Le président national s'est alors engagé à apporter une aide en résolution de conflits, ce qui a été fait en décembre 2014. Au cours du processus de résolution de conflits, il est clairement apparu au facilitateur que le président de la section locale n'avait aucune intention de trouver des solutions aux enjeux à la base du conflit. Les règlements de la section locale sont actuellement examinés par le bureau du président national. La tutelle se poursuit.

Section locale 2283 – Manitoba – Employés du Centre de santé McCreary Alonsa

La section locale 2283 a été mise en tutelle le 17 mars 2013 après que les membres aient été perdus à la suite d'un vote de représentation nécessaire en raison de la restructuration menée par le gouvernement. La section locale possédait un compte bancaire et des actifs assez importants qui nécessitaient une supervision pendant la période de transition, question d'assurer que toutes les dépenses soient légitimes.

L'administratrice a payé tous les comptes et fermé tous les dossiers financiers. Une vérification a été effectuée et les fonds ont été remis au secrétaire-trésorier national qui les détient dans une fiducie. La tutelle a été levée le 13 mars 2014.

Section locale 2509 – Manitoba – Hôpital général Seven Oaks

Les membres se sont plaints du comportement inapproprié du président de la section locale. La relation de travail problématique entre le président et le Conseil exécutif a mené six des dirigeants de la section locale à demander que la tutelle soit imposée afin d'éviter de se lancer dans une série de procès. L'exécutif était dysfonctionnel au point où il avait de la difficulté à

représenter les membres. La tutelle a été imposée le 6 février 2014.

Le manque de respect lors des assemblées des membres est un important problème qui paralyse les activités de la section locale. Elle éprouve aussi de la difficulté à obtenir le quorum lors des assemblées des membres. Les membres qui souhaitaient suivre une formation de délégué syndical et de résolution de conflits ne se sont pas inscrits en grand nombre le moment venu.

Un comité consultatif a été mis sur pied et ses membres se réunissent une fois par mois pour étudier les griefs, les divers enjeux et pour planifier différentes activités. Avec l'aide du coordonnateur du secteur de la santé, l'administratrice a tenu, à l'intention des membres, des séances de renseignements portant sur la convention collective, l'arbitrage dans le secteur des soins de santé et d'autres sujets. La participation n'a pas été très élevée, mais les membres qui y ont participé ont trouvé les renseignements inestimables. La révision des règlements est toujours en cours et les membres y apportent leur contribution lors des assemblées. Il est prévu que les dernières modifications seront présentées aux membres aux fins d'approbation dans un avenir proche. La tutelle se poursuit.

Section locale 2756 – Québec – Employés du Centre d'accueil Normand

En raison des critiques constantes d'un petit groupe de membres, pour la deuxième fois l'exécutif de la section locale a démissionné en bloc. Comme aucun membre n'était disposé à poser sa candidature à l'un des postes de l'exécutif, la section locale 2756 a été mise en tutelle le 9 mai 2012.

L'administrateur est très engagé dans le travail de la section locale. Il organise les assemblées des membres et communique avec les membres régulièrement. Par ailleurs, la présence efficace de l'administrateur a fait en sorte que les membres sont devenus dépendants de son travail et personne ne veut se présenter à un poste de l'exécutif, particulièrement alors que des votes de représentation sont prévus dans la foulée de l'adoption du projet de loi 10. Une fusion dans la région est aussi anticipée. Certains membres souhaitent devenir délégué syndical, mais aucun ne désire être élu comme exécutif. La tutelle se poursuit.

Section locale 2771 – Alberta – Employés de la fondation Lakeland Lodge and Housing

Tous les travailleurs de cette section locale, sauf deux, sont des travailleurs à temps partiel et 75 % des membres

sont soit nouveaux ou des travailleurs temporaires. En raison même de la composition de cette section locale et du haut taux de roulement du personnel, avoir un exécutif stable est très difficile. Aucun membre n'est disposé à occuper un poste sur l'exécutif. Les dossiers financiers de la section locale ne sont pas à jour. La section locale 2771 a été mise en tutelle le 23 mars 2011.

Des discussions portant sur une fusion avec d'autres sections locales se poursuivent. Les négociations sont terminées et deux ententes ont été ratifiées. La participation aux affaires de la section locale est très faible, mais certains membres ont manifesté de l'intérêt et il est possible d'envisager une formation à l'intention des membres qui sont toujours hésitants à s'engager au sein de la section locale. L'administratrice tisse des liens avec les membres et renforce leurs compétences. La tutelle se poursuit.

Section locale 3197 – Alberta – Employés des services d'urgence d'Edmonton

La section locale 3197 a été mise en tutelle le 18 février 2010 à la suite de la restructuration du secteur de la santé menée par le gouvernement de l'Alberta qui a transformé les neuf régions sanitaires en cinq zones, lesquelles sont toutes administrées par un même conseil – les Services de santé et l'Alberta.

Tous les dossiers ont été transférés au nouvel agent négociateur, et l'administratrice travaille toujours avec les quatre sous-unités restantes, ainsi qu'à la gestion de l'immeuble. Trois des quatre sous-unités défendaient d'importants enjeux devant le Conseil des relations de travail de l'Alberta, ce qui retardait leur accréditation.

Le Conseil des relations de travail a rendu sa décision concernant Associated Ambulance et la consolidation des sections locales du SCFP sous une seule convention collective, y compris les accréditations à venir. En conséquence, ces unités feront partie de la section locale 4351. L'administratrice a syndiqué six nouveaux sièges de Services médicaux d'urgence, ajoutant ainsi 50 nouveaux membres. Les sous-unités ont toutes été transférées dans leur section locale respective et la tutelle a été levée le 11 décembre 2014.

Section locale 3234 – Colombie-Britannique – Conseil scolaire n° 87 de Stikine

Cette section locale a été mise en tutelle le 10 octobre 2013 parce qu'aucun rapport n'avait été déposé depuis 2008 par les syndicats, et le versement de la capitation accusait un retard depuis novembre 2010. Le conseiller syndical avait des raisons de croire que la personne

censée être le président était à la retraite et n'était plus membre du SCFP. Les postes de trésorier et de secrétaire archiviste étaient vacants et la syndique a fait savoir qu'elle était incapable d'obtenir les dossiers financiers.

Cette section locale est située dans un secteur très éloigné de la Colombie-Britannique et elle couvre une importante région géographique où il est difficile de se déplacer, même dans les meilleures conditions. L'administrateur, avec l'aide du bureau national, a créé un site Web permettant aux membres qui sont disséminés sur un vaste territoire de communiquer. Des occasions de formation pour les membres des diverses communautés sont toujours offertes et des progrès sont faits en vue de la reprise en main de la section locale par ses membres. Les membres de section locale ont réussi à signer une nouvelle convention collective et à régler un certain nombre de griefs. Les finances sont en excellente santé et l'administrateur croit qu'un nouveau Conseil exécutif pourra être élu dans un avenir proche. La tutelle se poursuit.

Section locale 3341 – Alberta – Refuge pour femmes d'Edmonton, Refuge pour femmes de Camrose et Refuge pour femmes de Strathcona

La section locale 3341 qui est composée de trois unités de négociation représente les employées de trois refuges pour femmes distincts. Elle a été mise en tutelle le 20 février 2013 à la demande du Comité exécutif et du Comité de négociation. Ses membres étaient préoccupés, car deux membres de l'exécutif refusaient toute collaboration. Une enquête a par la suite révélé que la section locale avait été dépouillée de pratiquement tous ses fonds.

Il semble que les trois unités ont toujours mené leurs affaires comme s'il s'agissait de trois sections locales distinctes. Leur relation en a été affectée et deux des trois unités se sont prononcées par vote en faveur d'une séparation. Une des sections locales s'est jointe à la section locale municipale de Camrose et l'autre a formé sa propre section locale, la section locale 5241, ce qui a laissé le Refuge pour femmes d'Edmonton comme seule unité de la section locale 3341. Cooperators a payé 28 448,61 \$ en règlement de la fraude commise, et une entente de répartition équitable des fonds et des actifs a été conclue. Les règlements modifiés ont été approuvés et la santé financière de la section locale est bonne. Tous les postes électifs ont été pourvus et les dirigeants ont reçu la formation nécessaire. Le service de police d'Edmonton est en discussion avec la couronne afin de décider si des accusations de fraude seront déposées contre l'un des anciens dirigeants. La tutelle a été levée le 11 juin 2015.

Section locale 3421 – Alberta – Services médicaux d'urgence – Ville de Calgary

La section locale 3421 a été mise en tutelle le 18 février 2010 à la suite de la restructuration du secteur de la santé menée par le gouvernement de l'Alberta qui a transformé les neuf régions sanitaires en cinq zones, lesquelles sont toutes administrées par un même conseil – les Services de santé de l'Alberta. Le gouvernement a aussi intégré les services médicaux d'urgence aux Services de santé de l'Alberta, transférant ainsi la direction des services paramédicaux des municipalités au gouvernement.

La dernière unité, les Services médicaux d'urgence de Fort MacLeod (section locale 3421-03), devait recevoir sa propre charte, mais elle a aussi été perdue à la suite de la restructuration le 1^{er} juin 2012. Les dossiers financiers de la sous-unité ont été fermés et les fonds ont été transférés au secrétaire-trésorier national qui les détient en fiducie. Le travail d'administration s'est poursuivi, notamment pour la gestion de l'immeuble appartenant à l'ancienne section locale. Malheureusement, le SCFP n'a pas été en mesure de trouver un locataire disposé à louer les locaux sur une base mensuelle – une condition nécessaire – et à l'approche du délai de cinq ans, la tutelle a été levée le 11 décembre 2014. L'immeuble qui est inoccupé depuis cinq ans sera mis en vente.

Section locale 3907 – Ontario – Université de Toronto (Institut d'études pédagogiques de l'Ontario)

La section locale 3907 a été mise en tutelle le 3 décembre 2014 lorsque le Conseil exécutif de cette section locale est devenu dysfonctionnel au point où les dirigeants ne se présentaient plus en assez grand nombre aux assemblées des membres pour atteindre le quorum. De plus, aucune réunion du Conseil exécutif n'a eu lieu depuis juillet 2014. Des pétitions demandant la destitution de tous les dirigeants ont été déposées conformément aux règlements, mais la procédure n'a pu suivre son cours soit, car aucune réunion des membres n'a été convoquée, ou le quorum n'a pas été atteint. En conséquence, le travail de la section locale a cessé, et les membres se sont plaints à juste titre de ne pas être adéquatement représentés.

Plusieurs assemblées des membres ont eu lieu et la participation a été excellente. Les membres ont reporté l'approbation des règlements et la tenue des élections à l'automne, en raison de la faible participation aux activités syndicales entre les mois de mai et septembre. Le retard accumulé dans le traitement des dossiers financiers a été rattrapé, et la section locale est maintenant à jour pour ce qui est de la gestion de ses factures et autres obligations. Une vérification demeure nécessaire, bien qu'il s'agisse

d'une tâche difficile puisqu'il manque des dossiers financiers qui couvrent une période de sept mois. La participation des membres aux conférences et aux congrès demeure bonne. La tutelle se poursuit.

Section locale 4091 – Québec – Air Canada Montréal

Peu de temps après les élections tenues en février 2013, la section locale a éprouvé de sérieuses difficultés organisationnelles. Cinq dirigeants ont reçu des avis formels et des menaces de poursuites de la part d'un autre dirigeant. Il était devenu évident que la section locale n'était plus en mesure de servir les intérêts de ses membres. Elle a été mise en tutelle le 10 octobre 2013.

Des communiqués hebdomadaires ont été envoyés à tous les membres et ils ont été pleinement représentés et consultés à propos des stratégies de négociation. Des assemblées des membres ont eu lieu et plusieurs ateliers conçus pour hausser l'appui des membres envers leur section locale ont été offerts. Malgré une participation plutôt faible, les membres qui ont suivi les ateliers les ont aimés et ils sont maintenant plus susceptibles de jouer un rôle actif dans la reprise en main de leur section locale.

Un exécutif fonctionnel a été élu et les conditions permettant une transition en douceur de la tutelle vers la nouvelle administration ont été mises en place. Les nouveaux élus profiteront d'ailleurs des services d'éducation du SCFP. Les finances de la section locale sont en ordre. Le conseiller syndical a assuré une surveillance étroite de la section locale et la tutelle a été levée le 25 septembre 2014.

Section locale 4214 – Manitoba – Employés de la Direction régionale de la santé d'Interlake

La section locale 4214 a été mise en tutelle le 27 mars 2013 après que presque tous les membres aient été perdus à la suite d'un vote de représentation rendu nécessaire en raison de la restructuration menée par le gouvernement. La section locale possédait un compte bancaire et des actifs assez importants qui nécessitaient une supervision pendant la période de transition. L'unité de négociation restante est composée de 13 membres représentant les Services diagnostiques du Manitoba. Un exécutif fonctionnel a été élu et formé et ses membres participent aux congrès, aux conférences et aux séances de formation. La tutelle a été levée le 25 septembre 2014.

Section locale 4228 – Nouveau-Brunswick – Maison de Passage House inc.

L'employeur de ce petit groupe éprouve des difficultés financières. Les membres de l'exécutif ne font plus leur

travail, et le seul membre encore favorable au syndicat a emporté au bureau de Bathurst tout ce qui appartient au syndicat, y compris les cartes de demande de révocation de l'accréditation syndicale qui avaient été signées par les membres. Il ne fait aucun doute que les pressions exercées à la table des négociations par l'employeur pour l'obtention de nombreuses concessions et la baisse des salaires ont mené à ce retournement des membres contre leur syndicat. La tutelle a été imposée le 30 avril 2014.

Le 16 juillet 2014, nous avons été informés que le SCFP n'était plus l'agent négociateur de cette unité d'employés. L'administrateur a fermé les dossiers financiers de la section locale et a transféré les fonds au secrétaire-trésorier national. La tutelle a été levée le 12 mars 2015.

Section locale 4242 – Manitoba – Employés de la Direction régionale de la santé de Brandon

La section locale 4242 a été mise en tutelle le 27 mars 2013 après que ses membres aient été perdus à la suite d'un vote de représentation rendu nécessaire par la restructuration menée par le gouvernement. La section locale possédait un compte bancaire et des actifs assez importants qui nécessitaient une supervision pendant la période de transition, question d'assurer que toutes les dépenses étaient légitimes. Un petit nombre des membres de cette section locale ainsi que d'autres sections locales n'ont pas été touchés par ce vote et un plan a été conçu pour gérer cette situation. L'administrateur a payé les factures, fermé les comptes bancaires et transféré les fonds au bureau national du SCFP. La tutelle a été levée le 29 décembre 2013.

Section locale 4443 – Nouveau-Brunswick – Sodexo Canada ltée à l'Université de Moncton

Sodexo a été responsable des services alimentaires à l'Université de Moncton pendant 30 ans. L'université a confié le contrat à un autre fournisseur et les 18 membres de la section locale 4443 ont perdu leur emploi. La section locale a été mise en tutelle le 9 novembre 2013 – de nos jours elle n'existe plus. Les comptes bancaires ont été fermés et les fonds ont été transférés au secrétaire-trésorier national qui les détient en fiducie. La tutelle a été levée le 19 décembre 2013.

Section locale 4519 – Manitoba – Employés de United Church Halfway Homes inc.

La section locale 4519 a été mise en tutelle le 28 mars 2013 en raison d'un manque d'intérêt et de participation des membres aux affaires de la section locale, ce qui a mené les membres eux-mêmes à demander la tutelle dans le but de s'éduquer et de s'organiser. Il y avait un

certain temps déjà qu'il n'y avait aucun dirigeant à la section locale, et les membres croyaient d'ailleurs être déjà sous tutelle depuis 2011.

La section locale se prépare aux négociations. Elle a maintenant deux délégués syndicaux en fonction. Des discussions sont en cours au sujet d'une possible fusion avec la section locale 2348 du SFCP. Lorsque la proposition aura été soumise et que la fusion sera acceptée, la tutelle pourra être levée. La tutelle se poursuit.

Local 4537 – Québec – Laboratoire Technicolor du Canada

En raison de l'arrêt de l'exploitation par l'employeur, la section locale s'appropriait à distribuer tout l'argent aux membres. Afin de sécuriser les actifs, cette dernière a été mise en tutelle le 29 juillet 2011. Bien qu'il y avait peu de chance de sauver l'usine, entamer des procédures aurait pu contribuer à améliorer les indemnités de départ, mais le président de la section locale ne souhaitait pas déposer les griefs nécessaires.

L'administrateur l'a fait pour contester la sous-traitance, mais les griefs ont été rejetés en arbitrage sans possibilité d'appel. Une dernière assemblée des membres a eu lieu en octobre 2014; une vérification a été effectuée et l'argent a été transféré au secrétaire-trésorier national qui l'a placé en fiducie. La tutelle a été levée le 11 décembre 2014.

Section locale 4558 – Nouveau-Brunswick – Pompiers de la ville de Miramichi

La section locale a été mise en tutelle le 16 janvier 2015 après que ses membres aient voté à l'unanimité pour quitter le SFCP et rejoindre les rangs de l'AIP. Ils croyaient pouvoir être mieux servis par l'association. Le vote a eu lieu lors de l'assemblée des membres de décembre et à la suite de ce vote, la section locale a déposé une demande de révocation de son accréditation syndicale devant le Conseil des relations de travail du Nouveau-Brunswick. La section locale demande maintenant au Conseil des relations de travail du Nouveau-Brunswick d'accréditer l'AIP à titre de nouvel agent négociateur. L'administrateur effectue la vérification des finances. La tutelle se poursuit.

Section locale 4593 – Manitoba – Employés de la Direction régionale de la santé d'Assiniboine

La section locale 4593 a été mise en tutelle le 27 mars 2013 après que ses membres aient été perdus à la suite d'un vote de représentation nécessaire en raison de la restructuration menée par le gouvernement. La section

locale possède un compte bancaire et des actifs assez importants qui nécessitent une supervision pendant la période de transition, question d'assurer que toutes les dépenses sont légitimes. Il reste 14 membres qui seront transférés dans la section locale 4214 à la suite d'une fusion impliquant aussi quelques plus petits groupes des Services diagnostiques du Manitoba. On a tenté à trois reprises d'organiser une assemblée des membres et de tenir un vote sur la fusion, mais il n'y avait jamais quorum et l'assemblée n'a pu avoir lieu. Un avis de motion a été signifié à chacune des sections locales et le vote est en cours. Une fois tous les papiers remplis, et la fusion approuvée, la tutelle pourra être levée. La tutelle se poursuit.

Section locale 4666 – Saskatchewan – Centre Éducatif Felix le Chat

L'employeur de cette petite section locale du secteur des services de garde connaissait un taux de roulement du personnel si important que les membres se sont désintéressés des affaires de la section locale. Le dernier dirigeant en poste, le président, a été licencié. Aucun membre ne souhaitait prendre la relève et de nombreuses demandes de renseignements portant sur la révocation de l'accréditation syndicale nous sont parvenues. Il paraissait peu probable que la formation d'un nouvel exécutif soit un objectif réaliste à court terme. La section locale 4666 a donc été mise en tutelle le 23 mai 2012.

Une vérification des finances a été effectuée et aucune malversation n'a été signalée. L'administrateur a éprouvé d'importantes difficultés à recruter des membres intéressés à se présenter à un poste de dirigeant et à assurer la négociation collective. Finalement, certains membres ont manifesté de l'intérêt et la section locale compte maintenant quatre greffiers qui ont suivi une formation et en demandent davantage. La barrière de langue était un obstacle à la reprise en main des affaires de la section locale, mais les nouveaux élus sont disposés à suivre la formation nécessaire. Un nouveau directeur a été embauché par l'employeur et il fait preuve de respect envers la section locale. Il consulte régulièrement l'administrateur et il travaille en collaboration avec les dirigeants élus de la section locale. Si la formation nécessaire est offerte dans un avenir proche, il se pourrait que la tutelle soit bientôt levée. La tutelle se poursuit.

Section locale 4780 – Nouveau-Brunswick – Le Centre of Hope de l'Armée du Salut

Cette section locale a été mise en tutelle le 6 mai 2014 après que l'employeur ait fermé ses portes en raison de difficultés financières. L'employeur ne reprendra pas ses activités et tous les employés ont été licenciés. Puisque la

section locale n'a plus de membres, elle a dû fermer ses portes. L'administrateur a fermé les livres et a transféré les fonds au secrétaire-trésorier national. La tutelle a été levée le 12 mars 2015.

Section locale 4822 – Alberta – Employés de Sodexo (Hôpital général de Rockyview, Centre Peter Lougheed)

Cette section locale a été mise en tutelle le 12 mai 2011 après que des conflits entre les dirigeants ont mené à la démission de trois des quatre dirigeants de la section locale. Normalement, des élections auraient eu lieu et un nouvel exécutif aurait été formé, mais le contrat entre l'employeur et les Services de santé de l'Alberta est arrivé à échéance en même temps que les démissions, et des demandes de soumissions ont été émises. Il était possible, mais peu probable que l'employeur cesse ses activités avant même la tenue d'élections.

Deux ans plus tard, l'employeur a signé une entente de service d'une durée de cinq ans avec les Services de santé et l'Alberta. Un nouvel exécutif a été élu, les négociations ont été menées et une entente a été ratifiée. L'exécutif adéquatement formé était alors en mesure de prendre les rênes de la section locale. La tutelle a été levée le 19 décembre 2013.

Section locale 5042 – Ontario – Centre Passage Parallèle des Ressources familiales du Nipissing

La section locale 5042 a été mise en tutelle le 13 octobre 2013 après que les membres de cette petite section locale du secteur des services de garde aient obtenu la révocation de l'accréditation syndicale moins de deux ans après son accréditation. La révocation a été une surprise puisque que rien ne laissait entendre que les membres étaient insatisfaits de la représentation assurée par le SCFP. Les dossiers financiers de la section locale ont été fermés et les livres ont été jugés en ordre. Le compte bancaire a été fermé, et l'argent et la charte ont été retournés au secrétaire-trésorier national. La tutelle a été levée le 19 décembre 2013.

Section locale 5067 – Ontario – Porter Airlines inc.

Cette section locale a été mise en tutelle le 13 juin 2013 après qu'une majorité d'employés se soit prononcée par vote en faveur de la révocation de l'accréditation syndicale et ait renoncé à la syndicalisation. Dès l'entrée en vigueur de l'accréditation, le soutien au SCFP était modéré, notamment parce que le groupe qui a mené les démarches en vue de l'accréditation a quitté l'employeur et car les employés ont toujours un très haut taux de roulement.

L'administratrice a terminé les dernières transactions financières et a transféré tous les fonds au secrétaire-trésorier national. La tutelle a été levée le 26 septembre 2013.

Section locale 5082 – Nouveau-Brunswick – Soins de longue durée Shannex

Cette section locale nouvellement accréditée a été confrontée à de nombreux défis. Principal problème, la section locale n'a plus de dirigeants depuis que deux d'entre eux ont été licenciés et n'ont pas été réintégrés. Dans la foulée de ce congédiement, les autres membres de l'exécutif ont démissionné, laissant la section locale sans Conseil exécutif. La section locale 5082 a été mise en tutelle le 15 novembre 2012.

Une première convention collective a été ratifiée et un avis de résolution a été émis en vue d'une fusion avec la section locale 5023. La fusion avec la section locale 5023 a été approuvée par le secrétaire-trésorier national et la tutelle a été levée le 26 septembre 2013.

Section locale 5103 – Nouveau-Brunswick – Maison de soins infirmiers Shannex Thomas Hall

La section locale 5103 a été mise en tutelle le 7 mai 2015 à la suite du dépôt, le 23 avril, d'une demande de révocation de l'accréditation syndicale. La convention collective est arrivée à échéance en décembre 2014 et au cours de la période qui a suivi, deux des hauts dirigeants de la section locale sont partis en congé de longue durée. Nous croyons que des membres de l'unité exclus des négociations sont la force motrice derrière cette demande de révocation. La tutelle se poursuit.

Section locale 5119 – Nouveau-Brunswick – Shannex Parkland Canterbury Hall

Cette section locale a obtenu sa charte en 2012 et a négocié avec succès une première convention collective. La crise de croissance au sein de la section locale a engendré un certain mécontentement chez les membres. Pendant que les membres du Conseil exécutif étaient en congé, et en raison d'une diminution des heures de travail, les membres qui s'opposaient à la création d'un syndicat ont convaincu les autres de mettre en œuvre la révocation de l'accréditation syndicale. Une demande de révocation a donc été déposée. La tutelle a été imposée le 8 août 2014.

Le 23 septembre 2014, la Commission du travail et de l'emploi du Nouveau-Brunswick a confirmé que les membres ont voté en faveur de la révocation de l'accréditation syndicale. L'administratrice a fermé les

livres de la section locale et a transféré les fonds au secrétaire-trésorier national. La tutelle a été levée le 12 mars 2015.

Section locale 5130 – Alberta – Employés des Services ambulanciers de St-Paul et District

Cette section locale était une sous-unité de la section locale 3197 qui a été mise en tutelle le 18 février 2010. Les employés de la section locale 5130 ont été informés par l'employeur que le service paramédical cesserait ses activités le 31 mars 2015. En conséquence, la section locale n'existe plus. La tutelle a été levée le 31 mars 2015.

Section locale 5156 – Manitoba – Syndicat des étudiants de l'Université du Manitoba

La section locale 5156 a été mise en tutelle le 20 mai 2015 après le dépôt d'une demande de révocation de l'accréditation syndicale par les membres. L'administrateur doit maintenant fermer tous les dossiers de la section locale. La tutelle se poursuit.

Section locale 5241 – Alberta – Refuge pour femmes de Strathcona

Cette section locale a transféré sa compétence de la section locale 3341 à son propre organisme à charte – un

changement approuvé par le Conseil exécutif national. Les règlements ont été approuvés par les membres et sont en attente de l'approbation du bureau du président national. De nouveaux dirigeants ont été élus et le transfert d'une partie des fonds de la section locale 3341 est imminent. La formation des nouveaux dirigeants et l'orientation des membres sont la priorité. La tutelle se poursuit.

Section locale 5959 – Québec – Chauffeurs de la Société de transport de Laval

Cette section locale est profondément divisée, certains membres appuyant le SCFP et d'autres la CSN. Le président a été au centre du tumulte dans cette division et il a aussi été suspendu deux fois par l'employeur. Le président ne peut avoir de contact avec deux des membres. La gestion financière ne répond pas aux normes, ce qui crée une atmosphère favorisant des interventions hostiles envers le SCFP de la part des partisans de la CSN. Deux pétitions réclamant un référendum sur la destitution du président ont été présentées. Ce conflit a lieu au moment où l'employeur s'apprête à créer 200 postes permanents. Il faut que cette section locale soit stable, qu'elle fasse preuve de solidarité et qu'elle ait vision commune. La tutelle a été imposée le 23 avril 2015 et se poursuit toujours.